



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 2044 103 239 398

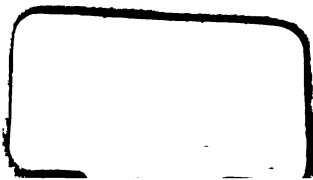
189
5510

13d June 1931.



HARVARD LAW LIBRARY

Received June 18, 1925.
Aug. 6, 1925.



878
241023
PROPERT
HAYARD
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE 15-

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE,

L'ITALIE ET LA SUISSE.

PROCÈS-VERBAUX.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1876.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE,

L'ITALIE ET LA SUISSE.

PROCÈS-VERBAUX.

²¹³
Latin monetary union.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE,
L'ITALIE ET LA SUISSE.

PROCÈS-VERBAUX.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1876.

AUG - 6 1925

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE.

1^{re} SÉANCE.

JEUDI 20 JANVIER 1876.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

Étaient présents :

Pour la Belgique :

MM. JACOBS, ancien Ministre, membre de la Chambre des représentants ;

SAINCTELETTE, ingénieur honoraire des mines, commissaire des monnaies ;

le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS, conseiller de la Légation de Belgique à Paris.

Pour la France :

MM. DUMAS, ancien Ministre, membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences,

le baron DE SOUBEYRAN, député à l'Assemblée nationale ;

DUTILLEUL, directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances ;

JAGERSCHMIDT, sous-directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Pour la Grèce :

M. DELYANNI, chargé d'affaires de Grèce à Paris.

Pour l'Italie :

MM. le commandeur BARALIS, directeur de la Monnaie royale de Milan;

RESSMAN, premier secrétaire de la Légation d'Italie à Paris.

Pour la Suisse :

MM. KERN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération;

FEER-HERZOG, ancien Président et membre du Conseil national suisse.

Conformément à l'article 5 de la déclaration du 5 février 1875, les délégués de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie et de la Suisse se sont réunis à Paris le 20 janvier 1876, à l'hôtel des Affaires Étrangères.

La séance est ouverte à une heure de l'après-midi, et, sur la proposition de M. KERN, la présidence est déléguée à M. DUMAS.

M. ERNEST CRAMON, consul de France de première classe, est chargé des fonctions de secrétaire.

M. JAGERSCHMIDT donne connaissance d'une lettre de M. de Parieu à M. le Ministre des affaires étrangères, par laquelle il l'informe que l'état de sa santé et des devoirs de famille, en le retenant éloigné de Paris, ne lui permettent pas de prendre part, cette année-ci, aux délibérations de la Conférence. M. de Parieu témoigne le désir que l'expression de ses vifs regrets soit transmise à la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT se fait l'organe des sentiments que l'absence de M. de Parieu provoque dans le sein de la Conférence, aux travaux de laquelle il a pris, les années précédentes, une part si considérable.

M. SAINCTELETTE dépose sur le bureau, en ce qui concerne la Belgique :

1° La loi en date du 27 avril 1875, portant prorogation de la loi du 18 décembre 1873, relative au monnayage de l'argent, avec l'exposé des motifs et les rapports de la section centrale à la Chambre des représentants et de la commission des finances au Sénat de Belgique;

2° Un extrait du livre de fabrication des pièces de 5 francs de la Monnaie de Bruxelles (annexe A), avec un relevé des matières versées au change pour cette fabrication en 1875 (annexe B);

3° Un extrait du livre de fabrication des pièces de 20 francs de la Monnaie de Bruxelles (annexe C), avec un relevé des matières versées au change pour cette fabrication en 1875 (annexe D);

4° Un extrait du livre de fabrication des monnaies de cuivre de la Monnaie de Bruxelles en 1875 (annexe E).

Il met à la disposition de la Conférence plusieurs collections de la deuxième série (fascicules 7, 8 et 9) des documents monétaires publiés par le Gouvernement belge.

M. DUTILLEUL communiquera, à la prochaine séance, les documents relatifs à la frappe des monnaies françaises en 1875.

M. DELYANNI déclare que le Gouvernement hellénique, usant de la faculté qui lui a été accordée, a fait frapper les 5 millions de son contingent de 1875 et 1 million représentant le montant des bons de monnaie qu'il a été autorisé à émettre, pour l'année 1876, aux termes de la déclaration du 5 février 1875.

M. le commandeur BARALIS dépose, en ce qui concerne l'Italie :

1° L'état des monnaies italiennes d'or et d'argent qui ont été frappées en 1875, avec le relevé des fabrications des années précédentes depuis 1866 (annexe F);

2° L'état des monnaies retirées de la circulation, pour la refonte, de 1862 à 1875 (annexe G).

M. FEER-HERZOG communique :

1° L'état des monnaies divisionnaires suisses frappées au titre de 835/1000 en 1875 (annexe H);

2° L'état des monnaies 800/1000 de fin retirées de la circulation de 1867 à 1874 et en 1875 (annexe I).

Il annonce que la substitution du dernier titre par le premier sera terminée le 31 décembre 1877, conformément à la lettre de la convention de 1865, et que le Conseil fédéral a cru devoir s'abstenir de faire monnayer les 10 millions en écus de cinq francs que la convention additionnelle de 1875 avait adjugés à la Suisse.

Ces communications faites, M. LE PRÉSIDENT propose à la Conférence d'aborder l'objet principal de sa réunion, c'est-à-dire la question de savoir s'il y a lieu de proroger, pour l'année 1876, les dispositions de l'article 1^{er} de la Convention additionnelle de 1874 relatives aux limites assignées à la fabrication des pièces d'argent de 5 francs. Il prie MM. les délégués de vouloir

bien faire connaître, à cet égard, leur opinion et les instructions qu'ils ont reçues de leurs Gouvernements.

M. SAINCTELETTE déclare que le Gouvernement belge est d'avis de ne pas dépasser, en 1876, les contingents stipulés pour 1874. Il ajoute que la Belgique n'a pas usé de la faculté qu'elle avait, comme les autres États, d'émettre des bons de monnaie, pour l'année 1876, jusqu'à concurrence de la moitié de son contingent.

M. DELYANNI dit que le Gouvernement hellénique, tout en acceptant les décisions de la Conférence de 1875, aux travaux de laquelle le représentant de la Grèce n'a pas pu prendre part, s'est réservé d'exposer à la Conférence de 1876 les motifs qui l'ont déterminé à réclamer une augmentation de la somme de pièces de cinq francs qui lui a été accordée en 1875.

En conséquence, M. le chargé d'affaires de Grèce se propose de faire connaître, à la prochaine séance, les instructions qu'il a reçues d'Athènes et les circonstances particulières qui mettent le Gouvernement hellénique dans le cas de réclamer une surélévation spéciale de son contingent.

La Conférence se réserve d'examiner les conditions du traitement particulier qui pourrait être fait au royaume de Grèce eu égard à sa situation monétaire.

M. BARALIS déclare que le Gouvernement italien accepte, pour son compte, le maintien du contingent proportionnel fixé en 1874; et que non-seulement il s'est mis en mesure de ne plus demander de contingent extraordinaire, mais qu'il n'a pas cru devoir, en ce qui le concerne, user complètement et dans toute son étendue de la faculté de délivrer par anticipation, en 1875, des bons de monnaie pour l'année 1876.

M. KERN a reçu du Gouvernement suisse les instructions suivantes, dont il donne lecture :

1° Le Conseil fédéral estime que les événements survenus depuis le mois de novembre 1873, époque à laquelle il a demandé la réunion d'une Conférence des États signataires de la Convention de 1865, n'ont fait que confirmer et corroborer les vues émises par lui à cette époque.

Il recommande à ses délégués pour la Conférence de 1876 d'appuyer non-seulement la continuation du système de la limitation des frappes d'argent, mais de demander, au lieu de l'élargissement de ce système, qui a été voté par la majorité en 1875, une échelle limitative plus étroite que celle qui est sortie des délibérations de la Conférence de 1874.

2° Vu la baisse continuelle de la valeur de l'argent, les délégués suisses accentueront de nouveau à la Conférence la nécessité de sortir de la position actuelle par l'adoption de l'étalon d'or unique.

En conséquence, M. Kern propose que la frappe des pièces de 5 francs soit limitée, pour chaque État, en 1876, à la moitié du contingent de 1874; l'autre moitié ayant pu être légalement engagée par l'émission anticipée des bons de monnaie.

M. FEER-HERZOG appuie la proposition de M. Kern par diverses considérations tirées de l'état actuel du marché des métaux et du changement qui s'est produit dans la valeur relative de l'or et de l'argent. La cote du marché anglais, dont il communique un relevé pour l'année 1875 (annexe J), établit que le rapport commercial de l'argent à l'or était, au mois de juin, de près de 1 à 17 : exactement, 1 à 16,989. D'après des documents français, le même rapport s'est produit en France au commencement de juillet; et le dernier exposé du directeur de la Monnaie des États-Unis fait connaître que, dans ce pays, le rapport des deux métaux est de 1 à 17. Enfin, au moment où s'ouvre la Conférence, la cote de Londres est de nouveau descendue au dessous de 55 1/2 pence par once, ce qui équivaut à ce même rapport de 1 à 17.

Jamais, depuis la découverte de l'Amérique, dit M. Feer-Herzog, la valeur relative de l'argent n'est descendue aussi bas, et l'on doit voir, dans ce fait inouï, l'indice d'une situation grave, compromettante au plus haut degré pour la fortune des peuples qui consentent à laisser s'accumuler chez eux un métal déjà déprécié et dont la dépréciation doit nécessairement s'accroître de jour en jour. Les mines d'argent des États-Unis continuent à jeter sur le marché des métaux une masse d'argent évaluée annuellement au minimum à 35 millions de dollars. En Allemagne, la réforme monétaire, éventualité contestée il y a deux ans, va certainement, aujourd'hui qu'elle est en pleine voie d'exécution, faire refluer sur les territoires de l'Union une grande quantité de ce même métal. Dans les Pays-Bas, enfin, le monnayage de l'argent reste complètement suspendu. Les dangers d'une pareille situation ne peuvent être conjurés que par la suspension de la frappe des pièces de 5 francs. En Suisse, l'opinion est si bien éclairée à cet égard, que, pour ne pas contribuer à augmenter le mal résultant de la pléthore du métal argent, le Gouvernement s'est abstenu de faire frapper en 1875 son contingent de 10 millions, renonçant ainsi volontairement au bénéfice d'environ 900,000 francs qu'il aurait retiré de cette opération. Le Conseil fédéral est unanimement convaincu qu'il y a lieu pour les États de l'Union de changer leur système monétaire, et, si la substitution de l'étalon unique d'or au double étalon d'or et d'argent ne peut être réalisée,

comme il le faudrait, à bref délai, si même la suspension complète de la frappe des pièces de 5 francs est rendue impossible, cette année-ci, à cause des engagements pris, en vertu de l'article 6 de la déclaration de 1875, par la livraison anticipée des bons de monnaie, il lui semble au moins nécessaire que cette frappe soit limitée, pour chaque État, à la partie du contingent qui a pu être engagée, c'est-à-dire à la moitié.

M. le baron DE SOUBEYRAN croit devoir contester l'exactitude des données sur lesquelles M. Feer-Herzog appuie son opinion. Il fait d'abord remarquer que, au moins en ce qui concerne la France, il n'y a pas de cote, même officielle, qui indique avec une réelle précision la valeur relative de l'or et de l'argent, — observation confirmée par M. DUTILLEUL.

Si l'argent subit maintenant une dépréciation, cela tient précisément aux mesures restrictives qui ont été prises. Une tendance à la hausse s'est manifestée en janvier 1874, alors qu'on croyait que la Conférence ne prendrait pas le parti de limiter la frappe des pièces de 5 francs. L'étude du marché monétaire, à laquelle se livre M. de Soubeyran, l'autorise à affirmer que la surabondance de monnaie d'argent dont M. Feer-Herzog croit l'Union incommodée est un mal absolument chimérique, et il signale ce fait que, l'an dernier, pour prévenir en Belgique une crise sérieuse, le Gouvernement belge a dû faire frapper quelques millions en pièces de 5 francs. Sans cette mesure opportune, la Banque de Belgique aurait été exposée à de graves embarras. En Allemagne, la démonétisation de l'argent est entreprise, il est vrai; mais cette opération est encore loin d'être arrivée à son dernier terme. M. de Soubeyran est d'avis que la crise dans laquelle tous les pays d'Europe, sont engagés depuis le mois d'avril 1873 et qui les atteint tous successivement, y compris l'Angleterre, qui n'a qu'un seul étalon, est une crise purement industrielle et commerciale, qui réagit naturellement sur le marché des métaux, et que ce n'est point par un changement radical dans le système monétaire des États de l'Union qu'on pourra y porter remède. Il est nécessaire de faire remarquer que vouloir trouver, dans les principes adoptés par les divers États de l'Union pour la circulation des métaux, les causes de cette crise commerciale et industrielle, serait d'autant moins fondé que les pays qui n'ont pas en réalité de circulation métallique et qui sont encore au régime du papier-monnaie ont été très-atteints. L'Allemagne, qui a cru devoir adopter récemment l'étalon d'or, a été plus affectée par la crise qu'aucun autre État; l'Angleterre en souffre beaucoup aussi. Enfin, les deux pays relativement les moins maltraités sont précisément ceux qui ont pour bases de leur circulation métallique les deux métaux, l'or et l'argent. Dans ces deux pays également le taux de l'intérêt commercial des banques nationales a éprouvé des variations moindres et des taux moins élevés. Mais, par suite des instructions de son Gouvernement,

il ne se croit pas autorisé à suivre M. le délégué du Gouvernement suisse sur le terrain des théories où il porte la discussion, la Conférence ayant à se prononcer seulement sur des mesures transitoires d'ordre pratique que réclame le fonctionnement du système actuellement en vigueur. Quant à la réduction de la frappe à la moitié du contingent normal fixé en 1874, il ne lui paraît pas que la proposition de MM. les délégués du Gouvernement suisse, appuyée sur des faits sujets à contestation, soit de nature à obtenir l'adhésion des États qui désirent la prorogation des mesures limitatives arrêtées en 1874.

M. FEER-HERZOG rappelle que, dès 1873, alors qu'aucune limitation de la frappe d'argent n'avait encore été décidée, l'or tendait à disparaître de la circulation, et que, si l'on n'avait pas eu promptement recours à des mesures restrictives, les États de l'Union seraient bientôt devenus, au milieu du monde civilisé, un îlot d'argent, l'asile d'une monnaie encombrante, dépréciée et d'un usage si incommode que, si le Gouvernement français venait à abolir le cours forcé des billets de banque, ce cours serait rétabli de fait par le public, qui préférerait le papier à l'argent.

M. le baron DE SOUBEYRAN objecte que, pour faire face aux paiements internationaux, la même valeur, sous n'importe quelle forme et quel poids, or, argent ou papier, paye le même prix pour son transport en chemin de fer ou sur les bateaux à vapeur dans les pays les plus lointains; que, par conséquent, il n'y a pas de raison pour que les paiements ne se fassent pas aussi bien en argent, si l'argent était en surabondance. Le prix des transports est basé sur l'importance des sommes transportées et non sur le poids.

M. JACOBS pense que l'accord s'établira sur le terrain pratique plus aisément que sur celui des théories. Tous les États semblent d'avis de ne pas dépasser les contingents de 1874; plusieurs sont même disposés, et notamment la Belgique, à rester en deçà, si une réduction peut faciliter l'entente; mais le Gouvernement belge ne pourrait accepter une réduction de moitié, qui abaisserait son contingent à 6 millions, chiffre insuffisant pour faire face à toutes les éventualités. L'année dernière, le Gouvernement belge a été heureux de pouvoir faire fabriquer quelques millions en pièces de 5 francs pour fortifier l'encaisse de la Banque nationale. Le même cas pourrait se produire en 1876. Que chaque État fasse connaître si et dans quelle mesure il consent à réduire son contingent, et l'on saura alors sur quelle base une entente peut intervenir.

M. JACOBS fait remarquer à MM. les Délégués suisses que, si l'on ne s'entendait pas sur une limitation, chaque État aurait une faculté illimitée de

monnayer. Toute limitation, si peu étroite qu'elle soit, vaut encore mieux qu'une telle situation.

M. DUTILLEUL déclare que, dans l'énorme quantité de fonds dont il dirige ou surveille le mouvement, il n'a pas eu une seule fois, en 1875, l'occasion de s'apercevoir que la monnaie d'argent existant sur le marché y ait causé le moindre embarras. La limitation de la frappe, telle qu'elle a été réglée par la Convention de 1874, lui semble reposer sur des bases normales. La réduction de moitié proposée par MM. les délégués de la Suisse ne se concilierait, en aucun cas, avec les vues du Gouvernement français, qui, tout au plus, et il le dit sous toute réserve, pourrait peut-être consentir à une réduction d'un sixième.

M. BARALIS dit que le Gouvernement italien, par esprit de conciliation, ne s'opposerait pas à une limitation plus étroite si les autres Gouvernements la réclament. Mais la réduction d'un sixième des contingents donnerait, au point de vue du Gouvernement suisse, un résultat si peu accentué qu'il lui semblerait plus simple de s'en tenir provisoirement, et pour cette année 1876 seulement, au maintien des contingents de 1874.

Sur une observation incidente de M. RESSMAN, il est entendu que les résolutions prises par la Conférence dans cette réunion n'engagent les États que pour l'année courante, comme en 1874 et 1875, et que les Gouvernements demeureront toujours maîtres de modifier leur opinion suivant les circonstances qui viendraient à se produire ultérieurement.

M. KERN, en se référant au deuxième point des instructions dont il a donné lecture, exprime le vœu que la question de l'étalon d'or soit étudiée par MM. les délégués et par les Gouvernements des États de l'Union, de façon à ce qu'elle puisse être l'objet des délibérations de la Conférence prochaine.

M. RESSMAN exprime l'avis que cette échéance est trop rapprochée pour une délibération dont on puisse attendre un résultat décisif.

Après avoir fait connaître que, dans l'état actuel des choses, le désir du Gouvernement français serait de proroger purement et simplement, pour l'année 1876, les clauses limitatives de la Convention de 1874, M. LE PRÉSIDENT résume le débat.

. Il constate que, sur les quatre États engagés dans la question, — la Grèce ayant à formuler des propositions spéciales — trois, savoir, la Belgique,

la France et l'Italie, se prononcent, en principe, pour la prorogation des contingents de 1874, tout en admettant ou en laissant entrevoir la possibilité d'une nouvelle réduction dont le chiffre serait à déterminer.

Un seul, la Suisse, demande formellement que le contingent de chaque État soit réduit de moitié.

En présence de ces divergences d'opinion, il semble à M. le Président que la Conférence ne peut qu'ajourner sa résolution, en priant MM. les délégués de la Suisse de vouloir bien faire connaître à leur Gouvernement les avis exprimés par les délégués des autres États.

MM. KERN et FEER-HERZOG répondent qu'ils communiqueront au Gouvernement fédéral les différents termes de conciliation indiqués par MM. les délégués de Belgique et d'Italie et par M. Dutilleul.

M. DUMAS appelle l'attention de la Conférence sur un fait qui se rattache à l'objet de ses délibérations, le faux monnayage.

Il y a, dit-il, deux espèces de faux monnayeurs.

Ce sont parfois des individus isolés, ignorants, qui se laissent entraîner par l'appât d'un lucre facile, et qui, avec les métaux qu'ils ont sous la main et des procédés de moulage imparfaits, fabriquent des pièces de 5 francs avec des alliages de plomb, d'étain, etc., des pièces d'or avec du laiton. Ce faux monnayage n'est pas dangereux. La pièce fausse est bientôt arrêtée, et le faux monnayeur aussi.

Mais il y en a d'autres qui, travaillant avec art, et d'une manière scientifique, dans des ateliers pourvus d'un outillage correct, mettant en usage laminoirs, découpoirs, balanciers ou presses, réussissent à jeter dans la circulation des quantités considérables de pièces en platine recouvertes d'une pellicule d'or renouvelable, pièces qui leur coûtent environ 4 francs, et auxquelles ils réussissent à donner le poids, l'apparence extérieure et jusqu'à la sonorité des pièces d'or. L'industrie leur fournit le moyen de reproduire les différents types des monnaies courantes avec assez de perfection pour qu'aucune différence facilement appréciable ne distingue les fausses monnaies ainsi préparées des pièces de bon aloi. Cette détestable industrie, qui procède en grand, s'établit naturellement dans les États où la police n'est pas assez vigilante, et où les troubles politiques permettent de se soustraire à la surveillance. C'est ainsi que dans un pays voisin, où les éléments de cette fabrication ont été déjà saisis, elle continue néanmoins à s'exercer.

Ne conviendrait-il pas aux Gouvernements unis par la Convention monétaire de combiner leurs efforts pour réprimer une si coupable industrie? Les faux monnayeurs ayant réalisé tant de progrès en vue de tromper la société, ne serait-il pas nécessaire de perfectionner aussi les procédés défensifs au moyen desquels on pourrait prévenir, constater, réprimer le crime?

Sans doute il n'y a pas un État dont la législation ne porte des peines sévères contre le faux monnayage, mais ce crime n'est pas recherché et poursuivi partout de la même manière. Quelques-unes des opérations par lesquelles il se prépare, par exemple la fabrication de lames de platine, n'ont en elles-mêmes aucun caractère délictueux. Elles ne peuvent donner lieu à aucune poursuite. Elles s'accomplissent par des mains parfois inconscientes, dont la complicité serait involontaire : la falsification commencée dans un pays s'achève dans un autre, échappant ainsi, plus sûrement, à la surveillance des Gouvernements. Ces Gouvernements ne devraient-ils pas se mettre d'accord sur les moyens à employer pour découvrir et empêcher la perpétration du crime là où il se prépare comme là où il s'accomplit ? Leur surveillance exercée en commun par des moyens identiques, avec une égale activité, rendrait la contrefaçon impossible sur leurs territoires, et peut-être quelques États, étrangers à l'Union, trouveraient-ils bon de participer, sur ce point du moins, à une entente qui augmenterait leur propre sécurité. Ceux dont la surveillance s'est ralentie pourraient recevoir d'utiles communications et comprendraient mieux l'importance du devoir social qu'ils négligent de remplir.

Telle est la question que M. LE PRÉSIDENT croit devoir soumettre aux réflexions de MM. les délégués, et sur laquelle il lui paraît que la Conférence aurait au moins qualité pour émettre un avis à titre consultatif.

M. KERN remercie M. Dumas d'avoir appelé l'examen de la Conférence sur un fait qui mérite toute son attention.

M. BARALIS exprime le même sentiment, et trouverait, en effet, fort avantageux que l'on profitât des réunions de la Conférence monétaire pour établir à ce sujet, entre les divers Gouvernements, une entente commune et durable.

M. RESSMAN est d'avis que la discussion s'engagerait utilement sur cette question, si la Conférence était saisie d'une proposition formelle qui ferait connaître précisément quelle est la nature des mesures à prendre en commun par les divers Gouvernements.

M. SAINCTELETTE appuie de son témoignage les renseignements fournis par M. Dumas sur le faux monnayage. Il entre dans quelques détails sur les procédés de contrefaçon, et fait connaître la procédure suivie en Belgique pour la constatation légale du caractère tant des pièces arguées de faux que de celles qui paraissent avoir subi une altération frauduleuse. Il cite à ce sujet :

Le paragraphe 3 de l'article 6, titre II, de l'arrêté royal du 30 décembre 1848, organique de l'administration des monnaies, en vertu duquel le commissaire des monnaies est chargé « de décider les questions sur le titre et la marque des lingots et des ouvrages d'or et d'argent, sur la légalité des poinçons et carrés de l'État et sur les fausses monnaies » ;

L'article 7 de la loi du 21 juillet 1866, approuvant la Convention monétaire de 1865, ainsi conçu :

« Le commissaire des monnaies décide les questions sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la légalité des poinçons, des carrés et des coins de l'État et sur les monnaies fausses. »

Il expose comment, dans l'application de ces articles, les fonctionnaires du laboratoire des essais et le graveur de la monnaie sont appelés à émettre leur avis et à dresser procès-verbal de leurs opérations.

M. FEER-HERZOG reconnaît à la question du faux monnayage une réelle importance. La contrefaçon des pièces d'or par des procédés scientifiques est la plus dangereuse, parce qu'elle s'est beaucoup perfectionnée depuis six ans; mais la contrefaçon des pièces d'argent ne doit pas non plus être perdue de vue.

M. le baron DE SOUBEYRAN est d'avis que les Gouvernements doivent, par l'action combinée de leurs polices respectives, et par la sévérité de la répression, s'efforcer de prévenir un crime qu'encouragent tout à la fois la facilité avec laquelle on le dissimule et l'énorme bénéfice qu'il rapporte.

M. JAGERSCHMIDT fait observer que la question peut être envisagée à deux points de vue :

1° Quant à la législation;

2° Quant à la solidarité à établir entre les Gouvernements, pour la surveillance, la poursuite et la répression. Sur ce second point de vue, il lui semble que la Conférence aurait qualité pour se prononcer dès à présent, en complétant, par un simple paragraphe additionnel, la disposition de l'article 11 de la Convention de 1865, qui a pour objet d'obliger les Gouvernements à se communiquer réciproquement tous les documents relatifs aux monnaies et à se donner avis de « tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent ».

MM. les délégués, après avoir échangé leurs idées à ce sujet, remettent à la prochaine séance l'examen plus approfondi de la question.

Ils décident de se réunir demain vendredi, à deux heures de l'après-midi.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Signé : V. JACOBS;
SAINCTELETTE;
DE PITTEURS-HIEGAERTS;
DUMAS;
DE SOUBEYRAN;
DUTILLEUL;
JAGERSCHMIDT;
DELYANNI;
C. BARALIS;
RESSMAN;
KERN;
FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence,

ERNEST CRAMON.

BELGIQUE.

PIÈCES DE 5 FRANCS.

ANNÉE 1875.	VALEUR NOMINALE.	POIDS.		TITRE MOYEN.	POIDS.		VALEUR à 198 fr. 80 cent. le kilogramme à 900 millièmes.	FRAIS DE FABRICATION à 1 fr. 50 cent. le kilogramme à 900 millièmes.	VALEUR TOTALE.	DIFFÉRENCE AU CRÉDIT de l'État.
		DROIT.	FABRIQUÉ.		FIN.	à 900 MILLIÈMES.				
5 francs. . .	14,904,705'	74,523'525	74,527'334,000	0,899,950,444	67,070'907,365	74,523'230,406	14,792,861'93°	111,784' 85°	14,904,646'08°	58' 92°

Bruxelles, le 31 décembre 1875.

Le Commissaire des Monnaies,
SAINCTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 5 FRANCS EN 1875.

SOMME FABRIQUÉE : 14,904,705 FRANCS.

TITRE.	NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE.	VALEURS.
		fr. c.
Divers.....	Lingots.....	14,730,510 81
0. 900.....	Piastres boliviennes.....	174,194 05
	TOTAL.....	14,904,704 86

Bruzelles, le 31 décembre 1875.

CERTIFIÉ EXACT :

Vu :

Le Contrôleur au change et au monnayage,

Le Commissaire des Monnaies,

CH. VAN DER BEKEN.

SAINCTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 20 FRANCS.

ANNÉE 1873.	VALEUR NOMINALE.	POIDS.		TITRE MOYEN.	POIDS		VALEUR à 3,093 fr. 30 cent. le kilogramme à 900 millièmes.	FRAIS DE FABRICATION à 6 fr. 70 cent. le kilogramme à 900 millièmes.	VALEUR TOTALE.	DIFFÉRENCE AU CRÉDIT de l'État.
		DROIT.	PANORQUÉ.		FIN.	à 900 MILLIÈMES.				
20 francs..	82,635,060'	26,672*600,000	26,680*442,2	0.899,734,780	24,005*321,8	26,672*579,778	82,506,291'03°	178,706' 28°	82,684,997'31°	62' 69°

Bruxelles, le 31 décembre 1875.

Le Commissaire des Monnaies,

SANCTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 20 FRANCS EN 1875.

SOMME FABRIQUÉE : 82,685,060 FRANCS.

TITRES.	NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE.	VALEUR.
898. 5	Isabellines.	1,105,719' 35°
900. 0	Couronnes suédoises.	1,843,267 45
900. 0	Japonaises.	4,258,451 16
900. 0	Reichsmarcks.	32,806,307 43
875. 0	Quadruples mexicains (Juarès).	706,067 53
870. 0	Quadruples indépendants.	45,666 17
985. 5	Ducats d'Autriche.	2,151,969 72
Divers.	Lingots.	11,065,110 26
900. 0	Lingots.	3,120,869 03
915. 0	Souverains turcs.	342,169 62
900. 0	Aigles ou dollars.	9,744,126 65
916. 3	Impériales de Russie.	14,109,009 78
900. 0	Couronnes d'Allemagne (d'association).	2,271 57
902. 0	Frédéric de Prusse neufs (Guillaume IV).	17,141 39
898. 0	Frédéric de Prusse vieux (Guillaume III).	4,456 99
896. 0	Louis d'Allemagne.	1,967 83
1,000. 0	Or fin provenant de l'affinage.	1,360,488 07
	TOTAL.	82,685,060 00

Bruxelles, le 31 décembre 1875.

CERTIFIÉ EXACT :

Vu :

Le Contrôleur au change et au monnayage,

Le Commissaire des Monnaies,

CH. VAN DER BEKEN.

SAINCTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE MONNAIES DE CUIVRE EN 1875.

DÉSIGNATION DES PIÈCES.	POIDS DES PIÈCES.		NOMBRE.	VALEUR NOMINALE.	
	kilogrammes.	grammes.		francs.	centimes.
Pièces d'un centime	5,982	631	2,970,461	29,704	61
Pièces de deux centimes	31,877	272	7,931,768	158,635	36
Ensemble	37,859	903	10,902,229	188,339	97

Bruxelles, le 31 décembre 1875.

Le Commissaire des monnaies,

E. SAINCTELETTE.

MONNAIES ITALIENNES D'OR ET D'ARGENT FRAPPÉES DE 1866 JUSQU'À LA FIN DE 1875.

NATURE DES MONNAIES.	1866 à 1874.	1875.	MONTANT TOTAL.
MONNAIES à 900 MILLIÈMES.			
Or.... { de 100 et 50 lire.....	£ 81,750	£ "	£ 81,750
{ de 20 lire.....	47,840,360	2,244,440	50,084,800
TOTAL.....	£ 47,922,110	£ 2,244,440	£ 50,166,550
Argent, de 5 lire.....	£ 226,059,820	£ 50,000,000	£ 276,059,820
MONNAIES à 835 MILLIÈMES.			
Argent, de £ 2 et 1, centimes 50 et 20.....	£ 156,000,000	£ "	£ 156,000,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	£ 429,981,930	£ 52,244,440	£ 482,226,370

Rome, 11 janvier 1876.

Le Directeur général du Trésor,

(Signé) P. SCOTTI.

ITALIE.

VALEURS DES MONNAIES RETIRÉES DE LA CIRCULATION POUR ÊTRE REFONDUES
DE 1862 JUSQU'À LA FIN DE 1875.

FRAPPE ET NATURE DES MONNAIES.	JUSQU'À LA FIN DE 1874.	1875.	TOTAL.
Deux Siciles.....	£ 271,151,964 30	£ 19,165,424 84	£ 290,317,389 14
Rome.....	21,921,466 45	796,010 47	22,717,476 92
Autres anciens États de l'Italie.....	208,195,039 07	"	208,195,039 07
TOTAL.....	£ 501,268,469 82	£ 19,961,435 31	£ 521,229,905 13
Dont... { Or.....	£ 28,110,810 91	£ 603,984 22	£ 28,714,795 13
Argent et billon mixte..	473,157,658 91	19,357,451 09	492,515,110 00
TOTAL.....	£ 501,268,469 82	£ 19,961,435 31	£ 521,329,905 13

Rome, 11 janvier 1876.

Le Directeur général du Trésor,

(Signé) P. SCOTTI.

I. ÉTAT DES MONNAIES SUISSES FRAPPÉES EN 1875.

PIÈCES D'ARGENT 835/1,000.			TOTAL.	OBSERVATIONS.
à 2 FR.	à 1 FR.	à 1/2 FR.		
982,250	1,035,500	1,000,000	3,500,000 ^r	

ANNEXE I.

II. ÉTAT DES MONNAIES SUISSES ⁸⁰⁰/₁₀₀₀ RETIRÉES DE LA CIRCULATION
DE 1867 À 1874 ET EN 1875.

PIECES D'ARGENT.			TOTAL.	OBSERVATIONS.
à 2 FR.	à 1 FR.	à 1/2 FR.		
498,000	512,000	La Suisse n'en a point frappé.	1,508,000 ^r	Retirées en 1867-1874.
361,500	272,000		995,000	Retirées en 1875.
859,500	784,000	v	2,503,000	Retirées pendant huit années.

Berne, le 18 janvier 1876.

Pour le Commissariat fédéral des monnaies :

SCHNEIDER.

PRIX DE L'ARGENT A LONDRES EN 1875.
L'ONCE 37/40 DE FIN.

8 janvier.....	57 1/2.....		1 : 16. 399
15.....	57 3/8.....		1 : 16. 435
22.....	57 3/8.....		1 : 16. 435
29.....	57 3/8.....		1 : 16. 435
5 février.....	57 1/2.....		1 : 16. 399
12.....	57 1/2.....		1 : 16. 399
19.....	57 1/2.....		1 : 16. 399
26.....	57 3/8.....		1 : 16. 435
5 mars.....	57 1/4.....		1 : 16. 471
12.....	57.....		1 : 16. 543
19.....	57 1/8.....		1 : 16. 507
26.....	57 1/8.....		1 : 16. 507
2 avril.....	57 3/8.....		1 : 16. 435
9.....	57 3/16.....		1 : 16. 489
16.....	57 1/4.....		1 : 16. 471
23.....	57 1/4.....		1 : 16. 471
30.....	57 1/8.....		1 : 16. 507
7 mai.....	57.....		1 : 16. 543
14.....	57.....		1 : 16. 543
21.....	56 3/4.....		1 : 16. 616
28.....	56 1/2.....		1 : 16. 689
4 juin.....	56 1/2.....		1 : 16. 689
11.....	55 1/2.....		1 : 16. 989
18.....	55 5/8.....		1 : 16. 952
25.....	55 5/8.....		1 : 16. 952
2 juillet.....	55 3/4.....		1 : 16. 914
9.....	55 11/16.....	donnant une relation de valeur avec l'or.	1 : 16. 933
16.....	55 11/16.....		1 : 16. 933
23.....	55 11/16.....		1 : 16. 933
30.....	55 7/8.....		1 : 16. 875
6 août.....	56.....		1 : 16. 838
13.....	56 1/4.....		1 : 16. 764
20.....	(non coté).....		(non coté).
27.....	56 5/8.....		1 : 16. 653
3 septembre.....	56 3/4.....		1 : 16. 616
10.....	56 3/4.....		1 : 16. 616
17.....	56 3/4.....		1 : 16. 616
24.....	56 11/16.....		1 : 16. 634
1 ^{er} octobre.....	56 11/16.....		1 : 16. 634
8.....	56 3/4.....		1 : 16. 616
15.....	57.....		1 : 16. 543
22.....	57.....		1 : 16. 543
29.....	57.....		1 : 16. 543
5 novembre.....	57.....		1 : 16. 543
12.....	56 15/16.....		1 : 16. 561
19.....	56 5/8.....		1 : 16. 653
26.....	56 3/4.....		1 : 16. 616
3 décembre.....	56 5/8.....		1 : 16. 653
10.....	56 5/8.....		1 : 16. 653
17.....	56 7/16.....		1 : 16. 707
24.....	(non coté).....		(non coté).
31.....	56 1/8.....		1 : 16. 801

DEUXIÈME SÉANCE.

2^e SÉANCE.

VENDREDI 21 JANVIER 1876.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

Étaient présents :

MM. JACOBS;
SAINCTELETTE;
le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS;
DUMAS;
le baron DE SOUBEYRAN;
DUTILLEUL;
JAGERSCHMIDT;
DELYANNI;
BARALIS;
RESSMAN;
KERN;
FEER HERZOG.

La séance est ouverte à 2 heures de l'après-midi.

M. LE PRÉSIDENT signale l'intérêt qu'il y aurait à ce que M. RUAU, directeur de l'Administration des monnaies et médailles, fût appelé à donner à la Conférence toutes les explications qu'elle désirerait sur les états officiels relatifs aux fabrications effectuées en 1875, et qu'il prit part à ses discussions, notamment en ce qui concerne la répression du faux monnayage.

Sur la proposition de M. le Président, et par un message expédié séance tenante, la Conférence invite M. RUAU à vouloir bien se rendre dans son sein.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté.

M. RUAU, directeur de l'Administration des monnaies et médailles, est introduit.

Il dépose :

1° L'état de fabrication des monnaies françaises pendant l'année 1875 (annexe A);

2° L'état de situation des bons de monnaie d'argent souscrits pour l'année 1876 (annexe B);

3° Le relevé indicatif des tolérances dans la fabrication des monnaies d'or et d'argent françaises pendant l'année 1875 (annexe C);

4° Le tableau de la fabrication des pièces d'argent de 2 francs, 1 franc, 50 et 20 centimes, au titre de 835/1000 au 31 décembre 1875 (annexe D);

5° Le tableau de la fabrication des monnaies de bronze émises en 1875 en exécution des lois des 6 mai 1852, 18 juillet 1860 et 2 août 1872 (annexe E);

6° Les moyennes des titres et poids des monnaies fabriquées en France pendant les années 1874 et 1875 (annexe F);

M. BARALIS dépose :

1° un relevé de la moyenne des titres et des poids des monnaies fabriquées en Italie en 1875 (annexe G);

2° un relevé des matières employées dans la fabrication (annexe H).

M. SAINCTELETTE dépose un relevé indicatif de la moyenne des titres et des poids des monnaies fabriquées en Belgique en 1875 (annexe I); et M. le Président ayant, à propos des renseignements contenus dans les documents A et C annexés au procès-verbal de la 1^{re} séance, signalé les bons résultats obtenus par la Monnaie de Bruxelles, M. Saintelette le remercie de ce témoignage, précieux pour la bonne réputation des monnaies belges dans les pays étrangers.

Une conversation s'étant engagée entre MM. les Délégués sur la forme à donner aux documents monétaires que les Gouvernements de l'Union se

communiquent chaque année, il est entendu qu'afin d'en rendre l'étude et la comparaison plus faciles, ces documents seront dressés, à l'avenir, suivant la forme de ceux que l'administration française a présentés l'année dernière

M. DELYANNI expose les demandes de son Gouvernement.

Il constate d'abord que le contingent de 5 millions de francs que la Grèce a été autorisée à faire frapper en 1875 n'a pas même répondu aux premiers besoins de sa réforme monétaire. Il aurait pu suffire, si la Grèce s'était trouvée dans une situation analogue à celle des autres États faisant partie de l'Union monétaire; mais cette situation est toute différente.

Ces États ont pu, avant l'année 1874, faire frapper, sans aucune restriction, autant de monnaie d'argent qu'ils voulaient, tandis que la Grèce, qui n'a accédé à la Convention qu'en 1868, n'opère encore aujourd'hui ses transactions qu'avec des monnaies étrangères, sauf une petite quantité d'anciennes drachmes et une fraction de pièces de 5 francs. La somme de 5 millions frappée l'année dernière a été mise dans la circulation sans modifier sensiblement l'état monétaire du pays, et l'on comprend qu'avec un si faible apport de pièces nouvelles, l'opération du retrait des monnaies étrangères n'ait pas pu être sérieusement entreprise. Une loi devait rendre obligatoires, à partir du 1^{er} janvier 1876, les paiements en monnaie de l'Union. Le gouvernement s'est trouvé, à regret, dans la nécessité de surseoir, jusqu'à nouvel ordre, à son exécution, pour éviter une crise que la brusque interdiction des monnaies répandues dans le pays aurait certainement occasionnée.

Si l'on considère que l'encaisse de la banque nationale et ionienne, sans compter celle des banques du Crédit mobilier et du Crédit foncier de Grèce, s'élève à 22 millions, et que'à raison de 10 francs par tête d'habitant, il y a, pour une population de 1 million 1/2 environ, 15 millions de francs de monnaie de circulation, on reconnaîtra volontiers que la somme totale du numéraire existant en Grèce ne doit guère être inférieure à 50 millions de fr. La majeure partie de l'encaisse des banques est, il est vrai, composée de pièces de 5 francs; mais la presque totalité du numéraire de circulation se compose de pièces étrangères de toute provenance, allemandes, russes, siciliennes, mexicaines, etc. Pour que le gouvernement hellénique puisse amener l'encaisse des banques à se composer exclusivement de pièces de 5 francs, et pour qu'il puisse opérer le retrait de toutes ces monnaies exotiques, il lui faudrait une somme de 25 millions en pièces de 5 francs.

Le cours forcé des billets de banque n'existant pas en Grèce, le Gouvernement ne peut entreprendre la réforme de son système monétaire sans s'être pourvu, à l'avance, d'espèces, en quantité suffisante, avec lesquelles il remplacera les monnaies étrangères qui doivent être retirées par lui de la circulation; et si, au lieu de les faire frapper lui-même, il devait se procurer ces

espèces auprès des États de l'Union, cette obligation le placerait vis-à-vis d'eux dans une situation inférieure et précaire, qui reculerait peut-être à une époque indéterminée l'entrée effective du royaume dans le mouvement monétaire de l'Union.

En conséquence, M. le chargé d'affaires de Grèce demande que son gouvernement soit spécialement autorisé à faire frapper, en 1876, la somme de 25 millions en pièces de 5 francs.

M. LE PRÉSIDENT invite MM. les Délégués à vouloir bien faire connaître leur opinion sur la demande qui vient d'être présentée au nom du Gouvernement hellénique.

M. JACOBS est d'avis que, sans accorder à la Grèce un contingent exceptionnel si considérable, on pourrait lui donner l'autorisation de faire frapper, en 1876, une somme de 10 millions, qui lui permettrait de commencer en 1876 le retrait des pièces étrangères. Par les résultats constatés de cette première opération, on mesurerait, plus exactement qu'on n'a pu le faire jusqu'à présent, l'étendue des besoins et la situation monétaire de ce pays, dont la circulation ne se transformera pas en un an.

M. Jacobs a des raisons de croire que cette combinaison obtiendrait l'assentiment du Gouvernement belge plus aisément que la proposition de M. Delyanni.

M. RESSMAN ne peut s'empêcher de remarquer que le chiffre auquel s'élève la demande du Gouvernement hellénique est relativement beaucoup plus élevé que celui qui a été naguère accordé à l'Italie pour des motifs analogues. Il rappelle que, dans cette circonstance, l'attribution d'un contingent spécial, destiné à faciliter le retrait des anciennes monnaies italiennes, avait eu pour corollaire une augmentation correspondante du chiffre du contingent normal des autres États, et il se demande si, dans l'opinion des membres de la Conférence, l'attribution à la Grèce du contingent spécial qu'elle réclame devrait entraîner la même conséquence. Il constate que l'Italie, bien qu'elle ait encore à retirer de la circulation une certaine quantité de vieille monnaie, ne se prévaut pas de cette circonstance pour solliciter aujourd'hui aucune surélévation de son contingent.

M. FEER-HERZOG se voit, à son grand regret, dans l'obligation de s'opposer à la demande de M. le chargé d'affaires de Grèce. En effet, ce qu'il réclame est absolument contraire au principe que la Suisse cherche à faire prévaloir dans les délibérations de la Conférence, c'est-à-dire à la suspension de la frappe d'argent.

Les écus que la Grèce demande à faire frapper auront droit de cité partout; ils n'appartiendront pas seulement à la Grèce; et, en entrant dans le

mouvement général d'un système monétaire où la monnaie d'argent est déjà beaucoup trop abondante, ils aggraveront le mal auquel la Suisse voudrait porter remède par la suspension de toute frappe d'argent, et même par l'adoption de l'étalon d'or unique.

Si la Grèce a besoin de pièces de 5 francs pour le retrait de ses monnaies étrangères, qu'elle s'en procure, dit M. Feer-Herzog, par les voies ordinaires du commerce, là où il y en a, dans ces pays de l'Union qui en offrent un si abondant réservoir. Il n'est pas nécessaire pour cela qu'elle en fasse frapper.

M. JAGERSCHMIDT, répondant à la question posée par M. Ressiman, insiste sur la différence qu'il y a entre la situation de la Grèce et celle de l'Italie. Pour opérer le retrait de ses vieilles monnaies, l'Italie, abstraction faite des contingents de frappe spéciaux qu'on lui accordait, avait déjà un stock considérable de monnaies régulières de l'Union qu'elle pouvait employer à cette opération. Elle avait de plus le cours forcé de ses billets de banque. La Grèce, elle, n'a ni cours forcé, ni monnaie régulière de l'Union, si ce n'est en très-petite quantité. Elle ne pourra donc opérer la réforme que si on l'autorise à se procurer, par des frappes de pièces de 5 francs, une valeur à peu près équivalente à celle des monnaies étrangères qu'elle doit retirer de la circulation.

Il y a là évidemment, dit M. Jagerschmidt, une situation tout à fait spéciale qui autorise la Grèce à réclamer une surélévation extraordinaire de son contingent, sans que cette mesure doive entraîner aucune modification correspondante dans le contingent normal des autres États.

Quant à l'observation faite par M. Feer-Herzog, que la Grèce devrait emprunter à la circulation des autres pays de l'Union la quantité de pièces de 5 francs dont elle a besoin, M. Jagerschmidt convient qu'elle pourrait le faire si la balance de son commerce était à son avantage. Mais il résulte de documents publiés par le Gouvernement hellénique que la somme de ses importations annuelles dépasse de beaucoup celle des produits qu'elle exporte. La Grèce n'a donc, par elle-même, aucun autre moyen que la frappe pour se pourvoir d'une monnaie nouvelle à échanger contre l'ancienne.

M. KERN rappelle que, l'année dernière, ainsi que les procès-verbaux de la Conférence le témoignent (p. 70), la question du contingent exceptionnel de la Grèce a déjà été posée, et que les délégués des divers États, notamment M. Dumas, ont jugé que la Grèce devait se procurer, par la voie ordinaire du commerce et des transactions financières, la quantité de pièces de 5 francs dont elle aurait besoin en sus de son contingent normal. M. le Ministre de Suisse pense que l'on pourrait encore aujourd'hui s'en tenir à cet avis.

M. le PRÉSIDENT fait remarquer que, l'année dernière, la Grèce demandait 75 millions, sans fournir à l'appui de sa demande aucune donnée précise pour en justifier l'étendue, qui, à bon droit, parut excessive. Aujourd'hui, la Grèce ne demande que 25 millions. On peut encore, à certains égards, trouver ce chiffre un peu vague et peu solidement assis. Mais celui de 10 millions, indiqué par M. Jacobs, semble du moins très-acceptable, même par la Grèce.

Le retrait d'une ancienne monnaie, dit M. Dumas, est toujours une opération compliquée qui demande du temps. Le Gouvernement grec ne pourra certainement pas l'effectuer en un an. Il lui faudra au moins trois ou quatre années.

Pourquoi donc mettrait-on d'un seul coup entre ses mains la somme totale dont il ne pourra pas faire un emploi immédiat? 12 millions de francs, qu'il serait frapper par à-compte mensuels, lui permettraient de mener l'opération aussi loin qu'elle peut l'être en 1876. Ce chiffre, à peu près identique à celui que M. Jacobs a proposé, semble donc répondre à toutes les exigences de la situation, et M. Dumas est porté à croire que, si M. Delyanni voulait bien le soumettre à son Gouvernement, il serait agréé par lui et pourrait servir de base au règlement de la question.

M. JACOBS déclare se rallier au chiffre de 12 millions proposé par M. le Président.

M. FEER HERZOG met en doute l'exactitude des relevés commerciaux qui ont été cités tout à l'heure et sur lesquels on s'appuie pour affirmer que la Grèce ne peut pas se procurer par elle-même, sans nouvelle frappe, les pièces de 5 francs qui se trouvent en si grande quantité dans les États de l'Union monétaire. Un pays, dit-il, dont la balance commerciale serait telle qu'on représente celle du royaume de Grèce, ne pourrait pas vivre. Il ne lui semble pas qu'on puisse ajouter foi à ces documents, bien qu'émanés d'une source officielle.

M. DUMAS fait observer que, alors même que la Grèce pourrait se procurer par la voie commerciale les pièces de 5 francs frappées par les États de l'Union monétaire, cela ne la dispenserait pas d'en faire frapper, au moins une certaine quantité, à l'effigie de son souverain. Il est naturel qu'elle désire, comme tout autre État, d'avoir une monnaie nationale qui témoigne au dehors de son indépendance et lui donne à elle-même comme un signe matériel et sensible de sa nationalité. Il y a là, dit M. Dumas, un besoin politique d'ordre supérieur auquel il conviendrait de donner satisfaction et dont MM. les délégués de la Suisse voudront sans doute tenir compte.

M. le baron DE SOUBEYRAN ne croit pas que la frappe d'un contingent spécial accordé à la Grèce puisse porter le moindre préjudice à la situation monétaire des États de l'Union. Il faudra toujours, dit-il, que la Grèce solde avec des marchandises ou avec du métal, or ou argent, les pièces de 5 francs qu'elle fera frapper. Si elle a un excédant d'exportation, cela sera facile, mais ce n'est pas là ce qui est en question. Il s'agit seulement pour la Grèce de faire disparaître de la circulation une quantité de monnaie d'argent, de provenances diverses. Il n'y aura, en fin de compte, dans la circulation, ni plus ni moins de monnaie d'argent. On aura seulement fourni à la Grèce le moyen matériel indispensable à la réforme de sa monnaie. Elle aura une bonne monnaie uniforme, nationale, au lieu d'une monnaie étrangère composée d'éléments hétérogènes. Quel préjudice ce changement pourra-t-il porter aux États de l'Union ? aucun certainement.

M. de Soubeyran termine son observation en exprimant le désir de connaître les intentions du Gouvernement hellénique quant à la marche qu'il se propose de suivre dans l'accomplissement de sa réforme. Il insiste sur cette considération que, aujourd'hui, aucun gouvernement ne devrait se prononcer sur le régime monétaire qu'il se propose d'adopter, sans en conférer avec tous les pays avec lesquels il entretient des relations commerciales importantes. S'il est une question internationale de premier ordre, c'est bien celle-là.

M. DUTILLEUL demande si, dans le moment présent, les caisses publiques reçoivent en Grèce toute espèce de monnaie.

Après avoir remercié M. le Président de la pensée qu'il a exprimée en termes si élevés, quant au besoin que la Grèce éprouve d'avoir une monnaie nationale frappée à l'effigie de son souverain et aux armes de la nation, M. DELYANNI dit que l'intention du Gouvernement grec est de procéder le plus tôt possible au retrait de la monnaie étrangère; que si, dans l'état actuel des choses, il n'a pas pu donner force exécutoire, au 1^{er} janvier, à l'acte législatif qui établissait que, à partir de cette époque, les paiements se feraient en monnaie de l'Union, il y a lieu de penser que cette loi sera mise en vigueur l'année prochaine.

M. DUTILLEUL insiste sur l'avantage qu'il y aurait pour le Gouvernement grec à ne pas rester dans le vague et à faciliter les résolutions de la Conférence par celles qu'il prendrait lui-même. On voudrait, dit-il, ne pas se sentir en présence de l'indéfini.

M. RESSMAN croit pouvoir soumettre à l'approbation de son Gouvernement

le chiffre de 12 millions proposé par M. le Président, s'il est accepté par M. Delyanni.

Sur ces 12 millions, 4 seraient sans doute envisagés comme représentant le contingent normal de la Grèce. Les 8 autres constitueraient un supplément exceptionnel.

M. JACOBS déclare qu'il l'a entendu ainsi quand il a fait sa proposition, et M. le PRÉSIDENT constate à cet égard l'opinion unanime de la Conférence.

M. DELYANNI s'engage à porter à la connaissance de son Gouvernement les divers avis exprimés par MM. les délégués. Le chiffre de 15 millions lui semblerait, quant à lui, préférable, et il en soumet l'idée à la Conférence, en lui faisant remarquer que 3 millions, qui ne sont rien en comparaison de la masse de monnaie d'argent qui circule dans les autres États de l'Union, auraient pour la Grèce une grande importance.

M. RESSMAN entrevoit dans le chiffre de 12 millions la base d'une entente plus facile à établir.

MM. les délégués de la Suisse considèrent comme douteux l'accueil que le Gouvernement fédéral ferait au chiffre de 12 millions; son adhésion au chiffre de 15 millions leur semble encore plus problématique.

Il est entendu que la Conférence attendra, pour statuer sur cette question, que les divers gouvernements consultés aient fait connaître leur opinion.

M. JAGERSCHMIDT, rappelant les observations qu'il a présentées à la fin de la dernière séance relativement au faux monnayage, soumet à la Conférence un projet de rédaction d'une disposition additionnelle à l'article 11 de la Convention de 1865, projet qui lui semble répondre aux vues exprimées par M. le président et approuvées par la Conférence.

Cette rédaction serait ainsi conçue:

L'article 11 de la Convention du 23 décembre 1865, concernant l'échange des communications relatives aux faits et aux documents monétaires, est complété par la disposition suivante:

« Les Gouvernements contractants se communiqueront réciproquement

tous les faits qui parviendraient à leur connaissance au sujet de l'altération et de la contrefaçon de leurs monnaies d'or et d'argent dans les pays faisant ou non partie de l'Union monétaire, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues. Ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les altérations et les contrefaçons, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement. »

La Conférence reçoit avec intérêt cette communication et se réserve de l'examiner dans la prochaine réunion qu'elle fixe à lundi prochain, à 10 heures du matin.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Signé : JACOBS;
SAINGTELETTE;
DE PITTEURS-HIEGAERTS;
DUMAS;
DE SOUBEYRAN;
DUTILLEUL,
JAGERSCHMIDT;
DELYANNI;
C. BARALIS;
RESSMAN;
KERN;
FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence,

ERNEST CRANPON.

FRANCE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Fabrication des monnaies françaises pendant l'année 1875.

OR.	Pièces de 20 francs.		234,912,000 ^f 00 ^c
ARGENT.	Pièces de 5 francs.	Paris.	66,692,800 ^f
		Bordeaux.	8,307,200
			75,000,000 00

Nature des matières versées au change en 1875.

OR.	{	Aigles d'Amérique.	63,365,005 ^f 36 ^c
		Isabellines.	11,753,214 56
		Condors.	85,930 55
		Souverains anglais.	47,821 19
		Monnaies diverses.	42,761 45
		Lingots à divers titres.	153,327,860 37
			<u>228,622,593 48</u>

ARGENT. Lingots à divers titres.

FRANCE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Situation des bons d'argent souscrits à l'échéance de l'année 1876.

Paris.	22,187,830 ^f 52 ^c
Bordeaux.	7,382,081 78
TOTAL.	<u>29,569,922 30</u>

ANNEXE C.

FRANCE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Fabrication d'or et d'argent de l'année 1875.

OR. — PIÈCES DE 20 FRANCS.

Valeur nominale.	234,912,000 ^f 00 ^c
Valeur réelle à raison de 3444 ^f 44 ^c 444 le kilogramme fin.	234,913,942 67
Excédant de la valeur réelle sur la valeur nominale. ...	1,942 67

ARGENT. — PIÈCES DE 5 FRANCS.

Valeur nominale.	75,000,000 ^f 00 ^c
Valeur réelle à raison de 222 ^f 22 ^c 222 le kilogramme fin.	74,998,431 86
Excédant de la valeur nominale sur la valeur réelle. ...	1,568 14

PERTE sur la fabrication de l'or.	1,942 ^f 67 ^c
BÉNÉFICE sur la fabrication de l'argent.	1,568 14
PERTE SUR L'ENSEMBLE.	374 53

FRANCE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Tableau de la fabrication des pièces d'argent de 2 francs, 1 franc, 50 et 20 centimes, au titre de 835 millièmes, au 31 décembre 1875.

(Lois des 25 mai 1864 et 14 juillet 1866.)

DÉSIGNATION DES HÔTELS DES MONNAIES.	NATURE DES PIÈCES.				TOTAL GÉNÉRAL.
	2 FRANCS.	1 FRANC.	50 CENTIMES.	20 CENTIMES.	
Paris.....	48,259,452'	58,594,172'	22,432,998' 50"	1,538,413' 40"	130,825,035' 90"
Bordeaux.....	13,532,896	14,566,251	8,726,724 50	112,356 80	36,938,228 30
Strasbourg.....	17,323,736	29,815,129	13,424,232 00	853,958 40	61,417,055 40
Total.....	79,116,084	102,975,552	44,583,955 00	2,504,728 60	229,180,319 60

FRANCE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Tableau de la fabrication des monnaies de bronze émises jusqu'au 31 décembre 1875, en exécution des lois des 6 mai 1852, 18 juillet 1860 et 2 août 1872.

LOIS EN VERTU DESQUELLES LES PIÈCES ONT ÉTÉ ÉMISSES.	NATURE DES PIÈCES.				TOTAL GÉNÉRAL.
	10 CENTIMES.	5 CENTIMES.	2 CENTIMES.	1 CENTIME.	
Loi du 6 mai 1852.....	25,965,839 ^f 70 ^c	20,702,905 ^f 15 ^c	1,162,065 ^f 64 ^c	668,589 ^f 51 ^c	48,500,000 ^f 00 ^c
Lois des 18 juillet 1860 et 2 août 1872.....	7,084,674 50	5,465,885 95	675,980 88	468,927 92	13,695,469 25
Total.....	33,050,514 20	26,168,791 10	1,838,646 52	1,137,517 43	62,195,469 25

L'émission autorisée par les diverses lois est de :

Loi du 6 mai 1852.....	48,500,000 ^f
Loi du 18 juillet 1860.....	12,000,000
Loi du 2 août 1872.....	10,000,000
	<hr/> 70,500,000

FRANCE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

Moyennes des titres et poids des monnaies fabriquées en France pendant les années 1874 et 1875.

ANNÉES.	OR.					ARGENT.					
	TITRE moyen.	POIDS moyen par 3,100 fr. == 1 kilog.	POIDS moyen par pièce de 20 fr. == 6 gr. 451,61.	DIFFÉRENCES.		TITRE moyen.	POIDS moyen par 200 fr. == 1 kilog.	POIDS moyen par pièce de 5 fr. == 25 gr.	DIFFÉRENCES.		
				Avec le titre droit.					Avec le titre droit.		
				En plus.	En moins.				En plus.	En moins.	
1874.....	899.581	1.000.022	6451.754	"	000.419	0.000.022	"	25.002	000.065	0.000.069	"
1875.....	899.995	1.000.014	6.451.621	"	000.005	0.000.014	"	25.005	000.202	0.000.203	"

ITALIE.

FABRICATION DES MONNAIES ITALIENNES D'OR ET D'ARGENT PENDANT L'ANNÉE 1875.

		OR.		ARGENT.	
		Pièces de 20 lire.		Pièces de 5 lire.	
Montant du monnayage.....		L. 2,244,440		50,000,000	
Titre	légal (tolérance, 2 millièmes en dehors et en dedans).....	900,000		900,000	
	des émissions { moyen.....	899,424		899,359	
	plus haut.....	900,400		902,000	
	plus bas.....	898,400		898,000	
Poids	légal (tolérance, 2 millièmes en dehors et en dedans pour l'or et 3 millièmes pour l'argent).....	Grammes.		Grammes.	
	moyen des émissions.....	6	451,61	25	
		6	451,03	24	988,476

Rome, le 11 janvier 1876.

Le Directeur général du Trésor,

Signé : P. SCOTTI.

ITALIE.

MATIÈRES EMPLOYÉES POUR LE MONNAYAGE EN 1875.

	OR FIN.		ARGENT FIN.	
	Kilogrammes.		Kilogrammes.	
Matières provenant de l'affinage des lingots restant à la Banque, qui a l'entreprise de la monnaie de Milan, et à la monnaie de Rome, y compris les acquisitions de matières contenant or et argent en 1875.....	509	036,412	167,878	344,907
Emploi des monnaies bourbonniennes et pontificales retirées de la circulation.....	186	219,374	59,911	860,576
TOTAL.....	695	255,786	227,790	205,483
Métal fin employé pour les émissions de monnaies de 1875.....	651	136,816	224,736	162,049
RESTANT pour le monnayage de 1876.	44	118,970	3,054	043,434

Rome, le 11 janvier 1876.

Le Directeur général du Trésor,

Signé : P. SCOTTI.

BELGIQUE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES. — Moyenne des titres et des poids des monnaies fabriquées en Belgique en 1875.

ANNÉE.	VALEUR NOMINALE des espèces d'or mises en circulation.	OR.					ARGENT À 0.900.0, PIÈCES DE 5 FRANCS.					TITRE. OR.		TITRE. ARGENT.	
		POIDS moyen par pièces		DIFFÉRENCE.			TITRE moyen.	POIDS moyen par 250 francs = 1 kilogr.	POIDS moyen par pièce de 5 francs = 25 gr.	DIFFÉRENCE.		Avec le titre droit.	Avec le poids droit.	Le plus haut.	Le plus bas.
		TITRE moyen.	3,100 francs = 1 kilogr.	POIDS moyen par pièces de 20 francs = 67451.61.	Avec le titre droit.	En plus.	En moins.	En plus.	En moins.	Avec le titre droit.	En plus.	En moins.	Avec le poids droit.	Le plus haut.	Le plus bas.
1875	82,685,060	0.899.784.780	1'000.204	6453.510	0.000.205.220	0.000.204	0.000.205.220	1'000.051.1	25'001.377	0.000.049.556	0.000.051	0.000.049.556	0.000.051	0.908.1	0.808.35

Bruxelles, le 31 décembre 1875.

Le Commissaire des monnaies,

SAINCTELETTE.

TROISIÈME SÉANCE.

3^e SÉANCE.

LUNDI 24 JANVIER 1876.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

Étaient présents :

MM. JACOBS ;

SAINTELETTE ;

le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS ;

DUMAS ;

le baron DE SOUBEYRAN ;

JAGERSCHMIDT ;

RUAU ;

DELYANNI ;

BARALIS ;

RESSMAN ;

KERN ;

FEER-HERZOG.

M. DUTILLEUL n'a pas pu se rendre à la réunion et prie la Conférence de vouloir bien l'excuser.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

M. DELYANNI annonce que son Gouvernement, tout en considérant le chiffre de 25 millions de francs qu'il a demandé à frapper en 1876 comme répondant mieux aux exigences de sa situation particulière, accepte, par esprit de conciliation, le chiffre de 12 millions proposé à la dernière séance et sur lequel un accord semble plus facile à établir.

MM. les Délégués de la Belgique, de la France et de l'Italie se déclarent en mesure d'y adhérer.

MM. les Délégués de la Suisse, n'ayant pas reçu de leur Gouvernement la réponse qu'ils en attendent, ne peuvent encore se prononcer ni sur la question du contingent spécial à la Grèce ni sur la fixation du contingent des autres États. Cette réponse ne devant pas tarder à leur parvenir, ils demandent que la Conférence veuille bien surseoir à sa décision.

La Conférence, consultée par M. le PRÉSIDENT, remet à sa prochaine séance la suite de la discussion sur le contingent de 1876 et passe à l'examen du vœu émis, dans la première séance, par M. Kern au nom de son Gouvernement, et tendant à ce que — « la question de l'étalon d'or soit étudiée par MM. les délégués et par les Gouvernements des États de l'Union, de façon à ce qu'elle puisse être l'objet des délibérations de la conférence prochaine. »

M. KERN déclare qu'il ne trouve ni nécessaire ni opportun d'aborder le fond même de la question. Il se bornera, dans l'état actuel des choses, à rappeler que la baisse de l'argent a pris, l'année passée, et jusqu'au moment actuel, des proportions dépassant les prévisions de la dernière Conférence. Plus on retardera, dit-il, l'examen de cette grave question, plus les difficultés de la solution s'augmenteront, comme aussi celles des mesures de transition qu'il y aura lieu de prendre.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que cette question a déjà été soumise en France à des enquêtes approfondies dont les résultats ont été consignés dans d'importantes publications. Il croit pouvoir affirmer que le Gouvernement français en poursuit l'étude par de sérieuses recherches et par l'examen attentif des faits qui se produisent dans la circulation monétaire et sur le marché des métaux. Le vœu qui a été émis par le Gouvernement fédéral ne saurait que confirmer le Gouvernement français dans ses intentions, et M. Dumas est heureux de penser que ces explications seront de nature à faciliter un accord avec MM. les délégués suisses pour la fixation des contingents de 1876. Mais il est obligé d'ajouter, afin d'éviter tout malentendu, que, dans une matière aussi complexe, il ne lui est pas permis de préjuger les vues ultérieures du Gouvernement français sur la grave question de l'étalon unique, et qu'il a pour devoir, comme pour instructions, de réserver son entière liberté d'action.

M. KERN remercie M. le Président de l'attention qu'il donne aux opinions soutenues par les délégués du Gouvernement fédéral. Il est d'avis que, en

procédant à ces études, les Gouvernements répondraient à un sentiment public qui se manifeste non-seulement en Suisse, mais encore dans les autres pays de l'Union, et il signale, notamment, ce fait que la Chambre de commerce de Paris s'est prononcée en faveur de l'étalon unique par une lettre adressée, le 10 janvier dernier, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce (annexe A). M. Kern se félicite de ce que la Chambre de commerce de Paris partage les vues du Gouvernement fédéral sur la question.

M. le baron DE SOUBEYRAN dit que ce vœu ne lui était pas inconnu, mais qu'il pourrait citer des vœux émis par d'autres chambres de commerce dans un sens contraire.

M. FEER-HERZOG rappelle qu'une commission instituée, en 1868-69, par le Ministre des finances, après avoir consulté toutes les chambres de commerce de France et après que la majorité de ces chambres s'était prononcée pour l'étalon d'or, a formulé ses conclusions de la manière suivante :

« Pour établir en France, sans dépenses pour le Trésor, le régime complet de l'étalon unique d'or, il suffit de prendre les mesures suivantes : modifier la Convention de 1865 d'accord avec les États qui y sont compris et présenter en France une loi approbative de cette modification qui interdise désormais ou limite étroitement la fabrication de la pièce de 5 francs en argent en bornant au maximum de 100 francs le cours légal et obligatoire de celles qui existent aujourd'hui. » (Extrait des procès-verbaux de l'Enquête monétaire de 1869.)

M. Feer-Herzog rappelle en outre que, au commencement de l'année 1870, la question monétaire a été soumise en France au Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, et que, après une enquête longue et approfondie, la majorité de ce Conseil s'est prononcée pour l'étalon d'or.

M. DE SOUBEYRAN croit devoir faire toute réserve au sujet des observations auxquelles pourrait donner lieu l'examen des votes de chacun des membres du Conseil supérieur du commerce, et, ne voulant ni entrer dans le fond de la question ni prolonger cet incident, il se borne à faire remarquer que, depuis deux ans, il se produit en Allemagne, dans le régime monétaire, un changement dont le but est d'établir dans ce pays l'étalon unique d'or. L'opération se poursuit au milieu de difficultés qui lui paraissent sérieuses; elle constitue, à ses yeux, une expérience non encore terminée, qu'il est important d'étudier avec le plus grand soin.

M. FEER-HERZOG répond que l'analogie entre le changement du régime

monétaire de l'Allemagne et celui proposé pour les États de l'Union lui paraît tout à fait incomplète. L'Allemagne avait à remplacer l'étalon unique d'argent par l'étalon unique d'or, c'est-à-dire à effectuer une très-forte importation de ce dernier métal, tandis que les États de l'Union n'auraient qu'à supprimer le double étalon d'or et d'argent pour garder l'étalon d'or et à défendre les réserves d'or qu'ils possèdent depuis longtemps.

M. LE PRÉSIDENT déclare l'incident clos.

M. RESSMAN demande comment il serait procédé à l'étude proposée par MM. les délégués suisses.

Après un échange d'idées sur ce sujet entre les divers membres de la Conférence, M. LE PRÉSIDENT constate qu'il est entendu que, les Gouvernements conservant leur complète liberté d'appréciation quant à l'époque à laquelle il pourrait y avoir lieu de donner suite au vœu de la Suisse, chacun d'eux agira suivant l'opportunité et ses convenances particulières.

M. RUAU fait passer sous les yeux de MM. les Délégués des pièces d'or fausses retirées de la circulation et si habilement contrefaites qu'elles se distinguent difficilement des pièces de bon aloi.

M. DUMAS donne lecture d'une déposition qui, confirmant les résultats de l'enquête à laquelle il s'était livré en 1869 et 1870, comme président de la Commission des monnaies, fait connaître en détail l'état actuel et les procédés du faux monnayage.

La Conférence juge, d'un commun accord, que l'état de choses révélé par ce nouveau document appelle toute la sollicitude des Gouvernements et leur impose l'obligation de poursuivre la suppression de cette dangereuse industrie par des mesures promptes, énergiques et bien combinées.

M. SAINCTELETTÉ rappelle la distinction faite par M. le Président entre le faux monnayage vulgairement pratiqué par des individus malhabiles, et le faux monnayage qui procède d'une manière scientifique, en grand, avec l'outillage perfectionné des ateliers monétaires; et il demande si, d'après la rédaction de la clause additionnelle proposée par M. Jagerschmidt, les Gouvernements de l'Union devront se donner avis de tous les faits, sans exception, relatifs à la falsification et à la contrefaçon des monnaies, même de ceux qui rentreraient dans la première catégorie.

Sur quelques explications données, à ce sujet, par M. LE PRÉSIDENT, il est

entendu que, le concert à établir entre les Gouvernements ayant pour but la suppression de l'industrie du faux monnayage telle qu'elle se pratique aujourd'hui, en grand et par des procédés scientifiques, il ne paraît pas nécessaire qu'ils se donnent réciproquement avis de tous les petits actes de falsification ou contrefaçon journallement pratiqués par des individus isolés que la police locale découvre et arrête aisément.

M. le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS constate que, par l'adoption de la clause proposée, les Gouvernements s'engagent seulement à se donner avis des faits relatifs au faux monnayage et à se concerter sur les mesures à prendre.

Sur une question posée par M. RESSMAN, il est entendu que les Gouvernements se communiqueront, autant que possible, et en temps utile, avec la célérité, mais aussi avec la prudence commandée en matière criminelle, les documents administratifs et judiciaires qui seraient de nature à les guider dans la surveillance et la poursuite du faux monnayage.

A la suite de ces observations, la clause additionnelle à l'article 11 de la Convention est adoptée dans les termes suivants :

« L'article 11 de la Convention du 23 décembre 1865, concernant l'échange des communications relatives aux faits et aux documents monétaires, est complété par la disposition suivante :

« Les Gouvernements contractants se donneront réciproquement avis des faits qui parviendraient à leur connaissance au sujet de l'altération et de la contrefaçon de leurs monnaies d'or et d'argent dans les pays faisant ou non partie de l'Union monétaire, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues. Ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les altérations et les contrefaçons, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement. »

M. RESSMAN exprime le désir de connaître les intentions de MM. les administrateurs de la Banque de France et de la Banque nationale de Belgique, quant à l'admission, en 1876, des pièces de 5 francs italiennes dans leurs caisses.

M. le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS donne communication d'une lettre par laquelle M. le vice-gouverneur A. Pirson déclare que la Banque nationale de Belgique est disposée à maintenir à cet égard les dispositions prises pour les deux exercices antérieurs, à la condition que la Banque de France prenne la même résolution (annexe B).

M. DUMAS annonce que la Banque de France a déjà manifesté l'intention,

qu'elle notifiera d'ailleurs par lettre de M. le Gouverneur, de recevoir les pièces de 5 francs des États de l'Union dans ses caisses en 1876 comme les années précédentes.

La séance est levée à midi et demi.

Signé : JACOBS ;

SAINCTELETTE ;

DE PITTEURS-HIEGAERTS ;

DUMAS ;

DE SOUBEYRAN ;

JAGERSCHMIDT ;

RUAU ;

DELYANNI ;

C. BARALIS ;

RESSMAN ;

KERN ;

FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence,

ERNEST CRAMPON.

Paris, 10 janvier 1876.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Chambre de commerce se préoccupe depuis longtemps de la question monétaire. En dernier lieu, elle avait fait élaborer, par une de ses commissions, un travail dont les conclusions tendaient à l'adoption de l'étalon d'or comme type unique; mais, après discussion, elle avait cru devoir ajourner son vote sur ces conclusions, la proposition qui s'y trouvait exprimée lui paraissant prématurée. Elle avait cru sage d'attendre les résultats d'expériences qui venaient d'être tentées et de demander au temps la justification des idées qui avaient inspiré le travail soumis à son examen.

Le Gouvernement français, conjointement avec les Gouvernements étrangers faisant partie de l'Union monétaire, s'était aperçu du danger que faisait courir à la fortune publique l'écart qui se produisait entre la valeur de l'or et celle de l'argent, et il essayait d'y remédier en limitant la frappe de la monnaie d'argent. Il lui était impossible, en effet, de rester indifférent à la pensée que notre stock d'or pouvait être remplacé par un stock d'argent légalement équivalent, mais en réalité d'une valeur inférieure.

Dix-huit mois se sont écoulés. La Chambre de commerce a voulu se rendre compte du résultat des mesures préventives prises par le Gouvernement, et du mouvement économique qui s'est manifesté depuis le jour où elles ont commencé d'être mises en pratique. Elle s'est livrée à un nouvel examen de la question, et, tout bien considéré, elle vient d'adopter à une grande majorité les conclusions à l'accueil desquelles elle avait sursis à une époque antérieure. Elle déclare aujourd'hui qu'il ne doit pas y avoir deux mesures différentes pour apprécier la valeur des choses. L'or, dans son opinion, doit être adopté comme étalon unique, la valeur des autres métaux variant, par rapport à l'or, selon l'offre et la demande comme toute espèce de marchandises.

La Chambre trouve les raisons de sa décision dans les considérations suivantes :

La loi de germinal an xi, qui régit notre émission monétaire, reconnaît à l'or et à l'argent une valeur libératoire dans les paiements et fixe leur rapport à 1 contre 15 1/2.

Pour que ce rapport fût toujours exact, il faudrait que la production des deux métaux, d'une part, et leur demande, d'autre part, se maintinssent continuellement dans une même proportion. Or le contraire s'est produit, et l'équilibre s'est rompu dans ces derniers temps; tandis que la production de l'argent augmentait, la de-

mande s'en restreignait, et il résultait de ce fait une dépréciation du métal argent. L'or s'est, en effet, substitué à l'argent par différentes causes.

Sa commodité comme signe d'échange représentant une plus grande valeur sous un moindre volume, et pouvant servir dans les petits comme dans les grands paiements, en a fait passer l'emploi dans nos habitudes.

En second lieu, le développement de la circulation fiduciaire et l'amélioration des institutions de crédit ont modifié les mœurs des nations commerçantes de l'Europe, au point de vue de l'usage de la monnaie. Enfin, abandonnée dans nos pays, la monnaie d'argent dont la production est évaluée à environ 400 millions de francs par an, fut longtemps absorbée dans l'extrême Orient; mais ces pays lointains se sont ouverts à notre commerce, et, du moment que nos marchandises y ont été admises, les produits de l'Europe ont payé les produits exotiques qui se soldaient jadis avec de l'argent. L'échange progressant, les moyens de crédit sont venus au secours du commerce, et la monnaie encombrante a perdu de son utilité dans nos échanges avec l'Orient. Telles sont les raisons de la marche décroissante de l'exportation de l'argent vers ces contrées. De 1860 à 1865, cette exportation dépassait de 22 millions la production; dans la période quinquennale suivante, de 1865 à 1870, elle n'atteignait pas le tiers de la production.

En effet, la dépréciation de l'argent, qui était, vers le milieu de 1874, de 3 p. o/o, est aujourd'hui de 6 à 8 p. o/o ⁽¹⁾. — L'Allemagne démonétise la monnaie d'argent, qui, affinée, est vendue avec une perte de 8 p. o/o, et elle s'attend à subir dans l'avenir des pertes plus grandes encore.

Nous avons exposé que, d'une part, l'emploi de l'argent diminue, que, de l'autre, la production de ce métal augmente et que sa valeur se déprécie; il résulte en même temps de ce que nous venons de dire que vis-à-vis de nous l'argent tend à se substituer à l'or, et qu'il y a propension à payer nos marchandises avec ce métal, quand la balance du commerce est en notre faveur.

Les raisons qui déterminent nos débiteurs à procéder ainsi sont faciles à exposer.

Depuis l'année 1816, l'Angleterre considère l'or comme la seule mesure de la valeur des choses; l'argent, comme une marchandise dont la valeur varie, par rapport à l'or, selon les lois de l'offre et de la demande. Le Portugal, la Hollande et les États scandinaves l'ont suivie dans cette voie; l'Allemagne y est entrée à son tour et y persévère. On comprend que les commerçants de ces pays, quand ils sont nos débiteurs, ont le plus grand intérêt à se libérer au moyen d'une monnaie dont la valeur, en réalité inférieure à leur dette, lui est légalement équivalente. Mais quand, à notre tour, nous voudrions acheter à l'étranger, avec la monnaie d'argent, les produits qui nous sont nécessaires, on ne la recevra qu'avec la différence du change.

Ce danger n'a pas échappé aux Gouvernements des pays qui possèdent le double étalon. Aussi, au mois de janvier 1874, dans une conférence internationale, a-t-il

⁽¹⁾ Le prix de l'once est aujourd'hui, sur la place de Londres, de 56 1/2 pence; il était, il y a quelque temps, de 55 1/2. Si l'on prend le rapport de 15 1/2 d'argent pour 1 d'or, l'once d'argent devrait valoir à Londres 60 15/16 pence, ce qui constitue une différence de 7 à 8 p. o/o sur le dernier cours.

été décidé que la frappe de la monnaie d'argent serait limitée pour chacun des pays faisant partie de l'Union monétaire ayant pour base le double étalon. Cette mesure a eu pour nous deux effets simultanés auxquels on devait s'attendre. D'abord l'arrêt s'est produit dans l'importation de l'argent en France, et ensuite ce métal, privé de ses débouchés, a subi une dépréciation. Les mêmes décisions furent maintenues dans une conférence tenue en janvier 1875, et le métal argent a continué de baisser jusqu'à la limite où nous le voyons aujourd'hui. Une nouvelle réunion est sur le point d'avoir lieu en janvier 1876.

Si, d'une part, l'emploi de l'argent a diminué par les causes que nous venons d'indiquer, d'autre part, la production de ce métal a sensiblement augmenté.

Il a été découvert, en effet, dans les États de l'Ouest, de riches filons dont l'exploitation doit être active si l'on en juge par le prix des actions des diverses compagnies, qui a plus que décuplé en peu de temps.

La comparaison des importations et des exportations des métaux précieux, pour ce qui concerne la France, faite d'après les documents statistiques publiés par l'administration des douanes, présente des renseignements instructifs. Voici ce relevé pour les années 1872, 1873, 1874 et les dix premiers mois de 1875; il comprend à la fois les monnaies et les lingots.

		1872.	1873.	1874.	1875. 10 mois.
		millions.			
Or.....	Importation.....	141	174	517	501
	Exportation.....	194	283	85	114
Argent...	Importation.....	340	403	434	228
	Exportation.....	138	216	73	74

Il résulte de ces chiffres que, depuis le 1^{er} janvier 1872 jusqu'au 1^{er} novembre 1875, il est resté en France 1,561,000,000 de métaux précieux, dont 657 millions d'or et 904 millions d'argent.

L'importation de l'argent, si considérable en 1872 et en 1873, l'a été encore en 1874, malgré les limites imposées à la frappe des monnaies d'argent.

L'effet de cette mesure commence à se faire sentir en 1875, mais on voit, en même temps, la baisse de l'argent s'accroître davantage.

La question du double étalon a été implicitement jugée le jour où l'on a cru nécessaire de mettre une digue à l'envahissement de l'argent, et les mesures prises par la Conférence de l'Union monétaire constituent un premier pas fait vers la solution de la question. Sans en méconnaître l'importance, nous croyons cependant qu'elles ne suffisent pas. Le maintien du double étalon aura pour effet de ne laisser dans notre pays que le métal déprécié, et l'adoption de l'étalon d'or nous paraît être désormais la première condition d'unification monétaire imposée par les faits économiques qui se produisent.

La chambre de commerce de Paris, Monsieur le Ministre, vient donc vous signaler le danger qui résulte du maintien de la situation actuelle, et vous faire

connaître, à la veille d'une nouvelle réunion de la Commission internationale, les vœux qu'elle croit devoir formuler.

Elle les résume ainsi :

L'or doit être adopté comme mesure unique de la valeur des choses.

Pour arriver, dans notre pays, à ce résultat, tout en ménageant une transition propre à éviter les embarras que pourrait créer un changement dans nos habitudes, il y aurait peut-être lieu d'adopter les mesures suivantes :

A partir de la fin de la Convention monétaire, qui expire le 31 janvier 1876, il ne serait plus frappé de monnaie d'argent en pièces de 5 francs.

Les pièces de 5 francs argent resteraient monnaie intérieure et seraient démonétisées quand les circonstances le permettraient.

S'il devenait nécessaire de frapper de la monnaie divisionnaire, on retirerait de la circulation, pour ce besoin, en tenant compte de la différence des titres, une somme égale de pièces de 5 francs en argent, qui serait démonétisée.

Veuillez, Monsieur le Ministre, agréer l'assurance de nos sentiments de haute considération.

Le président de la Chambre,

E. GOULN.

Le secrétaire,

CARLHIAN.

CABINET
DU DIRECTEUR.

Bruxelles, 13 janvier 1876.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de la lettre confidentielle que vous nous avez adressée en date du 12 de ce mois, et par laquelle, en faisant connaître que les délégués des États formant l'Union latine se réuniront en Conférence monétaire à Paris le 20 janvier courant, vous demandez si la Banque est disposée à renouveler, pour l'année 1876, l'engagement pris pour les deux exercices antérieurs, d'admettre dans ses caisses les pièces de 5 francs d'argent frappées par les États concordataires?

Nous nous empressons de vous informer, Monsieur le Ministre, que, dans le cas où, comme vous le supposez, cette demande se produirait dans le sein de la Conférence, la Banque est disposée à y adhérer pour la période que vous fixez, à condition que la Banque de France prenne le même engagement.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Le Vice-Gouverneur :

(Signé) A. PIRSON.

Le Secrétaire :

(Signé) WEBER.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Ministère des finances,

GRANDER RUT.

QUATRIÈME SÉANCE.

4^e SÉANCE.

MARDI 25 JANVIER 1876.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

Étaient présents :

MM. JACOBS ;

SAINCTELETTE ;

le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS ;

DUMAS ;

DUTILLEUL ;

JAGERSCHMIDT ;

RUAU ;

DELYANNI ;

BARALIS ;

RESSMAN ;

KERN ;

FÉER-HERZOG.

La séance est ouverte à 2 heures de l'après-midi.

M. le baron DE SOUBEYRAN prie la Conférence de vouloir bien excuser son absence à cette réunion.

M. RUAU dépose :

1° Un tableau de la fabrication des nouvelles monnaies allemandes à la date du 8 janvier 1876 (annexe A) ;

2° Un tableau des règlements de fabrication et de circulation des monnaies allemandes (annexe B).

Bien que ces deux tableaux ne soient pas de source officielle, on peut néanmoins constater leur exactitude en les rapprochant des lois et règlements sur la matière.

M. KERN fait connaître qu'il a reçu hier, dans l'après-midi, les nouvelles instructions qu'il avait sollicitées de son Gouvernement. Elles sont résumées dans un télégramme ainsi conçu, dont il donne lecture :

« Nous vous autorisons à réclamer, pour 1876, une réduction aussi forte que possible sur le contingent de 1874, et nous consentons à accorder à la Grèce une allocation spéciale de 10 à 12 millions, y compris son contingent ordinaire, à la condition que l'échelle soit au moins réduite à 100 millions.

« En ce qui concerne le faux monnayage, nous sommes prêts à concourir à toutes les démarches qui paraîtraient utiles; mais nous attendrons des propositions positives. »

Indépendamment de ce télégramme, M. le Ministre de Suisse a reçu, ce matin, par la poste, une lettre confirmative, qui le met à même de faire connaître les résolutions du Gouvernement fédéral sur les trois points en question.

1° Quant à la fixation des contingents de 1876, le Gouvernement fédéral regrette que la réduction de moitié proposée par lui ne soit pas acceptée. Il n'échappe pas à M. le Ministre de Suisse que cette mesure, envisagée en elle-même et dans ses effets pratiques, n'aurait que peu d'importance, eu égard à la grande masse accumulée de monnaie d'argent dans les États de l'Union. Mais ce qu'il considère avant tout, c'est le principe en vertu duquel toute dépréciation dans la valeur relative de l'argent doit entraîner une réduction correspondante dans le chiffre de la frappe. Or, une dépréciation s'est produite en 1875, cela est certain; et cette dépréciation a pour causes principales, selon lui, l'accroissement du produit des mines et la démonétisation qui s'effectue dans certains États de l'Europe.

En conséquence, et bien que, dans la pensée du Gouvernement fédéral, une plus forte réduction serait nécessaire, ses délégués sont autorisés à consentir à ce que le contingent de 1874 ne soit réduit que d'un sixième, c'est-à-dire fixé à 100 millions. Mais leurs instructions ne les autorisent pas à accepter une moindre réduction.

2° En ce qui concerne la Grèce, ils consentiront à ce qu'elle soit exceptionnellement autorisée à faire frapper, en 1876, une somme de 12 millions, compris les 4 millions de son contingent ordinaire. Mais il y a lieu de remarquer que l'adhésion éventuelle du Gouvernement fédéral à cette mesure spéciale est subordonnée à la réduction d'un sixième au moins du contingent général.

3° Le rapport par lequel le Gouvernement fédéral a été mis à même de se former une opinion sur la nouvelle clause relative au faux monnayage, et l'envoi qui lui a été fait, en dernier lieu, de la rédaction proposée par M. Jagerschmidt, n'ayant provoqué de sa part aucune objection, il y a lieu de considérer l'adhésion de la Suisse comme acquise à cette stipulation. M. Kern et M. Feer-Herzog se déclarent prêts à la signer.

M. LE PRÉSIDENT constate que, par suite de cette dernière déclaration, l'accord est complet sur la clause additionnelle à l'article 11 de la Convention de 1865, concernant le faux monnayage, et que ladite clause, dans les termes où elle a été formulée à la dernière séance, pourra être insérée dans la Déclaration à intervenir.

Quant à la question encore débattue de la fixation des contingents pour l'année 1876, M. Dumas fait connaître que les délégués français ont cru devoir, de leur côté, en référer à leur Gouvernement. Ils lui ont exposé l'état de la question et les motifs présentés à l'appui d'une limitation plus étroite.

Le Gouvernement les a chargés de déclarer, en son nom, qu'il ne se croyait pas en droit de renoncer aux clauses limitatives adoptées en 1874. Ces clauses, en même temps que la Convention qui les renferme, ont été sanctionnées par un acte du pouvoir législatif. Aujourd'hui que l'action de ce pouvoir est en quelque sorte suspendue, et que le pays va être doté de nouvelles chambres législatives, le Gouvernement se trouve dans l'obligation de laisser les choses en l'état et de ne rien faire qui puisse être considéré comme engageant ou seulement même comme préjugant la volonté des futurs représentants du pays.

Si peu importantes que soient en elles-mêmes les modifications qu'il consentirait à apporter aux clauses de 1874, elles seraient interprétées. On ne manquerait pas d'y voir une tendance pour ou contre le système monétaire que les lois ont établi, le signe avant-coureur d'un changement qu'il ne lui appartient pas de décréter. C'est là précisément ce que le Gouvernement français tient à éviter. Il doit donc, par déférence pour le pouvoir législatif, lui remettre, lorsqu'il sera de nouveau constitué, une situation parfaitement intacte; et il est décidé, pour son compte, à s'en tenir au maintien pur et simple, en 1876, du contingent déterminé dans la convention de 1874. M. Dumas se croit fondé à espérer que le sentiment de réserve qui lui inspire cette résolution sera compris et apprécié par les autres Gouvernements qui sont pénétrés, comme l'est notamment le Gouvernement suisse, des convenances et des nécessités du régime représentatif.

M. JACOBS suggère à la Conférence l'idée d'une combinaison qui lui paraît

de nature à concilier les vues divergentes du Gouvernement français et du Gouvernement suisse. Elle consisterait :

1° A décider, en principe, que le contingent total de la frappe d'argent, pour tous les États de l'Union, restera fixé pour l'année 1876, comme en 1874, au chiffre de 120 millions, — ce qui répond au désir de la France ;

2° A englober, dans ce contingent total de l'Union, le contingent de 12 millions accordé à la Grèce, ce qui entraînerait une réduction d'un dixième dans le contingent de répartition des quatre autres États, — satisfaction donnée aux tendances du Gouvernement suisse.

M. LE PRÉSIDENT consulte la Conférence sur la proposition de M. Jacobs, et fait observer que, dans cette hypothèse, le contingent total de la frappe d'argent en 1876, maintenu à 120 millions, serait réparti de la façon suivante :

Belgique.....	10,800,000 ^f
France.....	54,000,000
Grèce.....	12,000,000
Italie.....	36,000,000
Suisse.....	7,200,000

M. DELYANNI n'a, en ce qui le concerne, aucune observation à présenter à ce sujet, le contingent alloué à la Grèce devant, en tout état de cause, rester fixé au chiffre de 12 millions.

MM. BARALIS et RESSMAN voient, dans la combinaison suggérée par M. Jacobs, un moyen très-propre à résoudre la difficulté pendante, et, à cet égard, ils croient devoir le recommander à l'attention toute spéciale de MM. les délégués de la France et de la Suisse.

M. KERN, répondant d'abord aux déclarations de M. Dumas, fait observer que la convention de 1874 contient le principe d'une limitation de la frappe d'argent pouvant varier d'année en année, suivant les circonstances, en vertu d'arrangements périodiques subséquents. Une simple modification apportée au chiffre de la limitation ne saurait donc, selon lui, être considérée comme dépassant la sphère d'action du pouvoir exécutif dans chacun des États.

Quant à la proposition faite par M. Jacobs et tout en en reconnaissant le caractère ingénieux et conciliateur, M. le Ministre de Suisse ne saurait y

adhérer, puisque les dernières instructions qu'il a reçues de son Gouvernement lui prescrivent de réclamer une réduction d'au moins un sixième sur les contingents de 1874.

M. Kern ajoute que, l'adhésion du Gouvernement fédéral au contingent de 12 millions spécial à la Grèce n'étant que conditionnelle et subordonnée à l'acceptation par tous les États d'une réduction d'un sixième sur le total des contingents de 1874, il a encore les mains liées de ce côté-là.

Il ne pourra donc que transmettre à son Gouvernement la proposition de M. Jacobs, en lui signalant, d'ailleurs, l'accueil favorable dont elle paraît être l'objet dans le sein de la Conférence.

M. FEER-HERZOG insiste sur la nécessité d'une limitation de la frappe d'argent variant suivant le mouvement qui s'opère dans la valeur relative des deux métaux.

Tous les États signataires de la convention de 1874 ont reconnu que l'échelle limitative devait être révisée chaque année, suivant les circonstances; et puisque la dépréciation survenue en 1875 dépasse toutes les prévisions, ce serait, dit-il, commettre une faute contre la logique des choses que de ne pas changer la limite de la frappe d'argent quand il s'est produit sur le marché des métaux un changement si grave.

M. Feer-Herzog est convaincu que, si les États de l'Union, en ne s'accordant pas sur une limitation, reprenaient la complète liberté de leur fabrication, ils n'en useraient point. Théoriquement sans doute, cette liberté serait complète; mais, en pratique, elle serait restreinte par la certitude où l'on est que toute monnaie frappée en argent se substitue à une valeur égale de monnaie d'or qui disparaît. Le danger de la fuite de l'or arrêterait chaque Gouvernement livré à lui-même. Voilà pourquoi, et sans craindre de porter atteinte à l'union monétaire des États, M. Feer-Herzog croit devoir maintenir, conformément aux instructions de son Gouvernement et en s'appuyant sur l'ordre naturel des choses, la nécessité d'une réduction de la frappe d'argent proportionnelle à la dépréciation de ce métal.

Après avoir recueilli ces divers avis, M. le PRÉSIDENT résume la discussion. Il constate que, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements, les délégués de la Belgique, de la France, de la Grèce et de l'Italie considèrent la proposition de M. Jacobs comme pouvant servir de base à une entente commune, et que MM. les délégués de la Suisse, avant de se prononcer à ce sujet, se trouvent dans la nécessité d'en référer d'abord à leur Gouvernement.

Pour faciliter l'intelligence de la combinaison suggérée par M. Jacobs et en faire mieux ressortir le caractère, la Conférence prie M. JAGERSCHMIDT de

vouloir bien la formuler dans un projet de Déclaration qui serait remis à MM. les délégués avant la prochaine séance.

Sur le désir exprimé par M. KERN, la Conférence s'ajourne à samedi prochain.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Signé : JACOBS ;
SAINCTELETTE ;
DE PITTEURS-HIEGAERTS ;
DUMAS ;
• DUTILLEUL ;
JAGERSCHMIDT ;
RUAU ;
DELYANNI ;
C. BARALIS ;
RESSMAN ;
KERN ;
FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence ,

ERNEST CRAMPON.

TABEAU
DE LA FABRICATION DES NOUVELLES MONNAIES ALLEMANDES, À LA DATE DU 8 JANVIER 1876.

	NOMBRE TOTAL de pièces à frapper.	NOMBRE de PIÈCES FRAPPÉES le 8 janvier 1876.	NOMBRE DE PIÈCES restant à frapper.	SOMME TOTALE — Marcs.	SOMME FRAPPÉE LE 8 JANVIER 1876. — Marcs.	SOMME RESTANT À FRAPPER. — Marcs.
Or. { 20 marcs. : 0 idem. 5 idem.	Illimitées.	48,857,013	"	Illimitées.	977,140,260 00	"
	Idem.	30,193,918	"	Idem.	301,939,180 00	"
	Encore indéterminées	"	"	Encore indéterminées	"	"
	"	79,050,931	"	"	1,279,079,440 00	"
Argent. { 5 marcs. 2 idem. 1 idem. 1/2 idem. 1/5 idem.	10,000,000	5,077,021	4,922,979	50,000,000	25,385,105 00	24,614,895 00
	25,000,000	"	25,000,000	50,000,000	"	50,000,000 00
	100,000,000	109,221,894	+ 9,221,894	100,000,000	109,221,894 00	+ 9,221,894 00
	200,000,000	23,461,152	176,538,848	100,000,000	11,730,576 00	88,269,424 00
	500,000,000	101,342,190	398,657,810	100,000,000	20,268,438 00	79,731,502 00
	835,000,000	239,102,257	595,897,743	400,000,000	166,006,013 00	233,393,987 00
Nickel. { 10 pfennigs. 5 idem.	450,000,000	128,455,057	321,544,943	45,000,000	12,845,505 70	32,154,494 30
	600,000,000	145,202,418	454,797,582	30,000,000	7,260,120 90	22,739,879 10
Cuivre. { 2 pfennigs. 1 idem.	1,050,000,000	273,657,475	776,342,525	75,000,000	20,105,626 60	54,894,373 40
	750,000,000	232,954,522	517,045,478	15,000,000	4,659,090 44	10,340,909 56
	1,000,000,000	249,321,901	750,678,099	10,000,000	2,493,219 01	7,506,780 99
	1,750,000,000	482,276,423	1,267,723,577	25,000,000	7,152,309 45	17,847,090 55
TOTAL GÉNÉRAL.	"	"	"	"	1,472,943,389 05	"

DES RÈGLEMENTS DE FABRICATION

NATURE DES MONNAIES.	DIA- MÈTRE.	TITRE.	NOMBRE de PIÈCES par livre.	TOLÉRANCES		POIDS D'UNE PIÈCE.		
				de TITRE.	DE POIDS.	DROIT.	FORT.	FAIBLE.
	millimèt.		pièces.		par mille. grammes.	grammes.	grammes.	grammes.
Or.	20 marcs . .	22 1/2	62.775	± 2 p. 0/00	± 2 1/2 0.01991	7.96495	7.98486	7.94504
	10 marcs . .	19 1/2	125. 55		± 2 1/2 0.00996	3.98248	3.99244	3.97252
	5 marcs . . .	17	251. 1		± 4 0.00796	1.99124	1.99920	1.98328
Argent.	5 marcs . . .	38	18	± 3 p. 0/00	0.27778	27.77778	28.05556	27.5
	2 marcs . . .	28	45		0.11111	11.11111	11.22222	11
	1 marc	24	90		± 10 0.05556	5.55556	5.61112	5.5
	50 pfennigs.	20	180		0.02778	2.77778	2.80556	2.75
	10 pfennigs.	16	450		Aucune limite.	1.11111		
Nickel.	10 pfennigs.	21	125	POUR LE FRAPPAGE des flans.		4	TOLÉRANCES sur le poids des flans.	
	5 pfennigs..	18	200	— 1/2 p. 0/0 nickel.	0.2		2.5	
				± 5 p. 0/0				
Cuivre.	2 pfennigs..	20	150	± 1 Métaux étrangers.	0.125	2.5	3.33333	3.5473
				NOMBRE DE PIÈCES par livre de flans non blanchis.				
				148-149				
	1 pfennig..	17 1/2	250	5 p. 0/0		2	2.1215	1.9153

BLEAU

ET DE CIRCULATION DES MONNAIES ALLEMANDES.

LIMITE DE L'USURE des pièces.		POIDS MINIMUM.		FRAIS DE FABRICATION		PROPOR- TION de chaque nature.	LIMITE de ce qu'on est obligé de recevoir.	LIMITE de ce qu'on peut changer en or.	OBSERVATIONS.		
par mille.	grammes.	grammes.	marcs.	par cent.	par livre fine.					d'après la valeur.	
5	0.03982	7.92513	2 3/4	0.2867	3/4				Les frais de fabrication payés par le public pour la frappe des pièces de 20 marcs sont fixés à 3 marcs par livre fine. — La différence entre les frais de fabrication supportés par le public et ceux payés aux hôtels monétaires est versée dans la caisse de l'empire.		
5	0.01991	3.96257	4 3/4	0.4301	1/4						
8	0.01593	1.97531	6 3/4	0.5735							
Pour les monnaies d'argent il n'est pas indiqué de li- mite d'usure.						3/4	10 marcs par tête.	20 marcs.	200 marcs	Pour le nickel et le cuivre les flans sont livrés par l'empire; les frais ci-contre représentent donc le cordonnage, le blanchiment et le frappege. DÉSIGNATION DES HÔTELS MONÉTAIRES. Berlin..... A. Hanovre..... B. Francfort-sur-le-Mein.... C. Munich..... D. Dresde..... E. Stuttgart..... F. Carlsruhe..... G. Darmstadt..... H. Hambourg..... I.	
						1 1/2					
						1 3/4					
						2 1/2					
						4					
						3	2 1/2 marcs par tête.	1 marc.	50 marcs.		
						6					
						15					
						30					

CINQUIÈME SÉANCE.

5^E SÉANCE.

SAMEDI 29 JANVIER 1876.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

Étaient présents .

MM. SAINCTELETTE ;

le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS ;

DUMAS ;

JAGERSCHMIDT ;

DELYANNI ;

BARALIS ;

RESSMAN ;

KERN ;

FEER-HERZOG.

La séance est ouverte à deux heures de l'après-midi.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu et adopté.

M. JACOBS, que des affaires urgentes ont rappelé à Bruxelles, et MM. DE SOUBEYRAN, DUTILLEUL et RUAU, momentanément absents de Paris, prient la Conférence de vouloir bien les excuser.

M. KERN a reçu hier un télégramme et, ce matin, une lettre par lesquels le Gouvernement suisse autorise ses délégués à adhérer à la combinaison proposée à la dernière séance relativement à la fixation des contingents de la frappe d'argent pour l'année 1876.

La résolution du Conseil fédéral est notifiée dans les termes suivants :

Messieurs,

En ayant l'honneur de vous accuser réception de votre rapport du 26 courant, nous nous empressons de vous faire savoir que nous vous autorisons à adhérer à la proposition de la Belgique et à l'échelle explicative du président de la Conférence, tout en exprimant nos regrets que les autres États n'aient pas cru pouvoir accepter une réduction plus forte sur l'échelle adoptée en 1874, ni un changement de l'article sur les bons de monnaie.

Agréez, etc.

Au nom du Conseil fédéral:

Le Président de la Confédération,

Signé : WELTI.

Le Chancelier de la Confédération,

Signé : SCHIESS.

M. LE PRÉSIDENT prend acte de cette communication et constate que l'accord de la Conférence est complet sur toutes les questions qui lui ont été soumises. Il invite M. Jagerschmidt à vouloir bien donner lecture du texte, préparé par lui, d'un projet de déclaration.

M. JAGERSCHMIDT donne lecture d'un projet de rédaction ainsi conçu :

Les soussignés délégués des Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de la Suisse, s'étant réunis en conférence, en exécution de l'article 5 de la Déclaration monétaire du 5 février 1875, et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Gouvernements contractants s'engagent, pour l'année 1876, à ne fabriquer ou à ne laisser fabriquer des pièces d'argent de 5 francs, frappées dans les conditions déterminées par l'article 3 de la convention du 23 décembre 1865, que pour une valeur n'excédant pas la somme de 120 millions de francs fixée par l'article 1^{er} de la convention additionnelle du 31 janvier 1874.

L'article 1^{er} est adopté.

ART. 2.

Ladite somme de 120 millions de francs est répartie ainsi qu'il suit :

1° Pour la Belgique	10,800,000 ^f
Pour la France	54,000,000
Pour l'Italie	36,000,000
Pour la Suisse	7,200,000

2° En ce qui concerne la Grèce, qui a accédé à la convention du 23 décembre 1865 par une déclaration du 26 septembre 1868, le contingent fixé pour cet État, proportionnellement à ceux des autres Gouvernements contractants, est arrêté à la somme de 3,600,000 francs;

3° En dehors du contingent fixé au paragraphe précédent pour la Grèce, et eu égard à la situation monétaire exceptionnelle de cet État, le Gouvernement hellénique est autorisé à faire fabriquer et à mettre en circulation, pendant l'année 1876, une somme de 8,400,000 francs en pièces d'argent.

M. FEER-HERZOG fait observer qu'il serait utile d'indiquer que ce contingent spécial de 8,400,000 francs est accordé à la Grèce en vue du remonayage des pièces d'argent de diverses provenances actuellement en circulation.

M. SAINCTELETTE demande qu'il soit fait mention expressément que c'est sur son territoire que la Grèce est autorisée à mettre cette somme en circulation.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer, à ce propos, que les envois de monnaies frappées en France pour le compte de la Grèce se font dans des caisses, sous scellés apposés à Paris par un délégué de chaque Gouvernement, et que ces caisses sont ouvertes, à leur arrivée en Grèce, en présence d'un membre de la légation de France et d'un délégué du Gouvernement hellénique.

Cette procédure a été portée à la connaissance des autres Gouvernements de l'Union par correspondance diplomatique.

Les observations de MM. Feer-Herzog et Saintelette étant accueillies par la Conférence, et notamment par M. le chargé d'affaires de Grèce, la rédaction du paragraphe 3 de l'article 2 est modifiée ainsi :

3° En dehors du contingent fixé au paragraphe précédent, le Gouvernement hellénique est exceptionnellement autorisé à faire fabriquer et à mettre en circulation sur son territoire, pendant l'année 1876, une somme de 8,400,000 francs en pièces d'argent de 5 francs, cette somme étant destinée à faciliter le remplacement des diverses pièces actuellement en circulation par la monnaie, de l'Union.

Sous réserve de cette modification, l'article 2 est adopté.

ART. 3.

Sont imputés sur les contingents fixés par le paragraphe premier de l'article précédent, les bons de monnaie délivrés jusqu'à la date de ce jour dans les conditions déterminées par l'article 6 de la déclaration du 5 février 1875.

Est également imputée sur la somme totale de 12 millions de francs attribuée

à la Grèce par les paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, celle de 2 millions et demi que le Gouvernement hellénique avait été autorisé à faire fabriquer en 1876 comme équivalent des bons de monnaie que les autres Gouvernements contractants ont eu la faculté de délivrer.

ART. 4.

Une nouvelle conférence monétaire sera tenue à Paris, dans le courant du mois de janvier 1877, entre les délégués des Gouvernements contractants.

ART. 5.

Jusqu'après la réunion de la conférence prévue à l'article précédent, il ne sera délivré de bons de monnaie, pour l'année 1877, que pour une somme n'excédant pas la moitié des contingents fixés par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 de la présente déclaration.

La rédaction des articles 3, 4 et 5 est adoptée sans observations.

ART. 6.

L'article 11 de la convention du 23 décembre 1865, concernant l'échange des communications relatives aux faits et documents monétaires, est complété par la disposition suivante :

« Les Gouvernements contractants se donneront réciproquement avis des faits qui parviendraient à leur connaissance au sujet de l'altération et de la contrefaçon de leurs monnaies d'or et d'argent dans les pays faisant ou non partie de l'Union monétaire, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues. Ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les altérations et contrefaçons, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement. »

M. LE PRÉSIDENT signale l'avantage qu'il y aurait, selon lui, à ce que les Gouvernements échangeassent, à cet égard, non-seulement des documents fournis par l'autorité judiciaire, mais des rapports techniques qui seraient demandés à l'administration des monnaies. Dans quelques pays, dit M. Dumas, l'administration des monnaies n'a pas toujours été associée autant qu'elle aurait pu l'être à l'examen, à la recherche et à la constatation des faits relatifs au faux monnayage, bien que son concours, en pareille matière, soit de la plus grande utilité.

La Conférence, s'associant à la pensée de M. le Président, exprime le désir que, parmi les documents à échanger chaque année entre les Gouvernements contractants, en exécution de l'article 6 de la Déclaration à intervenir, il y ait des rapports spéciaux émanés des autorités judiciaires et des administrations des monnaies de chacun de ces Gouvernements.

Sous le bénéfice de cette observation, la rédaction de l'article 6 est adoptée.

ART. 7.

La présente déclaration sera mise en vigueur dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières de chacun des cinq États.

Ce septième et dernier article est adopté.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble de la déclaration, qui, dans la teneur où elle vient d'être arrêtée, est approuvée à l'unanimité.

La Conférence fixe sa prochaine réunion à mardi prochain.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Signé : SAINCTELETTE ;
DE PITTEURS-HIEGAERTS ;
DUMAS ;
JAGERSCHMIDT ;
DELYANNI ;
C. BARALIS ;
RESSMAN ;
KERN ;
FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence ,

ERNEST CRAMPON.

SIXIÈME SÉANCE.

6^e SÉANCE.

MARDI 1^{er} FÉVRIER 1876.

PRÉSIDENCE DE M. DUMAS.

Étaient présents :

MM. SAINCTELETTE,
le baron DE PITTEURS-HIEGAERTS,
DUMAS,
JAGERSCHMIDT,
RUAU,
DELYANNI,
BARALIS,
RESSMAN,
KERN,
FEER-HERZOG.

La séance est ouverte à 2 heures de l'après-midi.

MM. JACOBS, DE SOUBEYRAN et DUTILLEUL, n'ayant pas pu se rendre à cette réunion, prient la Conférence de vouloir bien les en excuser.

Le procès-verbal de la cinquième séance est lu et adopté.

M. JAGERSCHMIDT propose de substituer à l'expression « par la monnaie de l'Union, » employée dans le paragraphe 3 de l'article 2 du projet de déclaration, celle-ci : « par des pièces de 5 francs frappées dans les conditions déterminées par la Convention de 1865 », qui lui paraît plus exacte.

La Conférence approuvant ce changement de rédaction, il est entendu que le paragraphe 3 de l'article 2 de la déclaration sera conçu dans les termes suivants :

« 3° En dehors du contingent fixé au paragraphe précédent, le Gouvernement hellénique est exceptionnellement autorisé à fabriquer et à mettre en circulation sur son territoire, pendant l'année 1876, une somme de 8,400,000 francs en pièces d'argent de 5 francs, cette somme étant destinée à faciliter le remplacement des

diverses monnaies actuellement en circulation par des pièces de 5 francs frappées dans les conditions déterminées par la Convention de 1865.»

M. JAGERSCHMIDT communique à la Conférence une lettre (annexe A) que M. le Ministre des finances lui a fait parvenir et par laquelle M. Rouland déclare persévérer, au nom de la Banque de France, dans les consentements exprimés par elle, en 1874 et 1875, quant à l'admission dans ses caisses des pièces de 5 francs frappées par les États concordataires.

M. LE PRÉSIDENT ramène l'attention de la Conférence sur la question de l'altération chimique des monnaies et sur celle du faux monnayage. Ce n'est pas seulement, dit-il, par des mesures de police et par l'application rigoureuse des lois pénales que les Gouvernements peuvent réprimer cette criminelle industrie. Ils doivent encore la combattre par des moyens en quelque sorte préventifs, en apportant eux-mêmes une régularité de jour en jour plus parfaite dans la fabrication de leurs monnaies sous le triple rapport de la beauté des empreintes, de l'exactitude du titre et du poids. Plus ces monnaies se rapprocheront du poids droit, plus la contrefaçon en deviendra difficile. Les pièces fausses jetées dans la circulation seront plus vite reconnues. L'identité à peu près parfaite d'alliage permettra de constater la présence d'une seule pièce fausse dans un rouleau d'or. Le perfectionnement du monnayage, ajoute M. Dumas, appelle toute l'attention des administrateurs des Monnaies : car, suivant qu'une pièce reçoit telle ou telle empreinte sur ses faces et principalement sur sa tranche, elle est plus ou moins facile à imiter.

En s'accordant réciproquement des tolérances de poids et de titre déterminant une limite que les procédés actuels de fabrication leur permettaient de ne pas dépasser, les Gouvernements se sont implicitement réservé le devoir d'atteindre, s'ils le pouvaient, le poids et le titre droits; et l'étude des procédés au moyen desquels ces tolérances pourraient être diminuées dans l'avenir avait déjà fixé leur attention.

M. LE PRÉSIDENT invite MM. Saintelette, Baralis et Ruau à vouloir bien faire connaître à la Conférence leur manière de voir à ce sujet.

M. SAINTELETTE apprécie toute l'importance des observations présentées par M. le Président. La rectitude du titre et du poids des espèces constitue un desideratum dont la réalisation lui paraît aussi utile comme frein à la contrefaçon, à l'altération et au triage des monnaies, que comme élément essentiel de leur bonne réputation.

Il est indispensable que cette rectitude soit obtenue autant que possible pour chaque pièce prise isolément. Rien ne s'y oppose quant au titre. En théorie, comme en pratique, il est admis aujourd'hui que l'alliage d'or à

900 ne présente aucune liquation et que, par conséquent, chaque pièce d'or peut, à une très-légère fraction près, être obtenue au titre déterminé d'avance par le fondeur. M. Saintelette dirige les efforts de la fabrication belge dans ce sens et, au besoin, il n'hésiterait pas à proposer au Gouvernement de son pays la révision de la législation relative aux tolérances de titre. Les stipulations de l'article 2 de la Convention de 1865 lui paraissent, sous ce rapport, établir une limite en deçà de laquelle chacun des États contractants a le droit de modifier ses lois particulières.

Si M. Saintelette est complètement fixé, quant à la possibilité d'une réduction de la tolérance de titre, il n'en est pas de même quant à la réduction de la tolérance de poids. Il lui paraît, il est vrai, possible de la réduire sensiblement sur les espèces prises en masse, par quantité de mille pièces par exemple; cette restriction ne donnerait lieu, selon lui, à aucune objection grave, et elle pourrait être probablement réalisée en Belgique dans un délai assez rapproché; mais la restriction de la tolérance de poids pour la pièce prise isolément lui paraît devoir être encore ajournée. Elle est, d'ailleurs, en ce moment l'objet des études de l'Administration belge.

M. Saintelette constate que l'emploi des balances automatiques récemment introduites à l'hôtel des Monnaies de Bruxelles, est déjà un premier pas dans la voie des progrès à réaliser en vue du but proposé. On en ferait un autre par l'emploi des bancs à tirer. Il s'est enquis des résultats obtenus à Paris au moyen de cet instrument, et priera M. le directeur de l'administration des monnaies de France de vouloir bien lui communiquer périodiquement des chiffres qui le mettront à même d'apprécier l'excellence de ce procédé.

M. BARALIS remercie M. le Président d'avoir appelé l'attention de la Conférence sur une question aussi importante que celle du titre et du poids des monnaies. Il ne doute pas que le Gouvernement italien ne veuille tenir compte de toutes les observations présentées à ce sujet et ne fasse, de son côté, tout ce qui sera possible pour obtenir, dans la fabrication de ses espèces, des résultats aussi exacts que les progrès de la science le permettent aujourd'hui.

Mais il ne croit pas que l'on puisse changer, dès à présent, les tolérances de titre et de poids déterminées par la Convention internationale du 23 décembre 1865. Ce qui touche à la fixation des tolérances faisant partie de la législation monétaire, toute modification en cette matière lui paraîtrait devoir être formulée dans une convention nouvelle plutôt que dans une déclaration émanée de la Conférence, qui n'a, en réalité, pour objet que de fixer le contingent de frappe des pièces de 5 francs en 1876.

M. RUAU dit que l'Administration française s'applique à obtenir dans

la fabrication des monnaies la rectitude du poids et du titre et la perfection de l'empreinte. Il pense que la réduction de la tolérance du titre de 2 à 1 millième pourrait être adoptée sans inconvénient en France, au moins pour la monnaie d'or. Les alliages d'or à 900 présentent, en effet, une homogénéité qui est loin de se rencontrer au même degré dans les alliages d'argent au même titre. Mais il reconnaît que la tolérance actuelle est une faculté dont il convient peut-être de laisser chacun libre d'user dans son étendue jusqu'à ce que l'expérience ait démontré partout la possibilité de la réduction. En ce qui concerne l'Administration française, elle continuera, comme par le passé, à se rapprocher du titre droit dans la mesure que la pratique de ses ateliers comporte, c'est-à-dire à un millième près.

Quant à la tolérance de poids, elle paraît aujourd'hui renfermée dans des limites suffisamment restreintes. Le titre est un élément permanent de la monnaie, tandis que le poids tend à s'altérer, par le frottement, dès la mise en circulation. L'introduction des balances automatiques dans le service de la délivrance impose déjà à la fabrication un travail étroit, chaque flan étant pesé avant et après la frappe. Enfin la réduction de la tolérance de poids aurait pour conséquence de faire entrer plus tôt les pièces de l'Union dans la période de la tolérance de frottement à l'expiration de laquelle ces pièces peuvent être exclues des caisses publiques des États contractants. Ainsi, pour la pièce d'or de 20 francs, dont la tolérance de poids est de 12 milligrammes 9, et dont le frottement annuel peut être évalué, ainsi qu'il résulte d'expériences qui ont été faites en France sous la direction de M. Dumas, à 1 milligramme, la durée de circulation se trouverait réduite de 6 à 7 ans, si la tolérance de poids était abaissée de moitié.

Il existe contre la contrefaçon ou l'altération, ainsi que l'a déjà fait remarquer M. le Président, une autre garantie qui résulte de l'empreinte. En Belgique et en France, on fait usage de la virole brisée, qui donne la légende de la tranche en relief. Mais en Italie on emploie actuellement la virole cannelée pour les monnaies d'or, et il demande la permission d'appeler sur ce point l'attention particulière de son collègue M. Baralis.

M. BARALIS se propose de signaler à son Gouvernement les observations de M. Ruau et surtout les avantages que présenterait l'usage de la légende en relief sur la tranche des pièces, et il espère que, sous ce rapport aussi, on pourra obtenir en Italie une identité parfaite avec les autres monnaies de l'Union. Cette question lui paraît d'autant plus facile à résoudre que le système de la légende en relief a déjà été autrefois en usage dans certains ateliers monétaires de son pays.

A la suite de ces explications, M. LE PRÉSIDENT se fait l'interprète de la pensée qui lui semble être partagée par tous les membres de la Conférence, en disant que, sans changer les conditions légales et contractuelles dans

lesquelles s'effectue aujourd'hui, en droit, la fabrication des espèces d'or et d'argent, il y a lieu néanmoins, en fait, de rechercher et de mettre en pratique, autant que possible, dans chaque État, les procédés au moyen desquels la monnaie de l'Union pourrait être améliorée dans sa forme ou rapprochée du poids et du titre droits, et mieux garantie, par là, contre le danger de l'altération chimique ou de la contrefaçon. Il ne croit pas nécessaire d'insister sur le danger que ces altérations chimiques ou ces contrefaçons font courir plus spécialement aux espèces d'or.

M. KERN reconnaît, d'après les explications qui viennent d'être données, que les Gouvernements peuvent trouver dans le perfectionnement des procédés de fabrication un moyen indirect de prévenir la contrefaçon de leurs monnaies. Mais il croit devoir insister sur l'effet plus immédiat et plus décisif, selon lui, des mesures de police et de répression.

Il rappelle à ce sujet l'avis général déjà émis par la Conférence dans sa troisième séance, et il espère que, par d'actives et amicales communications, conformément à la clause adoptée, les Gouvernements des États faisant ou non partie de l'Union monétaire, et sur le territoire desquels il y aurait quelque raison de croire que l'industrie du faux monnayage est pratiquée, seront informés de tous les indices recueillis au dehors et mis ainsi à même d'exercer sans retard les poursuites nécessaires. En pareille matière, dit M. Kern, le crime commis se répercutant partout où la fausse monnaie circule, il y a entre les Gouvernements une complète solidarité d'intérêt, et c'est un devoir pour chacun d'eux que de venir en aide à tous les autres.

La Conférence, ayant terminé l'examen de toutes les questions qui lui ont été soumises, s'ajourne à jeudi prochain pour procéder à la signature des instruments de Déclaration.

La séance est levée à 5 heures.

Signé : SAINCTELETTE.

DE PITTEURS-HIEGAERTS

DUMAS.

JAGERSCHMIDT.

RUAU.

DELYANNI.

C. BARALIS.

RESSMAN.

KERN.

FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence,

ERNEST CRAMPON.

*Copie d'une lettre du Gouverneur de la Banque de France, en date du 31 janvier
1876, au Ministre des finances.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 27 de ce mois, vous me faites connaître que la Conférence monétaire internationale, délibérant sur les mesures à adopter pour l'année 1876 au sujet de la fabrication des pièces de 5 francs *argent*, a fixé, pour chacun des États signataires de la Convention de 1865, des chiffres dont la réunion ne dépasse pas la somme totale de *120 millions*. C'est donc une réduction sur la somme accordée pour 1875, et qui s'élevait à *150 millions*.

Le Conseil général de la Banque, Monsieur le Ministre, consulté par moi, a vu avec plaisir cette réduction, non qu'elle présage le moins du monde à ses yeux la question de démonétisation de l'argent, mais uniquement parce qu'elle constitue une sage mesure de prévoyance. Dans cet état de choses, la Banque de France n'a aucun motif pour ne pas persévérer dans les consentements exprimés par elle en 1874 et 1875.

Veuillez agréer, etc.

Signé : ROULAND.

Pour copie conforme :

Le Chef du Cabinet,

LABOULAYE.

SEPTIÈME SÉANCE.

7^E SÉANCE.

JEUDI 3 FÉVRIER 1876.

PRÉSIDENTE DE M. DUMAS.

Le jeudi 3 février, à 2 heures de l'après-midi, MM. les Délégués de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse se sont réunis à l'Hôtel des Affaires étrangères pour signer la Déclaration dont les termes ont été arrêtés à l'avant-dernière séance.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

M. le Chef du Protocole donne lecture de la Déclaration, et les cinq instruments, préparés pour les cinq États participants, étant trouvés en bonne et due forme, MM. les Délégués y apposent leur signature et le cachet de leurs armes.

M. KERN demande à se faire l'interprète du sentiment de reconnaissance qu'inspire à MM. les Délégués la manière si courtoise et si bienveillante avec laquelle M. Dumas a dirigé leurs délibérations.

La situation, au point de vue monétaire, des États unis par la Convention de 1865, est entrée, dit-il, dans une période critique, et l'on doit prévoir qu'ils se trouveront, dans un avenir peut-être assez rapproché, en présence de graves difficultés dont la solution touche à de grands intérêts sociaux, à la fortune publique, à l'industrie, au commerce, à la propriété. On ne résoudra ces difficultés que si on les aborde avec le même esprit de conciliation qui a présidé jusqu'ici aux débats de la Conférence et avec la volonté bien arrêtée de mettre en commun les lumières loyalement acquises de part et d'autre, en ne négligeant rien de ce qui pourra, dans l'intérêt réciproque des États, contribuer au maintien de leur union.

M. Kern croit aussi répondre à l'intention de tous ses collègues en remerciant le secrétaire de la Conférence, M. Ernest Crampon, du zèle qu'il a mis dans l'accomplissement d'une tâche difficile et de l'intelligente et consciencieuse exactitude avec laquelle il s'est appliqué à rendre, dans les procès-verbaux, la pensée de chacun des Délégués.

M. DUMAS dit qu'il est profondément touché du témoignage si cordial donné par M. le Ministre de Suisse aux services qu'il a pu rendre en dirigeant encore une fois vers un accord final les discussions de la Conférence. Il y a plus de quarante ans qu'il a signalé, dans des études d'un caractère purement scientifique, l'influence que peuvent exercer sur la valeur commerciale des métaux et, par conséquent, sur leur valeur monétaire les alternatives de hausse et de baisse dans leurs foyers de production. Il se trouvait ainsi préparé à comprendre toute la valeur des stipulations au moyen desquelles les États réunis par le même système monétaire ont cherché d'un commun accord à se prémunir contre les variations trop rapides dans la valeur de leurs monnaies d'or et d'argent. Personne n'a pu voir avec plus d'intérêt se former, en 1865, cette Union monétaire dont le maintien lui semble, ainsi qu'à M. Kern, éminemment désirable. Il aimerait donc à penser que la part qu'il a prise à l'entente commune pendant ces dernières années ne sera pas sans influence sur la durée à venir de cette union. C'est en évitant toute solution hâtive et précipitée, en laissant aux faits le temps de se produire et en reconnaissant le légitime empire qui leur appartient en pareille matière, au-dessus des théories, que les Gouvernements unis feront face aux périls de l'avenir, s'il s'en manifeste, comme ils ont aplani les difficultés du présent.

La Conférence s'associe aux pensées qui viennent d'être émises, et, sur la motion de M. Kern, elle offre à M. Dumas l'expression de sa reconnaissance.

Elle vote, à l'unanimité, des remerciements à M. Crampon.

Le présent procès-verbal étant dressé et adopté séance tenante, la Conférence se sépare à 4 heures 1/2.

Signé: SAINCTELETTE.

DE PITTEURS-HIEGAERTS.

DUMAS.

JAGERSCHMIDT.

RUAU.

DELYANNL

C. BARALIS.

RESSMAN.

KERN.

FEER-HERZOG.

Le Secrétaire de la Conférence,

Signé : ERNEST CRAMPON.

DÉCLARATION

RELATIVE

A LA FABRICATION DE LA MONNAIE D'ARGENT,

PENDANT L'ANNÉE 1876,

EN FRANCE, EN BELGIQUE, EN GRÈCE, EN ITALIE ET EN SUISSE,

ET A LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE.

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de France, de Belgique, de Grèce, d'Italie et de Suisse, s'étant réunis en conférence, en exécution de l'article 5 de la Déclaration monétaire du 5 février 1875, et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. Les Gouvernements contractants s'engagent, pour l'année 1876, à ne fabriquer ou à ne laisser fabriquer de pièces d'argent de 5 francs, frappées dans les conditions déterminées par l'article 3 de la Convention du 23 décembre 1865, que pour une valeur n'excédant pas la somme de 120 millions de francs fixé par l'article 1^{er} de la Convention additionnelle du 31 janvier 1874.

ART. 2. Ladite somme de 120 millions de francs est répartie ainsi qu'il suit :

1° Pour la Belgique.....	10,800,000 ^f
Pour la France.....	54,000,000
Pour l'Italie.....	36,000,000
Pour la Suisse.....	7,200,000

2° En ce qui concerne la Grèce, qui a accédé à la Convention du 23 décembre 1865 par une déclaration du 26 septembre 1868, le contingent fixé pour cet État, proportionnellement à ceux des autres Gouvernements contractants, est arrêté à la somme de 3,600,000 fr.

3° En dehors du contingent fixé au paragraphe précédent, le Gouvernement hellénique est exceptionnellement autorisé à faire fabriquer et à mettre en circulation sur son territoire, pendant l'année 1876, une somme de 8,400,000 francs en pièces d'argent de 5 francs, cette somme étant destinée à faciliter le remplacement des diverses monnaies actuellement en circulation par des pièces de 5 francs frappées dans les conditions déterminées par la Convention de 1865.

ART. 3. Sont imputés sur les contingents fixés par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent, les bons de monnaie délivrés jusqu'à la date de ce jour dans les conditions déterminées par l'article 6 de la Déclaration du 5 février 1875.

Est également imputée sur la somme totale de 12 millions de francs attribuée à la Grèce par les paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, celle de 2 millions et demi que le Gouvernement hellénique avait été autorisé à faire fabriquer en 1876, comme équivalent des bons de monnaie que les autres Gouvernements contractants ont eu la faculté de délivrer.

ART. 4. Une nouvelle Conférence monétaire sera tenue à Paris, dans le courant du mois de janvier 1877, entre les Délégués des Gouvernements contractants.

ART. 5. Jusqu'après la réunion de la Conférence prévue à l'article précédent, il ne sera délivré de bons de monnaie, pour l'année 1877, que pour une somme n'excédant pas la moitié des contingents fixés par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 de la présente Déclaration.

ART. 6. L'article 11 de la Convention du 23 décembre 1865, concernant l'échange des communications relatives aux faits et documents monétaires, est complété par la disposition suivante :

« Les Gouvernements contractants se donneront réciproquement avis des faits qui parviendraient à leur connaissance au sujet de l'altération et de la contrefaçon de leurs monnaies d'or et d'argent dans les pays faisant ou non partie de l'Union monétaire, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues. Ils se concerteront sur les mesures à prendre

en commun pour prévenir les altérations et contrefaçons, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement. »

ART. 7. La présente Déclaration sera mise en vigueur dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières de chacun des cinq États.

En foi de quoi, les Délégués respectifs ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 3 février 1876.

(L. S.) Signé : DUMAS.

(L. S.) Signé : DE SOUBEYRAN.

(L. S.) Signé : JAGERSCHMIDT.

(L. S.) Signé : SAINCTELETTE.

(L. S.) Signé : DE PITTEURS-HIEGAERTS.

(L. S.) Signé : DELYANNI.

(L. S.) Signé : C. BARALIS.

(L. S.) Signé : RESSMAN.

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : FEER-HERZOG.

TABLE DES MATIÈRES.

PROCÈS-VERBAL DE LA 1 ^{re} SÉANCE (20 janvier 1876).....	Pages.	5
ANNEXE A (Belgique). Extrait du livre de fabrication des pièces de 5 francs frappées à la Monnaie de Bruxelles en 1875.....		17
ANNEXE B (Belgique). Relevé des matières versées au change pour la fabrication des pièces de 5 francs frappées à la Monnaie de Bruxelles en 1875.....		18
ANNEXE C (Belgique). Extrait du livre de fabrication des pièces de 20 francs frappées à la Monnaie de Bruxelles en 1875.....		19
ANNEXE D (Belgique). Relevé des matières versées au change pour la fabrication des pièces de 20 francs frappées à la Monnaie de Bruxelles en 1875.....		20
ANNEXE E (Belgique). Extrait du livre de fabrication des monnaies de cuivre frappées à la Monnaie de Bruxelles en 1875.....		21
ANNEXE F (Italie). État des monnaies italiennes d'or et d'argent frappées en 1875, avec un relevé des fabrications des années précédentes depuis 1866.....		22
ANNEXE G (Italie). État des monnaies retirées de la circulation pour la refonte, de 1862 à 1875.....		23
ANNEXE H (Suisse). État des monnaies divisionnaires suisses frappées au titre de 835/1000 en 1875.....		24
ANNEXE I (Suisse). État des monnaies 800/1000 de fin retirées de la circulation de 1867 à 1874 et en 1875.....	Idem.	
ANNEXE J. Tableau indiquant le prix de l'once d'argent à Londres pendant l'année 1875, et sa valeur de relation avec l'or.....		25
PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE (21 janvier 1876).....		29
ANNEXE A (France). État de fabrication des monnaies françaises pendant l'année 1875.....		39
ANNEXE B (France). État de situation des bons de monnaie d'argent souscrits pour l'année 1876.....	Idem.	
ANNEXE C (France). Relevé indicatif des tolérances dans la fabrication des monnaies françaises d'or et d'argent pendant l'année 1875.....		40
ANNEXE D (France). Tableau de la fabrication des espèces d'argent de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes au titre de 835/1000, au 31 décembre 1875.....		41
ANNEXE E (France). Tableau de la fabrication des monnaies de bronze émises en 1875.....		42
ANNEXE F (France). Moyennes des titres et poids des monnaies fabriquées en France pendant les années 1874 et 1875.....		43
ANNEXE G (Italie). Relevé de la moyenne des titres et des poids des monnaies italiennes fabriquées en 1875.....		44
ANNEXE H (Italie). Relevé des matières employées dans la fabrication des monnaies d'or et d'argent italiennes en 1875.....		45
ANNEXE I (Belgique). Moyenne des titres et des poids des monnaies fabriquées en Belgique en 1875.....		46

	Pages.
PROCÈS-VERBAL DE LA TROISIÈME SÉANCE (24 janvier 1876).....	49
<i>ANNEXE A.</i> Lettre du président de la chambre de commerce de Paris au Ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 10 janvier 1876.....	55
<i>ANNEXE B.</i> Lettre du vice-gouverneur de la banque nationale de Belgique au Ministre des finances, en date du 13 janvier 1876.....	59
PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE (25 janvier 1876).....	63
<i>ANNEXE A.</i> Tableau de la fabrication des nouvelles monnaies allemandes à la date du 8 janvier 1876.....	69
<i>ANNEXE B.</i> Tableau des règlements de fabrication et de circulation des monnaies allemandes.....	70
PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME SÉANCE (29 janvier 1876).....	75
PROCÈS-VERBAL DE LA SIXIÈME SÉANCE (1 ^{er} février 1876).....	83
<i>ANNEXE A.</i> Lettre du gouverneur de la Banque de France au Ministre des finances, en date du 31 janvier 1876.....	89
PROCÈS-VERBAL DE LA SEPTIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE (3 février 1876).....	93
DÉCLARATION relative à la fabrication de la monnaie d'argent, pendant l'année 1876, en Belgique, en France, en Grèce, en Italie et en Suisse, et à la répression du faux monnayage.....	95

Exp. 171
8/20/25

D-6 209

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

CONVENTION

ET

PROCÈS-VERBAUX.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1878.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.



CONVENTION

ET

PROCÈS-VERBAUX.

29

27

Latin monetary union.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

x c^s
CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

CONVENTION

ET

PROCÈS-VERBAUX.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1878.



JUN 18 1925

CONVENTION MONÉTAIRE

SIGNÉE À PARIS LE 5 NOVEMBRE 1878.

CONVENTION.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Désirant maintenir l'Union monétaire établie entre les cinq États et reconnaissant la nécessité d'apporter à la Convention du 23 décembre 1865 les modifications réclamées par les circonstances, ont résolu de conclure, à cet effet, une nouvelle convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, M. EUDORE PIRMEZ, membre de la Chambre des Représentants, M. AUGUSTE GARNIER, Conseiller de la Légation de Belgique à Paris, et M. ADOLPHE SAINCTELETTE, commissaire des Monnaies;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. LÉON SAY, Ministre des finances, M. CHARLES JAGERSCHMIDT, Ministre plénipotentiaire, M. PAUL-AUGUSTE-GABRIEL MUSNIER DE PLEIGNES, Directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances, et M. JEAN-LOUIS-ANDRÉ RUAU, Directeur de l'Administration des monnaies et médailles;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, M. NICOLAS-P. DELYANNI, Chargé d'affaires de Grèce à Paris;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, M. le comte CHARLES RUSCONI, Référendaire au Conseil d'État, M. le commandeur CÉSAR BARALIS, Directeur de la Monnaie de Milan, et M. CONSTANTIN RESSMAN, Secrétaire de légation de première classe ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,
M. CHARLES FEER-HERZOG, membre du Conseil national, et M. CHARLES-ÉDOUARD LARDY, Conseiller de la Légation suisse à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

La Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse demeurent constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le titre, le poids, le diamètre et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

ART. 2.

Les types des monnaies d'or frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes sont ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES.	TITRE.		POIDS.		DIAMÈTRE.
	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre tant en dehors qu'en dedans.	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE du poids tant en dehors qu'en dedans.	
	francs. millièmes.	millième.	grammes. millièmes.	millièmes.	millimètres.
Or.....	100	900	1	3	35
	50				23
	20				21
	10				19
	5				17
			32.258 06		
			16.129 03		
			6.451 61		
			3.225 80		
			1.612 90		

Les Gouvernements contractants admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des cinq États, sous réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 p. o/o au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

ART. 3.

Le type des pièces d'argent de cinq francs frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes est déterminé, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DE LA PIÈCE.	TITRE.		POIDS.		DIAMÈTRE.
	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre tant en dehors qu'en dedans.	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE du poids tant en dehors qu'en dedans.	
Argent.. 5 francs.	900 millièmes.	2 millièmes.	25 grammes.	3 millièmes.	37 millimètres.

Les Gouvernements contractants recevront réciproquement dans leurs caisses publiques lesdites pièces d'argent de cinq francs, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 p. o/o au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

ART. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes que dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

NATURE DES PIÈCES.	TITRE.		POIDS.		DIAMÈTRE.
	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre tant en dehors qu'en dedans.	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE du poids tant en dehors qu'en dedans.	
fr. c.	millièmes.	millièmes.	grammes.	millièmes.	millimètres.
Argent.... { 2 00 1 00 0 50 0 20 }	835	3	{ 10 00 5 00 2 50 1 00 }	{ 5 7 10 }	{ 27 23 18 16 }

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les

auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 p. o/o au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

ART. 5.

Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a émises, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque paiement. L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

ART. 6.

Les caisses publiques de chacun des cinq États accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

ART. 7.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante en pièces d'or ou d'argent fabriquées dans les conditions des articles 2 et 3, à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à 100 francs. Cette obligation sera prolongée pendant une année à partir de l'expiration de la présente Convention.

ART. 8.

Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent.

Ces monnaies seront admises de nouveau dans les caisses publiques

des autres États contractants, dès que le régime du cours forcé du papier-monnaie aura été supprimé en Italie.

Il est entendu que, lorsque les opérations relatives au retrait de la circulation internationale des monnaies italiennes d'appoint en argent auront été terminées, l'application des dispositions de l'article 7 sera suspendue à l'égard de l'Italie.

ART. 9.

Le monnayage des pièces d'or fabriquées dans les conditions de l'article 2, à l'exception de celui des pièces de 5 francs d'or, qui demeure provisoirement suspendu, est libre pour chacun des États contractants.

Le monnayage des pièces de 5 francs d'argent est provisoirement suspendu. Il pourra être repris lorsqu'un accord unanime se sera établi, à cet égard, entre tous les États contractants.

ART. 10.

Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondante à 6 francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État, est fixé :

Pour la Belgique, à	33,000,000 ^f
Pour la France et l'Algérie, à . .	240,000,000
Pour la Grèce, à	10,500,000
Pour l'Italie, à	170,000,000
Pour la Suisse, à	18,000,000

Seront imputées sur les sommes ci-dessus les quantités déjà émises jusqu'à ce jour par les États contractants.

ART. 11.

Le millésime de fabrication sera inscrit, en conformité rigoureuse

avec la date du monnayage, sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les cinq États.

ART. 12.

Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, ainsi que toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent, et spécialement de tout ce qui parviendrait à leur connaissance au sujet de la contrefaçon ou de l'altération de leurs monnaies dans les pays faisant ou non partie de l'Union, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues; ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les contrefaçons et les altérations, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement.

Ils prendront, en outre, les mesures nécessaires pour mettre obstacle à la circulation des monnaies contrefaites ou altérées.

ART. 13.

Toute demande d'accession à la présente Convention, faite par un État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, ne peut être accueillie que du consentement unanime des Hautes Parties contractantes.

ART. 14.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ART 15.

La présente Convention, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1880 restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite réconduction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en serait faite.

ART. 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.)	<i>Signé :</i> EUDORE PIRMEZ.
(L. S.)	GARNIER.
(L. S.)	AD. SAINCTELETTE.
(L. S.)	LÉON SAY.
(L. S.)	CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.)	P. MUSNIER DE PLEIGNES.
(L. S.)	L. RUAU.
(L. S.)	N.-P. DELYANNI.
(L. S.)	C. RUSCONI.
(L. S.)	C. BARALIS.
(L. S.)	RESSMAN.
(L. S.)	FEER-HERZOG.
(L. S.)	LARDY.

ARRANGEMENT

RELATIF

A L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 8

DE LA CONVENTION MONÉTAIRE

DU 5 NOVEMBRE 1878.

Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse, ayant résolu d'un commun accord d'exécuter, avant l'entrée en vigueur de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq États, les dispositions contenues dans le paragraphe premier de l'article 8 de ladite Convention, dispositions ainsi conçues :

« Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à cinq francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent; »

Les Soussignés, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Le retrait des monnaies italiennes de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs, qui existent en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, devra être achevé le 31 décembre 1879.

A partir de cette date, ces monnaies cesseront d'être reçues dans les caisses publiques des États susmentionnés.

ART. 2.

Les pièces retirées de la circulation en Belgique, en Grèce et en Suisse, seront, dans le mois qui suivra la clôture du retrait, remises

au Gouvernement français, qui, se chargeant de les centraliser pour les transmettre au Gouvernement italien, en effectuera le remboursement, au comptant, aux Gouvernements des trois États précités, en y ajoutant les frais.

ART. 3.

Le compte des pièces retirées de la circulation en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, sera arrêté, entre la France et l'Italie, au 31 janvier 1880.

Les Gouvernements français et italien ayant évalué le montant des pièces divisionnaires italiennes existant dans les quatre États à la somme de 100 millions, dont 13 millions en Belgique, en Grèce et en Suisse, et 87 millions en France, ce compte comprendra, d'abord, jusqu'à concurrence de 13 millions au maximum, les pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, et, jusqu'à concurrence de 87 millions au maximum, les pièces retirées de la circulation en France.

Il comprendra ensuite, et séparément, l'excédant de ces sommes, s'il y a lieu.

Ladite somme de 100 millions et l'excédant éventuel prévu au paragraphe précédent seront portés au débit du Gouvernement italien dans un compte courant dont les intérêts seront réglés au taux de 3 p. o/o l'an, payables en numéraire, à partir du jour où les pièces retirées auront cessé d'avoir cours dans les quatre États.

ART. 4.

Le Gouvernement français transmettra au Gouvernement italien, dans les localités que celui-ci désignera sur la frontière française ou à Civita-Vecchia, les pièces qui auront été centralisées conformément aux articles précédents. Les monnaies provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, seront comprises dans ces envois jusqu'à concurrence de 13 millions, et celles provenant de la France jusqu'à concurrence de 87 millions.

ART. 5.

Le remboursement par le Gouvernement italien des pièces qui lui

auront été remises jusqu'à concurrence des 100 millions, formant la première partie du compte prévu à l'article 3, aura lieu à Paris. Il s'effectuera, soit en or, soit en pièces de cinq francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris, et se fera dans les conditions suivantes :

1° Au comptant :

Pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et		
de la Suisse	13,000,000 ^f	} 30,000,000 ^f
Pièces provenant de la France.	17,000,000	
2° Dans le courant de l'année 1881	23,300,000	
Dans le courant de l'année 1882	23,300,000	
Dans le courant de l'année 1883	23,400,000	
TOTAL		<u>100,000,000</u>

Le Gouvernement italien se réserve, d'ailleurs, la faculté de se libérer par anticipation.

ART. 6.

S'il s'est produit des excédants de retrait en sus des 13 et 87 millions dont il est question aux articles 3 et 4, les pièces composant ces excédants seront tenues à la disposition du Gouvernement italien, qui en remettra la contre-valeur au comptant lorsqu'il en prendra livraison.

Il est toutefois entendu que la livraison et le remboursement s'effectueront au plus tard en même temps que la dernière des annuités spécifiées à l'article 5.

Dans le cas où, au contraire, la totalité des pièces retirées n'atteindrait pas la somme de 100 millions, la diminution dans les paiements à effectuer portera sur la dernière des annuités ci-dessus spécifiées.

ART. 7.

Le Gouvernement italien s'engage, conformément à sa déclaration énoncée au paragraphe 1^{er} de l'article 8 de la Convention monétaire conclue en date de ce jour, à retirer de la circulation et à détruire, au plus tard dans les six mois qui suivront la remise de la totalité

des pièces divisionnaires visées à l'article 5, la totalité de ses coupures de papier inférieures à cinq francs. Il s'engage, en outre, en vue de rétablir définitivement sa circulation métallique, à n'en point émettre de nouvelles.

En exécution de l'article 12 de la Convention monétaire précitée, le Gouvernement italien communiquera aux autres Gouvernements de l'Union un état des retraits et des destructions qu'il aura effectués, et ce dans le délai de quatre mois après l'accomplissement de ces opérations.

ART. 8.

Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français, en même temps que la première des annuités spécifiées à l'article 5, les frais de toute nature, y compris les frais de transport à la frontière, auxquels donneront lieu les opérations prévues par le présent Arrangement, ces frais ne pouvant, dans aucun cas, dépasser la somme de 250,000 francs.

ART. 9.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Paris, en même temps que celles de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq États.

En foi de quoi, les Soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.)	<i>Signé :</i> EUDORE PIRMEZ.
(L. S.)	GARNIER.
(L. S.)	AD. SAINCTELETTE.
(L. S.)	LÉON SAY.
(L. S.)	CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.)	P. MUSNIER DE PLEIGNES.
(L. S.)	L. RUAU.
(L. S.)	N.-P. DELYANNI.
(L. S.)	C. RUSCONI.
(L. S.)	C. BARALIS.
(L. S.)	RESSMAN.
(L. S.)	FEER-HERZOG
(L. S.)	LARDY.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés du Président de la République Française et de S. M. le Roi d'Italie, voulant fixer, d'un commun accord, le sens précis des mots « au comptant » insérés aux articles 5 et 6 dudit Arrangement, ont, au nom de leurs Gouvernements respectifs, décidé et arrêté ce qui suit :

1° En ce qui concerne l'article 5 :

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des 13 millions représentant le montant des pièces divisionnaires provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, s'effectuera dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880 ;

Le remboursement des 17 millions représentant le montant des pièces provenant de la France s'effectuera dans le courant de l'année 1880.

2° En ce qui concerne l'article 6 :

Le remboursement au comptant de la somme représentant la contre-valeur des pièces composant l'excédant éventuel des 100 millions s'effectuera, comme il est stipulé à l'article 5, à Paris, soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spé-

ciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur l'Arrangement monétaire auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signé* : LÉON SAY.

(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) P. MUSNIER DE PLEIGNES.

(L. S.) L. RUAU.

(L. S.) C. RUSCONI.

(L. S.) C. BARALIS.

(L. S.) RESSMAN.

DÉCLARATION

RELATIVE

A LA FABRICATION DE LA MONNAIE D'ARGENT

PENDANT L'ANNÉE 1879.

Les Soussignés, Délégués des Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse, s'étant réunis en Conférence en exécution de l'article 4 de la Déclaration monétaire du 3 février 1876 dont l'application avait été reportée, d'un commun accord, à l'année 1878, et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce et de Suisse s'engagent, pour l'année 1879, à ne pas fabriquer et à ne pas laisser fabriquer de pièces d'argent de cinq francs.

ART. 2.

Le Gouvernement italien est exceptionnellement autorisé à faire fabriquer, pendant l'année 1879, une somme de vingt millions de francs en pièces d'argent de cinq francs.

ART. 3.

Les cinq Gouvernements contractants s'engagent à ne pas délivrer de bons de monnaie d'argent pendant l'année 1879.

ART. 4.

La présente Déclaration, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1879, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Délégués respectifs ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.)	<i>Signé</i> : EUDORE PIRMEZ.
(L. S.)	GARNIER.
(L. S.)	AD. SAINCTELETTE.
(L. S.)	LÉON SAY.
(L. S.)	CH. JAGERSCHMIDT.
(L. S.)	P. MUSNIER DE PLEIGNES.
(L. S.)	L. RUAU.
(L. S.)	N.-P. DELYANNI.
(L. S.)	C. RUSCONI.
(L. S.)	C. BARALIS.
(L. S.)	RESSMAN.
(L. S.)	FEER-HERZOG.
(L. S.)	LARDY.

PROCÈS-VERBAUX.

PREMIÈRE SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

1^{re} SÉANCE.

VENDREDI 30 AOÛT 1878.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY.

MM. les Plénipotentiaires délégués de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie et de la Suisse s'étant réunis en conférence, le 30 août 1878, à l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères, la séance est ouverte à deux heures après midi.

Étaient présents :

Pour la Belgique :

M. PIRMEZ, ancien Ministre de l'intérieur, membre de la Chambre des Représentants;

M. GARNIER, Conseiller de la Légation de Belgique, à Paris.

Pour la France :

M. Léon SAY, Ministre des finances;

M. Charles JAGERSCHMIDT, Ministre plénipotentiaire;

M. RUAU, Directeur de l'Administration des monnaies et médailles.

Pour la Grèce :

M. DELYANNI, Chargé d'affaires du Gouvernement hellénique, à Paris.

Pour l'Italie :

M. le comte RUSCONI, ancien Ministre des Affaires étrangères;
M. le commandeur BARALIS, Directeur de la Monnaie royale de Milan;
M. RESSMAN, Secrétaire de légation de première classe.

Pour la Suisse :

M. FEER-HERZOG, ancien Président, membre du Conseil national suisse;
M. LARDY, Chargé d'affaires de la Confédération suisse à Paris.

Sur la proposition de M. PIRMEZ, la présidence est déférée à M. Léon SAY.

M. Ernest CRAMPON, consul de France de première classe, et M. Henri JAGERSCHMIDT, auditeur au Conseil d'État, sous-chef du cabinet de M. le Ministre des finances, sont chargés des fonctions de secrétaires.

MM. les Délégués de la Grèce et de l'Italie n'ayant pas encore reçu les instructions définitives de leurs Gouvernements, une conversation s'engage sur les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à la Convention de 1865; conversation à la suite de laquelle il est décidé que la Conférence ajourne au 1^{er} octobre sa prochaine réunion.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

DEUXIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

2^e SÉANCE.

MARDI 1^{er} OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués

de la Belgique,

de la France,

de la Grèce,

de l'Italie,

de la Suisse,

qui assistaient à la première séance, à l'exception de MM. FEER-HERZOG et GARNIER, qui se font excuser de ne pouvoir se réunir aujourd'hui à leurs collègues.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. LE PRÉSIDENT présente à la Conférence un nouveau délégué français, M. MUSNIER DE PLEIGNES, directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances, qui s'était trouvé dans l'impossibilité d'assister à la première réunion.

Après lecture et adoption du procès-verbal de la première séance, M. le Président rappelle quel est l'objet de la Conférence.

La Convention monétaire de 1865 est sur le point d'expirer. Il s'agit de savoir si cette convention sera renouvelée et à quelles conditions elle pourra

l'être. Sans doute, rien n'est plus désirable que le maintien de l'Union dite *latine*. Mais les événements monétaires considérables qui ont eu lieu depuis 1865, les graves perturbations qui se sont produites sur le marché des métaux, les changements qui ont été apportés au régime des monnaies dans divers États, et les atteintes mêmes que cette convention a déjà subies, ne permettent pas de penser qu'elle puisse être renouvelée sans de profondes modifications.

Quelles seront ces modifications? C'est ce qu'il y a lieu de rechercher.

Il importe, avant tout, de fixer l'ordre des travaux de la Conférence. On pourrait procéder de deux manières : préparer dès à présent un avant-projet de convention ou prendre comme base de la discussion le texte même de la Convention de 1865. M. le Président pense que cette dernière méthode est la meilleure. Il lui semble qu'il y aurait des inconvénients à esquisser trop tôt une rédaction qui ne pourrait être conservée, et qu'il serait préférable de suivre dans la discussion le texte de la Convention.

Les clauses de cet acte international peuvent être rangées sous quatre chefs principaux :

- 1° Le régime de l'or ;
- 2° Le régime de l'argent ;
- 3° Le régime des monnaies divisionnaires ;
- 4° La durée de la Convention.

Mais les questions que soulèvent ces quatre points ne sont sans doute pas les seules que la Conférence aura à résoudre. Il en est d'autres, d'un très grand intérêt, que la Convention de 1865 n'a pas touchées ; et, d'après les pourparlers déjà échangés, on peut, dès à présent, prévoir qu'elles se poseront d'elles-mêmes au cours des débats. Il est certain que, en prévision de l'expiration de la Convention, à quelque époque qu'elle doive avoir lieu, on doit nécessairement se demander comment on en sortira et quelles mesures il conviendrait de prendre pour liquider alors la situation.

Il est à remarquer, ajoute M. le Président, que les difficultés inhérentes à cette opération entrent, dès aujourd'hui, dans les éléments du débat, et que la solution de cette importante question est de nature à exercer une influence déterminante sur les résolutions à prendre quant au renouvellement même de la Convention. En effet, toutes ces questions : régime de l'or et de l'argent, régime des monnaies divisionnaires, durée de la Convention, liquidation, sont étroitement liées les unes aux autres. Il faut même s'attendre à les voir surgir ensemble, et quelquefois se mêler dans la discussion. Mais il paraît à M. le Président que le meilleur moyen de mettre de l'ordre dans le travail de la Conférence, c'est de prendre l'objet de ses délibérations successives dans la suite même des articles de la Convention de 1865.

Après un échange d'observations entre MM. RESSMAN, JAGERSCHMIDT, PIRMEZ et LARDY, la Conférence adhère à la proposition de M. le Président.

En conséquence, il est donné lecture du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la Convention de 1865, ainsi conçu :

La France, la Belgique, l'Italie et la Suisse sont constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

M. PIRMEZ fait remarquer que, indépendamment des points qu'a signalés M. le Président comme devant être mis en discussion, il est une question importante qui se rattache à toutes les autres, car elle s'applique à tout le système monétaire, celle de savoir quelle doit être dans l'Union la situation des pays soumis au régime du papier-monnaie. Il constate les graves conséquences que l'établissement en Italie du régime du papier-monnaie a eues pour les autres États de l'Union. Ceux-ci ont été envahis par une affluence de pièces de 5 francs aujourd'hui intrinsèquement dépréciées et de monnaies divisionnaires. Toute tentative de faire reprendre par l'Italie sa monnaie divisionnaire, conformément à l'art. 8 de la Convention, serait sans résultat, parce que les spéculateurs, sûrs de réaliser un gain de 10 ou 12 p. o/o, réimporteraient immédiatement cette monnaie dans les autres États de l'Union qui auraient cru s'en débarrasser.

Cet état de choses appelle l'attention de la Conférence à un double point de vue: d'abord, relativement aux États qui ont le régime du cours forcé, pour obtenir que, s'ils ne peuvent le supprimer, ils en atténuent au moins les conséquences et surtout ne les aggravent dans aucun cas; et, ensuite, relativement aux États qui seraient portés à adopter ce régime, de telle façon que, s'ils l'adoptent, il ne nuise pas à l'Union. Sans doute l'état actuel de la circulation monétaire dans l'Union est satisfaisant; mais il est inespéré, et l'on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas un danger persistant et toujours imminent dans la quantité excessive des pièces d'argent accumulées dans certaines parties de l'Union, et dont l'existence se révèle surtout à la Banque de France. C'est là certainement un mal, et on doit l'attribuer principalement au système monétaire de l'Italie.

M. LE PRÉSIDENT désirerait que M. Pirmez précisât davantage ses conclusions. La perturbation causée par le cours forcé n'est pas douteuse. Cependant, en fait, l'Union s'est maintenue, bien que, pendant la durée de la Convention, le cours forcé du papier-monnaie ait existé dans plusieurs pays. M Pirmez voudrait-il qu'on modifiât le *statu quo*, ou demande-t-il seulement que, le *statu quo* étant maintenu, des précautions soient prises pour l'avenir?

M. PIRMEZ, admettant tous les délais et tempéraments que comporte la situation, demande seulement qu'on recherche des garanties pour l'avenir.

M. RESSMAN dit que les observations de M. Pirmez soulèvent une question grave et difficile, celle de la cessation du cours forcé.

Le Gouvernement italien, on n'en saurait douter, désire plus que personne y arriver. Tous ses efforts tendent vers ce but. Mais le remède est plus facile à indiquer qu'à appliquer. Quels engagements peut-on demander à cet égard au Gouvernement italien ? Cela dépend de la durée qui sera donnée à la Convention. L'Italie ne peut rien promettre à bref délai. Si on lui donne le temps, le Gouvernement pourra peut-être, M. Ressiman le dit sous toutes réserves, prendre un engagement pour le retrait des petites coupures, et accepter des stipulations qui remédieraient, dans une certaine mesure, aux inconvénients de la situation actuelle.

Enfin, sans anticiper sur les discussions qui se produiront ultérieurement, on peut prévoir, d'après les pourparlers auxquels M. le Président a fait allusion tout à l'heure, que, au sujet des pièces de 5 francs, la question de la liquidation, c'est-à-dire de la reprise par chacun des États coassociés, à l'expiration de la Convention, des pièces de 5 francs d'argent qu'il aurait émises, s'imposera à l'examen des délégués. Or, la solution de cette question serait singulièrement facilitée par le retrait des petites coupures, qui serait un premier pas fait dans la voie conduisant naturellement à la résorption des pièces de 5 francs.

M. PIRMEZ déclare que le Gouvernement belge est disposé à admettre des délais, et que, pour sa part, il ne peut qu'être satisfait de la tendance que révèlent, de la part du Gouvernement italien, les explications données par M. Ressiman.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il lui semble résulter des observations qui viennent d'être échangées, que la Conférence ne croit pas qu'il y ait lieu de modifier l'article 1^{er} en raison des différences qui existent dans le régime monétaire des cinq États au point de vue du cours forcé du papier-monnaie.

M. DELYANNI, répondant aux observations de M. Pirmez, concernant les États de l'Union privés de circulation métallique, donne quelques explications sur le cours forcé du papier-monnaie en Grèce.

Le Gouvernement hellénique, dit-il, ayant contracté, l'année dernière, un emprunt avec la Banque nationale et la Banque ionienne, s'est trouvé dans l'obligation de concéder à ces deux banques le privilège du cours forcé de leurs billets jusqu'au remboursement de cet emprunt.

M. le Délégué du Gouvernement hellénique, pour prouver que le cours forcé du papier-monnaie n'a pas en Grèce l'importance qu'il peut avoir dans d'autres pays, communique à ses collègues, à titre de renseignement, quelques chiffres qui leur permettront de se rendre compte de la situation monétaire en Grèce.

La somme pour laquelle des billets ont été émis est actuellement de 73 millions; le maximum des émissions autorisées est de 78 millions, et les deux banques ont une encaisse métallique de 16 millions environ. Avant

l'établissement du cours forcé, il y avait pour 45 millions de billets en circulation; le stock du papier-monnaie n'a donc été augmenté, par suite du cours forcé, que de 28 millions. Les billets des banques helléniques n'ont pas de coupures inférieures à dix francs.

M. Delyanni ajoute que son Gouvernement, désirant faire cesser en Grèce le plus tôt possible le cours forcé, dont il reconnaît les inconvénients, recherche activement les moyens les plus propres à atteindre ce but. Il espère y arriver par la conclusion d'un autre emprunt; mais il ne peut pas prendre d'engagement formel à cet égard, ni fixer dès aujourd'hui l'époque à laquelle les résultats qu'il poursuit pourront être obtenus.

Sur la demande de M. Pirmez, M. RESSMAN donne, de son côté, quelques renseignements sur le montant du stock de papier-monnaie en Italie. Il fait connaître qu'à la date du 7 septembre la circulation des billets était composée comme suit :

Coupures de 50 centimes.....	11 millions
——— de 1 franc.....	37
——— de 2 francs.....	64
——— de 5 francs.....	199

Les maxima de l'émission autorisée par décret royal étaient :

Pour les coupures de 50 centimes.....	15 millions.
——— de 1 franc.....	50
——— de 2 francs.....	70
——— de 5 francs.....	200

M. BARALIS ajoute que, pour les billets d'une valeur supérieure à 5 francs, il peut donner, à défaut de la somme des billets actuellement en circulation, les chiffres maxima dans la limite desquels l'émission est autorisée par décret royal du 26 février 1875, soit :

Billets de 1000 francs pour.....	200 millions.
——— 250 francs pour.....	100
——— 100 francs pour.....	75
——— 20 francs pour.....	50
——— 10 francs pour.....	240

M. RUAU appelle l'attention de la Conférence sur l'expression générale « espèces monnayées d'or et d'argent », expression qui comprend les pièces de 5 francs et les pièces divisionnaires à titre réduit. Il est d'avis que ces dernières devraient, comme les monnaies de billon, être exclues de la nouvelle convention.

Après un échange d'observations, à ce sujet, entre M. RUAU et M. RESSMAN, la Conférence décide que la question est réservée jusqu'au moment où le régime de la monnaie divisionnaire sera mis en discussion.

La Conférence décide que le second paragraphe de l'article 1^{er}, ainsi conçu :

Il n'est rien innové, quant à présent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre États, n'a pas de raison d'être et qu'il convient de le supprimer.

Lecture est ensuite donnée de l'article 2 de la Convention de 1865, relatif au régime de l'or et ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer, ou laisser fabriquer, à leur empreinte, aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES.	POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE de poids, tant en dehors qu'en dedans.	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre, tant en dehors qu'en dedans.	
	grammes.	millièmes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Or.....	100 ^f	32,258 06	900	2	35
	50	16,129 03			28
	20	6,451 61			21
	10	3,225 80			19
	5	1,612 90			17

Elles admettent sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des quatre États, sous réserve toutefois d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 p. 0/0 au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus ou dont les empreintes auraient disparu.

M. LE PRÉSIDENT propose à la Conférence de renoncer à la frappe des pièces d'or de 5 francs. Il fait observer que ces pièces sont peu goûtées du public et encombrent l'encaisse métallique de la Banque; elles perdent très-vite leur poids droit, par l'usure, et nécessitent de fréquentes refontes; il n'y a, d'ailleurs, aucun avantage à les conserver.

Le principe de la suppression des pièces d'or de 5 francs est admis par la Conférence, sous cette réserve qu'il sera formulé dans un article spécial et que, dans l'article 2, la mention de cette monnaie, mention qui n'est d'ailleurs que la constatation d'un fait, sera maintenue pour ne pas nuire à la circulation des pièces existantes.

M. PIRMEZ appelle l'attention de la Conférence sur la question du cours légal de la monnaie d'or et sur celle du frai des pièces d'or.

La Convention de 1865 a seulement stipulé l'admission, dans les caisses publiques de tous les États, des pièces d'or fabriquées dans les conditions de l'article 2. Ne pourrait-on pas, dit M. Pirmez, leur accorder le cours légal dans tous les pays de l'Union, sans étendre ce privilège à la monnaie d'argent? Le Gouvernement belge adopterait volontiers ce système, à la condition toutefois que l'entretien de la monnaie d'or devînt, pour l'avenir, une charge commune et que, dorénavant, l'État dans lequel l'usure des pièces serait faite ne pût pas rejeter la charge de leur refonte sur l'État qui les aurait fabriquées.

A cet égard, M. Pirmez insiste sur la nécessité de ne pas trop tarder à procéder à la refonte des pièces usées par le frai. Les expériences qu'il a fait faire en Belgique lui ont permis de constater que seize pièces sur mille environ se trouvaient au-dessous des tolérances légales. Il importerait donc de prendre dès à présent des mesures à ce sujet, soit qu'on adoptât la méthode anglaise, qui consiste à faire couper les pièces aux dépens du porteur, soit qu'on suivît le système en vigueur en Allemagne, où les pièces qui ne sont plus de poids sont refondues aux frais de l'État, soit enfin qu'on laissât chaque pays libre de procéder comme il lui conviendrait, sans se prononcer entre les différents systèmes. L'usure ancienne resterait, dans tous les cas, une charge à régler séparément. Quoi qu'il en soit, et à quelque parti qu'on s'arrête, M. Pirmez demande que des mesures soient prises quant à la refonte des pièces dont le poids a été réduit par l'usure.

M. LE PRÉSIDENT dit que la question du cours légal des monnaies d'or soulève des difficultés assez sérieuses. Il a cru devoir consulter à ce sujet la Banque de France, qui n'a pas encore fait connaître son opinion. Mais il résulte dès à présent des informations qui lui sont parvenues, que, dans plusieurs succursales du Nord on s'est plaint d'une surabondance de monnaies d'or provenant d'une fabrication excessive en Belgique. Si, par suite de certaines conditions spéciales de l'entreprise des monnaies, la spéculation peut en surexciter et accélérer la fabrication d'une manière factice au delà des besoins réels, il deviendrait difficile d'adopter, sans de grands inconvénients, le cours légal des pièces d'or. Tout au moins serait-il nécessaire, si l'on entraînait dans cette voie, que l'on s'entendit pour fixer des conditions identiques d'émission et des tarifs identiques de fabrication dans tous les pays de l'Union.

Quant à l'usure des pièces par le frai et aux divers modes de procéder indiqués par M. le Délégué de la Belgique, M. le Président se déclare disposé à admettre, en principe, que l'entretien de la monnaie, qui s'use au profit de tout le monde, doit être à la charge de l'État. Mais, si cette question n'était pas réglée de la même manière dans tous les pays de l'Union, on s'exposerait à ce que les pièces qui ne sont plus de poids fussent toutes importées dans celui où elles ne seraient pas coupées aux dépens du porteur. Il serait donc nécessaire de stipuler, d'une part, l'identité des modes de fabrication, et, d'autre part, l'identité des principes qui régleraient les charges de l'usure en répartissant la dépense entre tous les États.

M. RUAU insiste sur les inconvénients du tarif de fabrication belge, qui, d'après les déclarations de M. Pirmez, ne comporte pas une échelle de prix variant suivant la nature des pièces, et qui, par ce fait, se trouve plus élevé que le tarif français.

M. PIRMEZ déclare que le Gouvernement belge n'attache pas d'importance à ce que la quantité de pièces d'or fabriquées à la Monnaie de Bruxelles soit plus ou moins grande. Toutefois, il ne croit pas que l'adoption du cours légal doive nécessairement entraîner l'identité des tarifs de fabrication. Pour lui, la fabrication suit les besoins réels et s'y conforme. Tout est réglé par les lois de l'offre et de la demande. Si un entrepreneur s'avisait de frapper une trop grande masse de monnaies, la quantité qui excéderait les besoins n'aurait pas plus de valeur qu'un lingot, et les frais de fabrication resteraient à sa charge. La liberté, en matière de fabrication de monnaie, ne présente pas plus d'inconvénients que la liberté commerciale en toute autre matière.

M. LE PRÉSIDENT reconnaît la justesse des principes de M. Pirmez sur la liberté commerciale. Mais ce n'est pas un régime de liberté que celui qui pousse un entrepreneur à réaliser certains profits que sa situation privilégiée lui assure. Sans doute, au bout d'un certain temps, l'équilibre se rétablit entre la demande réelle et la fabrication normale; mais il n'en est pas moins rompu brusquement à de certains moments: de là des écarts dans le cours du change, une hausse ou une baisse de l'intérêt, dont, en définitive, le public souffre toujours.

Quels inconvénients y aurait-il à s'entendre pour établir partout la fabrication en régie? On écarterait ainsi, dit M. le Président, une spéculation uniquement fondée sur l'abandon par l'État de son droit de fabrication.

M. BARALIS ne saurait partager les idées émises par M. le Président quant à l'identité des méthodes de fabrication. Il estime que, en cette matière, il faut laisser chaque État libre d'agir à sa guise. Si le titre, le poids, le module des pièces peuvent être réglés par une loi internationale, il n'en est pas de même, à son avis, des conditions de fabrication.

Le principe de l'identité des tarifs ne lui paraît pas applicable. Les États ne sont pas tous dans la même situation au point de vue de la fabrication : chez les uns, le charbon coûte plus cher, les salaires sont plus élevés, l'outillage est moins perfectionné que chez les autres. Pour avoir l'identité des tarifs, il faudrait décréter l'identité des salaires; c'est un projet bien difficile, pour ne pas dire impossible, à réaliser.

En Italie, les deux systèmes, celui de la régie et celui de l'entreprise, étaient autrefois pratiqués dans les divers hôtels des Monnaies et différemment suivant les divers États. Quand le royaume d'Italie a été constitué, on a d'abord uniformément adopté, dans tous les établissements, le second système, et l'entreprise a été confiée à la Banque nationale, afin d'effectuer dans le plus bref délai possible la réforme monétaire générale. Plusieurs hôtels des Monnaies ont été ensuite supprimés, et l'on a réuni leur matériel dans le vaste établissement de Milan, qui était le plus apte à se charger d'une grande fabrication. Le contrat passé avec la Banque nationale vient d'expirer. Il n'existe donc plus en Italie que deux hôtels des Monnaies, celui de Milan, qui est maintenant administré pour le compte de l'État, et celui de Rome, qui l'a toujours été.

M. LARDY déclare que le Gouvernement fédéral est favorable, en principe, au cours légal des monnaies d'or. Ce qui avait conduit, en 1865, à stipuler seulement l'admission dans les caisses publiques des monnaies étrangères, c'était la crainte qu'elles ne fussent repoussées par les particuliers. Aujourd'hui le public les reçoit très facilement, et on ne redoute qu'une chose, c'est de ne pas les voir acceptées par la Banque de France.

M. Lardy fait connaître que, en ce qui touche la fabrication de la monnaie, le régime légal en Suisse est la fabrication par l'État; mais, en fait, par suite de l'insuffisance de l'outillage actuel, les banquiers ont coutume de faire frapper à la Monnaie de Bruxelles ou à celle de Paris les pièces d'or dont ils ont besoin. Il ne pense pas qu'il soit nécessaire de faire de la question de fabrication l'objet d'une stipulation internationale.

Quant à la question de la refonte à frais communs des pièces usées par le frai, il sera dans l'obligation de demander des instructions spéciales à son gouvernement et doit faire, quant à présent, toutes réserves à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT résume en quelques mots la discussion et termine en disant que le Gouvernement français ne peut pas s'engager dès à présent, sur cette question du cours légal des monnaies d'or, qu'il considère, d'ailleurs, comme subordonnée aux deux autres questions qui viennent d'être traitées, celle de l'identité des modes de fabrication et celle d'un règlement en commun des charges de l'usure.

M. RESSMAN déclare que les instructions du Gouvernement italien tendent

également à demander le cours légal pour les pièces de 5 francs d'argent comme pour les monnaies d'or. S'il fait dès maintenant cette déclaration, c'est qu'il pense qu'elle est de nature à influencer sur la solution de la question actuellement débattue.

M. le comte RUSCONI ajoute que les deux questions sont liées l'une à l'autre. Si on donne le cours légal à la monnaie d'or en le refusant à la monnaie d'argent, on peut dire que ce n'est pas seulement la mise en suspicion de l'argent, mais la condamnation de ce métal qui aura été prononcée.

M. RUAU propose à la Conférence de réduire la tolérance du titre pour les monnaies d'or. Il rappelle, à l'appui de cette mesure, les discussions dont elle a déjà été l'objet en 1865, et, plus récemment, dans la Conférence de 1876. Aujourd'hui que les administrations des Monnaies des États de l'Union ont unanimement reconnu en fait, et d'après leur propre expérience, la possibilité d'améliorer, sous ce rapport, la fabrication des monnaies d'or, rien ne s'oppose plus, selon lui, à ce que cette amélioration soit stipulée dans la nouvelle convention.

Sur la proposition de M. RUAU, appuyée par MM. SAINCTELETTE et BARALIS, la Conférence décide que la tolérance du titre sera réduite, pour les monnaies d'or, de 2/1000 à 1/1000.

M. LE PRÉSIDENT propose, puisqu'il n'est pas possible de prendre dès à présent une résolution au sujet du cours légal de la monnaie d'or, de passer à l'examen de l'article 3 de la Convention de 1865, relatif au régime de l'argent et ainsi conçu :

Les Gouvernements contractants s'obligent à ne fabriquer ou laisser fabriquer des pièces d'argent de cinq francs que dans les poids, titre, tolérance et diamètre déterminés ci-après :

POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
POIDS DROIT.	TOLÉRANCE DU POIDS, tant en dehors qu'en dedans.	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE DU TITRE, tant en dehors qu'en dedans.	
grammes.	millièmes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
25	3	900	2	37

Ils recevront réciproquement lesdites pièces dans leurs caisses publiques, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 p. 0/0 au-dessous de la tolérance indiquée plus haut ou dont les empreintes auraient disparu.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que cet article 3 établissait une Union pour les

pièces d'argent de 5 francs sous le régime de la fabrication illimitée. Les événements monétaires survenus depuis cette époque ont obligé les États de l'Union à modifier complètement ce système. On ne peut songer à abandonner la politique actuelle en renonçant à la suspension du monnayage de l'argent; mais, en même temps qu'on maintiendrait le *stata quo*, il faudrait, selon lui, donner à la Convention une certaine élasticité, qui permet, si la situation du marché monétaire se modifiait, de reprendre la frappe de l'argent.

M. BARALIS déclare qu'il doit faire sur ce point, au nom de son Gouvernement, d'importantes réserves.

Le Gouvernement italien ne peut pas s'engager à ne plus frapper d'argent. En premier lieu, il a besoin d'en fabriquer pour arriver au retrait des petites coupures. En second lieu, et c'est là surtout ce qui détermine sa résolution, il lui reste encore un stock d'anciennes monnaies non décimales, de pièces bourbonniennes, retirées ou à retirer de la circulation, qu'il a le droit et le devoir de refondre et de remplacer par de nouvelles pièces à l'effigie du nouveau Roi. Ce n'est pas un gain que le Gouvernement italien cherche à réaliser par cette opération; ce qu'il désire avant tout, c'est de pouvoir supprimer, dans un certain délai, le cours légal des pièces qui se trouvent en dehors des conditions de la Convention de 1865. Sa prétention, à cet égard, est si légitime qu'elle rencontrera, il l'espère du moins, l'assentiment de la Conférence.

M. PIRMEZ demande à quel chiffre on peut évaluer le stock de ces anciennes monnaies qui existeraient, soit dans la circulation, soit dans les caisses de l'État.

M. BARALIS répond qu'il est impossible de faire cette évaluation. Les monnaies dont il s'agit rentrent peu à peu par les douanes. Il en existe certainement, à Malte, en Égypte et en Italie même, une grande quantité qui se dérobe à toute investigation. On ne trouve pas d'états de frappe réguliers pour les monnaies de l'ancien Royaume des Deux-Siciles : aussi est-ce avec une grande hésitation qu'on doit donner même un chiffre approximatif. D'après l'estimation la plus probable, ce stock atteindrait quatre-vingts ou cent millions.

M. RESSMAN fait observer que la demande de l'Italie de frapper un certain contingent de monnaies d'argent est intimement liée à la question de la liquidation. Ce serait une première compensation pour les charges que cette opération lui imposerait, en admettant qu'il lui fût possible de l'accepter. Mais l'engagement éventuel de procéder à une liquidation dans l'avenir irait, dans sa pensée, jusqu'à justifier la demande d'une frappe illimitée, puisque l'Italie contracterait alors l'obligation de reprendre au bout d'un certain temps l'argent qu'elle aurait frappé.

M. le comte RUSCONI ajoute que la liquidation que l'Italie serait peut-être disposée à accepter, à de certaines conditions, ne peut être considérée que comme une charge volontaire. En l'assumant, l'Italie montre de quel esprit elle est animée et témoigne de sa bonne foi ; mais, en droit strict, elle n'y est pas obligée.

Qu'on veuille bien y regarder de près, dit M. le comte Rusconi, et l'on verra que, si l'on prétendait faire reposer la liquidation sur un principe de droit, la première déduction de ce principe conduirait tout de suite à l'absurde ; le principe s'appliquerait aussi bien à l'or qu'à l'argent. Les alliés de l'Italie pourraient lui demander de reprendre ses monnaies d'or en circulation chez eux, avec tout autant de raison qu'ils lui demandent de reprendre ses monnaies d'argent. Or, comment un pays soumis au cours forcé, comment l'Italie pourrait-elle racheter toutes les monnaies qu'elle a frappées ? Avec quoi le ferait-elle ? Y a-t-il, à côté de l'or et de l'argent, un troisième métal au moyen duquel elle pourrait s'acquitter ? Non. Quel moyen aurait-elle donc d'opérer ce retrait, dont on lui ferait une obligation, autrement que par la vente même du sol, par l'abandon de son territoire ? Limiter la réclamation aux seules monnaies d'argent, parce que l'argent est actuellement en baisse, ce n'est pas faire l'application d'un principe ; c'est uniquement répondre à une convenance passagère, à l'intérêt du moment. Si la liquidation impliquait pour chaque État le devoir de reprendre, à l'expiration de la convention, sa monnaie en circulation chez ses confédérés, elle entraînerait aussi bien la reprise des monnaies d'or que celle des monnaies d'argent. On voit par cela même, et aussi par ce fait, que la Convention de 1865 est restée complètement muette sur cet article, que l'Italie n'a aucune obligation à ce sujet. Ce qu'elle est disposée à faire sous certaines réserves, elle le ferait de son plein gré, par esprit de conciliation. Mais on comprendra aussi qu'en acceptant une telle charge elle a bien le droit d'obtenir à son tour des concessions en échange du lourd sacrifice qu'elle s'imposerait.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que la question n'est pas aussi simple que semblent le croire MM. les Délégués de l'Italie. S'il ne s'agissait que de faire au Gouvernement italien une avance, de lui donner certaines facilités, ses alliés monétaires y consentiraient sans doute volontiers. Mais il faut se placer à un autre point de vue et voir les conséquences qu'une pareille mesure pourrait entraîner pour les autres États de l'Union. En France, l'augmentation de l'encaisse d'argent de la Banque, qui se produirait certainement, présenterait de grands dangers ; il en résulterait une diminution dans la proportion de l'or sur l'encaisse total. Or, le taux de l'escompte est actuellement déterminé par la situation de l'encaisse d'or ; l'encaisse d'argent n'a plus d'effet à cet égard. Toute augmentation de l'encaisse d'argent a donc pour résultat de rendre plus incertaines les réserves de la Banque. La fixité du cours de l'escompte et, par suite, la situation du commerce pourraient en être

sérieusement compromises. La promesse faite par l'Italie de rembourser les monnaies qu'on l'autoriserait à mettre en circulation ne suffirait pas pour rendre acceptable une mesure dont les effets aggraveraient si dangereusement une situation déjà très tendue.

M. RESSMAN rappelle que, dans la Conférence internationale réunie sur l'invitation des États-Unis, M. le Président a déclaré que la suspension du monnayage de l'argent en France ne devait pas être considérée comme un pas vers l'étalon d'or unique, mais comme une simple halte, en attendant le moment de rentrer dans la pleine et entière pratique du double étalon. Telle est également la pensée du Gouvernement italien. Ne peut-on pas dès lors espérer que la reprise des paiements en espèces et la résorption de l'argent par l'Italie et par l'Autriche, le jour où cette puissance reviendrait de son côté à la circulation métallique, amèneraient l'amélioration désirée dans la condition de l'argent? N'y a-t-il pas là une raison de seconder les efforts de l'Italie? D'ailleurs, M. Ressman ne croit pas que l'attribution d'un contingent de fabrication à un seul État, puisque les autres n'en demandent pas, puisse avoir des effets aussi dangereux qu'on veut bien le dire. Il espère que la Conférence reconnaîtra l'importance considérable des concessions que l'on a réclamées de l'Italie lors des pourparlers précédents et qu'elle pourrait être amenée à faire pour donner satisfaction à ses alliés. Ainsi, l'engagement de retirer, dans un certain délai, les billets au-dessous de 5 francs, de reprendre la monnaie divisionnaire italienne en circulation dans les autres États, dès l'entrée en vigueur de la nouvelle convention, et de prendre des mesures efficaces en vue de la cessation complète du cours forcé, est un engagement qui créerait à l'Italie, on en conviendra, de lourdes difficultés, dont il serait juste et nécessaire de lui tenir compte. Or, la demande d'un contingent de fabrication ne serait qu'une des moindres compensations parmi celles que l'Italie serait dans la nécessité de réclamer après de tels sacrifices.

M. FIRMEZ répond que la fabrication par le Gouvernement italien d'un nouveau contingent de pièces de 5 francs ne pourrait être avantageuse pour lui que dans le cas où elle serait dangereuse pour ses alliés, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'une continuation de la baisse de l'argent. Elle constituerait alors un grave péril pour tous les États de l'Union. Malgré la baisse énorme de l'argent, on est parvenu à maintenir jusqu'à présent d'une manière factice une circulation satisfaisante : c'est là un résultat assurément extraordinaire. Mais n'est-on pas arrivé à l'extrême limite de ce que peuvent produire de pareils efforts? La moindre charge ne peut-elle pas faire pencher la balance? La reprise des paiements en espèces par l'Italie mettrait un poids dans l'un des deux plateaux et consoliderait définitivement notre situation ; mais le poids jeté dans l'autre plateau par la frappe d'une certaine

quantité d'argent pourrait rompre l'équilibre, en compromettant toute la situation. C'est là, dit M. Pirmez, un danger d'une nature telle qu'il est impossible de consentir à s'y exposer volontairement.

M. RESSMAN pense qu'il y aurait un moyen d'atténuer ce danger, dont il conteste d'ailleurs la gravité : ce serait de répartir sur un certain nombre d'années le contingent qui serait accordé à l'Italie, et peut-être même de fixer ce contingent année par année.

M. LARDY convient que ce serait là un correctif. Mais, quoi qu'il en soit, la question soulevée par MM. les Délégués italiens est des plus graves. Le monnayage d'un contingent quelconque d'argent ne lui paraît pas pouvoir se concilier avec les instructions qu'il a reçues du Gouvernement fédéral. Avant d'en demander de nouvelles, il lui importerait de connaître, dans toute leur étendue et dans tous leurs détails, les arrangements que le Gouvernement italien est disposé à prendre.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT et en présence des importantes questions que soulève la demande du Gouvernement italien, la Conférence ajourne à samedi sa prochaine réunion.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

TROISIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

3^e SÉANCE.

SAMEDI 5 OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENTE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués

de la Belgique,

de la France,

de la Grèce,

de l'Italie,

de la Suisse,

qui assistaient à la précédente séance, ainsi que M. FEER-HERZOG.

La séance est ouverte à deux heures.

M. GARNIER se fait excuser de ne pouvoir, à cause de l'état de sa santé, assister à la réunion.

M. PIRMEZ présente un nouveau délégué du Gouvernement belge, M. SAINCTELETTE, commissaire royal des Monnaies, qui pourra donner à la

Conférence tous les renseignements qu'elle réclamerait sur la fabrication monétaire en Belgique.

M. LE PRÉSIDENT ne doute pas que la Conférence n'ait à se féliciter de la part que M. Saintelette va prendre à ses travaux.

Au sujet du procès-verbal de la précédente séance, dont le projet de rédaction a été soumis aux observations de chacun des membres de la Conférence, M. RUAU rappelle qu'il avait brièvement exposé son opinion sur la nécessité d'exclure la monnaie divisionnaire de la nouvelle convention. Il lui avait semblé que cette modification avait rencontré, en principe, l'adhésion de la Conférence, et il aurait désiré qu'il fût pris acte de cet assentiment.

MM. PIRMEZ et LARDY déclarent qu'ils n'avaient pas interprété ainsi le silence de MM. les Délégués sur cette question. Ils avaient compris que ce point avait été réservé pour un examen ultérieur.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que la proposition de M. Ruau n'avait été l'objet ni d'une discussion approfondie ni d'une adhésion de la part de la Conférence.

M. FEER-HERZOG, qui n'assistait pas à la précédente réunion, exprime la surprise que lui cause cette proposition. L'admission de la monnaie divisionnaire italienne est seule en question. Exclure d'une manière générale la monnaie divisionnaire des États de l'Union, monnaie rendue depuis si peu de temps uniforme, serait une mesure fort grave, de nature à créer au Gouvernement suisse des charges et des embarras qui la lui rendraient certainement inacceptable.

M. RUAU est d'avis que la monnaie divisionnaire, étant une monnaie dépréciée et sans valeur pleine, ne saurait remplir les conditions d'une monnaie internationale.

Après cet échange d'observations, M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre par laquelle la Banque de France, sur l'invitation qui lui en avait été adressée, exprime son opinion sur les diverses questions soulevées dans la Conférence.

Il est décidé que ce document sera annexé au procès-verbal. (Annexe A.)

M. LE PRÉSIDENT rappelle que, dans la dernière séance, plusieurs questions ont été rapidement passées en revue : celle du cours légal de l'or, celle du régime de l'argent, celle du cours forcé et celle du retrait de la monnaie divisionnaire italienne, enfin l'importante question de la liqui-

dation. La question de la durée de la convention est la seule qui n'ait pas été abordée.

Il propose de reprendre tout d'abord la discussion sur un point au sujet duquel l'entente lui paraît pouvoir se faire sans trop de difficultés, c'est-à-dire sur la question du retrait de la monnaie divisionnaire italienne. M. RESSMAN a déclaré, il est vrai, que toutes les questions à débattre étaient étroitement liées entre elles et que l'Italie ne pouvait prendre une décision sur un point avant de connaître les concessions qu'on serait disposé à lui faire sur les autres. Mais, sous cette réserve, on pourrait examiner le délai dans lequel l'Italie entendrait effectuer le retrait en question, les conditions dans lesquelles on procéderait à cette opération, et les garanties à donner aux États concordataires contre le retour des inconvénients qui ont été signalés. MM. les délégués italiens avaient dit, à ce sujet, que l'on pourrait retirer annuellement environ 30 millions de monnaies divisionnaires et supprimer une partie des petites coupures pour une somme correspondante, en commençant par les coupures de 50 centimes.

M. RESSMAN remercie M. le Président d'avoir bien voulu prendre acte des réserves qu'il avait faites à la dernière séance. Il croit, en effet, que toutes les questions sont connexes, et ni ses collègues ni lui ne sauraient s'engager sur un point avant de connaître les intentions de la Conférence sur tous les autres.

En ce qui concerne le retrait de ses monnaies divisionnaires, il est clair que le Gouvernement italien a besoin d'un certain temps pour effectuer cette opération. Si, par exemple, la convention était faite pour une durée de cinq ans, ce délai pourrait suffire au retrait, par cinquièmes égaux, de tout le stock de monnaie divisionnaire italienne en circulation dans les États de l'Union. En tout cas, le Ministre des finances d'Italie ne croirait pas pouvoir opérer le retrait de plus de 30 millions par année. A la rentrée de chaque cinquième, le Gouvernement retirerait des petites coupures (en commençant par celles de 50 centimes) pour une somme équivalente. On peut espérer que la monnaie divisionnaire qui rentrerait ainsi en Italie s'y maintiendrait sans trop de peine. Mais M. RESSMAN désirerait savoir, dans le cas où cette opération s'effectuerait, quelle serait, vis-à-vis de chacun des États, la situation de l'Italie, et quelles dispositions seraient prises pour l'exécution de la mesure, dans quelles proportions, par exemple, la France, la Belgique et la Suisse présenteraient à l'échange les monnaies divisionnaires italiennes.

M. PIRMEZ donne quelques chiffres qui indiquent la proportion pour laquelle les monnaies d'appoint italiennes figurent dans la circulation monétaire en Belgique.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis qu'on pourrait se borner à inscrire dans la convention que les quatre États se mettront d'accord sur la part qu'il con-

viendra d'attribuer à chacun d'eux dans le contingent de 30 millions affecté chaque année par le Gouvernement italien au retrait de ses monnaies d'appoint. Il serait même préférable de ne pas fixer une fois pour toutes cette proportion. Les États s'entendraient chaque année à ce sujet, et on pourrait ainsi, dans le cours de l'opération, reconnaître et rectifier les erreurs commises dans l'appréciation relative des quantités de monnaies italiennes répandues dans la circulation monétaire de chaque pays.

Quoi qu'il en soit, M. le Président ne pense pas que cette question puisse soulever de difficulté. Le point important, à ses yeux, est de savoir si les garanties offertes par le Gouvernement italien seront suffisantes pour rendre impossible le retour des monnaies retirées de la circulation. On sait, dit-il, combien il est difficile de repousser l'invasion d'une monnaie étrangère, même lorsqu'elle n'est plus reçue dans les caisses publiques. En France, les monnaies pontificales pèsent encore sur la Banque et sur le Trésor par suite des ménagements qu'on a dû prendre vis-à-vis du public. Il importe donc de bien examiner si le système proposé sera réellement efficace. S'il ne devait pas l'être, l'opération serait inutile et les frais de transport auraient été faits en pure perte.

M. PIRMEZ fait observer qu'on s'est défendu avec succès, en Belgique, contre l'introduction des monnaies pontificales.

M. FEER-HERZOG constate que, depuis l'exclusion des pièces pontificales, il ne s'en trouve plus en Suisse dans la circulation.

M. le comte RUSCONI fait remarquer que les Délégués italiens ont proposé deux garanties importantes contre le retour des monnaies divisionnaires : en premier lieu, la substitution, dans la circulation monétaire intérieure de l'Italie, des pièces d'argent retirées des autres pays de l'Union aux petites coupures de papier-monnaie qu'on s'engage à supprimer, de telle façon que ces pièces d'argent divisionnaires, devenues indispensables pour les besoins des petites transactions, seront forcément retenues en Italie; en second lieu, la déclaration, par tous les États de l'Union, que les monnaies d'appoint n'auront plus cours hors des pays où elles ont été émises.

M. BARALIS dit que les pièces pontificales n'ont pas cours en Italie.

Quant aux craintes manifestées par M. le Président, il ne croit pas qu'il y ait d'autres moyens que ceux qui ont été proposés pour empêcher dans l'avenir la réintroduction des pièces retirées. Il convient toutefois, selon lui, de ne pas se faire d'illusion. Par la force de l'habitude, et malgré le refus des caisses publiques, les pièces italiennes se glisseront de nouveau dans la circulation hors de l'Italie, si les gouvernements ne se décident pas à prononcer d'une manière générale la cessation du cours international des monnaies d'appoint.

M. Baralis pense que l'on peut évaluer à environ cent millions de francs la somme des monnaies divisionnaires italiennes en circulation dans les autres États de l'Union, et il demande à présenter à ce sujet, puisqu'il en trouve l'occasion, une observation qui jusqu'ici n'a pas encore été faite.

On s'est beaucoup plaint de ce que les monnaies d'appoint italiennes, après l'établissement du cours forcé en Italie, avaient fait invasion en France. Ce qui n'a pas été dit, c'est que, à un certain moment, on les y avait appelées. Après 1870, par suite du manque de monnaie d'appoint en France, on a fait venir d'Italie en France une grande quantité de pièces divisionnaires italiennes, payables en or, et qui furent envoyées aux frais des importateurs français. Un seul banquier de Paris, au mois d'avril 1871, en a acheté pour sa part 45 millions de francs.

M. LE PRÉSIDENT reconnaît que, pendant la guerre de 1870, des difficultés exceptionnelles ont donné lieu à bien des mesures provisoires. Dans quelques villes, à Lille, à Bordeaux et ailleurs, on a dû créer une sorte de monnaie obsidionale au moyen d'émissions de petites coupures faites par les chambres de commerce et garanties par des dépôts de billets de banque. Après la paix, le manque de monnaie divisionnaire a produit une crise à laquelle les sociétés de crédit ont cherché à remédier en créant un syndicat pour l'émission de petites coupures. Mais cet état de choses n'a pas duré, et d'ailleurs le Gouvernement est resté complètement étranger à toute tentative de ce genre. Presque immédiatement après, la situation était renversée, et on se plaignait d'un encombrement de monnaies divisionnaires et de billon. On a même vu le billon étranger se répandre dans certaines parties de la France, bien qu'il n'ait pas cours international.

M. PIRMEZ rappelle que M. Ruau d'abord, M. Baralis ensuite, ont proposé, comme un moyen d'empêcher le retour des monnaies d'appoint qui seraient retirées par l'Italie, d'enlever à la monnaie divisionnaire tout caractère international. Mais il ne s'explique pas comment cette proposition pourrait se concilier avec l'intention du Gouvernement italien d'opérer le retrait par cinquièmes dans un délai de cinq ans. Si une clause excluant de l'Union la monnaie d'appoint italienne était insérée dans la convention, l'effet immédiat de cette stipulation serait d'obliger l'Italie à reprendre en bloc les 150 millions de monnaie divisionnaire qu'elle a frappés.

M. LE PRÉSIDENT pense que, si on tombait d'accord sur le principe de la cessation du cours international des monnaies divisionnaires italiennes, il ne serait pas impossible de trouver une combinaison pratique qui permit d'effectuer le retrait de la façon dont le Gouvernement italien entend cette opéra-

tion. On pourrait garder au Trésor les monnaies retirées de la circulation et ne les présenter au remboursement que dans une proportion qui serait convenue pour chaque année.

M. RESSMAN déclare que son Gouvernement n'a qu'un désir, celui de voir réussir l'opération projetée du retrait des monnaies italiennes d'appoint. Il ne demande qu'une chose, c'est qu'on lui en facilite le succès par tous les moyens. Il ne verrait, pour sa part, aucun inconvénient au système qui consisterait à retirer, à partir du 1^{er} janvier 1880, le cours international à ces monnaies et à garder dans les caisses du Trésor français les petites pièces d'argent italiennes, dont le Gouvernement italien reprendrait chaque année une partie.

M. MUSNIER DE PLEIGNES indique un autre système qui consisterait à retirer d'abord les pièces de 50 centimes, puis les pièces de 1 franc, enfin celles de 2 francs.

M. FEER-HERZOG fait observer que la difficulté consisterait à faire concorder le retrait des diverses monnaies d'appoint avec les échéances de remboursement et les sommes que le Gouvernement italien se propose d'y affecter. Il pense, toutefois, que cette difficulté n'est peut-être pas insurmontable.

D'après les chiffres approximatifs fournis par MM. les Délégués italiens, il existerait pour 25 millions de pièces de 50 centimes, pour 68 millions de pièces de 1 franc, pour 60 millions de pièces de 2 francs. Or, le Gouvernement italien pourrait retirer: la première année, les pièces de 50 centimes; les deux années suivantes, les pièces de 1 franc; enfin, les deux dernières années, les pièces de 2 francs. Il suffirait qu'il se reconnût débiteur des intérêts de la provision qu'on devra faire pour compléter le montant des sommes que le retrait aurait dû atteindre chaque année s'il était fait régulièrement.

M. RESSMAN déclare qu'il ne pourrait que réserver son opinion sur le système proposé par M. Feer-Herzog. La charge d'intérêts qu'on ferait supporter à l'Italie, si cette marche était suivie, ne lui paraît guère acceptable. Ce serait retirer d'une main les avantages que, de l'autre, on accorderait au Gouvernement italien en lui permettant d'opérer le remboursement par cinquièmes.

M. LE PRÉSIDENT répond que l'on pourrait, sans aucun doute, trouver des combinaisons au moyen desquelles cette dépense d'intérêts n'aurait que peu d'importance. Aucun gouvernement ne cherchant évidemment pas à tirer des profits de cette opération, il serait toujours facile de s'entendre et d'éviter l'inconvénient que M. Ressenman paraît redouter. Mais M. le Président désirerait qu'on écartât ces questions de détail, sur lesquelles l'accord se fera aisément plus tard, et qu'on répondît aujourd'hui à la question essen-

tielle qui a été posée : Quelles peuvent être les garanties suffisantes pour empêcher le retour des pièces italiennes retirées ? Les lois et les règlements n'ont que très-peu d'efficacité en pareille matière, et, selon lui, c'est aux moyens économiques qu'il faudrait avoir recours. Croit-on que le retrait des petites coupures en Italie suffira, à lui seul, pour maintenir dans la circulation italienne les pièces divisionnaires qu'on y aura fait rentrer ?

M. FEER-HERZOG considère que cette garantie serait peut-être suffisante, si l'on était certain qu'aucun établissement privé ne pourrait plus à l'avenir émettre de petites coupures.

M. BARALIS répond que ce danger n'est pas à craindre, parce qu'aucun établissement privé n'est désormais autorisé à faire des émissions. Mais il insiste sur ce que la mesure dont on discute l'efficacité ne sera une garantie suffisante contre l'émigration des petites monnaies que si on la complète en retirant le cours international à toute la monnaie d'appoint des États de l'Union indistinctement. Si cette suppression était prononcée, on pourrait examiner s'il ne conviendrait pas de porter à 900/1000 le titre de ces monnaies, titre qu'on a réduit en 1865 à 835/1000 par suite de circonstances qui ne subsistent plus et pour des motifs qui ne sont plus à invoquer aujourd'hui.

M. LE PRÉSIDENT considère que la question de la modification du titre actuel de 835/1000 pour les monnaies d'appoint est très-grave. Il est disposé à la mettre en discussion, bien que la France soit exposée à supporter la plus lourde charge (une dépense de 23 millions environ) si on reprenait le titre de 900/1000. Mais il est d'avis que les mesures économiques sont les seules qui puissent avoir quelque efficacité contre le retour possible des monnaies divisionnaires italiennes. La suppression même du cours international des monnaies d'appoint n'empêcherait pas le mal qu'on redoute, si on ne prenait pas en même temps d'autres précautions. Il se demande quel serait l'effet, à ce point de vue, de l'élévation du titre à 900/1000.

M. PIRMEZ regrette qu'on ait confondu deux questions, celle de savoir si le système de la Convention de 1865 quant au titre des monnaies divisionnaires est, en principe, un bon système, et celle des mesures spéciales à prendre à l'égard de la monnaie divisionnaire italienne. Pour lui, le principe adopté pour les monnaies d'appoint par la Convention de 1865 n'a produit que d'excellents résultats, et il se réserve de développer plus tard sa pensée à ce sujet.

Mais, en ce qui touche le but immédiat qu'on poursuit aujourd'hui, il ne pense pas que le changement du titre actuel des monnaies d'appoint

puisse avoir une influence quelconque sur la circulation des monnaies italiennes dans les États à circulation métallique. Si faible que soit l'intérêt de la spéculation, elle exporte la monnaie dès que le change peut lui faire réaliser un profit. C'est ainsi que, à une certaine époque, les pièces de 2 centimes belges ont envahi la Hollande, parce qu'en les faisant accepter pour la centième partie d'un florin, qui vaut 2 fr. 10 centimes, on réalisait un bénéfice de 5 p. o/o. Le Gouvernement des Pays-Bas dut procéder à une démonétisation des centièmes de florins, démonétisation à la suite de laquelle les pièces de 2 centimes belges furent reversées en quantités considérables sur la Belgique.

M. RESSMAN pense que, si les autres États de l'Union changeaient le titre actuel des monnaies divisionnaires, cela découragerait la spéculation, qui ne trouverait plus un intérêt suffisant à les exporter d'Italie.

M. PIRMEZ fait observer que les spéculateurs n'exportent pas ces pièces pour les faire refondre, mais pour les remettre en circulation, et que la valeur intrinsèque de la pièce leur est absolument indifférente. Si le change de l'Italie sur la France a un écart de 10 p. o/o, celui qui expédie d'Italie en France 100,000 francs de monnaies italiennes peut créer une traite qu'il vendra 110,000 francs à Rome, et gagnera ainsi 10,000 francs, moins les frais de transport.

M. LE PRÉSIDENT, revenant à l'examen de la question de la suppression des petites coupures, demande s'il ne serait pas nécessaire, pour que cette mesure ait tout son effet, que l'Italie détruisît une quantité de petites coupures plus considérable que la somme des pièces de monnaie retirées de l'étranger, car il y a peut-être en Italie plus de petites coupures qu'on n'en a réellement besoin pour les échanges.

M. RESSMAN ne croit pas qu'il y ait surabondance de petites coupures, et constate, à l'appui de son opinion, la présence d'une quantité considérable de monnaies de billon qui circulent en Italie à côté des coupures de 50 centimes.

M. le comte RUSCONI est d'avis que le point important est de faire pénétrer dans les esprits que la monnaie qu'on veut proscrire est une monnaie qui n'a plus cours international. Une fois cette croyance bien affermie, la spéculation n'aurait plus de prise. Le point essentiel serait donc, à ses yeux, de bien établir que les pièces d'argent divisionnaires italiennes ont perdu leur caractère de monnaie internationale.

M. LE PRÉSIDENT considère que, au point où en est arrivée la discussion, il y aurait de l'avantage à charger une sous-commission d'étudier les moyens pratiques du retrait par l'Italie de ses monnaies divisionnaires et de préparer, à ce sujet, une rédaction qui serait soumise à la Conférence.

Cette proposition est accueillie, et la Conférence décide que la sous-commission sera composée de MM. PIRMEZ (*Belgique*), JAGERSCHMIDT et RUAU (*France*), RESSMAN (*Italie*) et FEER-HERZOG (*Suisse*).

M. BARALIS demande que la question de la suppression du cours international de la monnaie d'appoint de tous les États de l'Union indistinctement, soit également soumise à l'examen de cette sous-commission.

M. FEER-HERZOG insiste pour que cette question ne soit pas confondue avec celle du retrait des pièces italiennes. L'exclusion générale de la monnaie divisionnaire de la circulation internationale serait une mesure extrêmement grave. Elle domine, à son avis, la convention tout entière; car les décisions prises à l'égard de la monnaie d'appoint pourraient, dans certains cas, rompre l'équilibre pour les pièces de cinq francs.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il y a là, en effet, deux questions distinctes: l'une, dont l'étude peut être dès à présent livrée à une sous-commission, celle du retrait de la monnaie d'appoint italienne; l'autre, qui peut être actuellement examinée par la Conférence elle-même, et qui se décompose ainsi :

1° Doit-on enlever à la monnaie divisionnaire d'argent des divers États de l'Union le cours international?

2° Y a-t-il lieu de reconstituer la monnaie d'appoint au titre de 900/1000 de fin?

M. le Président pense que la suppression du cours international, proposée par MM. Ruau et Baralis, aurait à la fois des avantages et des inconvénients, et qu'elle demande à être étudiée de près. Il croit, comme on l'a dit, que, lorsqu'on a adopté en 1865 le titre de 835/1000, c'était là un expédient suggéré par la hausse momentanée de l'argent.

M. PIRMEZ tient à faire remarquer que l'abaissement du titre des monnaies divisionnaires ne touche en rien à la question de l'étalon unique d'or, bien qu'avant 1865, et alors que la Belgique était encore sous le régime de l'étalon unique d'argent, on y proposât d'abaisser le titre de toutes les pièces d'argent inférieures à 5 francs. Le but que l'on avait en vue était de laisser aux particuliers, sans la grever d'aucune charge étrangère, la fabrica-

tion des pièces de 5 francs. C'est ce système qui a passé dans la Convention de 1865.

M. FEER-HERZOG explique comment la hausse de l'argent et le drainage de la monnaie d'appoint ont forcé la Suisse, dès le commencement de 1860, à réduire le titre des pièces divisionnaires d'argent à 800/1000. C'est presque en même temps que l'Italie et la France adoptèrent le titre de 835/1000. Il déclare que, selon lui, on ne peut pas proposer sérieusement de revenir au titre de 900/1000. De deux choses l'une : ou la valeur de l'argent remontera, et alors, s'il se produit une situation analogue à celle de 1860, il faudra procéder à une nouvelle réduction de titre; ou bien la baisse de l'argent persistera, et alors ce serait une mesure dérisoire que de chercher à améliorer de 6 ou 7 o/o une monnaie qui perd, quoi qu'on fasse, 15 à 18 o/o de sa valeur.

M. RUAU fait observer que la crainte de voir exporter les monnaies divisionnaires a été, en 1865, la raison déterminante de l'abaissement du titre. Or, les faits ont démontré que cette crainte n'était pas fondée. En effet, sur une émission totale de 222 millions, il est rentré, au moment de l'opération du retrait, 170 millions, c'est-à-dire que la perte n'a pas atteint un quart de l'émission. Cette proportion n'a rien d'extraordinaire et n'indique pas qu'il y ait eu de fortes exportations. L'abaissement du titre a eu, selon lui, le très regrettable effet de détruire l'unité réelle établie, comme base fondamentale du système monétaire français, par la loi de germinal an xi. En thèse générale, c'est une chose mauvaise que de frapper une monnaie qui n'a pas sa valeur pleine; cela est contraire non-seulement aux principes de la science économique, mais à ces règles essentielles de moralité financière dont les gouvernements doivent être les premiers et les plus stricts observateurs. M. Ruau n'admettrait une pareille mesure qu'en cas d'absolue nécessité. Or, cette nécessité n'existe pas.

M. FEER-HERZOG conteste les appréciations de M. Ruau, relativement aux intentions des signataires de la Convention de 1865. Le point de départ de la mesure dont il s'agit, M. Feer-Herzog se réfère à cet égard aux procès-verbaux des séances de la Conférence de 1865, a été la nécessité de remédier à la pénurie de monnaie d'appoint.

M. Feer-Herzog ne s'explique pas le privilège qu'on attribue à ce titre de 900/1000. La pièce de 5 francs n'est actuellement, pas plus que la pièce de 1 franc, soutenue par sa propre valeur. La monnaie d'appoint actuelle n'est qu'un billet de banque écrit sur du métal au titre de 835/1000 de fin; mais puisque ce système a donné de bons résultats, c'est aujourd'hui moins que jamais qu'il conviendrait de le modifier.

M. RUAU fait observer que la diminution de valeur sur la pièce de 5 francs

est moindre que sur les pièces divisionnaires, puisque, pour ces dernières, la réduction du titre s'ajoute à la diminution de prix du métal.

M. BARALIS, tout en confirmant l'opinion émise par M. Feer-Herzog relativement à la Convention de 1865 et à la nécessité où l'on était de remédier au manque de monnaie d'appoint, rappelle que dès 1862 l'Italie avait déjà, par la loi d'unification monétaire du 24 août 1862, réduit à 835/1000 le titre des pièces divisionnaires, afin d'empêcher l'exportation de la monnaie d'appoint qui se pratiquait alors, ainsi que cela est établi dans l'exposé des motifs du projet de loi d'unification. Par cet abaissement du titre de la monnaie divisionnaire, l'Italie ne faisait, d'ailleurs, que suivre l'exemple qui lui avait été donné par d'autres États et l'avis des hommes les plus compétents, celui notamment qui se trouve consigné dans le remarquable rapport de la Commission française chargée d'examiner la question des monnaies divisionnaires d'argent, rapport en date du 10 août 1861. Mais l'opinion de M. Baralis diffère de celle de M. Feer-Herzog en ce que, d'après lui, bien loin que la dépréciation de l'argent soit un motif pour renoncer au rétablissement du titre de 900/1000, elle est une raison pour qu'il soit aujourd'hui procédé à cette opération, si la fabrication n'est pas limitée. Il convient de saisir le moment où l'argent est à bas prix pour effectuer cette remonétisation dans les meilleures conditions possibles.

M. PIRMEZ déclare que le Gouvernement belge ne pourrait certainement pas, comme d'autres États paraissent disposés à le faire, consentir à affecter à cet objet des sommes qu'il considérerait comme dépensées en pure perte, puisque le système actuel fonctionne sans inconvénients.

M. LARDY déclare que le Gouvernement fédéral, qui s'est imposé de grandes dépenses pour porter au titre de 835/1000 les pièces qui avaient été frappées à 800/1000, ne saurait, au moment où l'opération de la refonte des anciennes monnaies suisses, prescrite par la Convention de 1865, vient à peine d'être terminée au 1^{er} janvier 1878, se résoudre à faire de nouveaux sacrifices pour porter cette monnaie au titre de 900/1000.

M. RESSMAN fait observer que l'adoption du titre de 900/1000, qui aurait un si grand intérêt de moralité politique et financière, offrirait, en outre, un avantage sérieux pour l'Italie. On pourrait convenir que la circulation internationale de la monnaie divisionnaire, interrompue momentanément, serait reprise le jour où tous les États auraient porté leur monnaie d'appoint au titre de 900/1000 de fin; l'Italie retrouverait ainsi, à cette époque, les avantages de la communauté.

M. PIRMEZ répond que l'Italie ne pourrait pas raisonnablement se plaindre d'être privée de ces avantages, puisqu'elle demande elle-même aux autres

États de ne plus recevoir ses monnaies divisionnaires pour lui faciliter le retrait des petites coupures.

M. DELYANNI fait connaître que les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement s'opposent également à ce qu'il consente à l'abandon du titre de 835/1000.

M. LE PRÉSIDENT déclare qu'il regrette, pour sa part, qu'on soit sorti de la loi de germinal an XI en abaissant le titre du franc, qui est l'unité monétaire française. L'impression du public est que les monométallistes sont partisans de l'abaissement de la valeur du franc, parce que cette mesure est une première atteinte au principe du système monétaire français. Mais il ne croit pas que, en présence des déclarations de la Belgique, de la Suisse et de la Grèce, on puisse revenir aujourd'hui sur cette mesure, et que, par conséquent, il soit utile de prolonger la discussion à ce sujet.

Il conviendrait donc de passer à l'examen des trois autres questions concernant : la frappe des pièces de 5 francs en argent et le contingent exceptionnel demandé par l'Italie, la liquidation et la durée de la convention.

Mais l'heure étant trop avancée, la Conférence remet cet examen à sa prochaine séance, qu'elle fixe à lundi 7 courant.

MM. SAINCTELETTE, RUAU, DELYANNI, BARALIS et LARDY déposent une série de Tableaux synoptiques relatifs à la fabrication des monnaies en Belgique, en France, en Grèce, en Italie et en Suisse avant et après la Convention de 1865 (annexe B).

La séance est levée à 5 heures et demie.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

LETTRE
DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE
AU MINISTRE DES FINANCES.

Paris, le 5 octobre 1878.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Conseil général de la Banque a donné la plus sérieuse attention aux questions que vous avez bien voulu lui soumettre au sujet de la prochaine conférence de l'Union latine.

Avant d'examiner séparément chacune des questions et les conséquences de leur adoption, la Banque doit vous rappeler, Monsieur le Ministre, que la Convention de 1865 a été déjà pour elle une source de grandes difficultés. La situation de la France, l'étendue de son marché, ont fait affluer chez elle non-seulement les monnaies d'or et d'argent des États associés, mais encore leurs monnaies divisionnaires; cette affluence n'a fait qu'augmenter depuis que des circonstances, imprévues à l'origine de la Convention, ont entièrement bouleversé la situation monétaire d'une des parties contractantes; enfin l'écart survenu entre le prix de l'or et celui de l'argent a favorisé, dans tous les États de l'Union, un excès de production de pièces de cinq francs en argent.

Les conséquences de ces faits ont particulièrement pesé sur la Banque, et, lorsque le Gouvernement lui a demandé de consentir à recevoir les monnaies de l'Union latine, ces monnaies sont venues successivement s'accumuler dans ses caisses, de sorte qu'aujourd'hui les 925 millions de son encaisse en pièces de cinq francs d'argent comprennent 270 millions en pièces étrangères.

Cette proportion s'accroît chaque jour d'une notable partie de ce qui se trouve encore dans la circulation, car la Banque reçoit beaucoup plus d'argent qu'elle n'en peut dépenser, par suite de la préférence que montre actuellement le public pour l'or et pour les billets. Vous en jugerez par ce fait qu'au mois de janvier 1875, au moment où la Banque reprenait volontairement ses paiements en espèces, son encaisse en argent, y compris les monnaies divisionnaires, n'était que de trois cent dix millions, tandis qu'il s'élève aujourd'hui à un milliard douze millions.

Ces observations doivent vous faire pressentir, Monsieur le Ministre, quel peut être le sentiment de la Banque au sujet de la demande qui vous est faite de substituer, en France, le cours légal des espèces étrangères à la simple obligation de les recevoir dans les caisses publiques.

En droit, peut-on équitablement faire aux habitants d'un pays une obligation légale d'accepter une monnaie étrangère, et les priver de la garantie que leur assure la surveillance de leur Gouvernement sur la frappe de la monnaie nationale?

En fait, serait-ce le moment, quand déjà les pièces de 5 francs d'argent étrangères nous encombre, quand les caisses publiques seraient dès à présent hors d'état de les recevoir, si les caves de la Banque ne leur servaient de déversoir; serait-ce le moment de donner à ces monnaies une prise plus énergique sur le marché français, et d'ajouter à la faveur dont elles jouissent déjà le privilège d'en faire une monnaie obligatoire et libératoire? Comment, d'ailleurs, attribuer un cours légal à une monnaie en ce moment dépréciée? Si cela est sans inconvénient en France pour la monnaie française, l'objection semble absolue pour les monnaies étrangères.

Ces considérations générales s'appliquent naturellement à la Banque comme aux particuliers, car nous ne supposons pas qu'on songe à faire à la Banque une situation spéciale, et que, s'armant de ce qu'elle a volontairement et temporairement renoncé à son droit de refuser les monnaies étrangères, on veuille lui imposer à elle seule le cours légal. Ce serait pour la Banque une situation qu'elle ne saurait accepter. Quand, sur la demande du Gouvernement, et en vue d'un intérêt général, elle a consenti à recevoir ces monnaies, elle n'a pas cessé de se considérer comme protégée par les principes du droit commun; c'est cette situation qu'elle désire maintenir, et le Conseil repousse de toutes ses forces l'idée de donner le cours légal en France aux monnaies de l'Union latine.

Vous demandez, Monsieur le Ministre, si la question du cours légal ne pourrait pas être divisée, et si ce cours légal ne pourrait pas être adopté pour l'or, sans l'être pour les monnaies d'argent. Sur cette seconde question, le Conseil s'est prononcé avec la même unanimité que sur la première. Il lui paraît que les raisons de principe s'appliquent à la fabrication des monnaies d'or avec autant de force qu'à la monnaie d'argent; que l'État ne saurait répondre de la bonne et sincère fabrication des monnaies des États associés; qu'en un mot, la monnaie française doit rester seule libératoire et obligatoire en France.

En fait, le cours légal donné à l'or n'ajouterait rien à la facilité avec laquelle l'or étranger circule en France. Il est partout librement accepté: il l'était avant la Convention de 1865; il n'a cessé de l'être depuis. Cette monnaie n'offre pas pour la Banque les dangers de la monnaie d'argent; il ne semble pas qu'il y ait, en ce moment, un intérêt quelconque à déroger au grand principe de ne donner le cours légal qu'à la monnaie nationale.

Vous désirez aussi, Monsieur le Ministre, connaître l'opinion de la Banque sur la manière dont elle entendrait faire la liquidation de son encaisse de pièces étrangères, au cas de la rupture de l'Union latine. Sous l'empire de la Convention de 1865 et de ses dispositions qui obligent les caisses publiques de chaque État à recevoir les monnaies des autres États contractants, il semble que la seule manière

de procéder, pour les particuliers détenteurs de ces monnaies comme pour la Banque, sera de les verser au Trésor, à qui incombe le devoir de traiter avec ses associés de l'échange réciproque de leurs monnaies.

Il est vrai que la Convention de 1865 n'a pas prévu, comme elle l'a fait pour les monnaies divisionnaires, le mode de liquidation des autres monnaies et plus particulièrement des pièces de 5 francs d'argent. Si, en 1865, il était nécessaire de prendre des mesures spéciales à l'égard des monnaies divisionnaires à cause de leur bas titre, on a pu croire inutile de le faire pour les pièces de 5 francs d'argent, car, à l'époque de la Convention, la proportion établie entre le prix des deux métaux n'avait pas encore varié, et, de plus, cette Convention supposait que la fabrication serait, dans chaque État, en proportion des besoins de la population. Mais depuis que l'argent perd relativement de 10 à 15 p. o/o, que la fabrication étrangère a été exagérée, que la circulation et nos caisses regorgent de cette monnaie, la question de liquidation acquiert une importance capitale, et la Banque insiste, dans un intérêt général, pour que la Conférence ne laisse pas cette question sans solution.

Il est une autre question sur laquelle le Conseil, profitant de l'occasion que lui offre aujourd'hui la réunion de la Conférence, croit nécessaire d'appeler votre attention, Monsieur le Ministre: c'est celle de la monnaie divisionnaire à 835 millièmes. Le regrettable changement introduit dans le titre de cette monnaie est devenu pour les particuliers, et surtout pour la Banque, une source de difficultés incessantes. La France n'en a fabriqué qu'en proportion des besoins de sa population, mais cette proportion n'a cessé de s'accroître de ce qui s'est versé chez elle de monnaies divisionnaires étrangères. La Banque, à elle seule, sur 87,427,000 francs de monnaies divisionnaires qu'elle possède, n'a que 59,075,000 francs de monnaie française, contre 28,352,000 francs de monnaies étrangères, et dans ces dernières sont compris, entre autres, 2,500,000 francs de monnaies pontificales que, sur la demande du Gouvernement, la Banque a consenti à recevoir pour calmer l'émotion produite dans le public par le refus de ces monnaies.

Nous croyons, Monsieur le Ministre qu'il serait d'une haute importance, et digne des États éclairés qui composent l'Union latine, qu'il fût pris des mesures pour revenir aux vrais principes de la matière, qui n'auraient jamais dû être abandonnés, et que les monnaies divisionnaires fussent ramenées au titre normal de 900 millièmes.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Gouverneur en congé :

Le Premier Sous-Gouverneur,

Signé : CUVIER.

DOCUMENTS

RELATIFS A LA FABRICATION DES MONNAIES

EN BELGIQUE, EN FRANCE, EN GRÈCE, EN ITALIE ET EN SUISSE

AVANT ET APRÈS LA CONVENTION DE 1865.

Relevé des pièces d'or fabriquées dans les cinq États de l'Union avant la mise en vigueur de la Convention de 1865 et depuis cette époque jusqu'au 1^{er} septembre 1878.

TABEAU I.

ÉPOQUES.	BELGIQUE.	FRANCE.	GRÈCE.	ITALIE.	SUISSE.
Antérieurement à la Convention de 1865.....	20,522,060	6,572,113,570	"	424,465,950	"
Postérieurement..	553,028,460	2,100,884,870	1,000,000	61,573,550	"
TOTAUX....	573,550,520	8,672,998,440	1,000,000	486,039,500	"

Relevé des pièces d'argent de 5 francs fabriquées dans les cinq États de l'Union avant la mise en vigueur de la Convention de 1865 et depuis cette époque jusqu'au 1^{er} septembre 1878.

TABEAU II.

ÉPOQUES.	BELGIQUE.	FRANCE.	GRÈCE.	ITALIE.	SUISSE.
Antérieurement à la Convention de 1865....	145,180,490	4,435,139,860	"	184,623,950	2,500,000
Postérieurement..	350,497,720	626,830,860	15,462,865	339,057,820	7,978,000
TOTAUX....	495,678,210	5,061,970,720	15,462,865	523,681,770	10,478,000

(1) Y compris 1,370,250 francs restant à fabriquer.

*Fabrication des pièces d'argent de 5 francs dans les cinq États de l'Union
depuis la limitation du monnayage.*

TABEAU III.

ANNÉES.	BELGIQUE.		FRANCE.		GRÈCE.		ITALIE.		SUISSE.	
	COTINGENT.	FABRICATION.	COTINGENT.	FABRICATION.	COTINGENT.	FABRICATION.	COTINGENT.	FABRICATION.	COTINGENT.	FABRICATION.
1874.....	12,000,000	12,000,000	60,000,000	"	"	"	60,000,000	60,000,000	8,000,000	7,978,000
1875.....	15,000,000	14,904,705	75,000,000	"	5,000,000	5,000,000	50,000,000	50,000,000	10,000,000	"
1876.....	10,800,000	10,799,425	54,000,000	"	12,000,000	10,402,865	36,000,000	36,000,000	7,200,000	"
1877.	5,400,000	"	27,000,000	"	1,800,000	"	18,000,000	18,000,000	3,600,000	"
1878.....	"	"	"	"	"	"	9,000,000	9,000,000	"	"
Totaux.....	43,200,000	37,704,130	216,000,000	(1) 212,438,280	18,800,000	15,402,865	173,000,000	173,000,000	28,800,000	7,978,000

(1) Y compris 1,370,250 francs restant à fabriquer.

*Situation des contingents et des fabrications des monnaies divisionnaires d'argent,
dans les cinq États de l'Union.*

TABLEAU IV.

ÉTATS.	CONTINGENTS.	QUANTITÉ FABRIQUÉE.	RESTE À FABRIQUER.
Belgique.....	3 2,000,000 ^f	32,000,000 ^f 00 ^c	"
France.....	239,000,000	229,180,319 00	9,819,680 ^f 40 ^c
Grèce.....	9,000,000	9,000,000 00	"
Italie.....	168,000,000	156,000,000 00	12,000,000 00
Suisse.....	17,000,000	14,500,000 00	2,500,000 00

*Relevé des monnaies courantes de bronze, cuivre ou nickel fabriquées dans
les cinq États de l'Union, jusqu'au 1^{er} septembre 1878.*

TABLEAU V.

NATURE DES MONNAIES.	BELGIQUE.	FRANCE.	GRÈCE.	ITALIE.	SUISSE.
Cuivre ou bronze.	5,621,217 ^f 32	62,702,785 ^f 40	4,496,065 ^f 35	76,190,442 ^f 54	481,217 ^f 97
Nickel.....	6,598,865 80	"	"	"	6,311,884 70
TOTAL.....	12,220,083 ^f 12	62,702,785 ^f 40	4,496,065 ^f 35	76,190,442 ^f 54	6,793,102 ^f 67

QUATRIÈME SÉANCE.

Ed. 21

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

4^e SÉANCE.

LUNDI 7 OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie,
de la Suisse,
qui assistaient à la précédente réunion, ainsi que M. GARNIER.

La séance est ouverte à deux heures.

M. SAINCTELETTE dépose une série de tableaux statistiques relatifs à la fabrication des monnaies belges pendant les années 1876 et 1877 (Annexe A).

M. RUAU communique divers documents relatifs à la fabrication des mon-

naies françaises pendant les années 1876 et 1877 et les trois premiers trimestres de 1878 (Annexe B).

M. LE PRÉSIDENT expose que, la discussion paraissant épuisée sur le régime des monnaies d'appoint, et notamment en ce qui concerne le retrait des monnaies divisionnaires italiennes, le moment est venu d'examiner trois autres questions : celle de la durée de la convention, celle de la liquidation, enfin celle de la fabrication des pièces d'argent de cinq francs.

Ces trois questions ne peuvent guère être séparées; elles ont entre elles une évidente connexité. Tous les délégués paraissent d'accord pour rattacher la question de la durée à celle des contingents de fabrication : si la convention est à long terme, les uns disent ne pouvoir consentir à la fabrication de l'argent; les autres, au contraire, déclarent ne pas pouvoir accepter pendant longtemps l'interdiction absolue de la frappe de l'argent.

D'autre part, la question de la liquidation se lie également à celle de la durée. Si la convention est de courte durée, on peut dire d'avance quelle sera, à peu près, la situation des États de l'Union lors de son expiration. Si, au contraire, la convention est à long terme, la situation des États de l'Union, à l'échéance du contrat, est plus inconnue; elle pourra différer davantage de la situation actuelle et ne pas offrir les mêmes dangers.

C'est ici, dit M. le Président, le lieu de préciser les termes de cette délicate question de la liquidation.

La liquidation n'offre aucune difficulté, s'il s'agit d'un pays à circulation métallique. Mais un État qui a le cours forcé se trouverait, pour effectuer cette opération, dans une situation embarrassante. Prenons pour exemple l'Italie, et supposons que, à l'expiration de la convention, on présente à l'échange les pièces de 5 francs italiennes. Ces pièces ne sont autre chose que des lettres de change payables à Rome. L'opération serait facile si le change était au pair, c'est-à-dire s'il n'était soumis qu'à de faibles variations contenues dans les limites des frais de transport. L'écart du change fait toute la difficulté, et cet écart est la conséquence du cours forcé. On peut remédier au mal de deux manières : en faisant disparaître le cours forcé, ou en tenant compte de la perte de change.

Pour la monnaie divisionnaire, la Convention de 1865 prévoit le cas où un échange est nécessaire et décide que le solde sera payé en traites sur le pays qui renvoie les pièces. Le règlement du solde à payer n'est pas prévu par la Convention pour les pièces d'argent de 5 francs. Doit-il être payé en traites sur le pays qui reçoit les pièces ou en traites sur le pays qui les envoie, et, dans le cas cité plus haut, en lettres de change sur Rome ou en lettres de change sur Paris? La question n'a d'importance qu'à cause de l'écart du change, qui est une conséquence du cours forcé, et elle est d'autant plus grave que la durée de la convention est plus courte. Si cette durée n'était que

d'un an, la nécessité de trouver une solution s'imposerait, parce qu'à cette échéance on ne peut pas espérer que le cours forcé aura cessé en Italie. Si, au contraire, la durée de la convention était longue, et si l'on était assuré que dans l'intervalle le cours forcé cesserait et que le pair du change dût s'établir, les inconvénients qu'on redoute ne seraient plus à craindre. Il s'agit donc de voir si l'on peut faire durer la convention jusqu'à la cessation du cours forcé en Italie; la question de la liquidation perdrait alors toute son importance.

Quant à la question de fabrication, M. le Président désirerait connaître d'une manière précise l'intérêt que peut avoir l'Italie à frapper un nouveau contingent. Si cet intérêt était connu, peut-être pourrait-on lui donner satisfaction par des moyens différents. Mais il n'en voit pas d'autre que le bénéfice qui résulterait pour elle de la différence de valeur entre l'argent en lingots et l'argent frappé, et à cet intérêt-là nous ne pouvons, dit-il, donner satisfaction.

Ceci posé, M. le Président demande à MM. les Délégués italiens s'ils sont en mesure de renseigner la Conférence sur la possibilité où l'Italie serait de rétablir le pair du change, et de s'expliquer sur les précautions qu'il y aurait lieu de prendre pour faire que la liquidation ne s'opère pas avant la cessation du cours forcé.

M. PIRMEZ adhère aux observations présentées par M. le Président quant à la connexité des deux questions de la liquidation et de la durée; mais il n'admet pas que la question de la fabrication de l'argent ait un rapport direct avec les deux autres. Le lien qui semble l'y rattacher tient uniquement à la manière dont l'Italie l'a posée.

En ce qui touche la fabrication des pièces d'argent de 5 francs, il déclare qu'il a reçu de son gouvernement les instructions les plus formelles. La Belgique n'a pas, jusqu'ici, usé elle-même de la faculté de frapper tout le contingent qui lui était assigné. Elle ne pourrait donc pas consentir à ce que cette fabrication, pour laquelle elle n'a pas épuisé son droit quand elle pouvait en prendre le profit, soit entreprise par un autre État. D'ailleurs, le Gouvernement italien peut-il, pour un faible bénéfice, vouloir augmenter la pléthore d'argent dont souffrent ses alliés et risquer, par là, de compromettre une situation dont le péril dérive déjà, en très-grande partie, du régime du cours forcé qu'il a adopté?

M. RESSMAN demande à faire d'abord une observation au sujet de la connexité de la question de la fabrication et de celle de la liquidation des monnaies d'argent. Si la liquidation était admise, on devrait considérer comme légitime la prétention de l'Italie, même si elle n'avait d'autre motif que l'espoir du bénéfice qui résulterait du monnayage illimité de l'argent.

Comment, du moment où elle s'engagerait à reprendre les pièces, n'aurait-elle pas le droit d'en fabriquer telle quantité qu'elle voudrait ?

Abordant ensuite la question de la liquidation, M. Ressen fait remarquer qu'aucune clause n'existe à ce sujet dans la Convention de 1865. Or, on ne présume pas ce qui n'est pas expressément écrit dans un texte de loi. Mais il y a plus : la Convention contient une clause de liquidation, celle qui règle l'échange des monnaies divisionnaires. Or, en vertu de l'axiome de droit : *qui dicit de uno negat de altero*, mais surtout au nom du sens commun, ne doit-on pas dire que, si la Convention de 1865 a réglé d'une manière si précise la liquidation pour une espèce de monnaies, la monnaie divisionnaire d'argent, elle l'a évidemment exclue pour toutes les autres ? En supposant qu'on admit dans la nouvelle convention la clause de liquidation pour les pièces d'argent de 5 francs, qu'advierait-il si la situation était de nouveau renversée ? Pourra-on exiger des États coassociés le remboursement de la monnaie d'or à l'expiration de la convention ? En admettant même le principe de la liquidation, en accordant qu'à l'expiration d'une convention monétaire chaque État, sans qu'il existe une stipulation expresse à cet égard, soit tenu à reprendre la monnaie qu'il a frappée, contre quoi doit-il l'échanger, à défaut d'une entente et d'un engagement préalables ? On comprendrait la prétention qu'il eût à rendre pour ses pièces d'or des pièces d'or équivalentes frappées par l'État réclamant l'échange et qui circulent sur son territoire, et pour ses pièces d'argent des pièces d'argent équivalentes de cet État. Si on lui en rend plus qu'il n'en a à échanger, on comprendrait qu'il couvrit l'excédant par la monnaie ayant cours chez lui, donc par du papier, s'il est sous le régime du cours forcé. On comprendrait qu'il offrit, à la rigueur, de solder la différence avec le même métal, avec du métal or pour son or monnayé, avec du métal argent pour son argent monnayé, en payant en sus le prix du monnayage. Mais ce serait là évidemment la limite extrême des exigences soutenables. L'opinion qu'une liquidation doit s'opérer à la rupture de l'Union ne peut se défendre que si on se place sur le terrain des égards et des bons procédés que les États se doivent entre eux ; en droit strict, elle ne se soutient pas.

Elle n'est même pas conforme à l'équité, car si la clause en question ne pouvait être imaginée en 1865, avant la baisse de l'argent, elle pouvait être prévue en 1874, lorsqu'on a limité la fabrication de l'argent ; or, elle l'a été si peu qu'on a eu recours à une autre précaution : la limitation des contingents de fabrication pour chaque État, ce qui excluait implicitement toute idée de liquidation. On a continué, jusqu'en 1876, à procéder par voie de restriction successive de la fabrication. Pourquoi viendrait-on aujourd'hui demander au Gouvernement italien de s'imposer une charge plus lourde que celle qu'il avait pu jusqu'ici prévoir ? Ce sont là des arguments péremptoirs qui triompheraient sans aucun doute s'ils étaient portés devant un Parlement.

Il est vrai que M. le Président a indiqué un tempérament à la proposition qui

avait été faite tout d'abord. Il a dit que, si la convention durait assez longtemps pour que l'Italie pût sortir du cours forcé, on arriverait au même résultat que celui qu'on cherche à atteindre par la clause de liquidation. Or, le Gouvernement italien espère fermement voir disparaître un jour le cours forcé; mais peut-on préciser l'époque à laquelle cet événement s'accomplira ? En s'engageant à retirer les petites coupures, l'Italie fait preuve d'une grande bonne volonté et fait une importante concession. Cette opération, quelles qu'en soient les difficultés, sera sans doute terminée dans huit ans. Peut-être même, s'il ne se produit pas d'événements extraordinaires, pourra-t-on faire davantage dans cette période. Mais si un grave événement, une guerre, une crise financière, surviennent, peut-on répondre de l'avenir et se lier dès à présent les mains ? C'est avec de grandes précautions qu'on doit s'engager dans cette voie, et, quel que soit leur désir d'arriver promptement à une entente, les Délégués italiens devront en référer à leur Gouvernement au sujet du système proposé par M. le Président pour tempérer la clause de liquidation.

M. FEER-HERZOG déclare que, aux termes des instructions qu'il a reçues, le Conseil fédéral est disposé à conclure une nouvelle convention pour une durée de cinq ou six ans, sous la condition formelle que la frappe de l'argent soit suspendue. En outre, si un mode de liquidation est proposé par l'un des États, les Délégués de la Suisse sont autorisés à s'y associer.

L'opération qui fait l'objet de la proposition actuellement soumise à la Conférence par plusieurs de ses membres, après s'être produite dans des pourparlers antérieurs, est, dit M. Feer-Herzog, une opération commerciale, qui consiste à demander à l'Italie une sorte de couverture pour le solde dû par elle à chaque État par suite de la situation que l'établissement du cours forcé a fait naître. Il faut convenir que personne ne songeait, en 1865, à une clause de liquidation pour les monnaies pleines. Depuis lors, on a fait l'expérience que l'un des États pouvait, en adoptant le cours forcé, inonder de ses monnaies le territoire de ses alliés, et l'on cherche un remède à cette situation. Or, la manière la plus naturelle de faire cette liquidation serait de conclure une convention sur les bases de la suspension du monnayage d'argent, avec une durée assez longue pour qu'on puisse espérer que, pendant cette période, le Gouvernement italien arrivera à supprimer le cours forcé ou du moins à se rapprocher assez du pair du change pour que ses alliés monétaires n'aient plus aucune inquiétude. Ce serait là le moyen le plus simple pour arriver à une liquidation, celui qui témoignerait d'une plus grande sympathie pour l'Italie. Mais il est essentiel, pour cela, que l'Italie se résigne à la suspension absolue du monnayage d'argent. Une quantité nouvelle de pièces de 5 francs mise en circulation pourrait produire des effets désastreux, non pas tant à cause de la somme dont le stock d'argent

se trouverait accru qu'à cause des conditions économiques particulières dans lesquelles se trouvent les divers pays de l'Union.

Jusqu'à présent, le cours du change, en Belgique, en France et en Suisse, s'est toujours réglé sur le cours moyen de l'or; c'est un heureux résultat qu'il faut s'efforcer de maintenir. Si l'on apprenait qu'une concession pareille à celle que demande l'Italie a été faite, le cours du change pourrait en être défavorablement affecté, et si en même temps il subissait l'influence d'événements d'une autre nature, une crise funeste pourrait se produire. En somme, il y aurait dans cette mesure beaucoup plus de danger pour les autres États que de profit pour l'Italie.

M. Feer-Herzog conclut en recommandant d'assurer les deux points essentiels :

1° Suspension de la frappe des écus de cinq francs;

2° Retrait des monnaies divisionnaires, en donnant à la convention une durée de six ans. L'Italie aurait alors devant elle une période de sept années, à partir d'aujourd'hui, pendant laquelle elle pourrait améliorer les conditions de son équilibre financier. Le problème de la liquidation pourrait ainsi être résolu sans qu'aucune clause expressément formulée dans la convention vienne éveiller les susceptibilités de l'une des Parties contractantes.

M. LARDY fait part de divers renseignements qui justifieraient les craintes manifestées par quelques-uns des délégués sur la possibilité d'une modification qui viendrait à se produire dans la proportion actuelle entre l'or et l'argent dans l'encaisse des grands établissements financiers.

Le danger signalé serait, selon lui, non pas seulement théorique, mais, en fait, imminent. Le cours du change sur Londres est aujourd'hui, à Paris, à 25,32. On peut déjà exporter l'or assez facilement, de France en Angleterre, à 25,33. Des faits de diverse nature ont influé récemment sur la situation du marché de Londres, de telle sorte que certaines valeurs internationales, comme les valeurs égyptiennes, italiennes, etc., sont meilleur marché à Londres qu'à Paris. Les spéculateurs s'empressent d'acheter ces valeurs à Londres pour les revendre à Paris : de là le danger d'une exportation d'or, si le cours du change s'y prête, et cela pour des sommes non déterminables, puisqu'il s'agit de pures opérations de banque en Bourse.

Une autre cause d'exportation de l'or est le solde dû par la France à l'Amérique pour les importations de blé et de cotons, le change sur New-York suivant, en général, les oscillations du change sur Londres. Or, comme M. le Président et M. Pirmez l'ont déjà fait observer à la précédente séance, l'encaisse argent a peu de portée : on consent à nous traiter en pays d'or, parce que nous possédons encore d'importantes réserves de ce métal; mais il est possible, si l'on n'y prend garde, que la Banque de France, dont

l'encaisse est composé aujourd'hui moitié or et moitié argent, se trouve obligée soit de laisser sortir l'or, soit de le garder par des mesures défensives dont la gravité n'échappe à personne. Dans une situation aussi tendue, l'arrivée sur le marché d'une quantité même peu importante d'argent peut avoir des conséquences extrêmement graves. Aussi M. Lardy ne met-il pas en doute que le Conseil fédéral, si on lui demandait des instructions nouvelles, ne refusât de revenir sur celles qu'il a données à ses délégués et ne les chargeât de continuer à s'opposer à toute nouvelle frappe d'écus de 5 francs.

M. PIRMEZ reconnaît que la cause de l'Italie a été plaidée avec une grande habileté ; mais il fait remarquer que, pour soutenir que cet État n'est pas tenu de subir la liquidation, on s'est placé un peu à côté du vrai terrain du débat. On s'est demandé si, d'après la Convention de 1865, il y avait une obligation quelconque d'opérer la liquidation. Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il n'y en a aucune. Les États de l'Union n'ont pris, en 1865, aucun engagement en ce qui touche les monnaies de paiement. La Convention supposait que l'argent et l'or conserveraient le même rapport de valeur, et il n'y avait pas plus d'intérêt, à cette époque, à faire l'échange des pièces de 5 francs qu'il n'y en aurait aujourd'hui à faire l'échange des pièces d'or entre deux pays de l'Union. Mais l'obligation que l'Italie repousse n'en existe pas moins ; elle dérive, non de la Convention de 1865, mais de l'établissement, par elle, du cours forcé. Cette dernière mesure a été une véritable contravention à la Convention de 1865. La Convention stipulait qu'il n'y aurait pas d'autres monnaies que celles qui s'y trouvaient désignées. Si elle excluait toute monnaie ayant d'autres poids ou titre que ceux qu'elle déterminait, à plus forte raison excluait-elle la monnaie de papier. Que signifierait une convention monétaire avec un État qui n'aurait plus de monnaie du tout ?

C'est là, certainement, la cause d'une obligation pour l'Italie, et M. Pirmez ne doute pas que, s'il s'agissait d'une contestation entre particuliers au lieu d'un débat entre Gouvernements, et si, au lieu d'employer les voies diplomatiques, on portait la question devant un tribunal, les juges ne déclarassent que l'adoption du papier-monnaie par un des États de l'Union oblige cet État à la réparation du préjudice qui en découle pour ses coassociés.

M. RESSMAN objecte que l'Italie pourrait alléguer le cas de force majeure pour justifier l'établissement du cours forcé.

M. PIRMEZ répond que, en droit, la difficulté qu'éprouve un débiteur à payer une dette ne constitue pas un cas de force majeure. Il s'est produit un fait contraire à la Convention. Le Gouvernement italien doit réparer les dommages qui en sont résultés pour les autres États contractants, dont

la circulation monétaire s'est trouvée encombrée par l'argent exporté d'Italie. M. Pirmez comprend parfaitement les difficultés où s'est trouvée l'Italie, et, ainsi qu'il l'a déclaré déjà plusieurs fois, rien ne serait plus éloigné des intentions du Gouvernement belge que de ne pas se prêter à toutes les mesures que commande la situation; mais il importe cependant que le droit soit établi, et, si l'on ne peut réclamer une réparation immédiate des conséquences fâcheuses du cours forcé, rien n'est plus naturel et plus juste que de demander, tout au moins, que le mal soit atténué, et, surtout, qu'il ne soit pas aggravé ou rendu définitivement irréparable.

M. Pirmez constate qu'on donne à l'Italie le temps de rentrer naturellement dans l'ordre conventionnel, en assignant à la nouvelle convention une durée de cinq ou six ans. Mais, ce point admis, qu'arrivera-t-il au moment où l'Union se dissoudra? De deux choses l'une : ou le cours forcé sera aboli en Italie, et, dans ce cas, M. Pirmez déclare qu'il adhère volontiers aux conclusions de M. Ressenman; aucune obligation ne pèsera sur l'Italie; en reprenant les paiements en espèces, elle aura fait revenir chez elle la monnaie qui en avait été exportée; une véritable liquidation se sera effectuée; — ou bien le cours forcé existera encore, et, dans ce cas, il est nécessaire qu'une stipulation empêche que, en reprenant la frappe de l'argent, l'Italie ne laisse pour toujours aux autres États de l'Union les monnaies d'argent dépréciées que, par l'adoption du cours forcé, elle a déversées sur leur territoire.

Mais à cet égard, et dans cette hypothèse du cours forcé subsistant en Italie, une autre distinction peut être faite. La dissolution de l'Union peut se produire, ou bien par le fait de l'une des puissances associées à l'Italie qui reprendrait le régime de l'argent, ou bien par le fait de l'Italie qui, toutes les autres puissances contractantes restant liées entre elles, voudrait quitter l'Union pour frapper de nouveau de l'argent. Dans le premier cas, on pourrait encore admettre que l'État qui se retire n'ait aucune réclamation à former; mais il n'en saurait être ainsi dans le second. L'Italie ne doit pas pouvoir se retirer de la convention sans avoir accompli les obligations qui lui incombent; et elle ne les aura pas accomplies tant qu'elle n'aura pas, par la suppression du cours forcé, repris les monnaies italiennes qui chargent la situation des autres États; et si, dans ces conditions, on admettait qu'elle pût néanmoins sortir de l'Union, elle ne devrait pouvoir le faire qu'en restant grevée de l'engagement d'opérer ce retrait, engagement qui devrait se traduire par l'interdiction de la frappe de l'argent jusqu'au jour où, ayant repris ses paiements en espèces, elle aurait rappelé ses monnaies de l'étranger.

M. Pirmez n'hésite pas à dire que telles sont les limites des obligations que l'Italie a contractées. Les conditions d'arrangement qu'il propose seraient, selon lui, suffisantes pour les États coassociés sans avoir, d'ailleurs, rien d'excessif pour l'Italie.

M. LE PRÉSIDENT déclare qu'il partage les opinions émises par M. Feer-Herzog et par M. Pirmez. C'est du cours forcé qu'est née la question de la liquidation et, si cette clause n'a pas été insérée dans la Convention de 1865 pour les pièces de 5 francs, c'est qu'à cette époque on ne prévoyait pas le cours forcé. L'Italie a causé aux États alliés un préjudice dont elle leur doit réparation. Si le cours forcé n'existe plus lors de l'expiration de la convention, la question de la liquidation sera tout naturellement abandonnée; s'il subsiste, les États coassociés subiront une perte très-sensible.

Si on va plus loin encore et si l'on prévoit le cas où l'Italie sortirait de l'Union pour frapper de nouveau de la monnaie d'argent, les autres États restés dans l'Union n'auraient qu'une ressource : couper les pièces italiennes et couper même les pièces qui sont actuellement dans la circulation. Ils n'auraient plus alors entre les mains que des lingots d'argent.

Par quels moyens prévenir ce mal? On peut dire au Gouvernement italien : Si, à l'expiration de la convention, vous êtes sorti du cours forcé, nous ne vous demanderons rien; sinon, tenez-nous compte de la différence du change pour toutes les pièces italiennes que nous possédons. Ce serait là évidemment un système fort onéreux pour l'Italie et qui constituerait le maximum des concessions qu'on est en droit d'exiger d'elle.

On peut aussi suivre une autre méthode et dire : Si, au jour de l'échéance, l'Italie n'a pas supprimé le cours forcé, nous retarderons cette échéance jusqu'à ce que la suppression puisse se faire, mais à une condition, c'est que l'Italie reste dans la Convention, qu'elle n'entreprenne rien contre les dispositions qui s'y trouvent contenues. Une conférence composée des délégués des cinq États pourrait seule apprécier s'il y a lieu de reprendre ou non la frappe de l'argent. Nous ferions une convention de cinq ou six ans, et, à l'échéance de ce terme, l'Union ne pourrait être rompue, la Convention ne pourrait être dénoncée que par la Belgique, la France et la Suisse. L'Italie serait obligée de subir le contrôle de l'Union jusqu'à ce qu'elle soit rentrée dans une situation normale par l'abolition du cours forcé. D'une manière générale, les États qui, à cette époque, seraient sous le régime du cours forcé n'auraient pas le droit de dénonciation, et ce droit appartiendrait uniquement aux États à circulation métallique.

Sur ce terrain il serait possible de s'entendre, et, moyennant ces garanties, on pourrait écarter le mode de liquidation qui consiste à tenir compte de la différence du change.

Au point de vue de la fabrication de l'argent, le système de la Convention de 1865 serait renversé. Il fallait autrefois l'unanimité entre les États contractants pour suspendre la frappe de l'argent; il faudrait aujourd'hui l'unanimité pour reprendre la fabrication.

En ce qui nous concerne, dit M. le Président, notre intérêt à ne pas frapper est énorme. La Banque de France a actuellement un encaisse consi-

dérable d'or et d'argent; mais l'encaisse d'argent, en quelque sorte, ne compte pas. Ce sont les oscillations de l'or qui gouvernent seules aujourd'hui les mouvements du change, et si l'encaisse d'or diminuait, quel que fût celui de l'argent, la situation présenterait des dangers contre lesquels il faudrait se prémunir par des mesures de précaution rigoureuses, notamment par une élévation du taux de l'escompte qui pourrait être le point de départ d'une crise générale pour notre commerce. Jusqu'à présent cette éventualité ne s'est pas produite et le change s'est uniquement réglé sur le cours de l'or. Mais que l'encaisse d'or de la Banque soit attaqué, et que, par suite d'une exportation de ce métal, le change en vienne à se régler sur la valeur de l'argent, ce serait là pour nous un désastre qu'il faut prévenir avec d'autant plus de soin que nous ne savons pas, que personne ne sait, quelle nouvelle quantité d'argent versée dans la circulation suffirait à le provoquer.

Telles sont, dit, en se résumant, M. le Président, les graves considérations qui devraient, selon lui, déterminer la Conférence à adopter, en principe, les deux points suivants :

1° Suspension de la frappe d'argent, tant que l'unanimité des États n'aura pas décidé de la reprendre;

2° Précautions rigoureuses pour que la liquidation puisse être retardée jusqu'au moment où l'Italie aura rétabli le pair du change.

M. RESSMAN fait observer que les conclusions de M. Pirmez et celles de M. le Président diffèrent assez sensiblement. M. Pirmez n'a pas dit que, dans sa pensée, les États à circulation métallique devraient seuls avoir le droit de dénonciation, tandis que l'Italie en serait privée; il a dit seulement que l'Italie devrait s'interdire de frapper des écus de 5 francs, même après l'expiration de la Convention et jusqu'à la suppression du cours forcé.

M. PIRMEZ fait observer que si, dans la forme, sa proposition diffère de celle de M. le Président, elle tend incontestablement au même but. Dire, comme M. le Président, que l'Italie ne pourra sortir de la Convention, c'est dire qu'elle ne pourra fabriquer d'argent.

M. FEER-HERZOG demande quelle serait la situation des États qui prendraient, dans l'avenir, le cours forcé. Dans le système de M. le Président, ils ne pourraient dénoncer la Convention; au contraire, M. Pirmez, dans une séance antérieure, avait émis l'opinion qu'ils devaient être exclus de l'Union. M. le Délégué de la Suisse fait observer que ces deux propositions semblent contradictoires.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'elles ne sont pas inconciliables. L'exclusion d'un État qui prendrait le cours forcé ne s'expliquerait pas s'il pouvait, en

quittant l'Union, infliger une perte aux autres États. Dans ce cas donc, et dans ce cas-là seulement, la clause de liquidation serait maintenue et l'on aurait deux régimes différents : l'un pour les États qui ont actuellement le cours forcé, qui seraient privés du droit de dénonciation; l'autre pour les États qui prendraient le cours forcé, qui seraient exclus de l'Union, mais tomberaient sous le coup de la clause de liquidation.

M. FEER-HERZOG croit que la méthode qui consisterait à refuser le droit de dénonciation aux puissances chez lesquelles le cours forcé est établi présenterait un inconvénient, celui d'obliger les autres États à rester malgré eux en Union avec ces puissances. Si l'Italie, par exemple, se trouvait pendant longtemps encore dans une situation telle qu'elle ne pût sortir de l'Union, que deviendrait le privilège promis aux pays à circulation métallique de pouvoir librement dénoncer la convention? Qu'arriverait-il, par exemple, si la Belgique ou la Suisse voulaient quitter l'Union pour adopter l'étalon unique d'or?

M. LE PRÉSIDENT répond que, dans l'hypothèse prévue par M. Feer-Herzog, l'État dissident quitterait l'Union sans pouvoir rien réclamer à l'Italie. Ce serait là, sans aucun doute, une sorte de pénalité, et il avoue que cette conséquence, résultant de son système, ne résulterait pas également du système de M. Pirmez. Mais il ne voit pas, pour son compte, d'inconvénient à une stipulation de ce genre qui constituerait une sorte de transaction.

M. RESSMAN désire relever quelques-unes des observations présentées par M. le Délégué de la Belgique.

M. Pirmez a fait dériver les obligations qu'il impute à l'Italie de l'établissement du cours forcé, et il a semblé faire, à cet égard, certains reproches que M. Ressenman ne croit pas mérités. On ne peut pas dire que c'était indûment que le Gouvernement italien a mis en circulation un excédant de monnaies d'argent dans les pays de l'Union. Le reproche ne serait évidemment pas fondé pour le temps où la frappe était illimitée. Le serait-il davantage pour les années où l'Italie s'est soumise aux restrictions que, d'un commun accord et dans des proportions longuement débattues, tous les États de l'Union se sont imposées? L'établissement du cours forcé a été un malheur inévitable que le Gouvernement italien a été le premier à déplorer; mais, étant donnée cette situation, les coassociés de l'Italie en auraient souffert encore davantage si leurs créances avaient été payées en papier-monnaie au lieu de l'être en monnaie d'argent. Le Gouvernement italien leur a épargné cette conséquence extrême du cours forcé, en exportant des monnaies d'argent.

Il est un autre point sur lequel M. Ressenman s'est déjà expliqué et sur lequel on a, tout à l'heure encore, adressé une question aux Délégués italiens.

On a demandé pourquoi l'Italie insistait pour obtenir la fabrication d'un contingent de pièces de 5 francs. M. Ressenman rappelle que ses raisons sont : la nécessité de refondre les anciennes monnaies bourboniennes, le besoin d'augmenter son encaisse et de faire face à ses paiements à l'étranger, enfin la préoccupation bien naturelle de frapper des pièces à l'effigie du nouveau Souverain. Les propositions que la discussion a fait naître ajoutent à toutes ces raisons une raison nouvelle. En effet, si l'Italie opère en bloc le retrait de ses monnaies divisionnaires, il lui faudra une quantité considérable de monnaie, et surtout de pièces de 5 francs d'argent, contre lesquelles l'article 8 de la Convention de 1865 l'autorise à les échanger. N'est-il pas naturel qu'elle réclame de ses alliés des facilités pour mener cette opération à bonne fin ?

Ces observations faites, M. Ressenman déclare que, si la question de la liquidation était envisagée par les autres États au point de vue que M. Feer-Herzog vient d'indiquer, les Délégués italiens feraient tous leurs efforts pour amener leur Gouvernement à adhérer aux diverses résolutions de la Conférence, sous la réserve d'un contingent de fabrication que l'Italie persisterait, dans tous les cas, à demander pour l'année prochaine.

Quant aux modes de liquidation suggérés par M. le Président et par M. le Délégué de la Belgique, y a-t-il un espoir sérieux de les voir adopter, quelque détournées, quelque générales que soient les rédactions proposées ? Peut-on demander à un Gouvernement, et surtout à un Parlement, d'aliéner ainsi sur un point, pour un si long temps, la liberté et la souveraineté de la nation ?

Peut-être les Délégués italiens auraient-ils pu accepter la clause de liquidation sous la forme très-atténuée qu'on lui a donnée en dernier lieu, s'ils avaient obtenu des concessions relativement au cours légal et à la fabrication de l'argent. Mais, l'Italie n'ayant pas obtenu satisfaction sur tous ces points, il n'y a plus guère d'espoir de s'entendre que si l'on considère une longue durée de la Convention comme une garantie suffisante et, ainsi que l'a dit M. Feer-Herzog, comme devant amener tout naturellement cette liquidation que l'on poursuit. Dans ce cas, les Délégués italiens pourraient accepter la suspension de la frappe de l'argent, sauf un faible contingent pour faire face à des besoins immédiats, et qui pourrait être accordé en dehors de la nouvelle convention, pour l'année 1879, cette convention ne devant entrer en vigueur qu'en 1880.

M. FEER-HERZOG insiste sur cette idée, que le mode le plus simple de liquidation serait d'assigner une longue durée à la convention. Mais si l'on adopte ce système, qui, ainsi qu'il l'a déjà fait observer, répondrait le mieux aux sympathies des divers États de l'Union pour l'Italie, il serait nécessaire aussi que cette nation fît de réels et sérieux efforts pour profiter du long terme qui lui serait accordé.

M. Feer-Herzog fait observer incidemment que la question des anciennes monnaies bourboniennes a déjà été traitée dans les Conférences des années précédentes, et il s'étonne que le Gouvernement italien ne les ait pas déjà retirées et fait refondre en totalité.

M. BARALIS rappelle que, dans une des dernières séances, il a été dit que le Gouvernement italien avait l'intention de retirer ces pièces de la circulation, en fixant un bref délai après lequel elles ne seraient plus reçues dans les caisses publiques.

M. RESSMAN demande si, le principe du cours légal des pièces d'argent de 5 francs n'étant pas admis internationalement, la Banque s'engagerait à accepter ces pièces pendant toute la durée de la convention.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il ne peut pas encore faire à cette question une réponse définitive : des négociations sont entamées et se poursuivent, en ce moment, avec la Banque ; peut-être le résultat en sera-t-il connu, du moins en partie, à la prochaine séance. Mais, ajoute-t-il, les négociations commencées ne pourront aboutir que lorsque tous les points de la convention seront arrêtés.

Toutefois, on peut prévoir que, si la question de la fabrication de l'argent, principal sujet de préoccupation pour la Banque, est écartée, comme M. Ressenman l'a fait espérer, les inquiétudes manifestées au sujet de la liquidation seront fort calmées.

En ce qui touche le contingent exceptionnel réclamé pour l'année 1879, M. le Président ne pourrait demander l'avis de la Banque sans connaître dès à présent le chiffre approximatif de ce contingent.

M. RESSMAN rappelle que, à l'une des dernières séances, il a indiqué le chiffre de 20 millions comme étant celui du contingent minimum réclamé par l'Italie. Il espère que son Gouvernement pourrait se contenter de ce chiffre pour le contingent exceptionnel de l'année 1879, dans le cas, bien entendu, où les demandes mises en avant au sujet de la liquidation seraient abandonnées.

Il remercie M. le Président des indications qu'il vient de donner sur les intentions probables de la Banque, et déclare qu'il considère comme une condition essentielle, pouvant seule remplacer le cours légal, l'engagement qui serait pris par la Banque de recevoir les pièces de 5 francs italiennes pendant toute la durée de la nouvelle convention.

M. LE PRÉSIDENT pense qu'il serait possible de rédiger dès à présent

les diverses propositions qui ont été formulées, et propose de confier à la sous-commission nommée à la dernière séance le soin de préparer un avant-projet de convention.

La Conférence, accueillant cette proposition, ajourne à jeudi sa prochaine réunion.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président,
Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,
Signé : ERNEST CRAMPON.
HENRI JAGERSCHMIDT.

RELEVÉS

DE LA FABRICATION DES MONNAIES EN BELGIQUE

PENDANT LES ANNÉES 1876 ET 1877.

ANNÉE 1876.

1° Matières versées au change.....	Or.
2° Matières versées au change.....	Argent.
3° Compte du Directeur	Or. -
4° Compte du Directeur	Argent.
5° Moyenne des titres et des poids.....	Or et argent.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 20 FRANCS EN 1876.

SOMME FABRIQUÉE : 41,393,640 FRANCS.

TABEAU I.

TITRES.	NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE.	VALEUR.
899.7	Aigles d'Amérique.....	22,696 ^f 85 ^c
899.5	Couronnes danoises.....	115,582 80
985	Ducats d'Autriche.....	1,141,806 15
916.3	Impériales de Russie.....	14,556,323 90
900	Lingots.....	58,716 55
915.5	Lingots.....	362,029 55
Divers.	Lingots.....	24,136,923 75
900	Pièces de 20 francs.....	22,085 05
915	Livres turques.....	729,742 95
899.7	Reichsmarks.....	23,716 40
898	Monnaies péruviennes.....	43,256 85
875	Quadruples Juarez.....	147,987 40
1,000	Or affiné.....	32,771 80
	TOTAL.....	41,393,640 00

CERTIFIÉ EXACT :

Le Contrôleur au change et au monnayage,

Signé : CH. VAN DER BEKEN.

Vu :

Le Commissaire des Monnaies,

Signé : AD. SAINTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 20 FRANCS.

TABLEAU II.

ANNÉES.	VALEUR NOMINALE.	POIDS		TITRE MOYEN.	POIDS		VALEUR à 3,093 fr. 30 cent. le kilog. à 900 millièmes.	FRAIS DE FABRICATION à 6 fr. 70 cent. le kilog. à 900 millièmes.	VALEUR TOTALE.	DIFFÉRENCE AU CRÉDIT de l'État.
		DROIT.	FABRIQUÉ.		PUR.	à 900 millièmes.				
1876	41,393,650 ^f	13,352 ^h 787	13,256 ^h 105,3	0,899,770,73	12,017 ^h 432,616	13,352 ^h 702,906	41,303,015 ^f 90 ^c	89,463 ^f 10 ^c	41,393,379 ^f 00 ^c	261 ^f 00 ^c

Le Commissaire des Monnaies.

AD. SAINCTELEUTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 5 FRANCS EN 1876.

SOMME FABRIQUÉE : 10,799,425 FRANCS.

TABLEAU III.

TITRES.	NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE.	VALEUR.
Divers.	Lingots	10,799,425 ^f
	TOTAL	10,799,425

CERTIFIÉ EXACT :

Le Contrôleur au change et au monnayage,

CH. VAN DER BEKEN.

Vu :

Le Commissaire des Monnaies,

AD. SAINCTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 5 FRANCS.

TABIEAU IV.

ANNÉE.	VALEUR NOMINALE.	POIDS		TITRE NOTES.	POIDS		VALEUR à 198 fr. 50 cent. le kilog. à 900 millièmes.	FRAIS DE FABRICATION à 1 fr. 50 cent. le kilog. à 900 millièmes.	VALEUR TOTAL.	DIFFÉRENCE AU CRÉDIT de l'État.
		DROIT.	FABRIQUÉ.		FIN.	à 900 MILLIÈMES.				
1876	10,799,425	53,997 ¹ / ₂ 125	54,003 ¹ / ₂ 790	0,899,876,130	48,590 ¹ / ₂ 721,556	53,996 ¹ / ₂ 357,284	10,718,276 ¹ / ₂ 92°	80,994 ¹ / ₂ 54°	10,799,271 ¹ / ₂ 40°	153 ¹ / ₂ 54°

Le Commissaire des Monnaies ,

AD. SAINTETIETTE.

BELGIQUE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES.

MOYENNE DES TITRES ET DES POIDS DES MONNAIES FABRIQUÉES EN 1876.

OR.

TABEAU V.

VALEUR NOMINALE des espèces d'or mises en circulation.	OR.							TITRE.	
	TITRE moyen.	POIDS moyen par 3,100 francs = 1 kilog.	POIDS moyen par pièce de 20 francs = 65 ^{rs} ,451,61.	DIFFÉRENCE				OR.	
				avec le titre droit ,		avec le poids droit ,		Le plus haut.	Le plus bas.
				en plus.	en moins.	en plus.	en moins.		
francs.									
41,393,640	0,899.770,730	1 ^h ,000,248,5	65 ^{rs} ,453,216	#	0,000.229,270	0,001,606	#	0,900,650	0,898,2

ARGENT.

VALEUR NOMINALE des espèces d'argent mises en circulation.	ARGENT A 0,900, PIÈCES DE 5 FRANCS.							TITRE.	
	TITRE moyen.	POIDS moyen par 200 francs = 1 kilog.	POIDS moyen par pièce de 5 francs = 25 grammes.	DIFFÉRENCE				ARGENT.	
				avec le titre droit ,		avec le poids droit ,		Le plus haut.	Le plus bas.
				en plus.	en moins.	en plus.	en moins.		
francs.									
10,799,425	0,899,876,130,1	1 ^h ,000.123,4	25 ^{rs} ,003,085	#	0,000,123,869,9	0,003,085	#	0,901,8	0,898,150

Le Commissaire des Monnaies,

AD. SAINCTELETTE.

ANNÉE 1877.

- 1° Matières versées au change Or.
2° Compte du Directeur Or.
3° Moyenne des titres et des poids Or.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 20 FRANCS EN 1877.

SOMME FABRIQUÉE : 118,121,400 FRANCS.

TABLEAU VI.

TITRES.	NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE.	VALEUR.
Divers.	Lingots	50,929,585 ^f 80 ^c
900.0	Lingots	581,352 53
899.7	Reichsmarcks	36,800,954 73
916.3	Impérial s russes	23,029,735 48
899.5	Couronnes danoises	2,307,196 05
899.5	Florins de Hollande	936,342 54
875.0	Quadruples mexicains	27,236 51
874.0	Quadruples Juarez	647,417 06
898.5	Isabellines	44,828 45
985.0	Ducats d'Autriche	158,176 36
916.3	Souverains anglais	9,655 17
899.7	Aigles ou dollars	2,417,711 53
1,000.0	Or affiné	231,207 79
	TOTAL	118,121,400 00

CERTIFIÉ EXACT :

Le Contrôleur au change et au monnayage,
CH. VAN DER BEKEN.

VU :

Le Commissaire des Monnaies,
AD. SAINCTELETTE.

BELGIQUE.

ADMINISTRATION DES MONNAIES.

MOYENNE DES TITRES ET DES POIDS DES MONNAIES FABRIQUÉES EN 1877.

OR.

TABLÉAU VII.

VALEUR NOMINALE des espèces d'or mises en circulation.	TITRE MOYEN.	OR.				TITRE.	
		POIDS MOYEN par 3,100 francs = 1 kilogramme.	POIDS MOYEN par pièces de 20 francs = 6 gr. 45 ¹ / ₆ .	DIFFÉRENCE		OR.	
				avec le titre droit, en plus.	avec le titre droit, en moins.	Le plus haut.	Le plus bas.
fr. 118,121,400	0.899,829,168	1 ⁵ 000,190	6 ⁸ 452,839	"	0.000,170,832	0.901.4	0.898,250
				0.001,229	"		

Le Commissaire des Monnaies,

AD. SAINCTELETTE.

BELGIQUE.

FABRICATION DE PIÈCES DE 20 FRANCS.

TABLEAU VIII.

ANNÉE.	VALEUR NOMINALE.	POIDS.		TITRE. NOTEN.	POIDS		VALEUR à 3,093 fr. 30 cent. le kilogramme à 900 millièmes.	FRAIS DE FABRICATION à 6 fr. 70 cent. le kilogr. à 900 millièmes.	VALEUR TOTALE.	DIFFÉRENCE ou DÉBIT de l'État.
		DROIT.	FABRIQUE.		FIN.	à 900 millièmes.				
1877.....	118,121,400 ^f	38,103 ^f 677.4	38,110 ^f 921.6	0.899,829,168	34,293 ^f 318,869	38,103 ^f 687,632	117,866,136 ^f 95 ^c	255,294 ^f 71 ^c	118,121,431 ^f 66 ^c	31 ^f 60 ^c

Le Commissaire des Monnaies,

AD. SAINTELETTE.

FRANCE.

ANNEXE B.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

TABIEAU I.

(Moyennes des titres et poids des Monnaies fabriquées en France pendant les années 1876, 1877 et 1878.)

ANNÉES.	OR.					ARGENT.				
	TITRE MOYEN.	POIDS MOYEN par 3,100 francs = 1 kilogr.	POIDS MOYEN par pièce de 20 francs = 6 gr. 451,61.	DIFFÉRENCE		TITRE MOYEN.	POIDS MOYEN par 200 francs = 1 kilogr.	POIDS MOYEN par pièce de 5 francs = 25 gr.	DIFFÉRENCES	
				AVEC LE TITRE DROIT	AVEC LE POIDS DROIT				AVEC LE TITRE DROIT	AVEC LE POIDS DROIT
				en plus.	en moins.				en plus.	en moins.
1876.....	899,956	1,000,000	6,451,615	0,014	0,006	899,788	1,000,319	25,008	0,212	0,319
1877.....	900,036	999,960	6,451,424	0,036	"	900,202	1,000,000	25,000	"	0,0003
1878 (1 ^{er} octobre)...	900,003	999,995	6,451,605	0,003	"	900,156	1,000,332	25,008	0,156	0,332

TABLEAU N° II.

FABRICATION DE MONNAIES FRANÇAISES
PENDANT L'ANNÉE 1876.

Or.....	20 francs.....	176,493,160 ^f 00 ^c
Argent....	5 francs..	{ Paris..... 44,000,000 00
		{ Bordeaux..... 8,661,315 00
		TOTAL des 5 francs..... 52,661,315 00

NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE EN 1876.

Or.	{	Piastres turques	33,864 ^f 37 ^c
		Marks.....	88,903 32
		Ducats d'Autriche.....	66,187 01
		Souverains.....	23,536 61
		Lingots.....	176,546,252 86
TOTAL.....			176,758,744 17
Argent....	Lingots..	{ Paris.....	23,672,543 99
		{ Bordeaux.....	8,503,128 82
		TOTAL.....	32,175,672 81

TABLEAU N° III.

FABRICATION DE MONNAIES FRANÇAISES
PENDANT L'ANNÉE 1877.

Or.....	20 francs.....	255,181,140 ^f 00 ^c
Argent....	5 francs..	{ Paris..... 13,159,970 00
		{ Bordeaux..... 3,304,315 00
TOTAL des 5 francs.....		16,464,285 00

NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE EN 1877.

Or.....	{	Lingots.....	222,251,014 ^f 73 ^c
		Marks.....	18,586,544 16
		Aigles.....	7,038,833 51
		Impériales.....	20,594 53
		Kronor.....	32,546 37
		Monnaies diverses.....	376,408 30
		TOTAL.....	248,305,941 60
Argent.....		Néant.	

TABLEAU N° IV.

FABRICATION DE MONNAIES FRANÇAISES

PENDANT L'ANNÉE 1878.

(1^{er} JANVIER AU 1^{er} OCTOBRE.)

Or.....	{	100 francs.....	1,281,400 ^f 00 ^c
		20 francs.....	182,688,300 00
TOTAL.....			183,969,700 00
Argent....	{	5 francs....	Néant.
		Paris.....	Néant.
		Bordeaux.....	1,815,650 00

NATURE DES MATIÈRES VERSÉES AU CHANGE EN 1878.

Or.....	{	Lingots.....	181,203,866 ^f	15 ^c
		Impériales.....	37,368	62
		Souverains.....	29,959	12
		Aigles.....	2,723,735	70
		Monnaies diverses.....	254,633	21
		Marks.....	9,106	24
		TOTAL.....	184,258,669	04
Argent.... Néant.				

CINQUIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

5^e SÉANCE.

JEUDI 10 OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie
et de la Suisse,
qui assistaient à la précédente réunion.

La séance est ouverte à deux heures.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître à la Conférence que la sous-commission qu'elle a instituée a préparé un avant-projet de convention qui peut, dès à présent, lui être soumis; mais il pense qu'il y aurait avantage à ne pas suivre encore l'ordre des articles, ce qui, en arrêtant la Conférence sur les

points de détail secondaires, retarderait nécessairement l'examen des questions essentielles. En conséquence, il propose de discuter d'abord les trois articles importants : celui qui règle le retrait des monnaies divisionnaires italiennes, celui qui concerne les garanties destinées à remplacer la clause de liquidation écartée par la Conférence, enfin celui qui est relatif à la durée de la convention.

Cette proposition ayant été accueillie, M. LE PRÉSIDENT donne lecture de l'article 8 de l'avant-projet ainsi conçu :

ART. 8. Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent.

Ces monnaies seront admises de nouveau dans les caisses publiques des autres États contractants, dès que le régime du cours forcé du papier-monnaie aura été supprimé en Italie.

Il est entendu que, lorsque les opérations relatives au retrait des monnaies italiennes d'appoint en argent auront été terminées, l'application de l'article 7 sera suspendue à l'égard de l'Italie.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que les dispositions du paragraphe 1^{er} de cet article, se bornant à poser le principe du retrait des monnaies italiennes d'appoint en argent, doivent, dans la pensée de la sous-commission, être complétées par un arrangement additionnel et séparé qui aurait pour objet de stipuler le mode d'exécution et les détails de l'opération du retrait. Cet arrangement en supposerait peut-être encore un autre qui serait passé avec un ou plusieurs établissements de crédit, la sous-commission ayant admis que chacun des États intéressés pourrait charger une caisse publique ou un établissement privé de la partie purement financière de l'opération.

M. le Président a cru devoir, en conséquence, faire préparer un projet d'articles additionnels, dont il donne lecture, et qui sont ainsi conçus :

ARTICLE 1^{er}. Le retrait des monnaies italiennes de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs qui existent en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, s'opérera à partir du
et devra être achevé
le . *A partir de cette dernière date, elles cesseront d'être*
reçues dans les caisses publiques des États précités.

ART. 2. Elles seront centralisées, par les soins des gouvernements de Belgique, de France, de Grèce et de Suisse, dans les établissements qui seront désignés dans chacun des quatre pays pour en opérer la remise au Gouvernement italien.

ART. 3. A partir du jour où les pièces italiennes cesseront d'avoir un cours in-

ternational, la valeur des monnaies retirées sera portée au débit du Gouvernement italien dans un compte dont les intérêts seront calculés au taux de 3 1/2 p. 100.

Les pièces retirées seront livrées en une seule fois au Gouvernement italien, aux lieux qu'il aura désignés.

ART. 4. *Le Gouvernement italien retirera et détruira les coupures divisionnaires de papier pour une somme au moins égale à la valeur des monnaies qu'il aura reçues, sans pouvoir émettre de nouvelles coupures de papier.*

ART. 5. *Le compte des avances prévues à l'article 3 sera liquidé en cinq années, au moyen de la remise de cinq effets d'égale valeur comprenant le capital et les intérêts. Ces effets seront payables dans les capitales de chaque État créancier.*

ART. 6. *Le Gouvernement italien tiendra compte aux autres Gouvernements des frais de toute nature qu'ils auraient déboursés ou qui auront été mis à leur charge par les établissements financiers chargés de l'opération.*

Au sujet de la date à laquelle on devrait faire commencer l'opération, M. le PRÉSIDENT fait ressortir l'intérêt qu'il y aurait à effectuer le retrait dans le plus bref délai possible.

M. FERR-HERZOG, tout en reconnaissant la réalité de cet intérêt, fait observer qu'il n'est pas possible de terminer l'opération d'ici à l'expiration de la Convention de 1865. Le public peut invoquer un droit acquis à se servir des pièces divisionnaires italiennes jusqu'à l'échéance de cette Convention, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1880.

M. le PRÉSIDENT répond que, en fait, il ne croit pas que le public ait sujet de se plaindre, et que, en droit, l'objection légale disparaît si le délai pour retirer les pièces de la circulation commence au 1^{er} juillet 1879 pour finir au 31 décembre.

Une discussion s'engageant sur l'expression « en une seule fois », qui figure au second paragraphe de l'article 3, et qui pourrait faire croire que l'échange des monnaies divisionnaires devra être effectué en même temps, le même jour, par tous les États contractants, M. le PRÉSIDENT explique que telle n'a pas été l'intention des rédacteurs du projet. Il ajoute que, d'ailleurs, la rédaction proposée n'est pas une rédaction définitive.

M. le PRÉSIDENT fait observer qu'il est dit, à l'article 6, que le Gouvernement italien tiendra compte aux autres Gouvernements des frais et charges de l'opération. Pour déterminer ces charges, il sera indispensable de connaître les conditions des contrats qui interviendront entre chaque État et les établissements publics ou privés auxquels on s'adressera pour l'exécution.

Néanmoins, il est essentiel que l'arrangement en question, tout en se référant à ces contrats futurs, contienne, à ce sujet, une disposition explicite.

M. FEER-HERZOG demande de quelle nature sera la couverture fournie par le Gouvernement italien.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'il est stipulé que le paiement se fera en cinq effets, soit en bons du Trésor italien, soit en traites sur la capitale de l'État qui reçoit le paiement.

M. RESSMAN se montre disposé à adhérer à cet arrangement, sauf quelques réserves portant sur des questions de détail. Il lui semble que la sous-commission avait admis, en principe, que l'opération serait centralisée à la Banque de France, et que le Gouvernement français se substituerait à ses alliés monétaires, en ce sens que les pièces divisionnaires seraient d'abord versées entre ses mains par les autres États pour être ensuite échangées, par son entremise, avec l'Italie.

Il donne lecture de la formule suivante, qui avait d'abord été adoptée par la sous-commission comme pouvant servir de base au projet d'arrangement :

Le retrait de toutes les monnaies italiennes s'opérerait immédiatement. Elles seraient concentrées à la Banque de France qui les remettrait immédiatement et en bloc à l'Italie, contre remboursement en cinq annuités et moyennant un intérêt à convenir. Cette dette pourrait être représentée par des Bons du Trésor italiens. L'Italie retirerait d'un seul coup et détruirait les coupures divisionnaires pour une somme au moins égale et sans pouvoir en émettre d'autres.

Dans la pensée de M. Ressman, c'est donc aux bons offices de la France que les autres États auraient eu recours pour réaliser l'opération, et c'eût été là, pour l'Italie, une très-utile simplification.

M. PIRMEZ, s'associant aux observations de M. Ressman, constate que, eu égard à la proportion des intérêts respectifs engagés dans cette affaire, la Belgique et la Suisse n'ont à y remplir qu'un rôle très-accessoire.

M. LE PRÉSIDENT déclare que c'est effectivement à la formule dont M. Ressman a donné lecture, qu'on s'était référé pour la rédaction des articles du projet d'arrangement. Mais, selon lui, cette formule s'appliquait à la France seule et n'excluait pas l'éventualité d'une opération analogue entre la Belgique et l'Italie et entre la Suisse et l'Italie. Il est important, dit-il, que l'échange dont il s'agit conserve le caractère d'une opération collective, à laquelle coopéreraient de la même manière tous les États de l'Union. S'il en était autrement, cette opération semblerait être un prêt fait séparément par la France à l'Italie,

M. PIRMEZ fait observer que, dans le cas même où les statuts de la Banque nationale de Belgique ne s'opposeraient pas à ce qu'elle pût faire directement remise à l'Italie des monnaies retirées contre des engagements à long terme, cette opération n'en serait pas moins beaucoup plus difficile pour la Banque nationale de Belgique que pour la Banque de France. Celle-ci a des capitaux considérables qui sont sans emploi; elle pourrait donc se charger de l'affaire dans des conditions beaucoup plus favorables à l'Italie.

M. LE PRÉSIDENT répond que, lors même que la Suisse et la Belgique feraient chacune l'opération pour la part qui les concerne, rien ne les empêcherait de traiter directement avec un établissement français.

M. RESSMAN fait remarquer que l'inconvénient pour l'Italie de traiter avec plusieurs États au lieu d'un seul subsisterait encore dans ce système. Il préférerait de beaucoup le mode de procéder qui lui semblait avoir été adopté par la sous-commission.

M. LE PRÉSIDENT croit qu'il convient d'ajourner la discussion du projet d'arrangement, afin de pouvoir se concerter au préalable avec la Banque de France sur les bases du contrat à intervenir.

Sur sa proposition, la Conférence passe à l'examen des divers systèmes présentés par la sous-commission relativement aux dispositions qui pourraient être prises pour remplacer la garantie de la liquidation.

Ces systèmes sont au nombre de trois.

Le premier système, proposé par M. FEER-HERZOG, fait uniquement consister la garantie dans la durée de la convention. Il est ainsi formulé :

La présente convention, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1880, restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite reconduction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en serait faite.

Le second système a été présenté par M. PIRMEZ dans les termes suivants :

La présente convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein

droit, d'année en année, par voie de tacite réconduction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en serait faite.

Toutefois, le droit de dénonciation sera suspendu pour ceux des États contractants qui se trouveraient sous le régime du papier-monnaie à cours forcé.

Dans le cas où les États qui useraient de la faculté de dénonciation représenteraient plus de la moitié de la population des États qui auraient le droit de sortir de l'Union, la Convention cessera ses effets à l'égard de toutes les parties contractantes. Dans le cas contraire, elle demeurera obligatoire entre les États qui ne l'auraient point dénoncée et ceux pour lesquels le droit de dénonciation serait suspendu.

Enfin le troisième système, proposé par les Délégués français, est formulé ainsi qu'il suit :

La présente convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1885.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite réconduction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en serait faite.

Toutefois, les États qui ne sont pas soumis au régime du cours forcé du papier-monnaie auront seuls le droit d'user de cette faculté de dénonciation.

Dans le cas où l'un ou l'autre desdits États dénoncerait la convention, il serait tenu d'échanger, avec ceux dans lesquels le cours forcé n'existerait pas, les pièces d'argent de 5 francs qu'ils auront émises et qui se trouveraient entre les mains des particuliers ou dans les caisses publiques les uns des autres, la différence devant être soldée en pièces d'or frappées dans les conditions de l'article 2 ou en traites sur la capitale.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que les deux rédactions française et belge, bien que contenant certaines différences, tendent toutes deux au même but, c'est-à-dire à prolonger obligatoirement la convention avec l'Italie jusqu'à ce que la liquidation n'offre plus de dangers.

M. RESSMAN rappelle que les Délégués italiens ont déjà, à plusieurs reprises, fait connaître les instructions formelles qui leur ont été données quant au principe de la liquidation. Ils devaient, dans le cas où ils auraient été conduits à accepter, sous une forme si atténuée qu'elle fût, une clause de liquidation, insister absolument pour obtenir le cours légal des monnaies d'argent et un contingent de fabrication pour toute la durée de la convention, deux conditions qui, précisément, sont déclarées inadmissibles par la majorité des États de l'Union. La Conférence ne voulant pas d'une reprise du monnayage de l'argent que réclameraient vivement les intérêts de l'Italie, M. Ressman espère que ses collègues et lui obtiendront du Gouvernement italien qu'il consente à la suspension de la frappe et renonce à sa demande

quant au cours légal de l'argent; mais ce serait à la condition qu'il ne fût plus question de liquidation.

M. RESSMAN croit donc devoir insister pour que la Conférence s'en tienne au système si simple et si conciliant de M. Feer-Herzog, qui stipule uniquement une condition de durée, à moins qu'on ne veuille remettre de nouveau sur le tapis la question des contingents de fabrication qui avait été écartée. La forme sous laquelle la clause de liquidation avait été d'abord présentée et qui subsiste encore dans la rédaction française, est inadmissible pour l'Italie; mais, alors même qu'elle serait atténuée et tempérée, comme elle l'est dans la rédaction belge, une pareille condition ne saurait être acceptée par le Gouvernement italien. Le droit de dénoncer la convention, accordé à certains membres de l'Union et refusé aux autres, constituerait, au préjudice de ces derniers, une suspension dans l'exercice de leurs droits souverains et une aliénation de leur liberté telles qu'aucun Parlement n'y consentirait.

En somme, dit M. RESSMAN en se résumant, la meilleure garantie de la bonne exécution de la convention est dans l'intérêt même de l'Italie, qui désire plus qu'aucun de ses alliés l'amélioration de sa situation financière.

M. LE PRÉSIDENT relève une confusion, que M. RESSMAN lui paraît avoir faite en disant que la clause de liquidation, telle qu'elle avait été primitivement présentée, subsiste encore dans la rédaction française qui vient d'être lue. Dans cette rédaction, la clause de liquidation ne s'applique éventuellement qu'aux États qui dénonceraient la convention. Elle ne vise donc pas l'Italie qui se trouverait dans une situation spéciale et serait privée du droit de dénonciation.

M. RESSMAN répond que, ne pouvant accepter les dispositions de l'article qui sont relatives à l'Italie, il est par conséquent conduit à rejeter également, en ce qui concerne la liquidation, celles qui s'appliquent aux autres États.

M. PIRMEZ développe les considérations qui l'obligent à demander l'insertion dans la convention de clauses offrant aux États coassociés des garanties nécessaires.

L'Italie, en expulsant l'argent de sa circulation intérieure, a, dit-il, inondé les autres États de sa monnaie d'argent et créé la situation dont on se plaint justement et à laquelle on cherche un remède. Mais cette situation deviendra définitive et irremédiable, si l'Italie, à l'expiration de la convention, quitte l'Union et reprend la frappe de l'argent, sans que la suppression du cours forcé ait préalablement opéré la résorption de toutes les monnaies italiennes répandues dans les États de l'Union. C'est contre cette éventualité qu'il faut surtout se prémunir, car elle rendrait le mal actuel irréparable.

M. le comte RUSCONI objecte que le danger redouté par M. le Délégué de la Belgique est absolument chimérique.

L'Union une fois rompue et le cours forcé subsistant encore, quel intérêt l'Italie aurait-elle à fabriquer une monnaie d'argent qui n'aurait plus cours international?

Il n'y a qu'un seul cas où le Gouvernement italien aurait intérêt à reprendre la fabrication de l'argent, en dehors de l'Union; c'est le cas où le cours forcé aurait été supprimé. Or, tout le monde a reconnu que, lorsque le cours forcé n'existerait plus, la liquidation se ferait tout naturellement et n'offrirait plus aucun danger.

M. PIRMEZ répond que tout dépend, selon lui, des époques où la suppression du cours forcé et la reprise de la frappe d'argent s'effectueraient. Si le Gouvernement italien, après la rupture de l'Union, reprenait d'abord les paiements en espèces, les pièces de cinq francs actuellement en excès dans les États de l'Union retourneraient en Italie. Les alliés monétaires de l'Italie seraient alors pleinement satisfaits. Mais, si le Gouvernement italien, avant de reprendre ses paiements en espèces, commence par frapper une nouvelle quantité de pièces de cinq francs, en vue de retirer son papier-monnaie, le danger qui a été signalé tout à l'heure sera irremédiable.

M. FEER-HERZOG désire entrer dans quelques explications au sujet de la rédaction à laquelle on a attaché son nom, bien qu'il n'ait pas tout d'abord présenté son opinion sous cette forme.

Les Délégués suisses avaient, dit-il, pour instructions de se rallier à une clause de liquidation qui serait proposée par un des États de l'Union, sauf à en référer à leur Gouvernement pour le mode de procéder.

Mais, avant tout, il leur paraît nécessaire de ne pas introduire dans la convention des clauses qui n'auraient aucune chance d'être agréées par l'une des parties. Les intérêts vitaux des pays à circulation métallique exigent que la fabrication de l'argent soit suspendue; or, on est fondé à penser que, sur cette question et sur celle du retrait des monnaies divisionnaires, l'assentiment de l'Italie est déjà acquis. Mais il est une autre nécessité qui s'impose à la Conférence, c'est celle d'établir le projet de convention sur des bases telles qu'il puisse être accepté par tous les États de l'Union. Or, si l'on prétendait imposer à l'Italie une clause comme celle de la liquidation, même sous la forme atténuée qui lui a été donnée en dernier lieu, on s'exposerait à blesser le sentiment national et les susceptibilités légitimes d'un grand État et à compromettre ainsi les résultats de la négociation.

M. Feer-Herzog pense donc qu'il faut éviter des formules dans le genre de celles qui ont été proposées et chercher la solution de la question dans la longueur de la durée assignée à la convention, dans une durée de six ans

par exemple. Pendant une période aussi prolongée, la situation financière de l'Italie pourra vraisemblablement s'améliorer et les préoccupations qui se manifestent aujourd'hui seraient considérablement amoindries, si, à l'expiration de cette période, le papier-monnaie s'était rapproché du pair.

Telles sont les considérations que M. Feer-Herzog avait cru devoir soumettre à la Conférence dans sa dernière séance, et qui ont dicté la rédaction présentée sous son nom.

M. BARALIS remercie M. Feer-Herzog des sentiments qu'il vient d'exprimer. Il insiste de nouveau sur ce point que la liquidation n'avait pas été prévue par la Convention de 1865, et déclare qu'une clause pareille, si elle était insérée dans la nouvelle convention, n'aurait aucune chance d'être acceptée par le Parlement italien.

M. LE PRÉSIDENT cherche à préciser la nature du danger signalé par M. Pirmez et contre lequel M. le Délégué de la Belgique désirerait se prémunir par d'autres précautions que celle dont se contente M. Feer-Herzog.

En définitive, dit-il, on voudrait être sûr que, si l'Italie se trouve, à l'expiration de la convention, en état de revenir à la circulation métallique, cette opération s'effectuera, tout d'abord, par la résorption des pièces de cinq francs répandues dans les autres pays de l'Union. Or, il ne croit pas, quant à lui, que les choses puissent se passer autrement. La question de liquidation se réduit, comme on l'a déjà dit, à une question d'écart de changes. Si, à un certain moment, l'Italie se trouve en état d'abolir le cours forcé, c'est que, par suite d'une amélioration dans sa situation financière, elle aura pu rétablir le pair du change, et, dans ce cas, on est d'accord qu'il n'y a plus à se préoccuper de la liquidation.

Mais, d'autre part, on a toujours supposé jusqu'ici que le change se réglait sur la valeur de l'or. On pourrait se demander s'il n'en serait pas autrement dans un pays qui établirait une circulation métallique à base unique d'argent. Le pair du change qui aurait permis de reprendre les paiements en espèces n'existerait plus alors; le change serait réglé par la valeur de l'argent, et il y aurait un écart provenant de ce que, dans un pays, le change se réglerait sur la valeur de l'or, et, dans l'autre, sur celle de l'argent.

Le danger contre lequel M. Pirmez voudrait se prémunir ne serait donc pas seulement un écart de change provenant de la circulation du papier-monnaie, mais surtout un écart de change provenant de la différence des étalons. Or, M. le Président ne croit pas pouvoir suivre dans cette voie l'honorable Délégué de la Belgique. La France tend vers la reprise du double étalon, et il ne serait pas logique qu'elle se prémunît contre une perte au change provenant de l'argent, puisqu'elle ne redoute pas ce danger pour sa circulation intérieure.

Reste la préoccupation de la perte au change provenant d'une circulation

de papier-monnaie. M. le Président partage cette préoccupation. Il cherche, lui aussi, des garanties dans la durée de la convention, mais dans une durée indéterminée, parce qu'il ignore quand le pair du change se produira. Si la convention est faite pour une durée de six ans à partir de 1880, comme le propose M. Feer-Herzog, on doit se demander si cette période de sept ans, qui devra courir depuis le moment actuel jusqu'à l'échéance, peut être considérée comme équivalant à une durée indéterminée.

M. le Président déclare qu'il a été très-frappé des considérations exposées par M. le Délégué de la Suisse et qu'il est seulement préoccupé de savoir si un nombre d'années donné peut offrir les mêmes sécurités qu'une durée indéterminée.

M. PIRMEZ dit, en réponse aux observations présentées par M. le Président, qu'il ne craindrait pas de voir un autre État prendre l'étalon d'argent et accepter une infériorité de change, si cet État ne devait rien aux autres États de l'Union; mais tel n'est pas le cas. La situation actuelle est mauvaise à cause de l'excès de monnaie d'argent provenant en grande partie du numéraire que le papier-monnaie a fait sortir d'Italie. Cet excès d'argent, dommageable surtout en France aujourd'hui, peut refluer sur la Belgique.

M. Pirmez voudrait être assuré que la reprise de la circulation métallique en Italie fera disparaître ce danger; mais il craint que, au lieu d'y soustraire ses alliés, l'Italie ne le perpétue. Il est certain que, si on lui laisse une entière liberté d'action, elle trouverait de l'avantage, au moment où elle retirerait le cours forcé après la rupture de l'Union, à acheter des lingots sur le marché de Londres et à les faire frapper en écus de cinq francs, au lieu de retirer les pièces qu'elle doit faire revenir des autres États.

Que la différence des changes provienne du papier-monnaie ou de la dépréciation de l'argent, le résultat sera le même, à savoir : le maintien dans les États à circulation métallique des pièces de cinq francs que l'Italie a le devoir de faire rentrer chez elle.

M. le comte RUSCONI estime que la préoccupation manifestée par plusieurs Délégués qui redoutent que les pièces de cinq francs italiennes ne rentrent pas en Italie lors de la reprise des paiements en espèces, n'est pas fondée. Il ne voit pas quel intérêt l'Italie aurait, à l'expiration de la convention, à faire monnayer des lingots d'argent plutôt que de se servir des monnaies qui lui seraient renvoyées par la douane ou par d'autres voies.

M. LE PRÉSIDENT se déclare prêt à se rallier à la rédaction proposée par M. Feer-Herzog.

M. PIRMEZ ayant fait connaître, de son côté, qu'il ne lui était pas pos-

sible de l'accepter sans en avoir référé à son Gouvernement, la Conférence ajourne la décision à prendre au sujet de cette disposition.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'un projet d'article relatif à la situation des États à cours forcé du papier-monnaie ; cet article est ainsi conçu :

Dans le cas où l'un des États contractants adopterait le régime du cours forcé du papier-monnaie ou augmenterait par de nouvelles émissions sa circulation de papier-monnaie à cours forcé, cet État cesserait de faire partie de l'Union monétaire.

Il serait tenu, dans ce cas, de reprendre les pièces de cinq francs d'argent qu'il aurait émises et qui se trouveraient entre les mains des particuliers ou dans les caisses publiques des autres États, et de les échanger, dans un délai d'un an à partir de la promulgation de la loi qui aurait édicté les mesures énoncées au paragraphe précédent, contre une égale valeur en pièces d'or ou d'argent frappées par lesdits États ou en traites sur les capitales de ces États.

Cet article, dit M. le Président, a un but pratique, en même temps qu'il consacre un principe.

Le principe, c'est qu'une union monétaire ne peut exister qu'entre des États ayant une circulation métallique. Pendant la durée de la Convention de 1865, il s'est produit un fait grave : l'Italie a été obligée de prendre une circulation de papier. Malgré cette circonstance, les États alliés renouvellent avec elle leur association, en maintenant le *statu quo*. Mais on doit considérer que c'est là un fait anormal, et que l'Union monétaire continue à reposer, en principe, sur la base d'une circulation métallique. On ne maintient l'Union que parce qu'on est convaincu que la circulation métallique y sera partout rétablie avant peu de temps.

S'il en était autrement, la question de la liquidation devrait de nouveau être posée, et il importe beaucoup que la Conférence, en renonçant à la clause de liquidation, ne paraisse pourtant pas adhérer à cette opinion que le recours à la circulation de papier peut ne pas être considéré comme contraire à l'essence même d'un contrat d'union monétaire.

C'est dans ce but que l'article a été rédigé. Il ne vise pas directement l'Italie, ou plutôt il ne s'applique à elle que dans un seul cas, celui où elle aggraverait sa situation actuelle par de nouvelles émissions de papier-monnaie. La France, qui pourrait être considérée comme particulièrement visée par cette disposition, l'accepte, et l'on ne voit pas ce que l'Italie aurait à y objecter.

M. RESSMAN regrette de ne pouvoir consentir à l'obligation éventuelle qui résulterait pour l'Italie de cette stipulation.

S'interdire d'avance toute nouvelle émission de papier-monnaie serait,

dit-il, pour son Gouvernement, une grave détermination dont aucun Ministre ne voudrait assumer la responsabilité. Il peut se présenter une guerre, une crise financière telle qu'une émission de papier-monnaie soit un moyen de salut suprême, et, bien que l'Italie soit fermement décidée à ne prendre une mesure pareille qu'à la dernière extrémité, on ne saurait lui demander de se lier d'avance les mains.

M. PIRMEZ pense qu'il serait possible d'atténuer la portée de la stipulation dont il s'agit, pour la rendre acceptable par l'Italie, et il soumet à la Conférence la rédaction suivante, qui lui paraît atteindre ce but :

L'obligation des caisses publiques de chaque État à l'égard des monnaies fabriquées par les autres États cessera quant aux monnaies des États qui se mettraient sous le régime du papier-monnaie, ou qui augmenteraient par de nouvelles émissions leur circulation de papier-monnaie à cours forcé.

M. Pirmez fait observer que, si cette clause était adoptée, le Gouvernement italien ne serait plus fondé à dire que, dans l'hypothèse d'une guerre, les forces de l'Italie pourraient se trouver paralysées. Le seul effet de cette clause serait de dégager les autres États de l'obligation de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes, résultat qui se produirait également s'il n'y avait pas de convention monétaire entre eux et l'Italie.

M. LE PRÉSIDENT se rallie à la rédaction de M. Pirmez, et croit que, grâce à ces tempéraments, la proposition peut être admise par l'Italie. Il ne s'agirait plus, dans l'hypothèse prévue, que de fermer les caisses publiques aux monnaies italiennes, sans qu'il soit rien stipulé pour les stocks antérieurement accumulés.

M. FEER-HERZOG fait observer qu'une pareille mesure tournerait contre les pays au profit desquels elle semblerait avoir été prise. Ce ne sont pas seulement les caisses publiques qui sont à considérer dans un État. Si les caisses publiques cessaient de recevoir les pièces italiennes, la dépréciation de ces pièces amènerait une crise préjudiciable à tous les intérêts privés dans les divers États de l'Union, tandis que l'Italie n'en éprouverait aucun dommage.

M. RESSMAN dit qu'il ne saurait admettre aucune pénalité du genre de celle qu'on prétend imposer à son pays dans le cas où une nouvelle émission de papier-monnaie serait indispensable et faite par mesure de salut public.

M. PIRMEZ regrette d'être obligé de déclarer, aux termes de ses instructions, que, si le principe de l'incompatibilité absolue du cours forcé avec l'Union monétaire n'était pas reconnu, la Belgique se verrait dans la nécessité de se retirer de l'Union.

Il y a, dit-il, entre les Délégués italiens et les Délégués des autres États, des divergences de point de vue qui impliquent des questions de principes. L'Italie ne voit qu'une opération légitime là où les autres États voient une mesure en contradiction flagrante avec l'esprit de la convention. Il ne faut pas que le silence de la nouvelle convention laisse planer des doutes sur ces principes mêmes.

M. JAGERSCHMIDT (Charles) constate les difficultés qui s'opposent à ce qu'on introduise, à ce sujet, dans la convention, une stipulation impliquant une sorte de pénalité pour les États qui adopteraient le cours forcé ou pour ceux qui, l'ayant déjà, feraient de nouvelles émissions de papier-monnaie. Il apprécie, d'autre part, l'intérêt qu'il y aurait à ce que le principe posé par M. le Délégué de la Belgique et qui, en tant que principe, ne saurait être repoussé par aucun des États de l'Union, fût nettement admis et reconnu.

En conséquence, il demande à la Conférence d'examiner s'il ne conviendrait pas de se borner à insérer au procès-verbal une déclaration dans le sens des observations de M. Pirmez, déclaration qui, bien que dépourvue de sanction pénale, n'en aurait pas moins une portée morale suffisante pour donner, autant que possible, satisfaction aux idées dont M. le Délégué de la Belgique s'est fait l'interprète. Il exprime l'espoir que, si cette combinaison était adoptée, le Gouvernement belge voudrait bien consentir, sur la demande de ses représentants, à modifier, en y adhérant, les instructions qu'il leur a données.

La Conférence, accueillant cette proposition, s'ajourne au samedi 19 octobre.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

SIXIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

6^e SÉANCE.

LUNDI 14 OCTOBRE.

PRÉSIDENTE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie
et de la Suisse,
qui assistaient à la précédente réunion.

La séance est ouverte à deux heures.

Sur la proposition de M. le PRÉSIDENT, la Conférence aborde l'examen des questions qui se rattachent à la poursuite et à la répression du faux-monnayage dans les États de l'Union.

M. LARDY pense que MM. les Directeurs des Monnaies de Paris et de Bruxelles seront en mesure de donner sur la pratique actuelle du faux-monnayage des renseignements plus complets que ceux dont il dispose, et

il exprime le désir que MM. Ruau et Saintelette veuillent bien communiquer à la Conférence les informations qu'ils ont recueillies, à ce sujet, depuis 1876.

En ce qui le concerne, M. Lardy s'est borné à étudier la législation des divers États européens sur la matière, dans la pensée que la comparaison de ces différentes législations permettrait de réaliser quelques progrès dans celle des États de l'Union et peut-être, même, de provoquer, par un échange de correspondances diplomatiques, le développement de certaines législations étrangères à l'Union.

Il dépose sur le bureau de la Conférence le texte français ou la traduction des lois et règlements en vigueur en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Angleterre, en Italie et en Suisse, sur la contrefaçon, l'altération, la coloration des monnaies et leur émission, ainsi que sur le traitement à faire subir aux monnaies contrefaites, altérées ou usées par le frai (annexe A).

M. Lardy ajoute que, en ce qui concerne les *auteurs des crimes contre la monnaie*, les lois de la plupart des États punissent leurs nationaux qui ont commis, à l'étranger, un crime contre la monnaie nationale. Mais il se demande si, en raison de l'Union qui existe entre les États représentés à la Conférence, il ne serait pas utile d'assimiler, au point de vue de la répression, les monnaies admises dans leurs caisses publiques aux monnaies ayant cours légal.

M. le Délégué de la Suisse constate, ensuite, que la loi anglaise n'autorise pas, en général, la punition en Angleterre des crimes commis par un Anglais hors du Royaume-Uni. Il n'y a, à cette règle, que de très-rares exceptions. Si donc, dans un des États de l'Union, une monnaie belge, française, grecque, italienne ou suisse est contrefaite par un Anglais, cet Anglais n'a qu'à se réfugier dans sa patrie pour être assuré de l'impunité. A la vérité, l'opinion publique s'est dernièrement émue, en Angleterre, de cette lacune de la législation, lors de la mise en liberté d'un Anglais qui avait commis un vol en Suisse et avait été arrêté à Londres, nanti des objets volés. Une commission royale a même été nommée, en 1877, pour étudier la question; mais elle s'est prononcée pour le maintien de la loi actuelle et a déclaré qu'elle préférerait que l'Anglais poursuivi pour un crime commis à l'étranger fût extradé plutôt que jugé en Angleterre. Comme les États du continent ont pour principe de ne jamais livrer leurs nationaux, et qu'une loi d'extradition ne peut qu'être réciproque, le rapport de la Commission royale n'améliore pas la situation. M. Lardy pense qu'il pourrait être utile d'appeler, par une voie ou par une autre, l'attention du Gouvernement britannique sur une situation évidemment préjudiciable à l'Union et à la Grande-Bretagne elle-même, car il pourrait arriver qu'un Anglais se réfugiât en Angleterre après s'être livré sur le continent à la contrefaçon des monnaies anglaises.

Après avoir rappelé les communications faites à la Conférence de 1876, par l'éminent M. Dumas, M. Lardy signale l'article 301 du Code pénal espagnol réformé de 1870, article ainsi conçu :

Celui qui, ayant reçu de bonne foi une monnaie fausse, la remet en circulation après avoir constaté sa fausseté, sera puni, si l'émission excède 125 francs, d'une amende égale au triple de la valeur de la monnaie.

Il ne s'agit pas ici de l'émission faite de connivence avec le faux-monnayeur ; cependant, en Belgique, en France, en Allemagne, et dans d'autres pays, la loi réprime sévèrement le délit visé par cet article. L'extrême mansuétude de la législation espagnole, sur ce point, ne peut s'expliquer dit-il, que par l'état déplorable de la circulation monétaire en Espagne. D'après un rapport du Consul général suisse à Madrid, un grand nombre de pièces sont tellement usées que les faux-monnayeurs les plus maladroits ont un vaste champ d'activité ouvert devant eux. Les cas de condamnation sont rares, et il ne serait « presque jamais possible de punir un émetteur de « fausse-monnaie en Espagne, car tout le monde en reçoit, en porte et en « émet inconsciemment, de sorte qu'il y a impossibilité absolue de découvrir « des traces de culpabilité dans l'émission. »

Des renseignements analogues à ceux qui précèdent ont été fournis à M. Lardy par de hauts fonctionnaires français, qui se plaignent de la lenteur des commissions rogatoires, car, lorsqu'il s'agit de crimes contre la monnaie, ces lenteurs ont ordinairement pour conséquence la disparition du corps du délit. Ces fonctionnaires français ont émis l'opinion que le meilleur moyen de remédier au mal consisterait dans une action énergique et combinée des deux polices de France et d'Espagne ; mais on ne peut se dissimuler, dit M. Lardy, que l'envoi d'agents français en Espagne, ou réciproquement, rencontrerait des obstacles de diverse nature.

En résumé, quant à la politique extérieure de l'Union monétaire, M. le Délégué de la Suisse pense qu'il n'est pas possible d'insérer de nouvelles dispositions dans le texte même du traité à conclure et qu'il aura suffi de constater au procès-verbal de la Conférence les graves inconvénients de l'état de choses actuel, pour qu'un ou plusieurs gouvernements de l'Union en poursuivent d'une manière quelconque l'amélioration.

Quant aux mesures à prendre à l'intérieur de l'Union, MM. les Délégués suisses désireraient, avant de se prononcer, entendre les communications de leurs collègues, et notamment celles de M. le Directeur de l'Administration des monnaies et médailles de France et de M. le Commissaire royal des Monnaies en Belgique.

M. PIRMEZ dit que, d'après la législation belge, le faux-monnayage comporte trois degrés de culpabilité : il y a d'abord le fait de la fabrication ou de l'émission d'accord avec les faux-monnayeurs ; il y a, en second lieu, le fait de se procurer de la fausse-monnaie pour la revendre et réaliser un béné-

fice ; et puis, enfin, le fait de chercher à faire passer de la fausse monnaie qu'on a reçue par mégarde.

M. LE PRÉSIDENT distingue deux questions différentes soulevées par les observations de M. Lardy.

En premier lieu, les cinq États de l'Union peuvent-ils prendre des mesures communes pour réprimer le faux-monnayage ?

En second lieu, peuvent-ils réclamer des améliorations dans la législation pénale des États étrangers à l'Union ?

Au point de vue des mesures à prendre dans l'intérieur des États de l'Union, M. le Président ne croit pas qu'on puisse insérer dans la convention des dispositions qui auraient, par elles-mêmes, pour effet de modifier les lois pénales actuellement existantes dans les États de l'Union.

Une commission a été instituée, en France, pour étudier les mesures de répression qui pourraient être adoptées contre la contrefaçon des monnaies. Cette enquête amènera, peut-être, des modifications dans la loi pénale. Mais M. le Président ne voudrait pas en préjuger le résultat. Tout ce que l'on peut, selon lui, introduire dès aujourd'hui dans la convention, c'est l'engagement par les États contractants d'améliorer leur législation intérieure sur le faux-monnayage.

Au moment où la valeur réelle du métal argent est inférieure à la valeur nominale de l'argent monnayé, il est une autre question qui paraît à M. le Président devoir préoccuper la Conférence. Dans certains pays étrangers, tels que le Chili, le Vénézuéla, on a intérêt à fabriquer des pièces de cinq francs entièrement semblables, pour le poids, le module et le titre, aux pièces de l'Union, et à faire passer ces pièces dans leur circulation. Il serait bon, dit M. le Président, de se prémunir, par des dispositions législatives, contre cette importation. Le meilleur moyen serait, peut-être, de donner aux caisses publiques le droit de couper les pièces de cette nature ; mais ce serait là une mesure très-grave qui entraînerait le droit de couper toutes les monnaies qui n'ont pas cours légal, telles que les couronnes anglaises, les marks allemands, et de détruire ainsi, entre les mains du porteur, la valeur monétaire de pièces qui l'auraient conservée si elles eussent été réexportées dans leur pays d'origine.

Ces diverses considérations ont inspiré à M. Ruau un projet d'article dont M. le Président donné lecture et qui est ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour mettre obstacle à la circulation des monnaies contrefaites ou altérées, ainsi qu'à l'introduction et à la circulation des monnaies étrangères à l'Union non admises dans les caisses publiques.

Cette rédaction, dit M. le Président, à l'avantage d'être conçue en termes

très-généraux. Elle n'apporte aucun changement immédiat à la législation pénale des divers États, et, cependant, elle permet d'espérer une réelle amélioration de l'état de choses actuel.

M. LARDY demande si, dans l'opinion de la Conférence, l'introduction de pièces étrangères, telles que les pièces chiliennes, constitue un délit.

M. PIRMEZ ne croit pas que ce fait puisse être ainsi qualifié.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que tout dépend des circonstances. Si un spéculateur réunit sciemment et volontairement un certain nombre de ces pièces pour les introduire, par surprise, dans la circulation, il lui semble qu'il y a là une manœuvre coupable qui pourrait être atteinte par la loi.

M. PIRMEZ n'est pas d'avis qu'on puisse trouver les éléments d'un délit dans un acte de cette nature. Abstraction faite des circonstances de leur introduction, le Gouvernement belge pense qu'il serait d'une excessive rigueur de faire couper ces pièces par les caisses publiques.

Il est d'ailleurs important de remarquer, dit M. le Délégué de la Belgique, que chaque État est libre de se défendre contre les invasions frauduleuses ou inconscientes de monnaies étrangères. A cet égard, l'accord est inutile pour que les mesures soient efficaces. Si un État emploie des mesures énergiques, il est probable que les autres seront obligés de suivre son exemple pour ne pas devenir l'asile des monnaies que ces mesures feraient naturellement refluer sur leurs territoires.

M. FEER-HERZOG fait remarquer que la Suisse est, par sa position géographique, plus exposée qu'aucun autre État aux conséquences d'une guerre en Europe. Or, dans ces moments de crise, elle peut être obligée, et elle l'a été pendant la guerre franco-allemande, de donner cours légal aux monnaies des pays étrangers à l'Union. Il croit donc que son Gouvernement repousserait toute proposition qui tendrait à empêcher que cette même mesure pût, à l'avenir, être prise en Suisse dans des circonstances analogues.

M. LE PRÉSIDENT répond que la rédaction proposée ne mettrait pas obstacle aux décisions que le Gouvernement helvétique croirait devoir prendre, puisqu'elle ne vise que les pièces non admises dans les caisses publiques.

M. FEER-HERZOG déclare qu'il préférerait à la première partie de la proposition de M. Ruau, une disposition par laquelle les Gouvernements s'engageraient à faire couper, par les caisses publiques, les pièces contrefaites ou altérées.

Il propose, en conséquence, la rédaction suivante :

Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires

pour que les caisses publiques fassent couper les pièces contrefaites ou altérées qui leur seraient présentées.

M. LE PRÉSIDENT considère qu'il y aurait de graves objections à élever contre une stipulation aussi précise que celle qui donnerait aux caisses publiques le droit de couper les pièces contrefaites ou altérées.

En ce qui touche les pièces contrefaites, il déclare qu'il ne serait pas prêt à adopter immédiatement la solution proposée. Il devrait d'abord s'entendre à ce sujet avec M. le Garde des sceaux. Mais la question est plus délicate encore en ce qui touche les pièces altérées. L'expression « *pièces altérées* » comprendrait sans doute les pièces altérées par l'usure, aussi bien que celles qui l'auraient été volontairement. Or, ce serait une grave mesure que d'appliquer le droit de coupage à cette catégorie de pièces. Si on le restreignait, d'autre part, aux pièces volontairement altérées, on rencontrerait, dans la pratique, une difficulté presque insurmontable.

Quant à la destruction des monnaies étrangères à l'Union, comme les pièces chiliennes et même les pièces anglaises ou autres qui entrent, et souvent par négarde, dans la circulation, ce serait une innovation désirable sans doute, mais trop grave, à certains égards, pour pouvoir être adoptée dès à présent.

Ces divers motifs, selon M. le Président, devraient faire donner la préférence à une rédaction conçue en termes généraux, telle que celle qui a été préparée par M. Ruau.

M. PIRMEZ ne croit pas que l'expression « *pièces altérées* », employée dans les textes proposés, puisse donner lieu à une difficulté d'interprétation; elle ne peut s'appliquer qu'aux monnaies volontairement altérées. Dans le Code pénal, l'expression « monnaies altérées » est évidemment employée dans ce sens, et l'article de la Déclaration de 1876 qu'il s'agirait de compléter par la nouvelle disposition emploie déjà cette expression dans le même sens.

Il ne pense pas, non plus, que le fait de distinguer les monnaies volontairement altérées de celles qui l'ont été par le frai constitue une difficulté sérieuse; dans presque tous les cas, le caractère de l'altération saute aux yeux.

Ce qui importe, selon lui, c'est que la circulation des pièces contrefaites ou altérées soit arrêtée. Or, le coupage n'est pas le seul moyen qu'on puisse employer en vue de ce résultat. Ces pièces peuvent être mises sous scellés et envoyées à l'Administration des Monnaies pour être examinées, comme cela se pratique actuellement en Belgique. Il lui semble donc, comme à M. le Président, préférable que la convention, sans entrer dans les détails, laisse à chaque État le soin de prendre les mesures qu'il jugera convenables pour empêcher la circulation des monnaies contrefaites ou altérées. En conséquence, M. le Délégué de la Belgique se rallie à la rédaction préparée par M. Ruau.

M. BARALIS fait observer qu'on se trouve en présence de trois rédactions : celle de l'article 6 de la Déclaration monétaire de 1876, celle de M. Feer-Herzog qui introduit le droit de couper les pièces contrefaites ou altérées, et celle de M. Ruau. Le système qui consiste à placer sous scellés les pièces arguées de faux, pour en saisir la justice, lui semblerait plus sûr que le procédé du coupage. Mais, selon lui, pour que la convention pût déterminer d'une manière précise les garanties à prendre par tous les États alliés contre le faux-monnayage, il faudrait que la loi pénale fût uniforme dans les cinq pays. Dans l'état actuel des choses, une disposition générale qui laisse chaque État libre d'adopter le mode de répression qui lui convient le mieux paraît préférable à M. Baralis.

Il accepte donc la rédaction de M. Ruau et il demande si l'adoption de cet article entraînerait la suppression de l'article 6 de la Déclaration monétaire de 1876, relatif à la contrefaçon des monnaies.

M. LE PRÉSIDENT répond que les deux dispositions n'ont rien de contradictoire et qu'elles se complètent plutôt l'une par l'autre.

Après cet échange d'idées, la Conférence adopte le premier paragraphe de l'article proposé par M. Ruau, en en supprimant la seconde partie, relative aux mesures à prendre contre l'introduction des monnaies étrangères à l'Union.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que cette suppression n'empêche nullement que chaque État, en particulier, ne puisse prendre, contre l'importation des monnaies étrangères telles que les pièces chiliennes, les mesures qui lui paraîtront nécessaires.

M. RUAU, sur la demande de plusieurs Délégués, entre dans des explications détaillées sur les procédés scientifiques employés aujourd'hui pour la contrefaçon des monnaies, et principalement pour celle des pièces d'or, procédés déjà signalés lors de la Conférence de 1865 et qui ont été depuis plusieurs années l'objet de si étranges et si déplorables perfectionnements.

Sur l'exposé de ces faits, une conversation s'engage entre MM. SAINCTELETTE, RUAU, PIRMEZ, BARALIS et FEER-HERZOG au sujet des mesures que l'on pourrait adopter pour entraver les opérations de faux-monnayage, et M. SAINCTELETTE place sous les yeux de MM. les Membres de la Conférence quelques pièces obtenues par les procédés les plus récents. Il insiste auprès d'eux sur la gravité du danger résultant de la perfection à laquelle sont actuellement portés les produits de cette criminelle industrie.

M. PIRMEZ appelle ensuite l'attention de la Conférence sur le frais des mon-

naies et sur les dispositions à prendre pour obtenir la meilleure circulation possible.

M. FERR-HERZOG rappelle que des expériences ont été faites en Suisse, à Paris et à Strasbourg, pour se rendre compte du degré d'usure des monnaies. Les pièces de vingt francs ont été trouvées en bon état; mais, depuis dix ans environ que ces essais ont eu lieu, la situation a pu se modifier. Il serait donc nécessaire de faire de nouvelles expériences en opérant le triage des pièces par millésime pour mettre en lumière la loi d'accroissement du frai.

Quant à la charge de l'usure des monnaies, qui est supportée par l'État en Allemagne et par les particuliers en Angleterre, les divers États de l'Union n'ont pas tous adopté le même principe. En Italie, c'est le système anglais qui a prévalu. En France et en Belgique, la législation est muette; mais M. le Président a déclaré que le Gouvernement français adopterait volontiers le principe en vertu duquel l'usure est à la charge du public, c'est-à-dire de l'État.

En Suisse, on a d'abord suivi ce principe pour la monnaie d'argent. Mais une loi votée en 1870, et qui n'a pas encore été exécutée, a adopté, pour la monnaie d'or, la méthode anglaise. En fait, cependant, le système du coupage n'a pas été appliqué jusqu'ici, parce que la Suisse se sert surtout des monnaies belges et françaises, et que ce système n'a été adopté, en principe, que pour les pièces nationales.

M. PIRMEZ croit devoir faire quelques observations au sujet du système d'après lequel, dans un État de l'Union, les monnaies nationales seraient seules coupées. Il résulte de ce système que la Suisse, dont la circulation est presque exclusivement composée de monnaies étrangères, use les pièces fabriquées par les autres États, sans supporter elle-même aucune dépense. Selon M. Pirmez, quel que soit celui des deux principes qu'on adopte, la charge du frai devrait être répartie entre les États proportionnellement à l'usage qu'ils font de la monnaie. Si on met le frai à la charge du porteur, le coupage devrait s'appliquer indistinctement, dans chaque État, aux monnaies de tous les autres; si on le met à la charge des gouvernements, un fonds commun devrait être institué dans ce but.

M. Pirmez fait remarquer incidemment que, en Angleterre, la non-intervention de l'État dans l'entretien de la monnaie pourrait bien être plus apparente que réelle. D'après certains renseignements qui lui sont parvenus, la plupart du temps, la Banque, à moins qu'elle ne soupçonne un triage frauduleux, prend à sa charge les pièces usées. Elle trouve une compensation à cette dépense dans le bénéfice que l'État lui assure sur la fabrication des monnaies. En effet, par suite d'entraves ou de perte de temps, l'accès de l'Hôtel des Monnaies de Londres est, en quelque sorte, fermé au public qui est obligé de passer par l'intermédiaire de la Banque. Celle-ci perçoit

un penny et demi par once d'or, ce qui équivaut presque au droit de monnayage des Hôtels des Monnaies de France et de Belgique, et elle fait ensuite, sans perdre d'intérêts, puisque les lingots servent à son encaisse comme les espèces, convertir en monnaies, sans payer aucun droit de monnayage, les matières qui lui ont été remises. Ainsi donc, il y aurait un échange de charges entre l'État et la Banque; l'État donnerait à la Banque ce qu'il serait juste qu'il perçût pour frais de monnayage, et la Banque supporterait une forte part de l'entretien de la monnaie en circulation. N'est-on pas fondé à dire, si ces renseignements sont exacts, que, en réalité et contrairement aux apparences, c'est l'État en Angleterre qui paye les frais d'entretien de la monnaie?

M. FEER-HERZOG répond à l'observation de M. Pirmez, qui a paru regretter que la Suisse fasse monnayer ses lingots à l'Hôtel des monnaies de Bruxelles. Si la Belgique est mieux placée et mieux outillée pour fabriquer avantageusement et à meilleur marché la monnaie, il est conforme aux principes d'une saine économie politique de faire frapper les pièces suisses à Bruxelles. C'est l'application de la doctrine du libre-échange.

Quant aux renseignements fournis par M. Pirmez sur le système anglais, M. Feer-Herzog croit devoir les rectifier dans ce sens qu'il faut distinguer la circulation monétaire à l'intérieur de la Cité de la circulation monétaire dans les provinces du Royaume-Uni. La première est excellente, grâce au procédé de coupage qui n'est en aucune façon illusoire; la seconde, au contraire, est très-défectueuse, et les pièces usées qui sont répandues en province ne sont jamais soumises à la vérification.

Il est un fait qui, selon M. Feer-Herzog, soulève de fortes objections contre le système d'après lequel l'entretien de la monnaie est mis à la charge de l'État. La pièce de vingt francs de l'Union latine et le souverain anglais sont des monnaies cosmopolites qui circulent en Égypte, en Roumanie, à la Plata et en beaucoup d'autres lieux. Comment établir la responsabilité des États sur le territoire desquels ces pièces se sont usées? N'est-il pas plus simple d'admettre la responsabilité du porteur?

M. PIRMEZ désire expliquer le sens de l'observation relevée par M. Feer-Herzog. Il n'a jamais entendu se plaindre de ce que les banquiers suisses fissent fabriquer leur monnaie à Bruxelles, et que l'on se servît en Suisse de la monnaie fabriquée en Belgique; mais ce qu'il a voulu constater, c'est que la Suisse use la monnaie qu'elle fait frapper dans les États voisins sans contribuer à son entretien, et que, s'il lui est parfaitement loisible de faire frapper de la monnaie où bon lui semble, il serait juste aussi qu'elle supportât, pour sa part, les charges de l'usage qu'elle en fait.

M. RUAU présente à la Conférence, suivant le désir qu'elle en a exprimé à la dernière séance, les résultats, figurés par un diagramme, des expériences

faites sur le frai des monnaies d'or, en 1868, avec le concours de la Banque de France et sous la direction de M. Dumas, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, alors président de la Commission des monnaies. Ces expériences, effectuées avec le plus grand soin, ont porté, en totalité, sur 10,000 pièces de 20 francs. Le diagramme se rapportant au poids moyen d'une pièce, il croit devoir compléter ses indications en faisant connaître que le nombre réel des pièces trouvées en dehors de la tolérance de frai s'est élevé à 1.82 p. o/o. On a déduit de ces expériences, que la durée de l'existence légale des pièces d'or était de 40 ans pour la pièce de 20 francs, de 18 à 20 ans pour la pièce de 10 francs, et de 8 ans seulement pour la pièce de 5 francs.

En admettant une circulation de quatre milliards, et une proportion de 2 p. o/o pour les pièces tombées au-dessous de la tolérance de frai, la dépense de la refonte pour ramener ces pièces au poids droit n'aurait pas atteint un million en 1868. Elle serait certainement plus forte aujourd'hui; mais on ne pourrait en déterminer le chiffre, avec quelque exactitude que d'après le résultat des nouvelles expériences demandées par la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT est d'avis que la question de répartition des charges de l'usure ne pourra être réglée par une Conférence internationale que lorsque les nouvelles expériences auront permis d'établir, d'une manière à peu près certaine, la loi d'accroissement du frai.

La Conférence adhère à cette conclusion et ajourne au samedi 19 octobre sa prochaine réunion.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

LÉGISLATION

DE L'ALLEMAGNE, DE LA BELGIQUE, DE L'ESPAGNE,
DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE, DE L'ITALIE ET DE LA SUISSE
SUR LE FAUX-MONNAYAGE
ET SUR LE RETRAIT DES PIÈCES USÉES.

(Documents communiqués par M. Lardy.)

ALLEMAGNE. ⁽¹⁾

EXTRAIT DU CODE PÉNAL DE L'EMPIRE ALLEMAND.

§ 4.

Il n'est pas, dans la règle, exercé de poursuites à raison des crimes ou délits commis à l'étranger. Toutefois, peuvent être poursuivis selon les lois pénales de l'Empire allemand : l'Allemand ou l'étranger qui a commis à l'étranger un acte de haute trahison contre l'Empire allemand ou un État confédéré, ou *un crime contre la monnaie*, ou qui, comme fonctionnaire de l'Empire allemand ou d'un État confédéré, a commis un acte ayant, suivant la législation de l'Empire allemand, le caractère d'un crime ou délit de fonctionnaires....

§ 139.

Quiconque a eu connaissance du projet d'un crime de haute trahison, d'un *crime contre la monnaie*, d'un assassinat, meurtre, enlèvement ou crime contre la société (*gemeingefährliches Verbrechen*), à une époque où il était possible d'empêcher le crime, et omet d'en donner avis en temps utile à l'autorité ou à la personne menacée par le crime, sera punissable de l'emprisonnement, si le crime ou une tentative punissable dudit crime ont été commis.

8^e Section.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA MONNAIE.

§ 146.

Quiconque contrefait de la monnaie métallique ou du papier-monnaie national ou

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. de Claparède, chargé d'affaires de Suisse à Berlin, et de M. le docteur Michaelis, Directeur de l'office des finances à la chancellerie impériale

étranger, pour faire usage de la monnaie contrefaite en la faisant passer pour véritable ou en l'introduisant d'une autre manière dans la circulation, ou quiconque, dans la même intention, donne à de la monnaie véritable, en lui faisant subir des modifications, l'apparence d'une valeur supérieure, ou à de la monnaie retirée, en lui faisant subir des modifications, l'apparence d'une monnaie ayant cours légal, sera puni d'une déteption de deux ans au moins; la surveillance de la police pourra aussi être ordonnée.

S'il y a circonstances atténuantes, la peine sera celle de l'emprisonnement.

§ 147.

Les mêmes dispositions sont applicables à celui qui fait entrer comme vraie dans la circulation la monnaie contrefaite ou falsifiée, même si elle n'a pas été contrefaite ou falsifiée dans l'une des intentions désignées à l'article précédent, comme aussi à celui qui se procure la monnaie contrefaite ou falsifiée et la met en circulation ou l'importe de l'étranger dans le but de l'émettre.

§ 148.

Quiconque reçoit comme bonne de la monnaie contrefaite ou falsifiée, et, après avoir constaté la contrefaçon ou falsification, la met en circulation comme bonne monnaie, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende de 300 marks au maximum.

La tentative est punissable.

§ 149.

Sont assimilés au papier-monnaie les titres au porteur, billets de banque, actions et certificats provisoires ou quittances en tenant lieu, comme aussi les coupons, feuilles de dividende ou renouvellement qui en dépendent, émis par l'Empire allemand, la Confédération de l'Allemagne du Nord, un État confédéré ou étranger, ou par une commune, corporation, société ou particulier autorisés à émettre des titres de cette nature.

§ 150.

Quiconque diminue des pièces de monnaie destinées à la circulation en les rognant, limant ou d'une autre manière, et les émet comme monnaie légale, ou quiconque émet habituellement et d'accord avec celui qui les a diminuées, comme monnaie légale, lesdites monnaies diminuées, sera passible de l'emprisonnement et pourra en outre être condamné à une amende qui ne pourra dépasser 3,000 marks et à la perte des droits civiques.

La tentative est punissable.

§ 151.

Quiconque, dans le but de commettre un crime contre la monnaie, s'est procuré ou a fabriqué des poinçons, sceaux, timbres, coins, planches, gravures ou autres formes utilisables pour la fabrication de monnaie métallique ou de papier-monnaie,

ou de titres assimilés au papier-monnaie, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus.

152.

Le retrait des monnaies contrefaites ou falsifiées, ainsi que des objets désignés au paragraphe 151, doit être prononcé, même s'il n'y a pas poursuite ou condamnation d'une personne déterminée.

29^e Section.

CONTRAVENTIONS.

§ 360.

Sont punis d'une amende de 150 marks au maximum ou de l'arrestation (haft) :

1

4. Quiconque, sans mission écrite d'une autorité fabrique, ou livre à d'autres qu'à l'autorité, des poinçons, sceaux, timbres, coins, planches, gravures ou autres formes utilisables pour la fabrication de la monnaie métallique ou du papier-monnaie ou des titres assimilés au papier-monnaie par le § 149, ou de papier timbré, timbres mobiles, timbres secs, d'attestations ou de légalisations officiels;

5. Quiconque, sans mission écrite d'une autorité, entreprend l'impression des timbres, sceaux, gravures, planches, ou formes désignées sous le n° 4, ou l'impression de formulaires pour les documents officiels, légalisations ou attestations désignées sous le même chiffre, ou les remet à un autre qu'à l'autorité;

6. Quiconque fabrique ou met en circulation des prospectus, réclames, annonces ou autres imprimés ou images qui ressemblent dans leur forme ou leur ornementation au papier-monnaie ou aux titres assimilés au papier-monnaie à teneur du § 149, ou quiconque fabrique des timbres, gravures, planches ou autres formes susceptibles d'être employés à la fabrication desdits imprimés ou images.

LOI MONÉTAIRE DU 4 DÉCEMBRE 1871.

§ 9.

Les monnaies d'or dont le poids n'aura pas été réduit de plus de 5 millièmes au-dessous du poids droit, et qui n'auront pas été réduites violemment ou illégalement, seront reçues dans tous les paiements comme si elles avaient le poids droit.

Les monnaies d'or qui n'atteignent pas le poids courant ci-dessus indiqué et qui auront été reçues en paiement par les caisses de l'Empire, des États, des provinces ou des communes, ou par les institutions de crédit et les banques, ne pourront plus être remises en circulation par lesdites caisses et institutions.

Les monnaies d'or qui auront été réduites par le frot au-dessous du poids courant seront refondues aux frais de l'Empire. Ces monnaies seront toujours reçues à leur valeur pleine par toutes les caisses de l'empire et des États confédérés.

LOI MONÉTAIRE DU 9 JUILLET 1873.

ART. 10.

L'obligation d'accepter et d'échanger les monnaies ne s'applique pas aux pièces

trouées, aux pièces dont le poids a été diminué autrement que par l'usure de la circulation ordinaire, ni aux pièces fausses.

Les pièces de l'Empire en argent, nickel et cuivre, qui, par suite d'une circulation et d'une usure prolongées, auront notablement perdu de leur poids ou de leur netteté, seront encore acceptées dans les caisses de l'Empire et des divers États, mais elles seront retirées de la circulation pour compte de l'Empire.

AVIS DE LA CHANCELLERIE IMPERIALE

RÉLATIF

AU RETRAIT DES MONNAIES FALSIFIÉES OU USÉES AU-DESSOUS DE LA TOLÉRANCE LÉGALE.

(Journal officiel de l'Empire allemand, 12 mai 1876, p. 260.)

Le Conseil fédéral, vu l'article 7 de la Constitution de l'Empire, a arrêté, dans sa séance du 24 mars 1876, les dispositions suivantes au sujet du traitement, dans les caisses de l'Empire ou des États, des monnaies contrefaites, falsifiées ou ne se trouvant plus dans les conditions d'une circulation régulière, savoir :

I.

« 1° Toutes les caisses de l'Empire ou des États ont l'obligation de retenir toutes les pièces de l'Empire contrefaites ou falsifiées qui leur sont apportées (paragraphe 146 à 148 du Code pénal).

« 2° Si une pièce fausse est reconnue aussitôt comme telle par l'employé auquel elle est apportée, le chef de la caisse doit immédiatement en donner avis à l'autorité compétente, soit judiciaire, soit de police, et lui produire la pièce fausse retenue, en y joignant les lettres d'envoi, étiquette, etc., ou, à défaut, un court rapport sur les circonstances dans lesquelles le retrait a eu lieu.

« 3° Si la falsification d'une pièce paraît douteuse, celle-ci doit, après que le porteur a reçu une attestation de la situation, être envoyée au dépôt des métaux de la monnaie impériale, à la Monnaie prussienne de Berlin... La Monnaie prussienne de Berlin soumettra ces pièces à un examen et : a) dans le cas où la monnaie serait reconnue de bon aloi, fera envoyer, pour compte de l'Empire, à la caisse expéditrice, la valeur de la pièce à l'effet de la faire parvenir à l'intéressé, la pièce elle-même devant, s'il y a lieu, être retirée de la circulation; b) si la monnaie est reconnue fausse, la rendra à la caisse expéditrice, pour qu'elle agisse comme il est prescrit ci-dessus chiffre I, 2.

II.

« Les monnaies impériales de bon aloi, dont le poids a été diminué par une action violente ou illégale (§ 150 du Code pénal), doivent être également retenues par les caisses de l'Empire et des États.

« S'il y a des soupçons contre une personne déterminée, on doit procéder ainsi qu'il a été indiqué plus haut sous chiffre I, 2.

« Si ce soupçon n'existe pas, la pièce doit être mise dans l'impossibilité de circuler par rupture ou par coupage, puis être ensuite restituée au porteur.

III.

« Les monnaies impériales en or, qui, par suite d'une longue circulation et du frai, ont perdu de leur poids une quantité suffisante pour n'être plus dans les limites de la tolérance légale minima (§ 9 de la loi du 4 décembre 1871), comme aussi :

« Les monnaies impériales d'argent, de nickel et de cuivre, qui, par suite d'une longue circulation et du frai, ont notablement perdu de leur poids ou dont les empreintes se sont notablement effacées, doivent être reprises par toutes les caisses de l'Empire ou des États, à leur valeur pleine, retirées pour le compte de l'Empire, et dirigées sur les caisses suivantes : caisse centrale de l'Empire et caisses générales des Postes en Prusse, etc.

« Les caisses désignées ci-dessus doivent, aussitôt qu'elles ont réuni une quantité suffisante desdites monnaies, les envoyer, contre reçu et dûment emballées et déclarées, au dépôt des métaux de la monnaie de l'empire, à la Monnaie royale prussienne de Berlin, et porter le montant du reçu en compte à la Caisse centrale de l'Empire.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux monnaies des États allemands aussi longtemps qu'elles n'auront pas été abrogées.

IV.

« Les envois postaux faits en exécution des dispositions qui précèdent, entre les administrations des États ou leurs caisses, d'une part, et le dépôt des métaux de la monnaie de l'Empire, doivent être transportés sans frais. »

Berlin, le 9 mai 1876.

Par autorisation du Chancelier,

Eck.

DÉCISION SUPPLÉMENTAIRE.

(*Journal Officiel de l'Empire allemand du 8 janvier 1878, p. 29.*)

« Le Conseil fédéral a décidé, dans sa séance du 13 décembre 1877, que les monnaies impériales violemment endommagées, mais demeurées de bon aloi, devaient être retenues par les caisses de l'Empire et des États, et rendues, par rupture ou coupage, incapables de circuler, puis restituées au porteur.

« Cet arrêté n'est pas applicable : 1° aux monnaies dont les défauts ont été provoqués par des vices de fabrication ; 2° à celles qui ont subi un dommage assez minime pour que leur capacité de circulation n'en ait pas été diminuée. »

Voir aussi, au sujet des *billets et des bons de caisse de l'empire* (Reichs-Kassenscheine contrefaits, falsifiés, ou endommagés, et devenus inutilisables, les dispositions du § 6, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1874 (*Journal Officiel allemand, p. 40*), et le règlement d'exécution adopté le 24 mars 1876 par le Conseil fédéral.

BELGIQUE (*).

CODE PÉNAL DE 1867.

LIVRE II.

TITRE III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA FOI PUBLIQUE.

CHAPITRE I^{er}. — *De la fausse monnaie.*

ART. 160.

Quiconque aura *contrefait des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal* en Belgique sera puni des travaux forcés de dix à quinze ans.

ART. 161.

Sera puni de la réclusion celui qui aura *altéré les mêmes monnaies.*

ART. 162.

Celui qui aura *contrefait des monnaies d'autre métal ayant cours légal* en Belgique sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans. Le coupable pourra, en outre, être condamné à l'interdiction des droits civiques pour un terme de cinq à dix ans, (art. 33) et placé pendant cinq ans au moins et dix ans au plus sous la surveillance spéciale de la police.

La tentative de la contrefaçon sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 163.

L'altération des mêmes monnaies sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 164.

Quiconque aura *contrefait des monnaies d'or ou d'argent n'ayant pas cours légal* dans le royaume, sera puni de la réclusion.

ART. 165.

Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans celui qui aura *altéré les mêmes monnaies.*

ART. 166.

La contrefaçon des monnaies d'autre métal n'ayant pas cours légal dans le royaume

(*) Voir le rapport de M. Pirmez, membre de la Chambre des représentants, ancien ministre de l'intérieur, sur la révision du Code pénal belge, livre II, titre III, séance du 17 novembre 1858, n° 9

sera punie d'en emprisonnement de 2 mois à 2 ans. La tentative de contrefaçon de ces monnaies sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

ART. 167.

L'altération de ces monnaies sera punie d'un emprisonnement de deux à six mois.

ART. 168.

Seront punis comme les faussaires ou comme leurs complices, d'après les distinctions établies aux articles précédents, ceux qui, de concert avec eux, auront participé soit à l'émission ou à la tentative d'émission desdites monnaies contrefaites ou altérées, soit à leur introduction sur le territoire belge ou à la tentative de cette introduction.

ART. 169.

Quiconque, sans être coupable de la participation énoncée au précédent article, se sera procuré avec connaissance des pièces de monnaie contrefaites ou altérées, et les aura mises en circulation, ou tenté de les mettre en circulation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois.

ART. 170.

Celui qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites ou altérées, les aura remises en circulation, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende de 26 francs à 1,000 francs.

ART. 171.

Ceux qui se rendent coupables de fraude dans le choix des échantillons destinés, en exécution de la loi monétaire, à la vérification du titre et du poids des monnaies d'or et d'argent, seront condamnés aux travaux forcés de quinze à vingt ans.

ART. 172.

Ceux qui ont commis cette fraude dans le choix des échantillons de monnaie d'autre métal seront punis de la reclusion.

CHAPITRE III. — *De la contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons et marques.*

ART. 179.

Seront punis de la reclusion ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, coins ou carrés destinés à la fabrication des monnaies.

ART. 185.

Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ayant l'une des destinations indiquées aux articles 179 et 180, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et aux intérêts de l'État, d'une autorité quelconque ou même d'un particulier. La tentative de ce délit sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à un an.

Dispositions communes aux infractions qui précèdent.

ART. 214.

Dans les cas prévus aux quatre chapitres précédents, et pour lesquels aucune amende n'est spécialement portée, il sera prononcé une amende de 26 à 2,000 francs.

ART. 192.

Les personnes coupables des infractions mentionnées aux articles 160 à 168, 171 à 176, etc. seront exemptes de peines, si, avant toute émission de monnaies contrefaites ou altérées, ou de papiers contrefaits ou falsifiés, et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance ou révélé les auteurs à l'autorité.

TITRE IX. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA PROPRIÉTÉ.

CHAPITRE II : *Des fraudes.* — Section III : *De l'escroquerie et de la tromperie.*

ART. 497.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 50 à 500 francs, ceux qui auront émis ou tenté d'émettre, pour des monnaies d'or ou d'argent, des monnaies de moindre valeur, auxquelles on a donné l'apparence d'or ou d'argent; ceux qui auront émis ou tenté d'émettre pour des pièces de monnaie des morceaux de métal ne portant aucune empreinte monétaire.

TITRE X. DES CONTRAVENTIONS DE DEUXIÈME CLASSE.

ART. 556.

Seront punis d'une amende de 5 à 15 francs, ceux qui, à défaut de convention contraire, auront refusé de recevoir les monnaies non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours légal en Belgique.

LOI DU 30 DÉCEMBRE 1836.

Des crimes commis à l'étranger.

ARTICLE PREMIER.

Tout Belge qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, d'un crime ou d'un délit contre un Belge, pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi, et il y sera jugé et puni conformément aux lois en vigueur dans le royaume.

ART. 2.

Tout Belge qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, contre un étranger, d'un crime ou d'un délit prévu par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} octobre 1833 (assassinat, incendie, faux, y compris la contrefaçon de billets de

banque et d'effets publics, *fausse monnaie*, etc.), pourra, s'il se trouve en Belgique, y être poursuivi, et il y sera jugé et puni conformément aux lois en vigueur dans le royaume, si l'étranger offensé ou sa famille rend plainte, ou s'il y a un avis officiel donné aux autorités belges par les autorités du territoire où le crime ou délit aura été commis.

ART. 3.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque le Belge a été poursuivi et jugé en pays étranger.

En ce qui concerne la *destruction des pièces fausses*, voir les procès-verbaux de la Conférence monétaire de Paris en 1876, page 15, où M. Saintelette a exposé la procédure belge.

Aux termes du paragraphe 3 de l'article 6, titre III, de l'arrêté royal du 30 décembre 1848, organique de l'administration des monnaies, le commissaire des monnaies est chargé de décider les questions sur le titre et la marque des lingots et des ouvrages d'or et d'argent, sur la légalité des poinçons et carrés de l'État et sur les fausses monnaies». L'article 7 de la loi du 21 juillet 1866, approuvant la Convention monétaire de 1865, est ainsi conçu : « Le commissaire des monnaies décide les questions sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la légalité des poinçons, des carrés de l'État, et sur les monnaies fausses. »

D'après M. Saintelette, l'administration des monnaies juge souverainement et restitue les pièces fausses à l'autorité judiciaire.

Quant au *coupage des pièces usées*, il n'existe pas de dispositions législatives ou administratives.

ESPAGNE.

EXTRAIT DU CODE PENAL RÉFORMÉ DE 1870.

de la falsification des monnaies.

ART. 294.

Celui qui fabriquera de la fausse monnaie d'une valeur inférieure à la monnaie légale, imitant la monnaie d'or ou d'argent qui a cours légal dans le royaume, sera condamné aux peines de la chaîne temporaire du degré moyen, jusqu'à la chaîne à perpétuité, et à une amende de 2,500 à 25,000 pesetas; la peine sera celle des

(*) Renseignements communiqué par M. Häring, vice-consul de Suisse à Madrid.

galères majeures et d'une amende de 250 à 2,500 pesetas si la monnaie fausse imitée est de billon.

ART. 295.

Celui qui rognera la monnaie légale sera condamné à la peine des galères majeures et à une amende de 250 à 2,500 pesetas si la monnaie était d'or ou d'argent, et aux galères correctionnelles des degrés inférieur et moyen et à une amende de 125 à 1,250 pesetas si elle était de billon.

ART. 296.

Celui qui fabriquera de la monnaie fausse de la valeur de la monnaie légale, imitant la monnaie qui a cours légal dans le royaume, sera condamné à la peine des galères correctionnelles des degrés moyen et supérieur et à une amende de 250 à 2,500 pesetas.

ART. 297.

Celui qui fabriquera de la fausse monnaie imitant la monnaie qui n'a pas cours légal dans le royaume sera condamné aux peines des galères correctionnelles des degrés moyen et supérieur et à une amende de 125 à 1,250 pesetas.

ART. 298.

Celui qui rognera de la monnaie qui n'a pas cours légal dans le royaume sera condamné aux peines des galères correctionnelles des degrés inférieur et moyen et à une amende de 500 à 5,000 pesetas.

ART. 299.

Les peines mentionnées dans les articles précédents s'appliqueront dans leurs cas respectifs à ceux qui introduiront de la monnaie fausse dans le royaume.

Seront également condamnés aux mêmes peines ceux qui mettront de la fausse monnaie en circulation lorsqu'il existera une connivence entre eux et les faussaires ou introducteurs.

ART. 300.

Ceux qui, sans la connivence mentionnée à l'article précédent, feront circuler de la monnaie fausse ou rognée et qui l'auraient acquise sachant son état pour la mettre ensuite en circulation, seront condamnés aux peines des galères correctionnelles des degrés moyen et supérieur et à une amende de 125 à 1,250 pesetas.

ART. 301.

Celui qui, ayant reçu de bonne foi de la monnaie fausse, la mettrait en circulation après avoir constaté sa falsification, sera condamné, si la mise en circulation dépasse 125 pesetas, à une amende égalant le triple de la valeur de la monnaie.

ART. 302.

Seront condamnés comme coupables de la tentative des délits d'émission de

fausse monnaie, ceux au pouvoir desquels se trouveraient des monnaies fausses qui, par leur nombre et leur caractère, permettent d'inférer raisonnablement qu'elles étaient destinées à la mise en circulation.

DÉCRET DU 21 MAI 1878.

Au directeur général du Trésor : Pour retirer de la circulation et remonnamer au plus vite les monnaies de cuivre antérieures au système monétaire actuel, comme aussi pour diminuer l'excessive abondance de celles qui circulent dans Madrid, et séparer les fausses qu'on présente aux caisses publiques, S. M. le Roi a bien voulu adopter les dispositions suivantes :

1° Dès ce jour et jusqu'à nouvel ordre, la trésorerie centrale et la caisse de l'administration économique de la province de Madrid admettront, pour tous les genres de paiements, toutes les pièces de cuivre et de bronze frappées en concordance des systèmes monétaires antérieurs à celui qui a été décrété le 19 octobre 1868. Elles retiendront en leur possession ces pièces pour qu'on les envoie à Barcelone à l'effet d'y être remonnayées.

2° Toutes les pièces qu'on présentera auxdites caisses seront reconnues en présence des détenteurs, et celles qui seront reconnues fausses leur seront restituées, après avoir été coupées en deux morceaux ou plus, dont aucun ne devra dépasser les deux tiers de la pièce mise ainsi hors d'état d'être utilisée.

Le Ministre des Finances,

OROPIO.

FRANCE.

CODE PÉNAL,

LIVRE III, CHAPITRE III.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA PAIX PUBLIQUE. — SECTION PREMIÈRE. — DU FAUX.

§ 1^{er}. *De la fausse monnaie.*

ART. 132.

Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 133.

Tout individu qui aura, en France, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France des monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 134.

Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans, quiconque aura coloré les monnaies ayant cours légal en France ou les monnaies étrangères dans le but de tromper sur la nature du métal, ou les aura émises ou introduites sur le territoire français.

Seront punis de la même peine ceux qui auront participé à l'émission ou à l'introduction des monnaies ainsi colorées.

ART. 135.

La participation énoncée aux précédents articles ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites, altérées ou colorées, les ont remises en circulation.

Toutefois celui qui aura fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse, en aucun cas, être inférieure à 16 francs.

ART. 138.

Les personnes coupables des crimes mentionnés en l'article 132 seront exemptes de peines si, avant la consommation de ces crimes, et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles pourront néanmoins être mises, pour la vie, ou à temps, sous la surveillance spéciale de la haute police.

ART. 140.

Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit les marteaux de l'État servant aux marques forestières, soit le poinçon ou les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent, ou qui auront fait usage des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits, seront punis des travaux forcés à temps, dont le maximum sera toujours appliqué dans ce cas.

ART. 141.

Sera puni de la reclusion quiconque, s'étant indûment procuré les vrais timbres, marteaux ou poinçons ayant l'une des destinations exprimées en l'article 140, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS À L'ÉTRANGER.

ART. 5 (modifié par la loi du 27 juin 1866).

Tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un crime puni par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France.

Tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un fait qualifié délit par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France, si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé prouve qu'il a été jugé définitivement à l'étranger.

En cas de délit commis contre un particulier Français ou étranger, la poursuite ne peut être intentée qu'à la requête du ministère public; elle doit être précédée d'une plainte de la partie offensée ou d'une dénonciation officielle à l'autorité française par l'autorité du pays où le délit a été commis.

Aucune poursuite n'a lieu avant le retour de l'inculpé en France, si ce n'est pour les crimes énoncés en l'article 7 ci-après.

ART. 7.

Tout étranger qui, hors du territoire de la France, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'État ou de contrefaçon du sceau de l'État, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises, s'il est arrêté en France ou si le Gouvernement obtient son extradition.

Il n'existe pas en France de dispositions relatives au retrait des espèces usées par le frai.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 1^{er} JUIN 1818

SUR LE COUPAGE DES ESPÈCES FAUSSES (*).

Nous, Ministre Secrétaire d'État au département des finances;

D'après le compte qui nous a été rendu des difficultés qui ont eu lieu dans plusieurs caisses publiques, relativement à des pièces de monnaies fausses qui ont été offertes en paiement;

(*) Document dû à l'obligeance de M. Ruau, directeur de l'administration des Monnaies et Médailles à Paris.

Vu l'édit du 15 février 1726,

Avons arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'article 2 de l'édit ci-dessus relaté, il est expressément défendu à tous receveurs, percepteurs, payeurs ou autres préposés des caisses royales, de recevoir ni faire entrer dans aucun paiement des espèces de fausse fabrique.

ART. 2.

Lesdits receveurs, percepteurs, payeurs ou préposés sont tenus de cisailer et de difformer de manière qu'il ne puisse en être fait usage, les espèces fausses qui leur seront offertes en paiement, et de les rendre en cet état au porteur.

ART. 3.

Le présent arrêté sera affiché dans tous les bureaux de perception et de paiement de deniers publics; il en sera remis une expédition à M. le sous-secrétaire d'État des finances, pour être notifié circulairement à tous les comptables du Trésor royal.

Une expédition en sera également adressée à LL. EE. les Ministres et Secrétaires d'État de la justice, de la police générale et à la Banque de France.

Paris, le 1^{er} juin 1818.

Signé : COMTE CORVETTO.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire général du Ministère des finances,

Signé : LEFÈVRE.

GRANDE-BRETAGNE (*).

I.

EXTRAIT DE L'ACTE RELATIF AUX CRIMES CONTRE LA MONNAIE

DU 6 AOÛT 1861 (24 ET 25 VICTORIA CAP. 99).

ART. 18.

Quiconque fabrique ou contrefait quelque espèce de monnaie d'or ou d'argent qui n'est pas monnaie légale du royaume, mais qui ressemble ou cherche manifestement à ressembler ou à passer pour quelque monnaie d'or ou d'argent d'un prince, État ou pays étranger quelconque, sera, en Angleterre et en Irlande,

(*) Renseignements dus à l'obligeance de M. Vernet, agent et consul général de Suisse à Londres.

considéré comme coupable de félonie, et en Écosse, de *high crime and offence*, et sera, s'il est reconnu coupable, passible, à la discrétion de la Cour, de la servitude pénale pour un terme qui ne pourra excéder sept ans et ne pourra être inférieur à trois ans, ou d'un emprisonnement dont le terme ne pourra excéder deux ans, avec ou sans travail forcé et avec ou sans détention cellulaire.

Quiconque, sans autorisation ou excuse légale (la preuve étant à la charge de l'accusé), introduira ou recevra sciemment dans le Royaume-Uni de pareilles monnaies falsifiées ou contrefaites, ressemblant ou cherchant manifestement à ressembler ou à passer pour quelque monnaie d'or ou d'argent d'un prince, État ou pays étranger quelconque, sera, en Angleterre et en Irlande, coupable de félonie, et en Écosse, de *high crime and offence*, et sera, s'il est reconnu coupable, passible, à la discrétion de la Cour, d'une servitude pénale dont le terme ne pourra excéder sept ans ni être inférieur à trois ans, ou d'un emprisonnement dont le terme ne devra pas excéder deux ans, avec ou sans travail forcé, et avec ou sans détention cellulaire.

ART. 20.

Quiconque mettra en circulation ou émettra quelque monnaie falsifiée ou contrefaite ressemblant ou cherchant manifestement à ressembler ou à passer pour quelque monnaie d'un prince, État ou pays étranger quelconque, sachant que ladite monnaie est contrefaite ou falsifiée, sera, en Angleterre et en Irlande, coupable de *misdeemeanor*, et en Écosse, coupable de *crime and offence*, et, dans le cas où il serait déclaré coupable, sera passible, à la discrétion de la Cour, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, avec ou sans travail forcé.

L'ARTICLE 21 prévoit, en cas de première récidive pour le cas de l'article 20, un emprisonnement de deux ans au plus avec ou sans travail forcé et avec ou sans détention cellulaire, et en cas de deuxième, etc. récidive, une servitude pénale soit perpétuelle, soit pour un délai de trois ans au moins, ou un emprisonnement de deux ans au maximum, avec ou sans travail forcé et avec ou sans détention cellulaire.

L'ARTICLE 22 punit la contrefaçon ou l'altération de monnaie étrangère de cuivre et autre billon, d'un emprisonnement d'un an au maximum; en cas de récidive, la peine est celle de la servitude pénale pour un maximum de sept ans et un minimum de trois ans, ou un emprisonnement de deux ans au maximum, avec ou sans travail forcé et avec ou sans isolement.

ART. 23.

Quiconque, sans autorisation ou excuse légale (la preuve étant à la charge de l'accusé), sera trouvé avoir en sa garde ou possession plus de cinq pièces de monnaie falsifiée ou contrefaite ressemblant ou cherchant manifestement à ressembler ou à passer pour quelque monnaie d'un prince, État ou pays étranger quelconque, ou à quelque monnaie de billon mentionnée à l'article précédent, devra, s'il est convaincu devant la justice de paix, abandonner et perdre toute ladite monnaie fausse et contrefaite, qui sera coupée en morceaux et détruite par ordre de ladite justice, et devra, pour chaque infraction susdite, payer une somme de monnaie qui n'excèdera pas 40 shillings, et ne devra pas être inférieure à 10 shillings pour

chaque pièce de monnaie falsifiée ou contrefaite qui sera trouvée en la garde ou possession de ladite personne, une moitié de l'amende étant pour le dénonciateur, l'autre moitié pour les pauvres de la paroisse où le délit aura été commis; et dans le cas où cette amende ne serait pas payée incessamment, la justice de paix pourra astreindre la personne condamnée à payer ladite somme, à la prison ordinaire ou maison de correction, où elle sera maintenue aux travaux forcés pour trois mois, ou jusqu'au paiement de l'amende.

ART. 24.

Quiconque, sans autorisation ou excuse légale (la preuve étant à la charge de l'accusé), fabriquera ou réparera sciemment, ou commencera à fabriquer ou réparer, ou achètera ou vendra, ou aura en sa charge ou possession quelque poinçon, contre-poinçon, matrice, timbre, modèle ou moule, dans ou sur lesquels sera faite ou empreinte, ou qui fera ou empreindra, ou qui sera adapté ou disposé pour faire ou empreindre la figure, le timbre ou l'imitation apparente, des deux côtés ou d'un des côtés, des monnaies légales d'or et d'argent de la reine, ou de quelque prince, État ou pays étranger, ou quelque partie d'un ou des deux de ces côtés; ou quiconque fabriquera ou réparera, ou commencera à fabriquer ou réparer, ou achètera ou vendra, ou aura en sa charge ou possession quelque outil, collier ou autre instrument ou engin adapté et organisé dans le but de marquer les bords de la monnaie, de lettres, moulures, ou autres et chiffres ressemblant à ceux des bords de la monnaie désignée dans le présent article, sachant que ceux-ci sont adaptés et organisés comme il a été dit; ou qui fabriquera ou réparera, ou commencera à fabriquer ou à réparer, ou achètera, ou vendra, ou aura en sa charge ou possession quelque presse à monnayer ou quelque autre machine à découper pour couper par la force d'une vis ou de quelque autre mécanisme, des disques d'or, d'argent ou d'autre métal ou mélange de métaux, ou quelque autre machine, sachant que ladite presse est une presse à monnayer, ou sachant que ledit engin ou machine a été employé ou est destiné à être employé pour ou dans le but de falsifier ou contrefaire toute monnaie désignée dans le présent article, sera, en Angleterre et en Irlande, coupable de félonie, et en Écosse, de *crime and offence*, et s'il est convaincu desdits crimes, sera passible, à la discrétion de la Cour, d'être gardé en servitude pénale pour la vie, ou pour un terme qui ne sera pas inférieur à trois ans, ou d'être emprisonné pour un terme ne dépassant pas deux ans, avec ou sans travail forcé, et avec ou sans détention cellulaire.

ART. 25.

Quiconque, sans autorisation ou excuse légale (la preuve étant à la charge de l'accusé), emportera sciemment hors des ateliers de Sa Majesté quelque poinçon, contre-poinçon, matrice, timbre, modèle, moule ou autre outil, instrument, presse ou engin employés dans la fabrication de la monnaie, ou quelque partie utile de quelqu'un des susdits objets, ou quelque monnaie, lingot, métal ou mélange de métaux, sera, en Angleterre et en Irlande, coupable de félonie, et en Écosse, de *high crime and offence*, et s'il est convaincu, sera passible, à la discrétion de la Cour, d'être placé en servitude pénale pour la vie ou pour un terme qui ne doit pas être moindre de trois ans, ou d'être emprisonné pour un terme qui n'excède pas deux ans, avec ou sans travaux forcés, et avec ou sans détention cellulaire.

ART. 26.

Quand une monnaie sera remise comme étant de l'or ou de l'argent courant de la Reine à une personne qui soupçonnera ladite monnaie d'être diminuée autrement que par l'usage raisonnable ou d'être contrefaite, il sera légal pour cette personne de couper, briser, courber ou défigurer ladite monnaie, et s'il est reconnu que cette monnaie ainsi coupée, brisée, courbée ou défigurée est diminuée autrement que par l'usage ordinaire, ou contrefaite, la personne qui l'a fait circuler en supportera la perte; mais si la monnaie a son poids régulier, et apparaît comme monnaie légale, la personne qui a coupé, brisé, courbé ou défiguré ladite pièce est requise de recevoir celle-ci au taux auquel elle a été monnayée; et si quelque contestation s'élève sur la question de savoir si la monnaie ainsi coupée, brisée, courbée ou défigurée est diminuée de la manière susindiquée, ou contrefaite, elle sera portée et jugée souverainement, en forme sommaire, devant la justice de paix, qui reçoit, par les présentes, pouvoir d'entendre sous serment, pour la décision de ladite contestation, les deux parties, ainsi que toute autre personne; et les fonctionnaires du département des finances de Sa Majesté, et leurs fondés de pouvoirs et clercs, et les receveurs généraux de chaque branche du revenu de Sa Majesté, sont requis de rompre, couper ou défigurer, ou faire rompre, couper ou défigurer toute pièce de monnaie d'or ou d'argent contrefaite ou diminuée illégalement qui leur sera remise en paiement de quelque partie du revenu de Sa Majesté.

II.

ACTE D'EXTRADITION DE 1870.

33 ET 34 VICTORIÆ 52. ANNEXE I. — *Donnent lieu à extradition, les crimes suivants :*

Contrefaçon et altération de monnaie, et émission de monnaie contrefaite ou altérée.

III.

CRIMES OU DÉLITS COMMIS À L'ÉTRANGER PAR DES ANGLAIS.

La loi britannique ne punit que dans quelques cas très-rares, notamment en cas de meurtre sur la personne d'un Anglais, les crimes commis hors du royaume par un Anglais. Si l'accusé vient à se réfugier dans son propre pays, il échappe à toute punition. Cet état de choses a préoccupé l'opinion publique. Une commission, nommée par la Reine le 18 août 1877, a rédigé un rapport transmis depuis lors au Parlement britannique, et dans lequel se trouvent, au sujet de la punition des crimes ou délits commis hors de leur pays par les Anglais, les considérations suivantes :

« Il est indifférent que le criminel fugitif soit sujet de l'État qui demande sa remise ou sujet du pays auquel il est réclamé. La solution de ce point n'est toutefois pas exempte de difficultés, et la plupart des traités existants contiennent la stipulation que le criminel fugitif, s'il est sujet de l'État dans lequel il est découvert, ne sera pas livré pour un crime commis dans l'autre État.

« En faveur de cette restriction, on dit qu'un homme ne doit pas être distrait de ses juges naturels; que l'État doit à ses sujets la protection de ses lois, et qu'il manque à son devoir s'il en fait passer un seul sous une juridiction étrangère, en

le privant ainsi des garanties accordées par la loi de son propre pays; qu'il est impossible de placer une confiance entière dans la justice d'un pays étranger, spécialement lorsqu'il s'agit de procès contre des sujets d'un autre pays; enfin que c'est un désavantage sérieux d'être jugé dans une langue étrangère et là où un accusé est séparé de ses amis, de ses ressources, et de ceux qui pourraient porter témoignage sur sa réputation et sa vie privée. On devrait donc pouvoir juger dans son propre pays une personne accusée d'avoir commis un crime dans un autre, au lieu de la remettre à l'État étranger pour le jugement.

« A ceci il peut être répondu d'abord que, si chaque infraction aux lois pénales commise par un sujet britannique, sous l'empire d'une juridiction étrangère, doit être jugée et réprimée par les tribunaux anglais, comme si elle avait été commise en Angleterre, cela demanderait un changement des plus considérables dans le système entier de nos lois criminelles, qui a jusqu'à présent admis ce principe en très-peu de cas seulement, par des raisons toutes spéciales, et n'a jamais reconnu le devoir ou accepté la responsabilité d'exercer un contrôle général de police ou de répression sur les actions des sujets britanniques en pays étrangers.

« De plus, et si cet argument a quelque valeur, chaque homme accusé d'un méfait dans un pays dont il n'est pas sujet devrait, par arrangement commun entre les différents gouvernements, être envoyé chez lui pour être jugé, au lieu d'être jugé là où a été commis le méfait, et cela, bien que les lois des deux pays puissent être fort différentes en ce qui regarde la qualification et le degré du crime. Accorder à l'accusé la facilité de réclamer son renvoi chez lui pour le jugement serait une proposition trop extravagante pour être examinée.

« L'infraction aux lois pénales est une atteinte portée à la loi du pays dans lequel l'infraction supposée a été commise.

« Une personne demeurant dans un pays étranger doit obéissance à la loi de ce pays, en retour de la protection qu'il lui accorde, aussi bien que si elle était sujet de ce pays. Pourquoi, parce qu'il s'est soustrait à la juridiction de cette loi étrangère, le coupable dont l'extradition est demandée serait-il dans une position différente de celle où il aurait été dans le pays duquel il s'est échappé ?

« L'extradition, comme système, est basée sur la supposition que, dans la grande majorité des cas, les personnes dont la remise est demandée, ont violé la loi du pays qui les réclame. Les exemples de demandes d'extradition d'innocents sont extrêmement rares. Avec les garanties et les sauvegardes que nous mettons nos soins à propager, la possibilité devient de plus en plus éloignée de voir un innocent soumis à un traitement injuste.

« Quant à l'objection qu'il ne peut être placé de confiance devant les tribunaux étrangers, il est certain que, lorsque nous invitons les autres nations à s'unir à nous dans un système d'extradition, toute restriction qui impliquerait un doute sur la compétence ou la justice de leurs tribunaux serait une inconséquence frappante. L'extradition est basée sur la confiance mutuelle dans l'administration de la justice par les tribunaux des deux nations. Elle procède sur l'assurance qu'une justice impartiale sera rendue au sujet extradé. Nous refusons de rendre même un étranger, lorsque nous n'avons pas cette assurance. Ce serait un affront pour n'importe quelle nation d'assurer que, lorsqu'un étranger est accusé d'un crime contre la loi de cette nation, les tribunaux de ce pays ne rendraient pas justice à

cet étranger aussi équitablement et aussi impartialement que s'il s'agissait d'un de leurs nationaux. Nous savons que dans notre pays un accusé étranger jouit en justice du même traitement et des mêmes garanties que s'il était un sujet anglais né en Angleterre. Quand la remise d'un de nos sujets est demandée, nous n'avons pas de titre à déclarer qu'il ne sera pas bien traité une fois extradé. L'autre alternative étant, on ne doit pas l'oublier, que le criminel jouirait d'une complète impunité, nous devons avoir entièrement la confiance qu'un de nos sujets trouvera de la part d'un tribunal étranger la même impartialité qu'un étranger trouvera auprès de nos tribunaux, et nous devons agir en conséquence:

« Il ne peut y avoir d'hésitation entre les deux systèmes. C'est la loi du pays étranger qui a été violée : c'est par cette loi que le fait aussi bien que le degré de la criminalité et la mesure de la punition devront être déterminés ; c'est par ceux seuls qui ont à appliquer cette loi que ces questions peuvent être décidées convenablement.

« De plus, les témoins sont dans le pays étranger et ne peuvent être amenés dans celui de l'accusé qu'avec de grands frais et dérangements. Il est vrai que leur témoignage peut être recueilli chez eux et transmis par écrit ; mais cela ne constitue nullement un mode de procéder satisfaisant au point de vue de l'administration de la justice criminelle, et ce mode de procéder pourrait tourner au sérieux désavantage de l'accusé, parce que les preuves auront été cherchées derrière son dos, sans aucune occasion de débats contradictoires (*cross-examination*) ou d'enquête sur le degré de créance que méritent les témoins, sur leur caractère, leur honorabilité, etc., toutes choses qui peuvent bien être jugées dignes de contrebalancer les désavantages pouvant résulter pour l'accusé de ce qu'il soit jugé hors de son pays.

« En résumé, nous sommes d'avis que la stipulation n'est pas nécessaire ni urgente, et nous recommandons qu'elle soit omise dans les traités futurs, et que des efforts soient faits pour que les traités existants soient modifiés à cet égard. »

IV.

LOI ANGLAISE SUR LA MONNAIE, DU 4 AVRIL 1870.

ART. 7.

Lorsqu'une pièce d'or du royaume se trouve au-dessous du poids courant prescrit par le présent acte, ou lorsqu'une pièce est démonétisée par un édit, toute personne, soit par elle-même, soit avec le concours d'autres personnes, coupera, brisera, ou mutilera ladite pièce qui lui sera offerte en paiement, et la personne qui l'offrira en subira la perte.

Si la pièce coupée, brisée ou mutilée en vertu de la présente section n'est pas au-dessous du poids courant, ou n'a pas été retirée de la circulation par édit, la personne qui aura coupé, brisé ou mutilé cette monnaie la recevra en paiement à sa valeur nominale.

Toute contestation qui résultera de l'application des dispositions de la présente section sera vidée par une procédure sommaire.

ART. 18.

Toute procédure sommaire prévue par le présent acte peut être introduite, et l'amende encourue en vertu du présent acte peut être recouvrée :

En Angleterre, devant deux juges de paix, de la manière indiquée dans l'acte de la session des onzième et douzième années du règne de Sa Majesté la Reine Victoria, chapitre 43, intitulé : « Acte pour faciliter l'accomplissement des devoirs des justices de paix hors des sessions, à l'intérieur de l'Angleterre et du Pays de Galles, en ce qui concerne les jugements et ordres sommaires » ou dans tout autre acte qui amenderait l'acte précité ;

En Ecosse, de la manière prescrite dans l'acte de procédure sommaire de 1864 ;

En Irlande, pour Dublin, de la manière prescrite par les actes réglant les pouvoirs des justices de paix ou de la police de la métropole de Dublin, et partout ailleurs, de la manière prescrite par l'acte des petites sessions (d'Irlande) 1851, et par tout acte qui amenderait ce dernier ;

Dans les possessions britanniques, devant les juges de paix, etc.

ITALIE (*).

EXTRAITS DU CODE PÉNAL.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 5.

Le regnicole qui aura commis sur territoire étranger un crime contre la sûreté de l'État, ou de contrefaçon des sceaux, monnaies, billets, obligations de l'État ou papiers de crédit public équivalents à la monnaie, sera jugé et puni dans le royaume selon les dispositions du présent Code.

ART. 7.

Sera jugé et puni selon les dispositions du présent Code, l'étranger qui aura commis sur territoire étranger un crime contre la sûreté de l'État, ou de contrefaçon des sceaux, des monnaies, billets, obligations de l'État ou papiers de crédit public équivalents à la monnaie, s'il est arrêté dans le royaume ou extradé par d'autres gouvernements.

LIVRE II, TITRE IV, CHAPITRE I^{er}.

De la falsification des monnaies, billets ou obligations de l'État, sceaux, timbres et empreintes.

PREMIÈRE SECTION.

De la fausse monnaie.

ART. 316.

Celui qui, sans autorité légitime, fabrique de la monnaie, en contrefaisant celle frappée au coin du Roi, ou en contrefaisant une monnaie étrangère ayant cours

(*) Documents dus à l'obligeance de M. Pioda, chargé d'affaires par intérim de Suisse à Rome, et aux bons offices de MM. les délégués d'Italie à la Conférence monétaire.

légal dans un pays étranger quelconque, ou celui qui altère la vraie monnaie, commet le crime de falsification de monnaie.

ART. 317.

La monnaie contrefaite sera toujours considérée comme fausse, même si sa valeur intrinsèque est égale ou supérieure à celle de la vraie monnaie.

ART. 318.

L'altération de la vraie monnaie se fait, soit en la rognant ou en la raclant, soit en se servant de tout autre moyen pour en diminuer la valeur. L'altération a également lieu quand on emploie des moyens pour donner à la monnaie l'apparence d'une valeur supérieure.

ART. 319.

Quiconque aura fabriqué de la fausse monnaie d'or ou d'argent, en contrefaisant celle frappée au coin du Roi, sera puni du maximum des travaux forcés à temps.

Si la fausse monnaie est de billon ou de cuivre, la peine sera celle des travaux forcés jusqu'à 15 ans.

ART. 320.

Quiconque aura fabriqué dans les États du Roi de la fausse monnaie d'or ou d'argent en contrefaisant celle frappée à une effigie étrangère ayant cours légal dans un pays quelconque, sera puni des travaux forcés jusqu'à 15 ans.

Si la fabrication fausse a porté seulement sur de la monnaie de billon ou de cuivre, la peine sera au minimum celle de la reclusion pour 7 ans au moins, et au maximum celle des travaux forcés pour 10 ans.

ART. 321.

Les peines susindiquées seront réduites d'un degré si les coupables avaient seulement commencé la fabrication de fausse monnaie.

ART. 322.

Si l'auteur des crimes dont il est question dans les trois articles précédents est un employé de la monnaie royale, il sera puni de la peine infligée pour chacun des cas mentionnés dans lesdits articles, augmentée d'un degré.

ART. 323.

Si la valeur intrinsèque de la fausse monnaie est égale ou supérieure à celle de la vraie, ou si la fausseté est facile à reconnaître, la peine établie dans tous les cas susindiqués sera respectivement diminuée d'un degré.

ART. 324.

L'altération de la monnaie d'or ou d'argent sera punie de la reclusion pour un temps qui ne pourra excéder 7 ans, si la valeur qu'on a voulu soustraire à la monnaie altérée ne dépasse pas 50 livres et s'il n'y a pas de circonstance aggra-

vante; si elle dépasse cette valeur, ou s'il y a concours de circonstances aggravantes, la peine sera augmentée d'un ou deux degrés et pourra être portée aux travaux forcés pour une durée de 15 ans. Dans le cas de l'altération des monnaies prévu à l'article 318, la peine sera celle de la reclusion pour un temps qui ne dépassera pas 7 ans, et elle sera seulement celle de l'emprisonnement si la valeur apparente qu'on a voulu chercher à ajouter ne dépasse pas 50 livres.

ART. 325.

Quiconque, de concert avec les falsificateurs de monnaie royale ou étrangère, aura aidé à introduire ces monnaies dans les États du Roi, ou à les y mettre en circulation, sera puni comme s'il était auteur de fabrications ou d'altérations commises dans les États du Roi.

ART. 326.

Celui qui, sans entente avec les falsificateurs, introduira ou émettra frauduleusement dans les États du Roi des monnaies fausses ou altérées, sera puni de la reclusion pour un temps qui ne pourra excéder 7 ans, ou de l'emprisonnement.

elui qui i aura reçu ces monnaies comme vraies, et les émettra après les avoir reconnues comme fausses ou altérées, sera puni de l'emprisonnement.

ART. 327.

Celui qui, ayant reçu une monnaie, l'aura reconnue comme fausse, est tenu de la remettre aux administrateurs des monnaies royales ou aux autorités locales et de leur donner des renseignements sur sa provenance, sous peine de payer le double de la valeur nominale de la monnaie. La somme à payer, en ce cas, ne devra jamais être inférieure à 20 livres.

ART. 328.

Quiconque aura fabriqué ou fera fabriquer, ou aura sciemment, dans sa maison ou ailleurs, des coins, moules, creusets, machines ou autres instruments aptes à la fabrication des fausses monnaies, sera, par ce seul fait, puni de la reclusion jusqu'à 7 ans. Cette disposition ne s'applique pas aux orfèvres ou autres personnes auxquelles ces instruments sont nécessaires pour l'exercice de leur métier, science ou profession.

DEUXIÈME SECTION.

FALSIFICATION DES BILLETS DE BANQUE, OBLIGATIONS DE L'ÉTAT OU AUTRES PAPIERS DE CRÉDIT ÉQUIVALENTS À LA MONNAIE.

ART. 329.

Celui qui aura contrefait ou falsifié des billets de banque ou obligations de l'État, ou autres papiers de crédit public équivalents à la monnaie, sera puni de la peine des travaux forcés jusqu'à 15 ans. Sera puni de la même peine celui qui aura sciemment introduit dans les États du Roi lesdits billets de banque, obligations ou effets falsifiés ou contrefaits, ou en aura fait usage.

ART. 330.

S'il s'agit de la contrefaçon ou de la falsification, dans les États du Roi, d'obliga-

tions ou d'effets publics équivalents à la monnaie, émis sous un titre quelconque par un gouvernement étranger, ou de l'introduction frauduleuse desdites valeurs dans les États du Roi, dans quelque pays qu'elles aient été contrefaites ou falsifiées, ou de l'emploi frauduleux des mêmes valeurs, la peine sera celle de 5 ans de reclusion au minimum et de 10 ans de travaux forcés au maximum.

ART. 331.

Celui qui aura reçu comme bons les effets publics mentionnés dans les deux articles précédents, et qui, après en avoir reconnu la fausseté, les aura néanmoins remis en circulation, sera puni de la reclusion jusqu'à 7 ans, ou de l'emprisonnement, suivant le cas.

DISPOSITION COMMUNE AUX DEUX SECTIONS PRÉCÉDENTES.

ART. 332.

Les coupables des crimes mentionnés dans les articles précédents seront exempts de toute peine, si, avant de consommer le crime de falsification de monnaie ou d'effets publics, ou même si, après la consommation du crime, avant qu'aucun acte de procédure n'ait été commencé, ils ont procuré l'arrestation d'une partie ou de tous les autres coupables.

Lesdits coupables pourront néanmoins, quoiqu'ils soient exempts de peine, être soumis à vie ou à temps à la surveillance spéciale de la sûreté publique.

LOI DU 24 AOÛT 1862

SUR L'UNIFICATION DU SYSTÈME MONÉTAIRE.

ART. 10.

Les monnaies diminuées au delà de la tolérance déterminée par la loi, et toutes celles qui ont été rognées, percées, défigurées et usées de façon à ce que l'empreinte ne soit plus reconnaissable sur les deux côtés ou sur un seul, sont exclues de la circulation et reçues seulement comme matière aux bureaux du change des monnaies.

SUISSE.

La Constitution attribue au pouvoir fédéral la régalie des monnaies. On peut donc considérer les crimes ou délits contre les monnaies comme des crimes ou délits contre la Confédération. Cependant le Code pénal fédéral ne contient pas d'articles spéciaux relatifs à la fausse monnaie. En fait, la répression de ce crime est laissée aux législations cantonales.

Au printemps de 1878, la commission de gestion a émis l'idée qu'il serait opportun de faire une loi fédérale sur la matière, quelques cantons ayant prononcé

des répressions insuffisantes au gré de l'Administration fédérale de la Monnaie. Un projet de loi édictant des dispositions communes à toute la Suisse est à l'étude. La constitutionnalité de ce projet semble indiscutable.

Le seul arrêté fédéral relatif à la fausse monnaie porte la date du 17 mai 1867 il se rapporte au coupage des *pièces fausses*. En voici le texte :

ARTICLE PREMIER.

Les employés aux finances fédérales sont invités, et les employés cantonaux aux caisses publiques sont autorisés à retirer de la circulation, en les coupant, les pièces fausses qui leur seraient données en paiement ou présentées de toute autre manière, et à les rendre au porteur ou à l'expéditeur.

Sont naturellement réservées les dispositions législatives en vigueur quant aux mesures de police à prendre pour le cas où la personne ou la maison dont il s'agit serait soupçonnée d'avoir fabriqué de la fausse monnaie ou de l'avoir sciemment mise en circulation. Dans ce cas, on devra avertir immédiatement du fait l'autorité de police compétente, en lui remettant les pièces trouvées fausses.

ART. 2.

S'il existe des doutes sur la fausseté d'une ou de plusieurs pièces retirées de la circulation de la manière prescrite à l'article 1^{er}, ces pièces peuvent être envoyées à l'Hôtel fédéral des monnaies pour y être soumises à une vérification. S'il résulte de cette vérification que les pièces mises hors de cours étaient de bon aloi, la Confédération rembourse la totalité de leur valeur.

Quant aux *monnaies usées par le frot*, l'article 13 de la loi du 7 mai 1850 sur les monnaies fédérales, applicable aux pièces suisses de 5 francs, 2 francs, 1 fr. et 50 cent. en argent, est conçu comme suit :

« Les pièces de monnaie suisses usées seront retirées de la circulation, refondues et remplacées par des neuves; les frais de ces opérations seront portés chaque fois au budget des dépenses. »

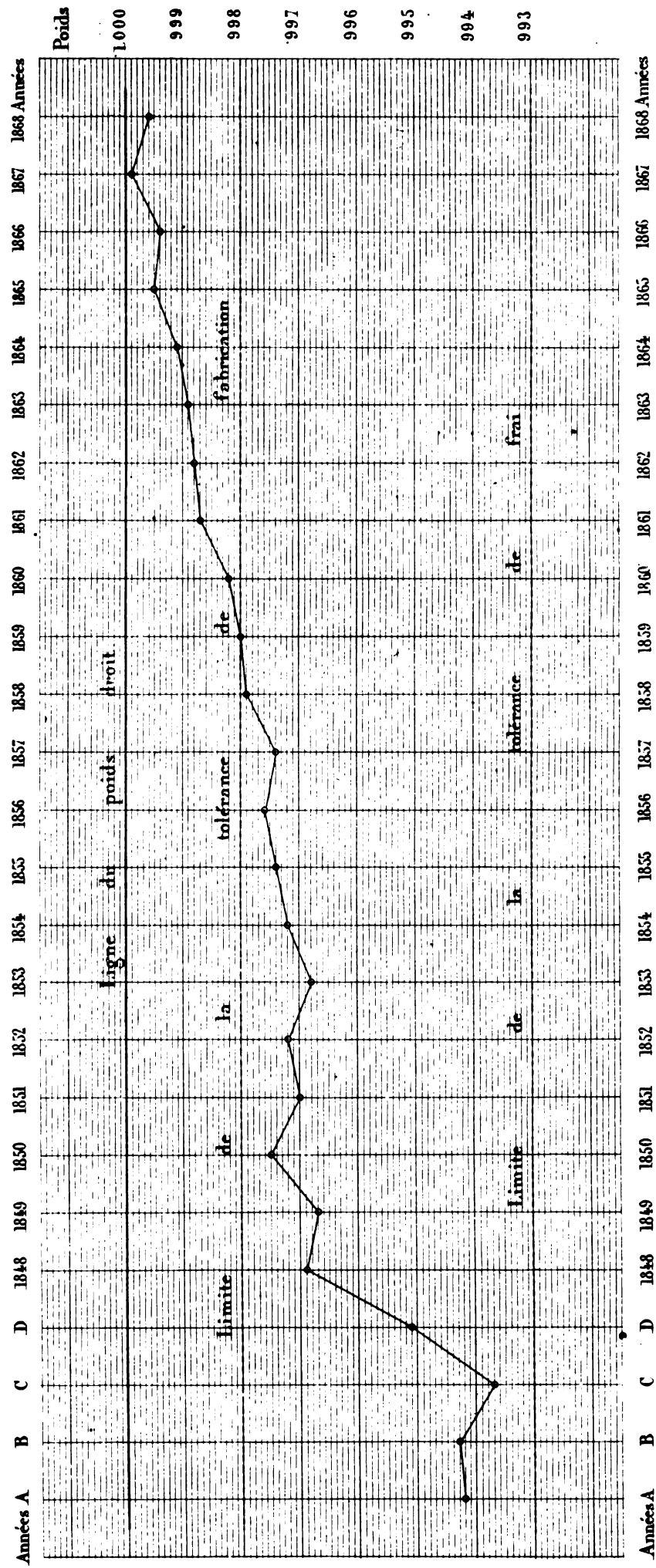
L'article 3 de la loi du 22 décembre 1870, sur la frappe des monnaies d'or, stipule, au contraire, que : « L'article 13 de la loi monétaire du 7 mai 1850 n'est pas applicable aux pièces d'or suisses. »

« Les pièces d'or dont le poids se trouvera, par suite de l'usure, diminué de 1/2 p. o/o au-dessous de la tolérance inférieure (article 2 de la Convention du 23 décembre 1865) ne seront plus considérées comme monnaie légale. »

FRAI DES MONNAIES D'OR.

DIAGRAMME DU FRAI DE LA PIÈCE DE 20 FRANCS.

(Expériences de 1868.)



A: Consulat et Empire. B: Louis XVIII. C: Charles X. D: Louis-Philippe.

SEPTIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

7^e SÉANCE.

SAMEDI 19 OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENTE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués

de la Belgique,

de la France,

de la Grèce,

de l'Italie

et de la Suisse,

qui assistaient à la précédente réunion.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. PIREZ demande à revenir sur le débat relatif au cours forcé des billets de banque. Il rappelle les propositions faites, à ce sujet, à la séance du 11 octobre, et qui n'ont pas été adoptées.

Les unes, concernant l'éventualité, soit de l'adoption du cours forcé par un des États de l'Union, soit de l'aggravation de ce régime dans les États où il

existe déjà, avaient pour objet de déterminer, dans l'un et l'autre de ces deux cas, les droits des États à la circulation métallique.

Les autres, concernant la situation actuelle, avaient pour objet de déterminer les obligations qui, à l'expiration de la convention, incomberaient aux États qui ont actuellement une circulation de papier-monnaie.

Le principe sur lequel reposent ces propositions a été clairement démontré. La Conférence, dit M. Pirmez, ne peut avoir oublié avec quelle netteté M. le Président a établi que le régime du cours forcé est contraire à l'essence même d'une convention monétaire.

Il découle nécessairement de ce principe, que chaque État a le droit de se prémunir contre les suites préjudiciables que peut avoir pour lui l'établissement de ce régime dans un autre État de l'Union, et que l'État qui a adopté ce régime ne peut être considéré comme dégagé de ses engagements s'il n'est pas, avant la rupture de l'Union, revenu, par la reprise des paiements en espèces, à une situation normale.

Les instructions données par le Gouvernement belge à ses représentants ne leur permettaient d'adhérer à la nouvelle convention que si elle consacrait les importants principes contenus dans ces propositions; ils l'ont déclaré.

C'est à ce moment du débat que l'un des Délégués français, M. Charles Jagerschmidt, a suggéré l'idée qu'il serait possible de suppléer au silence de la Convention sur ces principes par des déclarations insérées au procès-verbal de la Conférence. M. Pirmez se déclare autorisé par son Gouvernement à se rallier à cette solution.

Il n'insistera donc plus sur les propositions qu'il avait présentées ou appuyées; mais il a le devoir de dire nettement sous quelles réserves le Gouvernement belge consent à renouveler la convention sans qu'elle renferme ces propositions.

Le Gouvernement belge considère que le régime du papier-monnaie est en contradiction absolue avec la base même d'une convention monétaire.

En conséquence, M. le Délégué de la Belgique déclare :

1° Que si, à l'avenir, un des États de l'Union établit, ou aggrave par de nouvelles émissions, le cours forcé des billets de banque, le Gouvernement belge admet que les autres États sont, par ce fait, autorisés à prendre toutes les mesures qui leur paraîtraient nécessaires pour se soustraire aux suites dommageables que créerait cet état de choses contraire à la Convention;

2° Que le Gouvernement belge tient pour une conséquence directe et certaine des obligations de la convention actuelle, obligations maintenues par le renouvellement du contrat, qu'un État dans lequel existe le cours forcé ne peut recouvrer sa pleine et entière liberté d'action vis-à-vis des autres États ses associés, même après l'expiration de la Convention, qu'autant qu'il les aura dégrevés des charges que le régime du cours forcé aura pu faire peser sur eux.

Réserve faite de ces principes, au nom de son Gouvernement, M. Pirmez

reconnait la sérieuse valeur des motifs qui ont déterminé la Conférence à ne pas les formuler dans la convention, et il croit devoir rappeler ces motifs pour qu'on ne puisse pas induire du silence de la convention que c'est le fond même des propositions, basées sur ces principes, qui a été écarté.

On a, dit-il, considéré justement que des stipulations formelles concernant l'interdiction du régime du papier-monnaie n'auraient en elles-mêmes que peu de force préventive ou réparatrice, puisque, par sa nature même, le cours forcé s'impose presque toujours irrésistiblement à la volonté des Gouvernements qui le décrètent, et que les États sur lesquels cette mesure rejaillirait ne peuvent guère apprécier les moyens propres à en atténuer les effets que d'après les circonstances. Et si l'on ajoute à cette considération le peu de probabilité du fait même de l'établissement de ce régime, là où il n'existe pas, ou de son aggravation, là où il existe déjà, on comprend qu'il ait paru surabondant de formuler, en cette matière, des dispositions spéciales.

La durée assez prolongée de la nouvelle convention permet, du reste, aux États qui ont le cours forcé de faire des efforts efficaces pour le supprimer avant le terme de l'Union, et dès lors il ne paraît pas indispensable de régler immédiatement les difficultés éventuelles d'une dissolution, qui certainement déjà se trouve différée de plusieurs années et que des prorogations successives de la Convention reculeront sans doute encore; difficultés dont la cause même aura d'ailleurs peut-être disparu avant que l'Union ne vienne à être dissoute. L'ajournement laisse tous les droits intacts; il éloigne indéfiniment, et peut-être pour toujours, un obstacle qui eût pu empêcher l'entente de s'établir; il peut donc être accepté.

M. le Délégué de la Belgique croit que les déclarations et les réserves qu'il vient de faire sont à la fois nécessaires et suffisantes. Eu égard à leur importance, il demande, au nom de ses collègues comme au sien, qu'elles soient textuellement insérées au procès-verbal.

M. RESSMAN déclare que ni ses collègues ni lui ne sauraient accepter l'exposé de M. Pirmez sans des réserves formelles. Ces réserves résultent d'ailleurs des déclarations que les Délégués italiens ont faites dans le cours des débats, au nom de leur Gouvernement, et ils s'y réfèrent expressément pour ne pas rouvrir la discussion au moment où l'accord paraît établi sur les points essentiels de la nouvelle convention.

M. Ressman demande que cette déclaration de sa part soit également insérée au procès-verbal.

La Conférence décide qu'il sera fait droit aux demandes d'insertion des déclarations de MM. PIRMEZ et RESSMAN.

Sur la proposition de M. le PRÉSIDENT, la Conférence passe à l'examen de

la question du contingent spécial de pièces de 5 francs en argent que l'Italie a demandé l'autorisation de fabriquer pendant l'année 1879, avant l'expiration de la Convention de 1865.

M. le Président rappelle que la demande de l'Italie portait sur une somme de 20 millions et que les Délégués des États coassociés ont paru, en principe, accepter ce chiffre. Il ajoute qu'il a été bien entendu toutefois que cette concession devait être absolument subordonnée à la condition que l'accord se serait préalablement établi, entre les cinq États, sur le renouvellement de la Convention de 1865.

M. RESSMAN espère qu'on tiendra compte à l'Italie de la modération de sa demande, en raison du sacrifice réel que lui impose la suspension de la frappe de l'argent stipulée dans la nouvelle convention. Il considère le chiffre de 20 millions comme un minimum impérieusement réclamé par les nécessités diverses auxquelles le Gouvernement italien doit satisfaire, et par les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve placé, circonstances que les Délégués italiens ont suffisamment expliquées dans les dernières séances.

M. FEER-HERZOG déclare qu'il est obligé d'en référer à son Gouvernement avant de se prononcer sur la question; mais que, dans tous les cas, il est hors de doute que la concession réclamée par l'Italie devra être absolument liée à la conclusion de la nouvelle convention.

M. le PRÉSIDENT fait connaître que la Banque de France, qu'il a dû consulter, s'est montrée disposée à accepter, en principe, la fabrication par l'Italie d'un contingent spécial de 20 millions maximum, à la condition que le projet de convention, dont les bases lui ont été communiquées, soit maintenu dans ses dispositions essentielles.

Après cet échange d'observations, M. le PRÉSIDENT donne lecture d'un projet de Déclaration préparé par la sous-commission et ainsi conçu :

Les Soussignés, délégués des Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse, s'étant réunis en conférence, en exécution de l'article 4 de la Déclaration monétaire du 3 février 1876 dont l'application avait été reportée, d'un commun accord, à l'année 1878, et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce et de Suisse s'engagent, pour l'année 1879 à ne pas fabriquer et à ne pas laisser fabriquer de pièces d'argent de 5 francs.

ART. 2. — Le Gouvernement italien est exceptionnellement autorisé à faire

fabriquer, pendant l'année 1879, une somme de 20 millions en pièces d'argent de 5 francs, cette somme étant destinée à faciliter le remplacement des anciennes monnaies, actuellement encore en circulation, par des pièces de 5 francs frappées dans les conditions de l'article 3 de la Convention du 23 décembre 1865.

ART. 3. — Les cinq Gouvernements contractants s'engagent à ne pas délivrer de bons de monnaie d'argent pendant l'année 1879.

ART. 4. — La présente Déclaration sera mise en vigueur dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières de chacun des cinq États.

En foi de quoi, etc. etc.

M. FEER-HERZOG demande que, dans l'article 2, il soit substitué aux mots « *faciliter le remplacement* » les mots « *opérer définitivement le remplacement.* » L'Italie a, plusieurs fois déjà, dans les conférences des années précédentes, allégué la nécessité de retirer des monnaies bourboniennes pour obtenir un contingent exceptionnel de fabrication. M. Feer-Herzog désirerait que cette opération fût considérée comme définitivement close et ne pût désormais servir de base à de nouvelles demandes de la part de l'Italie.

M. BARALIS fait remarquer que l'expression « *définitivement* » ne saurait être acceptée. Elle serait inexacte dans le cas, fort probable, où la somme à laquelle s'élèvent les anciennes monnaies répandues dans la circulation serait supérieure au chiffre du contingent de fabrication réclamé par l'Italie.

M. LE PRÉSIDENT convient qu'il n'est pas possible d'employer la formule suggérée par M. Feer-Herzog. Mais alors il préférerait supprimer toute la seconde partie de l'article 2. La rédaction proposée aurait l'inconvénient de faire, en quelque sorte, participer les autres États à l'opération du retrait des monnaies bourboniennes et de leur en faire supporter, dans une certaine mesure, la responsabilité, ce qui pourrait permettre à l'Italie de leur demander plus tard une concession nouvelle. D'autre part, les États de l'Union n'ont aucun intérêt à imposer à l'Italie l'engagement d'employer le contingent accordé au remplacement des anciennes monnaies.

M. RUAU fait observer que, si on laissait l'Italie libre d'user, comme elle l'entendra, de l'autorisation qui lui est concédée de fabriquer des pièces de 5 francs, elle pourrait, en achetant des lingots, sans démonétiser les monnaies bourboniennes, accroître encore le stock d'argent de l'Union.

M. LE PRÉSIDENT répond que cette crainte ne lui paraît pas fondée. Si l'Italie achetait 20 millions d'argent à l'Allemagne pour les convertir en pièces de 5 francs, au lieu d'employer à cet usage les monnaies bourbo-

niennes, la quantité d'argent qui pèse sur le marché serait diminuée d'autant, et personne ne songerait à s'en plaindre.

A la suite de ces observations, la Conférence décide la suppression de la seconde partie de l'article 2.

M. LE PRÉSIDENT élève un doute sur l'utilité de l'article 3 du projet de Déclaration, relatif aux bons de monnaie. Il se demande si cet article a une raison d'être, en présence de la stipulation de la suspension du monnayage de l'argent insérée dans la nouvelle convention.

M. FEER-HERZOG dit qu'il y aurait intérêt à ce que cette disposition subsistât, dans la prévision du cas où la nouvelle convention ne serait pas sanctionnée par les pouvoirs législatifs de l'un des cinq États.

M. BARALIS déclare que les Délégués italiens n'ont aucune raison d'insister ni pour le maintien ni pour la suppression de l'article relatif aux bons de monnaie.

La Conférence décide que cet article sera maintenu.

M. LARDY propose d'insérer dans le texte de la Déclaration la date à laquelle elle devra entrer en vigueur.

M. PIRMEZ répond que cette date résulte de l'objet même de l'acte. Mais il importe, selon lui, que la Déclaration soit approuvée par les Gouvernements avant l'année 1879; autrement ils pourraient se croire le droit de fabriquer de l'argent à partir du 1^{er} janvier prochain.

M. RESSMAN pense qu'il est préférable, en effet, que la Déclaration soit approuvée avant le commencement de l'année prochaine; mais quant au monnayage de l'argent, il n'est pas à craindre que les Gouvernements profitent de la faculté qui leur appartiendrait, en droit strict, au 1^{er} janvier 1879, si les ratifications n'étaient pas échangées à cette époque.

La Conférence décide que l'on fera mention dans la Déclaration de la date de son exécution, qui aura lieu à partir du 1^{er} janvier 1879, et le texte de cet acte est définitivement arrêté dans les termes suivants :

DÉCLARATION RELATIVE À LA FABRICATION DE LA MONNAIE D'ARGENT

PENDANT L'ANNÉE 1879.

Les Soussignés, délégués des Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce,

d'Italie et de Suisse, s'étant réunis en conférence en exécution de l'article 4 de la Déclaration monétaire du 3 février 1876 dont l'application avait été reportée, d'un commun accord, à l'année 1878, et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — *Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce et de Suisse s'engagent, pour l'année 1879, à ne pas fabriquer et à ne pas laisser fabriquer de pièces d'argent de 5 francs.*

ART. 2. — *Le Gouvernement italien est exceptionnellement autorisé à faire fabriquer, pendant l'année 1879, une somme de 20 millions de francs, en pièces d'argent de 5 francs.*

ART. 3. — *Les cinq Gouvernements contractants s'engagent à ne pas délivrer de bons de monnaie d'argent pendant l'année 1879.*

ART. 4. — *La présente Déclaration, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1879, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.*

En foi de quoi, etc. etc.

M. LE PRÉSIDENT appelle l'attention de la Conférence sur la question des contingents qui devront être assignés à chaque État, dans la nouvelle convention, pour la fabrication de la monnaie divisionnaire.

En 1865, dit-il, le chiffre de 6 francs par habitant avait servi de base au calcul des contingents. Faut-il aujourd'hui prendre une base différente, ou simplement mettre le chiffre des contingents d'accord avec celui de la population qui a pu s'accroître, depuis 1865, dans les différents États ?

M. BARALIS dit que la population de l'Italie est actuellement de 27,769,475 habitants, soit, en chiffres ronds, 28 millions. Le Gouvernement italien demande donc que son contingent soit fixé à 168 millions, ce qui constitue une augmentation de 12 millions sur le contingent de 1865.

M. FERR-HERZOG déclare qu'il a reçu pour instructions du Gouvernement fédéral de demander que le contingent de la Suisse soit élevé au chiffre de 18 millions. Les résultats du recensement font en effet prévoir, pour l'année 1880, une population de 2,910,000 habitants, soit, en chiffres ronds, 3 millions d'habitants.

M. PIRMEZ, sans insister sur la nécessité d'un accroissement du contingent de la Belgique, fait connaître que, si le chiffre de la population en 1880 est pris comme base, il en résulterait, pour son pays, une augmentation de 1 million environ sur l'ancien contingent.

M. DELYANNI demande, au nom du Gouvernement hellénique, une augmentation de 1,500,000 francs, pour mettre le contingent qui lui est alloué en rapport avec la population de la Grèce au 1^{er} janvier 1880.

M. RUAU déclare que, dans ces conditions, la France réclamerait une augmentation de 10 millions, malgré la diminution de population résultant de la séparation des départements de l'Alsace-Lorraine.

La population de l'Algérie, où circule exclusivement la monnaie française, doit, en effet, être comprise dans le chiffre total sur lequel se calcule le contingent de la France. Mais M. Ruau croit que le taux de 6 francs par habitant, qui a servi de base au calcul, est trop élevé; il fait observer que la proportion de monnaie d'appoint n'est pas aussi forte dans d'autres pays étrangers à l'Union.

M. SAINCTELETTE estime que la puissance d'absorption des monnaies d'appoint pour un pays quelconque tient bien plus à l'importance de ses transactions commerciales qu'à celle de la population, considérée au seul point de vue numérique. C'est donc une erreur, selon lui, que de vouloir établir, entre des pays dont l'intensité de vie économique est fort différente, un contingent uniforme de monnaie d'appoint réglé par tête d'habitant.

M. LE PRÉSIDENT manifeste, de son côté, la crainte qu'on ne s'engage dans une voie regrettable en provoquant l'accroissement du stock de monnaies divisionnaires. Il admet que certains États peuvent avoir un intérêt particulier à augmenter la quantité de leurs monnaies d'appoint; mais il croit que, prise dans son ensemble et considérée au point de vue de l'intérêt général, la mesure serait mauvaise. Il lui semblerait donc préférable que les États de l'Union restreignissent leurs demandes plutôt que de les étendre.

M. PIRMEZ pense qu'il serait, en effet, plus avantageux de se rapprocher du taux de 5 francs par habitant, pris comme base du calcul des contingents. Nous avons, dit-il, une somme énorme d'écus de 5 francs qui jouent, à vrai dire, le rôle de monnaies d'appoint; et quand on voit l'Angleterre, l'Allemagne, n'avoir par habitant que l'équivalent d'une douzaine de francs de ces monnaies, y compris les pièces de valeur correspondante aux écus de 5 francs, on comprend qu'on se plaigne parmi nous d'un excès de monnaie divisionnaire. Ce n'est donc pas le moment d'étendre les limites qui ont été assignées à la fabrication de cette monnaie. La Belgique renoncerait volontiers, si ce principe était adopté, à toute augmentation de son contingent actuel.

M. FEER-HERZOG fait observer que la situation géographique de la Suisse l'expose davantage à subir les conséquences immédiates du retrait des

pièces italiennes, et il insiste pour qu'il lui soit laissé une certaine latitude, en prévision du cas où, par le fait de ce retrait, il viendrait à se produire chez elle une insuffisance de monnaie d'appoint.

M. LARDY ajoute que la demande du Gouvernement fédéral repose encore sur un autre motif : il est question de supprimer en Suisse les pièces de 20 centimes en nickel, ce qui obligerait à frapper une plus grande quantité de pièces de 50 centimes en argent.

Ce sont ces considérations, disent MM. les Délégués de la Suisse, qui déterminent le Gouvernement fédéral à demander que son contingent soit porté à la somme de 18 millions.

M. BARALIS ne s'expliquerait pas que la demande toute légitime de l'Italie rencontrât des objections. Il lui semblait qu'il avait été convenu, lors de la préparation du projet de convention, que le taux de 6 francs par habitant serait maintenu, et que, si les chiffres des contingents avaient été laissés en blanc, c'était uniquement parce qu'on avait cru devoir attendre les renseignements officiels dont la production était nécessaire pour fixer ces chiffres. Les Délégués italiens s'attendaient si peu à ce que la question fût discutée, en principe, qu'ils n'ont pas demandé d'instructions sur ce point. Si donc la proposition de réduction était maintenue, ils seraient obligés d'en référer à leur Gouvernement.

M. BARALIS fait, en outre, remarquer que, si le taux de 6 francs, admis par les États contractants en 1865, n'a pas paru alors excessif, il ne peut guère être considéré comme tel aujourd'hui par les États qui possèdent une grande partie des monnaies italiennes qui vont être retirées de la circulation internationale.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il y a trois questions sur lesquelles la Conférence est appelée à prendre une décision : Doit-on modifier le taux de 6 francs par habitant ? Doit-on adopter un contingent qui varierait d'après les accroissements successifs de la population ? Enfin, à quelle époque doit-on évaluer les chiffres de population qui serviraient de base aux contingents ?

Il serait disposé, quant à lui, à maintenir le chiffre de 6 francs par habitant, à condition que les contingents fussent calculés d'une manière invariable pour toute la durée de la convention, et, à son avis, le mieux serait de prendre comme base les chiffres de la population actuelle.

M. RESSMAN appuie cette proposition, et insiste sur ce point, qu'il convient d'éviter de produire une pléthore locale de monnaie d'appoint, ce qui pourrait empêcher l'Italie de rentrer dans l'Union, le jour où elle aurait aboli le cours forcé. Or, selon lui, ce résultat serait à craindre si l'on prenait

pour base les chiffres de la population en 1880, ou même en 1886, comme les Délégués suisses ont paru le désirer.

M. FEER-HERZOG répond que le chiffre qu'il a indiqué pour motiver sa demande n'est autre que celui de la population suisse en 1880, soit 2,910,000 ou, en chiffres ronds, 3 millions d'habitants.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que la Suisse se place, pour faire le calcul, en l'année 1880; la France et l'Italie, au contraire, en l'année 1878.

Il résume la discussion en constatant que la Conférence maintient le principe d'un contingent fixe calculé, d'après la population, à raison de 6 francs par habitant. Quant à la détermination des contingents respectifs, elle se fera ultérieurement par les soins de la sous-commission.

M. DELYANNI demande, au nom du Gouvernement hellénique, si l'on ne devrait pas prévoir dans la Convention le cas où, par suite d'un accroissement de territoire, la population d'un État viendrait à augmenter subitement.

M. CHARLES JAGERSCHMIDT fait observer qu'on ne saurait viser dans une Convention des éventualités de cette nature. Si le cas se produisait, l'État intéressé pourrait provoquer, par voie diplomatique, une entente entre tous les Gouvernements de l'Union au sujet des modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux contingents.

La Conférence ajourne au samedi 26 courant sa prochaine réunion.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

HUITIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

8^e SÉANCE.

SAMEDI 26 OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENTE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents, MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie
et de la Suisse,
qui assistaient à la dernière réunion.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du projet de convention dressé par la sous-commission sur les bases déjà arrêtées par la Conférence.

Le texte de ce projet est ainsi conçu :

Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie et la Confédération Suisse, désirant maintenir l'Union monétaire établie entre les cinq États et reconnaissant la nécessité d'apporter à la Convention du 23 décembre 1865 les modifications réclamées par les circonstances, ont résolu de conclure à cet effet une nouvelle Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges.

.....

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

La Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse demeurent constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

ART. 2.

Les types des monnaies d'or frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes sont ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES.	TITRE.		POIDS.		DIAMÈTRE.
	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre tant en dehors qu'en dedans.	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE du poids tant en dehors qu'en dedans.	
	francs.	millièmes.	grammes.	millièmes.	millimètres.
Or.	100	809	32.258 06	1	35
	50		16.129 03		28
	20		6.451 61	2	21
	10		3.225 80		19
	5		1.612 90	3	17

Les Gouvernements contractants admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des cinq États, sous réserve toutefois d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 p. 0/0 au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

ART. 3.

Le type des pièces d'argent de 5 francs frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes est déterminé, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DE LA PIÈCE.	TITRE.		POIDS.		DIAMÈTRE.
	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre tant en dehors qu'en dedans.	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE du poids tant en dehors qu'en dedans.	
Argent.. 5 francs.	900 millièmes.	2 millièmes.	25 grammes.	3 millièmes.	37 millimètres.

Les Gouvernements contractants recevront réciproquement dans leurs caisses pu-

bliques lesdites pièces d'argent de 5 francs, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 p. 0/0 au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

ART. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes que dans les conditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

NATURE DES PIÈCES.	TITRE.		POIDS.		DIAMÈTRE.
	TITRE DROIT.	TOLÉRANCE du titre tant en dehors qu'en dedans.	POIDS DROIT.	TOLÉRANCE du poids tant en dehors qu'en dedans.	
	millièmes.	millièmes.	grammes.	millièmes.	millimètres.
Argent... }	fr. c. 2 00	835	10 00 5 00 2 50 1 00	5 7 10	27
	1 00				23
	0 50				18
	0 20				16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 p. 0/0 au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

ART. 5.

Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a émises, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque paiement. L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

ART. 6.

Les caisses publiques de chacun des cinq États accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

ART. 7.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante en pièces d'or ou d'argent fabriquées dans les conditions des articles 2 et 3, à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à 100 francs. Cette obligation sera prolongée pendant une année à partir de l'expiration de la présente convention.

ART. 8.

Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent.

Ces monnaies seront admises de nouveau dans les caisses publiques des autres États contractants, dès que le régime du cours forcé du papier-monnaie aura été supprimé en Italie.

Il est entendu que, lorsque les opérations relatives au retrait de la circulation internationale des monnaies italiennes d'appoint en argent auront été terminées, l'application des dispositions de l'article 7 sera suspendue à l'égard de l'Italie.

ART. 9.

Le monnayage des pièces d'or fabriquées dans les conditions de l'article 2, à l'exception de celui des pièces de 5 francs d'or, qui demeure provisoirement suspendu, est libre pour chacun des États contractants.

Le monnayage des pièces de 5 francs d'argent est provisoirement suspendu. Il pourra être repris lorsqu'un accord unanime se sera établi, à cet égard, entre tous les États contractants.

ART. 10.

Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes, frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondante à 6 francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État, est fixé :

<i>Pour la Belgique, à.....</i>	<i>33,000,000f</i>
<i>Pour la France et l'Algérie, à.....</i>	<i>240,000,000</i>
<i>Pour la Grèce, à.....</i>	<i>10,500,000</i>
<i>Pour l'Italie, à.....</i>	<i>170,000,000</i>
<i>Pour la Suisse, à.....</i>	<i>18,000,000</i>

Seront imputées sur les sommes ci-dessus les quantités déjà émises jusqu'à ce jour par les États contractants.

ART. 11.

Le millésime de fabrication sera inscrit, en conformité rigoureuse avec la date du monnayage, sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les cinq États.

ART. 12.

Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de

leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, ainsi que toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent, et spécialement de tout ce qui parviendrait à leur connaissance au sujet de la contrefaçon ou de l'altération de leurs monnaies dans les pays faisant ou non partie de l'Union, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues; ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les contrefaçons et les altérations, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement.

Ils prendront, en outre, les mesures nécessaires pour mettre obstacle à la circulation des monnaies contrefaites ou altérées.

ART. 13.

Toute demande d'accession à la présente convention, faite par un État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, ne peut être accueillie que du consentement unanime des Hautes Parties contractantes.

ART. 14.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ART. 15.

La présente convention, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1880, restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite reconduction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en serait faite.

ART. 16.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

M. LE PRÉSIDENT invite MM. les Délégués à faire connaître les observations qu'ils peuvent avoir à présenter sur la rédaction de ce projet de convention.

M. le comte RUSCONI exprime le désir que les termes du second paragraphe de l'article 9 subissent une légère modification.

Au lieu de cette rédaction : « Il (le monnayage de l'argent) pourra être repris lorsqu'un accord unanime se sera établi, à cet égard, entre tous les

États contractants », il propose de dire : « *Il sera repris aussitôt qu'un accord unanime . . . etc.* »

M. FEER-HERZOG fait observer que la rédaction du second paragraphe de l'article 9 a déjà été longuement discutée dans la sous-commission. C'est sur les instances du Délégué italien qu'elle a été adoptée dans sa teneur actuelle. On a consenti à remplacer la formule moins affirmative qui se trouvait dans un premier avant-projet par celle qui figure actuellement dans l'article 9. M. Feer-Herzog considère donc la rédaction à laquelle on s'est arrêté comme constituant la limite extrême des concessions qu'il est possible de faire à l'opinion représentée par MM. les Délégués de l'Italie, et il ne saurait consentir, pour sa part, à ce qu'il y soit apporté aucune nouvelle modification.

Après un échange d'observations entre MM. RUSCONI, FEER-HERZOG, PIRMEZ et JAGERSCHMIDT, M. le Délégué de l'Italie retire sa proposition et accepte la rédaction de la sous-commission.

Aucun autre des articles du projet de convention ne soulevant d'objections, M. LE PRÉSIDENT annonce que ce projet sera distribué à MM. les membres de la Conférence pour qu'ils puissent l'étudier à loisir et présenter, s'il y a lieu, de nouvelles observations, à la prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT déclare être en mesure de faire connaître à la Conférence que la Banque de France consent à prendre l'engagement qui lui a été demandé de recevoir dans ses caisses, pendant toute la durée de la convention, les pièces de 5 francs d'argent fabriquées dans les États de l'Union. Cet engagement sera prochainement constaté par une lettre du Gouverneur de la Banque.

M. RESSMAN remercie M. le Président de cette déclaration, qu'il considère comme essentielle au maintien de l'Union. Si le Gouvernement italien n'avait pas été assuré de l'adhésion de la Banque de France pour toute la durée de la convention, il ne lui aurait pas été possible d'entrer en arrangement. M. le Délégué italien espère qu'une déclaration analogue, émanée de la Banque nationale de Belgique, sera également produite par les Délégués de cet État.

M. PIRMEZ répond que, la Banque nationale de Belgique ne pouvant intervenir directement dans la négociation, il s'est adressé au Gouvernement, qui a dû s'entendre avec elle à ce sujet. La réponse à sa demande ne lui est pas encore parvenue.

M. le Délégué de la Belgique ajoute qu'il y a, d'ailleurs, dans la situation qu'on veut établir, une sorte d'irrégularité qu'il doit signaler. Un éta-

blissement privé, tel que la Banque de France ou la Banque de Belgique, ne pouvant être partie dans l'Union, ce sont, en réalité, les Gouvernements français et belge qui sont invités à prendre un engagement, et à le prendre sans que les autres États aient à contracter une obligation semblable.

M. Pirmez ne présume pas que la Banque nationale de Belgique refuse au Gouvernement belge l'adhésion qui lui sera demandée; mais on peut prévoir qu'elle subordonnera son consentement à la condition qu'un engagement identique soit pris par la Banque de France, et qu'elle y ajoutera peut-être aussi certaines réserves à l'égard de la Suisse et de l'Italie.

Dans ces deux pays, en effet, il ne saurait être question d'engagements analogues à ceux qu'on réclame des Banques de France et de Belgique, puisque le cours légal y existe pour les monnaies de tous les États de l'Union indistinctement; mais ce cours légal n'est pas internationalement garanti, et l'on désirerait être assuré de son maintien pendant toute la durée de la convention.

M. RESSMAN ne laissera pas sans réponse l'observation de M. Pirmez, qui semble croire que l'engagement réclamé de la France et de la Belgique est en quelque sorte unilatéral et sans compensation de la part de l'Italie.

En conséquence, il croit devoir rappeler que, lorsqu'il a été question pour la première fois de la limitation de la frappe de l'argent, l'engagement qu'on a demandé aux Banques d'accepter dans leurs caisses les pièces de 5 francs de l'Union a été considéré comme une conséquence naturelle de cette limitation.

M. FEER-HERZOG fait observer, de son côté, que, dès 1865, le Gouvernement suisse avait réclamé le cours légal pour les monnaies de l'Union. On a répondu que l'application de ce principe présentait de graves difficultés dans l'état actuel de la législation française, mais que l'acceptation des monnaies par les caisses publiques et par la Banque de France offrirait les mêmes garanties et les mêmes avantages que le cours légal. M. le Délégué de la Suisse invoque les engagements qui ont été pris à cette époque, et déclare que leur réalisation est aussi indispensable à la Suisse et à la France qu'à l'Italie.

M. Feer-Herzog fait ensuite observer que, si un établissement tel que la Banque de France ou de Belgique pouvait un jour refuser de prendre dans ses caisses les monnaies des autres États coassociés, il se produirait immédiatement une sorte de barrage dont les effets se feraient sentir dans toute l'étendue de l'Union. Il s'explique donc difficilement l'hésitation manifestée par M. Pirmez.

On a dit que la Suisse n'était pas soumise aux mêmes engagements et que sa législation n'assurait pas les mêmes garanties. Mais le cours légal existe en Suisse depuis 1850, et il n'est pas possible aux Délégués suisses, pas plus qu'il ne serait possible au Gouvernement fédéral lui-même, de prendre

aucun engagement de nature à restreindre, à cet égard, la pleine et entière liberté du Pouvoir législatif.

M. FEER-HERZOG considère, en définitive, comme une nécessité absolue que la Banque nationale de Belgique prenne un engagement identique à celui de la Banque de France.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que l'adhésion de la Banque nationale de Belgique a toujours été considérée par la Banque de France comme une condition *sine quâ non* de sa propre acceptation.

M. PIRMEZ déclare qu'il comprend parfaitement et qu'il approuve les exigences de la Banque de France. La véritable solution serait, selon lui, un traité entre les deux Banques.

Mais cette observation faite, il répète qu'il ne doute pas de l'adhésion de la Banque nationale de Belgique, sous cette condition déjà indiquée, que la Banque serait relevée de son engagement le jour où le cours légal viendrait à être supprimé en Suisse et en Italie.

M. FEER-HERZOG répond qu'une formule de ce genre, qui viserait directement la Suisse et semblerait mettre en doute la stabilité de ses lois, pourrait éveiller de légitimes susceptibilités et compromettre le succès de la négociation.

M. LE PRÉSIDENT fait observer qu'il y a là une question de rédaction facile à résoudre. Il ne doute pas qu'on ne trouve une formule que MM. les Délégués suisses puissent accepter sans difficulté.

M. LE PRÉSIDENT annonce à la Conférence que le projet d'arrangement destiné à régler l'exécution de l'article 8 de la convention principale est actuellement arrêté dans ses dispositions essentielles, et qu'un projet de rédaction en sera remis, demain même, à titre officieux, à MM. les Délégués, qui pourront le communiquer sans retard à leurs Gouvernements respectifs.

La Conférence fixe au 30 octobre sa prochaine réunion.

La séance est levée à quatre heures.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

NEUVIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE
EN 1878.

9^e SÉANCE.

MERCREDI 30 OCTOBRE 1878.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie,
et de la Suisse
qui assistaient à la réunion précédente.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'une rédaction du projet de convention a été, dans la dernière réunion, soumise à la Conférence. Il demande si l'examen de ce document a suggéré à MM. les Délégués quelque nouvelle observation.

Sur la proposition de M. RUAU, et pour se conformer à l'ordre suivi et aux expressions employées dans la loi de germinal an XI, il est décidé que, aux articles 1, 2 et 3, la mention du titre précédera celle du poids, et que, à l'article 1^{er}, le mot *module* sera remplacé par le mot *diamètre*.

M. PIRMEZ donne communication d'une lettre adressée par le Gouverneur

de la Banque nationale de Belgique au Ministre des finances, et destinée à affirmer les engagements pris par cet Établissement relativement à l'acceptation, dans ses caisses, des monnaies de paiement de l'Union pendant toute la durée de la nouvelle convention.

La Conférence décide que cette lettre sera annexée au procès-verbal, à titre de document officiel. (Annexe A.)

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'il la communiquera à la Banque de France, qui prendra, dans la même forme, des engagements analogues.

Il propose ensuite de passer à l'examen du projet d'arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la convention, projet dont les bases ont été communiquées, à titre officieux, à MM. les Délégués.

M. FEER-HERZOG dit que ce projet a été porté à la connaissance du Conseil fédéral, dont la réponse ne lui est pas encore parvenue. Les Délégués de la Suisse ne sont donc point en mesure d'adopter aucune résolution; mais, sous cette réserve, ils sont prêts à prendre part à la discussion.

M. RESSMAN déclare que la situation est à peu près la même pour les Délégués italiens, leurs instructions définitives n'étant pas arrivées. Bien que, en principe, l'adhésion de leur Gouvernement ne paraisse pas douteuse, ils ne peuvent cependant émettre un avis qu'en réservant expressément son approbation.

Il est donné lecture du projet d'arrangement qui suit :

Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse ayant résolu, d'un commun accord, d'exécuter, à partir du 1^{er} juillet 1879, les dispositions contenues dans le paragraphe 1^{er} de l'article 8 de la convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq États, lesquelles dispositions sont ainsi conçues :

« Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent; »

Les Soussignés, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}.

Le retrait des monnaies italiennes de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs qui existent en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, s'opérera du 1^{er} juillet au 31 décembre 1879.

A partir de cette dernière date, ces monnaies cesseront d'être reçues dans les caisses publiques des États susmentionnés.

ART. 2.

La valeur des pièces divisionnaires italiennes existant dans les quatre pays est évaluée à 100 millions de francs, dont 13 millions en Belgique, en Grèce et en Suisse, et 87 millions en France.

ART. 3.

Les pièces retirées de la circulation en Belgique, en Grèce et en Suisse seront, dans le mois qui suivra la clôture du retrait, remises au Gouvernement français, qui, se chargeant de les centraliser pour les transmettre au Gouvernement italien, en opérera le remboursement au comptant aux Gouvernements des trois États précités.

ART. 4.

Le compte des pièces retirées de la circulation en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse sera arrêté à l'expiration du mois qui suivra le clôture du retrait.

Il comprendra d'abord, jusqu'à concurrence de 13 millions au maximum, les pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, et, jusqu'à concurrence de 87 millions au maximum, les pièces retirées de la circulation en France, soit une somme totale de 100 millions.

Il comprendra ensuite, et séparément, l'excédant de ces sommes, s'il y a lieu.

Ladite somme de 100 millions et l'excédant éventuel prévu au paragraphe précédent seront portés au débit du Gouvernement italien, dans un compte courant dont les intérêts seront réglés au taux de 3 0/0 l'an, en numéraire, à partir du jour où les pièces retirées auront cessé d'avoir cours dans les quatre pays.

ART. 5.

Le Gouvernement français transmettra au Gouvernement italien, dans les localités que celui-ci désignera sur la frontière française ou à Civita-Vecchia, les pièces qui auront été centralisées conformément aux articles précédents. Les monnaies provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse seront comprises dans ces envois jusqu'à concurrence de 13 millions, et celles provenant de la France jusqu'à concurrence de 87 millions.

ART. 6.

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des pièces qui lui auront été remises jusqu'à concurrence des 100 millions formant la première partie du compte prévu à l'article 4, aura lieu à Paris. Il s'effectuera soit en or, soit en pièces de 5 fr. d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris, et se fera dans les conditions suivantes:

1° *Au comptant :*

<i>Pièces provenant de la Belgique, de la Grèce</i>		
<i>et de la Suisse.....</i>	<i>13,000,000f</i>	<i>} 30,000,000f</i>
<i>Pièces provenant de la France.....</i>	<i>17,000,000</i>	
2° <i>Dans le courant de janvier 1881.....</i>		<i>23,300,000</i>
<i>Dans le courant de janvier 1882.....</i>		<i>23,300,000</i>
<i>Dans le courant de janvier 1883.....</i>		<i>23,400,000</i>
<i>TOTAL.....</i>		<i>100,000,000</i>

ART. 7.

S'il s'est produit des excédants de retrait en sus des 13 millions et des 87 millions dont il est question aux articles 2, 4 et 5, les pièces composant ces excédants seront tenues à la disposition du Gouvernement italien, qui en remettra la contre-valeur au comptant, lorsqu'il en prendra livraison.

Il est toutefois entendu que la livraison et le remboursement s'effectueront au plus tard en même temps que la dernière annuité spécifiée à l'article 6.

ART. 8.

Le Gouvernement italien retirera et détruira, dans les deux mois qui suivront la remise des 100 millions de pièces divisionnaires, la totalité des coupures de papier inférieures à 5 francs qui existent dans la circulation italienne, et n'en émettra point de nouvelles.

En exécution de l'article 12 de la convention monétaire conclue en date de ce jour, le Gouvernement italien communiquera aux autres Gouvernements de l'Union un état des retraits et des destructions qu'il aura effectués, et ce dans le délai de quatre mois après l'accomplissement de ces opérations.

ART. 9.

Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français, en même temps que la première annuité spécifiée à l'article 6, les frais de toute nature auxquels donneront lieu les opérations prévues par la présente convention, ces frais ne pouvant, dans aucun cas, dépasser la somme de 250,000 francs.

ART. 10.

Le présent Arrangement sera ratifié. . . . etc.

Sur le préambule, M. PIRMEZ fait observer qu'il n'y a aucun intérêt et qu'il y aurait de sérieux inconvénients à prétendre fixer, pour chaque pays, une date identique, comme celle du 1^{er} juillet 1879, pour le commencement de l'opération du retrait des monnaies divisionnaires. L'essentiel est que l'opération soit terminée avant l'entrée en vigueur de la nouvelle convention.

M. LE PRÉSIDENT adhère à l'observation de M. Pirmez et dit qu'il pourrait en être tenu compte dans le préambule et dans la rédaction de l'article 1^{er}.

La Conférence décide que la date du 1^{er} juillet, indiquée comme point de départ de l'opération, sera supprimée, et que la date de l'achèvement, celle du 31 décembre 1879, sera seule maintenue dans le texte définitif.

Sur l'article 2, M. PIRMEZ dit que l'évaluation des pièces divisionnaires qui en est l'objet ne lui semble pas à sa place entre l'article 1^{er} et l'article 3. L'arrangement devrait, selon lui, après la fixation de l'époque du retrait inscrite dans l'article 1^{er}, se diviser en deux parties bien distinctes.

Dans la première, on définirait l'opération qui aura lieu entre la Belgique, la Grèce et la Suisse d'une part, et la France de l'autre, opération qui consiste dans la centralisation entre les mains du Gouvernement français et le remboursement, par lui, des monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation dans les trois premiers États.

Dans la seconde partie, on indiquerait toutes les phases de l'opération qui s'effectuera entre la France et l'Italie et les chiffres qui serviront de base à l'arrangement. Or, l'évaluation contenue dans l'article 2 n'offre aucun intérêt pour la Belgique, la Grèce et la Suisse, qui n'ont d'autre rôle à remplir que celui de ramasser la totalité des monnaies italiennes en circulation sur leur territoire et de les remettre au Gouvernement français. Cette évaluation n'a trait qu'à l'établissement du compte qui devra être arrêté entre la France et l'Italie. Placée dans la première partie, elle aurait l'inconvénient de jeter une certaine confusion dans l'esprit de ceux qui liront la convention et, peut-être, de faire naître des hésitations ou des objections de la part des pouvoirs qui seront appelés à la sanctionner.

M. FEER-HERZOG déclare partager entièrement, à cet égard, l'avis de M. Pirmez.

Il est décidé, en conséquence, que l'article 2 sera supprimé et que les dispositions qu'il contient seront fondues dans l'article 4.

Pour mieux faire comprendre la distinction entre les deux opérations qui viennent d'être si clairement expliquées par M. Pirmez, M. LE PRÉSIDENT propose de dire expressément, dans le premier paragraphe de l'article 4, que le compte dont il est question est arrêté entre la France et l'Italie.

M. FEER-HERZOG approuve cette modification et demande s'il est utile de faire figurer dans l'article 4 l'estimation d'après laquelle la somme totale de 100 millions se subdivise en deux lots, l'un de 87 millions pour la France, l'autre de 13 millions pour les trois autres États. Le compte entre ces trois États et la France est arrêté et clos par l'article 3. Il ne voit pas pourquoi il en serait de nouveau question dans l'article 4.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il considère comme très-utile de mettre en lumière, par un des articles de l'arrangement, les chiffres qui démontrent l'inégale proportion du lot de la France et de celui des autres États. Cette mention fera comprendre, à première vue, les raisons pour lesquelles l'opération s'effectue à terme pour la France et au comptant pour les autres États; et, dès lors, il ne sera pas nécessaire, pour justifier le système adopté, de faire l'historique des différentes phases de la négociation.

M. RESSMAN demande qu'une clause accessoire insérée dans l'arrangement indique que le Gouvernement italien aura la faculté de se libérer par anticipation.

Il est décidé qu'un paragraphe sera ajouté, dans ce sens, à l'article 6.

M. LE PRÉSIDENT ne croit pas inutile de rappeler à la Conférence dans quel esprit l'article 8 a été conçu. Il est, en quelque sorte, dit-il, la reproduction de l'article 8 de la convention principale.

Le retrait des petites coupures par le Gouvernement italien est l'élément essentiel de la nouvelle convention. Pour l'Italie, qui a elle-même demandé qu'on lui fournisse les moyens de réaliser cette opération en lui renvoyant ses monnaies divisionnaires d'argent, c'est un premier pas vers la suppression du cours forcé.

Pour les autres États, c'est une raison déterminante de conclure la convention actuelle. L'Union ne pouvait être renouvelée que si la situation créée par la Convention de 1865 était améliorée de deux manières: par la suspension de la fabrication de l'argent et par le retrait d'une partie du papier-monnaie italien, mesure destinée à débarrasser les États alliés de la petite monnaie qui les incommode.

Cette seconde partie de la convention principale devait être reproduite et développée dans l'arrangement annexe; mais, pour bien saisir le sens et la portée des clauses de cet arrangement, il n'y a, dit M. le Président, qu'à se reporter aux principes qui servent de base à la convention. Le but que les États coassociés et l'Italie elle-même se sont proposé ne peut être atteint que si le retrait des petites coupures est définitif, et il ne sera définitif que si l'on n'en émet point de nouvelles. Bien que ce ne soit là que l'exécution rigoureuse de l'esprit et de la lettre de la convention, on a cru qu'il était bon de le dire expressément.

Enfin, de même que, par l'article 11 de la Convention de 1865 et dans les Déclarations postérieures, on avait cru utile d'inviter les États de l'Union à se communiquer réciproquement tous les documents administratifs concernant les monnaies, on a, pour compléter ces dispositions, demandé à l'Italie de communiquer à ses alliés les documents statistiques relatifs au retrait et à la destruction des coupures divisionnaires.

M. le comte Rusconi, tout en entrant complètement dans l'ordre d'idées où M. le Président s'est placé, désirerait voir le rôle de l'Italie, dans cette opération, mieux défini par la rédaction de l'article 8 de l'arrangement annexe. Il voudrait qu'on rappelât d'une manière plus précise les termes de l'article 8 de la convention principale, en indiquant que c'est sur la proposition de l'Italie elle-même que le retrait des petites coupures est devenu l'une des bases conditionnelles du renouvellement de l'Union; il voudrait, enfin, que l'on indiquât, en quelques mots, que le but final du Gouvernement italien est la suppression du cours forcé.

M. LE PRÉSIDENT pense qu'il sera facile de donner satisfaction au désir exprimé par M. le comte Rusconi par une légère modification apportée au texte de l'article 8.

M. PIRMEZ demande si, à partir de la date du 1^{er} janvier 1880, époque à laquelle les intérêts courront contre l'Italie, et dans le cas où il y aurait des retards dans la demande d'expédition des monnaies, il n'y aurait pas lieu d'attribuer le prorata de ces intérêts à la Belgique, à la Grèce et à la Suisse, jusqu'au moment où le remboursement aurait été effectué.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il ne saurait en être autrement. Le Gouvernement français, en prenant l'opération à son compte, ne peut avoir l'intention de réaliser aucun bénéfice sur les Gouvernements étrangers. Il se trouvera, d'ailleurs, certainement en mesure d'effectuer le remboursement, dès le 1^{er} janvier 1880.

À la suite de cette discussion, la Conférence décide que la sous-commission précédemment instituée modifiera le texte de l'arrangement en tenant compte des observations qui viennent d'être échangées et des résolutions qui ont été prises.

M. LE PRÉSIDENT résume en peu de mots les dispositions de l'arrangement et en fait ressortir le caractère dominant. La Belgique, la Grèce et la Suisse vendent au comptant, à l'Italie, leur lot de monnaies divisionnaires italiennes. La France vend son lot à terme, à condition que son découvert ne dépasse pas une certaine somme. Telle est, dit-il, toute l'économie de l'opération.

La Conférence décide qu'elle se réunira lundi, 4 novembre prochain, pour l'adoption du texte des divers actes conventionnels qu'elle a élaborés.

La séance est levée à quatre heures.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

LETTRE
DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
AU MINISTRE DES FINANCES.

Bruxelles, le 29 octobre 1878.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que, conformément à la demande que vous lui adressez par votre dépêche (cabinet) du 28 de ce mois, la Banque nationale consent à maintenir l'engagement, qu'elle a pris antérieurement, de recevoir les monnaies de paiement (pièces d'or et pièces de 5 francs d'argent) que, aux termes de la Convention de 1865, l'État doit accepter dans ses caisses.

Cet engagement s'appliquera à l'année 1879 et se prolongera ensuite pendant toute la durée de la nouvelle convention dont vous annoncez la conclusion prochaine. Son maintien suppose, toutefois, que les bases essentielles de la situation actuelle sont conservées; nous considérons qu'il n'en serait pas ainsi, si la fabrication des pièces de 5 francs d'argent venait, en dehors des contingents qui pourraient être fixés pour l'année prochaine, à être reprise; il n'en serait pas ainsi non plus, si l'un des États de l'Union supprimait le cours légal des monnaies dont il s'agit, sans y substituer des engagements analogues à ceux de la Banque de France ou de la Banque nationale, pour assurer le cours effectif des monnaies de paiement de l'Union.

Il est, du reste, bien entendu que l'engagement que prend la Banque nationale est, comme précédemment, subordonné à un engagement semblable de la Banque de France.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur faisant fonctions de Secrétaire,

Signé : WEBER.

Le Gouverneur,

Signé : A. PIRSON.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Ministère des Finances,

Signé : VAN DER REST.

DIXIÈME SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

10^e SÉANCE.

LUNDI 4 NOVEMBRE 1878.

PRÉSIDENTE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie
et de la Suisse,
qui assistaient à la dernière réunion.

La séance est ouverte à midi et demi.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du Gouverneur de la Banque de France, adressée au Ministre des finances, et contenant l'engagement de cet établissement quant à l'acceptation des monnaies de payement de l'Union pendant toute la durée de la nouvelle convention.

La Conférence décide que cette lettre, qui contient un engagement identique à celui de la Banque nationale de Belgique, sera également annexée au procès-verbal. (Annexe A.)

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les Délégués si les instructions défini-

tives qu'ils ont dû recevoir de leurs Gouvernements les autorisent à signer la convention et l'arrangement complémentaire dont le texte, modifié dans le sens des décisions prises par la Conférence dans sa dernière réunion, leur a été communiqué.

M. LARDY déclare que cette autorisation a été donnée à MM. les Délégués suisses. Il demande seulement, pour se conformer aux instructions du Conseil fédéral, que, par un moyen quelconque, il soit établi entre les trois actes qui sont sortis des délibérations de la Conférence, savoir, la convention, l'arrangement et la déclaration, une connexité complète quant à la sanction qui devra leur être donnée par les Pouvoirs législatifs de chaque État. Cette connexité lui paraît surtout importante en ce qui touche la déclaration relative à la fabrication des pièces d'argent de 5 francs pendant l'année 1879. M. Lardy pense, d'ailleurs, qu'il suffirait de la constater par une mention au procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT ne voit pas quel intérêt la Suisse trouve à cette connexité. [Si la nouvelle convention n'était point ratifiée, les États recouvreraient la liberté de la frappe illimitée de l'argent, et la déclaration relative à l'année 1879 serait, dans ce cas, si elle subsistait, une garantie précieuse pour la Suisse comme pour les autres Puissances.

M. JAGERSCHMIDT ajoute que la connexité serait, en fait, difficile à établir, les délais fixés pour la ratification des divers actes ne pouvant être les mêmes. La déclaration doit, en effet, être approuvée avant le 1^{er} janvier 1879, et la convention, ainsi que l'arrangement annexe, ne pourront probablement, en raison de leur importance, être ratifiés avant les premiers mois de l'année prochaine.

M. PIRMEZ estime que la connexité doit exister en ce sens seulement que, si la déclaration n'était pas ratifiée, cette situation amènerait nécessairement le rejet de la convention principale.

M. FEER-HERZOG et M. LE PRÉSIDENT appuient l'observation de M. Pirmez, à laquelle ils déclarent se rallier complètement.

MM. les Délégués suisses espèrent que l'insertion au procès-verbal des observations qui viennent d'être échangées suffira pour donner satisfaction à leur Gouvernement.

M. RESSMAN soumet à la Conférence, pour se conformer au désir manifesté par M. le Ministre des finances d'Italie, quelques observations de

pure forme, qui ne sauraient, dit-il, porter atteinte au fond des stipulations contenues dans la convention.

En premier lieu, l'article 6 de l'arrangement, relatif au remboursement par l'Italie de l'excédant éventuel des 100 millions, ne reproduit pas la mention du mode de paiement qui figure à l'article 5 pour le remboursement des 100 millions. M. RESSMAN demande s'il n'y aurait pas lieu de réparer cette omission.

M. BARALIS insiste sur cette observation, en proposant de viser, dans l'article 6, les dispositions de l'article 5 en vertu desquelles le remboursement doit s'effectuer en or, ou en pièces de 5 francs d'argent, ou en traites sur Paris, ou en bons du Trésor italien.

M. JAGERSCHMIDT répond que cette omission avait déjà été relevée par M. le Président, et qu'un Protocole devant être dressé entre les Plénipotentiaires de France et d'Italie pour préciser le sens d'une des dispositions de l'article 5, il a été ajouté à ce Protocole un paragraphe qui donne pleine satisfaction au désir exprimé par M. RESSMAN.

Il donne lecture de ce Protocole, qui est ainsi conçu :

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la convention monétaire conclue à la date de ce jour entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés du Président de la République Française et de S. M. le Roi d'Italie, voulant fixer, d'un commun accord, le sens précis des mots « au comptant » insérés aux articles 5 et 6 dudit arrangement, ont, au nom de leurs Gouvernements respectifs, décidé et arrêté ce qui suit :

1° *En ce qui concerne l'article 5 :*

Le remboursement, par le Gouvernement italien, des 13 millions représentant le montant des pièces divisionnaires provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, s'effectuera dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880.

Le remboursement des 17 millions représentant le montant des pièces provenant de la France s'effectuera dans le courant de l'année 1880.

2° *En ce qui concerne l'article 6 :*

Le remboursement au comptant de la somme représentant la contre-valeur des pièces composant l'excédant éventuel des 100 millions s'effectuera, comme il est stipulé à l'article 5, à Paris, soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange

des ratifications sur l'arrangement monétaire auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Paris, le etc.

M. RESSMAN, s'étant rallié à ce mode de procéder, passe à une autre observation sur le texte de l'article 7.

Cet article stipule que le retrait des coupures divisionnaires doit avoir lieu *« au plus tard dans les six mois qui suivront la remise des pièces divisionnaires »*. M. Ressman désirerait qu'il fût bien établi qu'il s'agit de la remise de *la totalité* des pièces divisionnaires retirées.

M. LE PRÉSIDENT répond que l'intention des rédacteurs de cet article a été de spécifier que la suppression des coupures divisionnaires devrait s'opérer après la remise de la masse des monnaies divisionnaires comprises dans la première partie du compte prévu à l'article 3, que la somme soit inférieure ou non à 100 millions, et sans attendre la remise de l'excédant éventuel. Il serait facile de tenir compte de l'observation du Gouvernement italien, en visant, dans l'article 7, le second paragraphe de l'article 3.

M. MUSNIER DE PLEIGNES fait remarquer qu'il serait plus simple et plus précis de se référer à un article dont le texte est uniquement relatif à la remise des 100 millions de pièces divisionnaires, c'est-à-dire à l'article 5.

M. LE PRÉSIDENT propose, en conséquence, de rédiger l'article 7 de la façon suivante : *« . . . au plus tard dans les six mois qui suivront la remise de la totalité des pièces divisionnaires visées à l'article 5. »*

M. RESSMAN, ayant adhéré à cette modification, la Conférence décide qu'elle sera introduite dans le texte de l'article 7.

Au sujet de ce même article 7, M. RESSMAN fait observer que les mots qui terminent le second paragraphe : *« dans le délai de quatre mois après l'accomplissement de ces opérations »*, manquent de clarté, et il désirerait qu'il fût bien précisé de quelle espèce d'opérations il s'agit.

M. JAGERSCHMIDT répond qu'il s'agit évidemment des opérations relatives au rachat et à la destruction des coupures divisionnaires, et il fait remarquer que la rédaction de l'article ne permet aucun doute à cet égard.

M. RESSMAN déclare qu'il lui suffit que l'interprétation qui vient d'être donnée soit consignée au procès-verbal.

M. RESSMAN exprime, en outre, le désir que l'article 7 de l'arrangement soit complété par la reproduction de la disposition inscrite à l'ar-

ticle 8 de la convention principale et relative à la réadmission des monnaies divisionnaires italiennes dans les caisses publiques des autres États, lorsque le régime du cours forcé aura été supprimé en Italie. Il s'agit là, dit-il, d'une stipulation d'autant plus essentielle pour l'Italie que le Gouvernement italien a la confiance que ce résultat pourra être atteint pendant la durée même de la convention.

M. LE PRÉSIDENT répond que, le second paragraphe de l'article 8 de la convention principale contenant à cet égard une disposition explicite et formelle, le Gouvernement italien y trouvera une satisfaction beaucoup plus complète que si la mention dont il s'agit figurait seulement dans un arrangement qui n'est que l'application de l'article 8 de la convention.

M. RESSMAN termine les observations qu'il a été chargé de soumettre à la Conférence, en demandant s'il n'y aurait pas lieu d'ajouter à l'article 8, après les mots : *« les frais de transport à la frontière »*, les mots : *« que le Gouvernement italien désignera »*.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que les termes formels de l'article 4 ne permettent aucun doute à cet égard.

M. RESSMAN n'insiste pas sur son observation.

La discussion est déclarée close.

M. LE PRÉSIDENT annonce que, les instruments devant être préparés pour demain, il pourra être procédé sans retard à la signature de la convention et des trois autres actes.

La Conférence décide, en conséquence, de se réunir demain mardi, 5 novembre, à une heure de l'après-midi.

La séance est levée à deux heures.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMFON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

LETTRE
DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE
AU MINISTRE DES FINANCES.

Paris, le 2 novembre 1878.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, conformément à la demande que vous avez bien voulu m'adresser, le conseil général de la Banque de France consent à maintenir l'engagement, qu'il a pris antérieurement, de recevoir les monnaies de paiement (pièces d'or et pièces de 5 francs d'argent) que, aux termes de la Convention de 1865, l'État doit accepter dans ses caisses.

Cet engagement s'appliquera à l'année 1879 et se prolongera pendant toute la durée de la nouvelle convention dont vous espérez la prochaine conclusion. Son maintien suppose, toutefois, que les bases essentielles de la situation actuelle sont conservées. Nous considérons qu'il n'en serait pas ainsi, si la fabrication des pièces de 5 francs d'argent venait, en dehors des contingents qui pourraient être fixés pour l'année prochaine, à être reprise; il n'en serait pas ainsi non plus, si l'un des États de l'Union supprimait le cours légal des monnaies dont il s'agit, sans y substituer des engagements analogues à ceux de la Banque de France ou de la Banque nationale de Belgique, pour assurer le cours effectif des monnaies de paiement des États de l'Union.

Il est, du reste, bien entendu que l'engagement que prend ici la Banque de France est, comme précédemment, subordonné à un engagement semblable de la Banque nationale de Belgique.

Veuillez, agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Signé : ROULAND.

ONZIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE

EN 1878.

11^e ET DERNIÈRE SÉANCE.

MARDI 5 NOVEMBRE 1878.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON SAY.

Étaient présents MM. les Délégués
de la Belgique,
de la France,
de la Grèce,
de l'Italie
et de la Suisse,
qui assistaient à la réunion d'hier.

La séance est ouverte à une heure et demie.

M. LE PRÉSIDENT présente les pleins pouvoirs qui autorisent les Délégués français à signer la convention au nom de la France. Il prie, en même temps, MM. les Plénipotentiaires des autres États de vouloir bien remettre également les pouvoirs qu'ils ont reçus de leurs Gouvernements respectifs.

Après examen des pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, il est procédé au collationnement et à la signature de la Convention, de l'Arrange-

ment annexe, du Protocole et de la Déclaration relative à la fabrication de l'argent pendant l'année 1879.

Avant que la Conférence se sépare, M. FEER-HERZOG tient à se prévaloir de sa qualité de doyen des Plénipotentiaires délégués pour remercier chaleureusement M. Léon SAY, l'éminent Président de cette assemblée, de ce qu'il a bien voulu en diriger les travaux.

La haute autorité officielle de M. le Ministre des finances et sa compétence toute spéciale en matière monétaire ont beaucoup contribué, dit-il, à l'heureuse issue des négociations, et la bienveillance qu'il a témoignée à ses collègues restera, pour eux, l'un des meilleurs souvenirs de leur mission.

L'Union latine, ajoute M. le Délégué de la Suisse, vient d'être renouvelée et affermie. Les Gouvernements et les populations apprendront, sans aucun doute, avec satisfaction, que les cinq États ne doivent pas cesser d'être unis par le lien d'une circulation monétaire commune, et l'on peut espérer que cette Union, établie entre eux sous le rapport des monnaies, continuera à exercer une heureuse influence sur leurs relations politiques et commerciales.

M. Feer-Herzog remercie ensuite MM. les Secrétaires du concours efficace qu'ils ont prêté aux travaux de la Conférence.

La Conférence s'associe, unanimement, aux sentiments exprimés par M. Feer-Herzog.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il est fier de recueillir, de la bouche d'un savant aussi distingué, aussi compétent en matière économique et monétaire que l'honorable M. Feer-Herzog, les paroles flatteuses qu'il a prononcées et auxquelles tous ses collègues ont bien voulu s'associer. Il se félicite hautement de ce que, par les soins de la Conférence qu'il a eu l'honneur de présider, l'Union monétaire des cinq États, grâce aux modifications apportées au contrat qui lui sert de base, se trouve maintenue et consolidée.

M. LE PRÉSIDENT prononce ensuite la clôture des travaux de la Conférence, et la séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Président,

Signé : LÉON SAY.

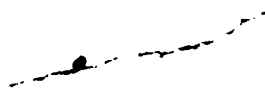
Les Secrétaires,

Signé : ERNEST CRAMPON.

HENRI JAGERSCHMIDT.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
CONVENTION MONÉTAIRE du 5 novembre 1878.....	7
ARRANGEMENT relatif à l'exécution de l'article 8 de la Convention.....	14
PROTOCOLE signé par la France et l'Italie.....	18
DÉCLARATION relative à la fabrication de la monnaie d'argent pendant l'année 1879....	21
PROCÈS-VERBAL DE LA PREMIÈRE SÉANCE (30 août 1878).....	25
PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE (1 ^{er} octobre 1878).....	29
PROCÈS-VERBAL DE LA TROISIÈME SÉANCE (5 octobre 1878).....	45
<i>ANNEXE A.</i> Lettre du Gouverneur de la Banque de France au Ministre des Finances, en date du 5 octobre 1878.....	57
<i>ANNEXE B.</i> Tableaux contenant :	
1 ^o Un relevé de la fabrication des pièces d'or en Belgique, en France, en Grèce, en Italie et en Suisse avant la mise en vigueur de la Convention de 1865 et depuis cette époque jusqu'au 1 ^{er} septembre 1878.....	60
2 ^o Un relevé de la fabrication des pièces d'argent de 5 francs dans les cinq États de l'Union pendant les mêmes périodes.....	<i>Idem.</i>
3 ^o Un relevé de la fabrication des pièces d'argent de 5 francs dans les cinq États de l'Union depuis la limitation du monnayage....	61
4 ^o La situation des contingents et des fabrications des monnaies divi- sionnaires d'argent dans les cinq États de l'Union.....	62
5 ^o Un relevé de la fabrication des monnaies courantes de bronze, de cuivre et de nickel dans les cinq États de l'Union jusqu'au 1 ^{er} sep- tembre 1878.....	<i>Idem.</i>
PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE (7 octobre 1878).....	65
<i>ANNEXE A.</i> Documents relatifs à la fabrication des monnaies belges pendant les deux années 1876 et 1877.....	79
<i>ANNEXE B.</i> Documents relatifs à la fabrication des monnaies françaises pendant les deux années 1876, 1877 et les trois premiers trimestres de 1878.	87
PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME SÉANCE (10 octobre 1878).....	93
PROCÈS-VERBAL DE LA SIXIÈME SÉANCE (14 octobre 1878).....	109
<i>ANNEXE A.</i> Législation de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Suisse sur le faux monnayage et sur le retrait des pièces usées.....	119
<i>ANNEXE B.</i> Diagramme du frai de la pièce de 20 francs.....	143
PROCÈS-VERBAL DE LA SEPTIÈME SÉANCE (19 octobre 1878).....	147
PROCÈS-VERBAL DE LA HUITIÈME SÉANCE (26 octobre 1878).....	159
PROCÈS-VERBAL DE LA NEUVIÈME SÉANCE (30 octobre 1878).....	169
<i>ANNEXE A.</i> Lettre du Gouverneur de la Banque nationale de Belgique au Ministre des finances, en date du 29 octobre 1878.....	177
PROCÈS-VERBAL DE LA DIXIÈME SÉANCE (4 novembre 1878).....	181
<i>ANNEXE A.</i> Lettre du Gouverneur de la Banque de France au Ministre des finances, en date du 2 novembre 1878.....	187
PROCÈS-VERBAL DE LA ONZIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE (5 novembre 1878).....	191



6-1
7

